

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2010-160	P-130-001 et P-130-003	20 décembre 2010
------------	---------------------------	------------------

PRÉSENTS :

Marc Turgeon

Michel Hardy

Richard Lassonde

Régisseurs

Énergie Brookfield Marketing Inc.

Demanderesse

et

Hydro-Québec

Défenderesse

Décision finale

Plaintes déposées en vertu de l'article 86 de la Loi sur la Régie de l'énergie

DÉCISION

1. L'INTRODUCTION

[1] Le 15 mars 2010, Énergie Brookfield Marketing Inc. (EBMI) dépose à la Régie de l'énergie (la Régie) une plainte (P-130-001) dans laquelle elle conteste une décision d'Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le Transporteur).

[2] Cette décision, transmise à EBMI le 11 mars 2010, porte sur le refus par le Transporteur de renouveler deux conventions de transport ferme de 43 MW et 68 MW (incluant les pertes de transport) sur le chemin MATI-HQT-NE (les Conventions MATI-NE) pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011. La plainte comprend également une demande d'ordonnance de mesures de sauvegarde afin de permettre à EBMI de continuer d'utiliser les services de transport jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue¹.

[3] Le 9 juin 2010, EBMI dépose à la Régie une deuxième plainte (P-130-003) dans laquelle elle conteste une décision du 21 mai 2010 du Transporteur.

[4] Cette seconde plainte porte sur le refus par le Transporteur de reconduire deux conventions de service de transport ferme de 105 MW chacune (incluant les pertes de transport) sur le chemin ON-HQT-NE (les Conventions ON-NE) pour la période du 2 septembre 2010 au 1^{er} septembre 2011. La plainte comprend aussi une demande d'ordonnance de mesures de sauvegarde afin de permettre à EBMI de continuer d'utiliser les services de transport jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue. EBMI demande également à la Régie d'entendre cette plainte en même temps que la plainte P-130-001².

2. LA PROCÉDURE

[5] Le 25 mars 2010, la Régie entend les parties en audience sur la demande d'ordonnance de mesures de sauvegarde relative au dossier P-130-001. Les parties

¹ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, pages 17 et 19.

² Dossier P-130-003, pièce B-1, demande, pages 18 et 20.

déposent un projet d'ordonnance de sauvegarde qu'elles demandent à la Régie d'entériner. Le jour même, la Régie rend la décision D-2010-031 dans laquelle elle rend une ordonnance de mesures de sauvegarde permettant à EBMI de continuer d'utiliser les services de transport ferme sur le chemin MATI-HQT-NE à partir du 1^{er} avril 2010, et ce, jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue.

[6] Le 21 mai 2010, le Transporteur demande la suspension de l'audition de la plainte P-130-001 dans l'attente de la décision finale à intervenir dans le cadre du dossier tarifaire R-3669-2008 Phase 2.

[7] Le 28 mai 2010, EBMI s'oppose à la demande de suspension du Transporteur et soumet ses arguments à cet égard.

[8] Le 3 juin 2010, le Transporteur réplique aux arguments d'EBMI. Le 7 juin 2010, EBMI soumet certains commentaires additionnels.

[9] La Régie, par la décision D-2010-075 du 11 juin 2010, rejette la demande de suspension de l'audition et convoque les parties à une rencontre préparatoire.

[10] Le 21 juin 2010, la Régie tient la rencontre préparatoire pour discuter, notamment, d'un calendrier de traitement des deux dossiers de plainte. Lors de cette rencontre, les deux parties conviennent que les plaintes P-130-001 et P-130-003 devraient être réunies aux fins de l'audience orale.

[11] Le 9 juillet 2010, les parties soumettent un projet d'ordonnance de mesures de sauvegarde pour le dossier P-130-003 qu'elles demandent à la Régie d'entériner. Le 14 juillet 2010, la Régie, par la décision D-2010-089, accueille la demande d'ordonnance de mesures de sauvegarde pour permettre à EBMI de continuer d'utiliser le service de transport sur le chemin ON-HQT-NE jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue.

[12] Le 14 juillet 2010, la Régie rend également la décision D-2010-090 dans laquelle elle accepte la réunion des plaintes P-130-001 et P-130-003 pour l'audience orale et fixe le calendrier de traitement des dossiers.

[13] Le 7 septembre 2010, le Transporteur dépose une affirmation solennelle au soutien de sa demande de traitement confidentiel des annexes 2, 3, 5, 6 et 11 du dossier d'examen interne de la plainte P-130-001, et des annexes 2, 3, 5, 6 et 9 du dossier d'examen interne de la plainte P-130-003.

[14] L'audience orale des plaintes se déroule du 14 au 17 septembre 2010 inclusivement.

3. LES FAITS

[15] EBMI est un client du Transporteur, actif dans les marchés de gros d'électricité du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et dans plusieurs états américains, incluant ceux du Nord-Est.

[16] EBMI est le deuxième client en importance du service de transport de point à point du Transporteur. Les conditions de ce service qui lui sont applicables à ce titre sont prévues à la Partie II des *Tarifs et conditions des services de transport d'Hydro-Québec* (les Tarifs et conditions)³.

[17] Les 5 et 9 janvier 2007, EBMI dépose deux demandes de service de transport ferme à long terme de point à point pour des capacités respectives de 43 MW et 68 MW (incluant les pertes de transport) sur le chemin MATI-HQT-NE⁴. Les demandes sont acceptées par le Transporteur et les conventions de service sont signées le 31 janvier 2007 pour un service débutant le 1^{er} avril 2007 et se terminant le 31 mars 2008⁵.

[18] Le 2 août 2007, EBMI dépose deux demandes de service de transport ferme à long terme de point à point de 105 MW chacune (incluant les pertes de transport) sur le chemin ON-HQT-NE⁶. À la suite d'une étude d'impact complétée par le Transporteur en mai

³ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 4.

⁴ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 20.

⁵ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-2.

⁶ Dossier P-130-003, pièce B-1, demande, allégué n° 28.

2008, ce dernier accepte les demandes de service d'EBMI⁷. Les conventions sont signées le 12 juin 2008 pour un service débutant à la plus éloignée des dates suivantes, le 1^{er} juin 2009 ou la date de mise en service de l'interconnexion entre l'Ontario et le Québec, représentée par le chemin ON-HQT, et se terminant un an après le début du service⁸. Finalement, la date de fin du service de transport a été fixée au 2 septembre 2010⁹.

⁷ Dossier P-130-003, pièce B-1, demande, allégué n° 29.

⁸ Dossier P-130-003, pièce B-1, EBMI-6.

⁹ Dossier P-130-003, pièce B-1, demande, allégués n°s 30 et 31.

[19] Entre décembre 2007 et novembre 2008, EBMI souscrit des droits de service de transport ferme à long terme du côté américain, pour des capacités réservées totalisant 282 MW jusqu'en 2013¹⁰.

[20] Le 14 janvier 2008, EBMI demande le renouvellement des Conventions MATI-NE pour la période du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009¹¹.

[21] Le 4 mars 2008, le Transporteur accepte cette demande, tel qu'il appert des inscriptions affichées sur le site OASIS (*Open Access Same-time Information System*) du Transporteur et des lettres de ce dernier¹². Le Transporteur précise, dans ses lettres, que la durée de vie de l'interconnexion étant limitée, une étude d'impact sera éventuellement requise afin d'identifier le coût d'ajouts au réseau lors d'une demande subséquente de renouvellement.

[22] Du 23 décembre 2008 au 31 janvier 2009, le Transporteur affiche l'avis suivant sur son site OASIS :

« Coordination des capacités de transit

Dans le contexte de l'ordonnance 890 de la FERC, le Transporteur entreprendra en 2009 des travaux en vue d'aligner les capacités de transit affichées sur OASIS, avec celles affichées sur les réseaux voisins. Au fur et à mesure de la progression des travaux, les nouvelles valeurs de transit seront affichées.

À compter de la publication du présent avis, le Transporteur analysera toute nouvelle demande de service de transport sur ses interconnexions en tenant compte des limites sur les réseaux voisins [...]»¹³.

[23] Le 20 janvier 2009, EBMI demande le renouvellement des Conventions MATI-NE pour la période du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. Le 4 mars 2009, le Transporteur

¹⁰ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 83 et pièce A-12-2, notes sténographiques (NS) du 15 septembre 2010, volume 2, pages 95 à 98.

¹¹ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 41 et pièce B-1, EBMI-8.

¹² Dossier P-130-001, pièces B-1, EBMI-8 et EBMI-9.

¹³ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-18.

accepte cette demande avec les mêmes réserves mentionnées dans la lettre du 4 mars 2008, en ce qui a trait à la durée de vie de l'interconnexion¹⁴.

[24] Le 1^{er} juillet 2009, un service de transport ferme à long terme souscrit par Hydro-Québec dans ses activités de production d'électricité (le Producteur), débute sur le chemin HQT-NE pour une capacité de 1 200 MW et une durée de 35 ans. Le Producteur a transmis la demande pour ce service le 20 janvier 2006¹⁵.

[25] Du 8 juillet au 9 août 2009, le Transporteur affiche l'avis suivant sur son site OASIS :

« Harmonisation des capacités de transport

Le présent avis fait suite à l'avis publié par le Transporteur sur OASIS le 23 décembre 2008.

À compter d'aujourd'hui, le Transporteur harmonise ses capacités de transport ferme disponibles avec celles des réseaux voisins afin que les réservations de transport de ses clients soient réalisables en tout temps en fonction des capacités de transport des réseaux voisins. Les capacités de transport pour chaque chemin sur l'horizon des treize prochains mois sont affichées sur le site OASIS du Transporteur.

Aucune réservation de transport ferme existante au moment de la publication de cet avis n'est affectée par cette harmonisation. Toutes nouvelles demandes de service de transport ferme incluant les demandes de renouvellement seront évaluées en fonction des nouvelles valeurs de capacité ferme affichées par le Transporteur¹⁶. »

[26] Le 19 janvier 2010, EBMI demande le renouvellement des Conventions MATI-NE, tel qu'il appert des inscriptions affichées sur le site OASIS du Transporteur et de la lettre d'EBMI datée du 20 janvier 2010¹⁷.

[27] Le 12 février 2010, le Transporteur avise EBMI de son refus de renouveler les Conventions MATI-NE à compter du 1^{er} avril 2010, au motif suivant :

¹⁴ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-10.

¹⁵ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 29 et pièce B-1, EBMI-5.

¹⁶ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-19.

¹⁷ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 47 et pièce B-1, EBMI-11.

« [...] L'analyse des capacités de transport ferme sur ce chemin [MATI-NE] indique toutefois qu'Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le « Transporteur ») ne peut offrir la capacité demandée et par conséquent n'est pas en mesure de renouveler votre demande [...] »¹⁸.

[28] Le 22 février 2010, EBMI soumet sa demande de renouvellement des Conventions ON-NE pour une période d'un an débutant le 2 septembre 2010, tel qu'il appert des inscriptions affichées sur le site OASIS du Transporteur¹⁹.

[29] Le 25 février 2010, EBMI soumet au Transporteur une plainte à l'encontre de sa décision du 12 février 2010 de refuser le renouvellement des Conventions MATI-NE²⁰.

[30] Le 11 mars 2010, le Transporteur informe EBMI qu'il maintient sa décision communiquée le 12 février 2010 de refuser les deux demandes de renouvellement de service de transport annuel ferme sur le chemin MATI-HQT-NE pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011²¹.

[31] Le 15 mars 2010, EBMI dépose à la Régie une plainte (P-130-001) à l'encontre de la décision du Transporteur du 11 mars 2010 concernant le refus de renouvellement des Conventions MATI-NE.

[32] Le 23 mars 2010, le Transporteur informe EBMI que les demandes de renouvellement des Conventions ON-NE seront éventuellement traitées de la même manière que les demandes de renouvellement des Conventions MATI-NE. De plus, le Transporteur précise que la date de fin du service de transport actuel sur le chemin ON-NE sera au plus tôt le 2 septembre 2010, cette date devant vraisemblablement être prolongée en raison de travaux au site de l'interconnexion Outaouais prévus du 19 avril au 10 mai 2010²².

¹⁸ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-12.

¹⁹ Dossier P-130-003, pièce B-1, EBMI-5.

²⁰ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-16.

²¹ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-17.

²² Dossier P-130-003, pièce B-1, EBMI-2.

[33] Le 13 mai 2010, EBMI soumet au Transporteur une plainte concernant le refus du renouvellement des Conventions ON-NE²³.

[34] Le 21 mai 2010, le Transporteur informe EBMI du maintien de sa position de refuser le renouvellement des Conventions ON-NE²⁴.

[35] Le 9 juin 2010, EBMI dépose à la Régie une deuxième plainte (P-130-003) à l'encontre de la décision du Transporteur du 21 mai 2010.

4. LES PLAINTES

[36] Les conclusions recherchées par EBMI dans le cadre de la plainte P-130-001 qui demeurent pertinentes sont les suivantes :

« [...] »

ACCUEILLIR la plainte de la plaignante Énergie Brookfield Marketing Inc.;

ORDONNER au Transporteur, Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité, à reconduire pour la période du 1er avril 2010 au 31 mars 2011, les Conventions de services 2007 (EBMI-2) selon les modalités des Tarifs et conditions en vigueur à la date des présentes et ORDONNER au Transporteur de permettre à Énergie Brookfield Marketing Inc. de continuer d'utiliser les services de transport ferme à long terme de point à point sur le réseau du Transporteur et en particulier sur le chemin MATI-HQT-NE, conformément aux modalités des Tarifs et conditions présentement en vigueur et découlant des décisions D-2009-018 [sic, D-2009-015] et D-2009-023 pour une capacité réservée de 111/106 MW. »

[37] Quant à la plainte P-130-003, les conclusions recherchées qui demeurent pertinentes sont les suivantes :

²³ Dossier P-130-003, pièce B-1, EBMI-13.

²⁴ Dossier P-130-003, pièce B-1, EBMI-14.

« [...] »

ACCUEILLIR la plainte de la plaignante Énergie Brookfield Marketing Inc.;

ORDONNER au Transporteur, Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité, de reconduire pour la période du 2 septembre 2010 au 1^{er} septembre 2011, les Conventions de service ON-HQT-NE (EBMI-6) selon les modalités des Tarifs et conditions en vigueur à la date des présentes et ORDONNER au Transporteur de permettre à Énergie Brookfield Marketing Inc. de continuer d'utiliser les services de transport ferme à long terme de point à point sur le réseau du Transporteur et en particulier sur le chemin ON-HQT-NE, conformément aux modalités des Tarifs et conditions présentement en vigueur et découlant des décisions D-2009-018 et D-2009-023 pour une capacité réservée totalisant 210/200 MW ».

[38] La Régie précise que la version des Tarifs et conditions applicable à la plainte P-130-003 est celle approuvée par les décisions D-2010-032 et D-2010-041, et non celle approuvée par les décisions D-2009-018 et D-2009-023.

[39] De plus, la Régie comprend que la période de renouvellement pour la plainte P-130-003 devrait être du 22 octobre 2010 au 21 octobre 2011 plutôt que du 2 septembre 2010 au 1^{er} septembre 2011, conformément à l'entente soumise par les parties pour les fins de l'ordonnance de mesures de sauvegarde²⁵.

5. LES OBJECTIONS PRISES SOUS RÉSERVE

[40] La Régie a pris sous réserve une objection d'EBMI et deux objections du Transporteur lors de l'audience.

[41] EBMI s'est objectée à une question posée au témoin du Transporteur à propos d'une affirmation d'EBMI à l'effet que le Transporteur aurait avantage indûment le Producteur. Selon EBMI, cette question amènerait le témoin de fait à formuler une

²⁵ Dossier P-130-003, pièce C-1-6.

opinion. La Régie constate que la réponse fournie par le témoin ne relève pas de l'opinion²⁶. Par conséquent, l'objection est rejetée.

[42] La première objection du Transporteur portait sur la production en preuve de certains documents déposés dans le cadre d'autres dossiers sous examen devant la Régie, soit les dossiers R-3669-2008 Phase 2 et R-3699-2009. Toutefois, cette objection n'a plus à être tranchée, puisque les parties se sont entendues sur une alternative à la production de ces documents, soit par le biais d'admissions de la part du Transporteur²⁷.

[43] La deuxième objection du Transporteur portait sur la production en preuve d'un document intitulé « *ISO New England Inc. Transmission, Markets and Services Tariff* » (tarif ISO-NE). EBMI cherche, par le dépôt de ce document, à démontrer que ISO-NE (*Independent System Operator New England*) ne considère pas nécessaire de coordonner le calcul des ATC (*Available Transfer Capability* ou capacité de transport disponible) avec le réseau du Transporteur, compte tenu de la nature technique de l'interconnexion à courant continu entre les deux réseaux.

[44] Au paragraphe 127, la Régie s'exprime sur l'opportunité de traiter, dans les présents dossiers, de l'implantation par le Transporteur d'une approche fondée sur l'harmonisation des interconnexions en fonction des capacités de réception des réseaux voisins (l'implantation de l'harmonisation). Dans le contexte des allégués des plaintes, la Régie juge que le tarif ISO-NE est admissible en preuve et rejette l'objection du Transporteur. Toutefois, pour les motifs exposés plus loin, la Régie considère que ce document n'est pas déterminant aux fins de la présente décision.

6. LA POSITION DES PARTIES

6.1 EBMI

²⁶ Dossier P-130-001, pièce A-12-3, NS du 16 septembre 2010, volume 3, pages 90 et 91.

²⁷ Dossier P-130-001, pièce A-12-3, NS du 16 septembre 2010, volume 3, pages 142 à 147.

[45] EBMI adopte une position commune pour les deux dossiers de plainte P-130-001 et P-130-003.

[46] Elle soumet que ses demandes de service sur les chemins MATI-HQT-NE et ON-HQT-NE ont été jugées complètes et acceptées par le Transporteur, sans restriction ni condition²⁸.

[47] EBMI estime avoir droit au renouvellement de ses conventions en application de l'article 2.2 des Tarifs et conditions. Cet article a été approuvé par la Régie dans toutes les versions des Tarifs et conditions depuis son approbation initiale (décisions D-2002-286 et D-2003-12). Le libellé de l'article 2.2 se retrouvant aux Tarifs et conditions présentement en vigueur en vertu des décisions D-2009-015 et D-2009-023 n'a pas connu d'amendements significatifs²⁹. L'article 2.2 se lit comme suit :

« 2.2 Priorité de réservation pour les clients existants du service ferme : Les clients existants du service de transport ferme avec une durée de contrat d'un an ou plus sont en droit de continuer d'utiliser le service de transport du Transporteur à l'expiration, à la reconduction ou au renouvellement de leur contrat. Cette priorité de réservation de transport ne dépend pas du fait que le client existant continue à acheter l'électricité du Producteur, ou choisit d'acheter l'électricité d'un autre fournisseur. Si, à la fin de la durée du contrat, le réseau de transport du Transporteur ne peut pas répondre à toutes les demandes de service de transport, le client existant de service ferme doit accepter une durée de contrat au moins égale à celle d'une nouvelle demande concurrente de la part d'un client admissible et accepter de payer le tarif juste et raisonnable courant approuvé par la Régie pour ce service. Cette priorité de réservation de transport pour les clients existants du service ferme est un droit qui se continue et qui peut être exercé à la fin de tous les contrats fermes d'un an ou plus, à condition que le client en avise le Transporteur par écrit et via OASIS au plus tard soixante (60) jours avant la fin du contrat. »

[48] EBMI prétend que le droit de renouvellement d'un service de transport ferme aux termes de l'article 2.2 des Tarifs et conditions s'examine au moment de la demande initiale. Une fois la demande accordée, le client est en droit d'exiger la reconduction de

²⁸ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 22; dossier P-130-003, pièce B-1, demande, allégué n° 32.

²⁹ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 114 et 115.

son service quelles que soient les contraintes qui pourraient survenir postérieurement sur le réseau du Transporteur³⁰.

[49] EBMI soutient que les textes des articles 2.2 et 13.6 des Tarifs et conditions applicables en l'espèce ont été calqués en substance sur les dispositions équivalentes approuvées par la *Federal Energy Regulation Commission* (la FERC). Il s'ensuit qu'on ne peut faire abstraction de l'interprétation de la FERC de ces dispositions, notamment sur la question des droits de renouvellement³¹.

[50] EBMI réfère la Régie à certaines sections des Ordonnances 888, 890 et 890-A de la FERC qui traitent du droit de renouvellement des clients de service de transport à long terme. Essentiellement, EBMI soumet que, selon la FERC, lorsqu'un client signe une convention de service ferme à long terme, l'article 2.2 lui accorde un droit perpétuel d'utiliser le service de transport, dans la mesure où le préavis est transmis à l'intérieur du délai de 60 jours prévu. Dans le cas où un transporteur veut limiter le droit à l'exercice du droit de reconduction, la FERC précise que ces limites doivent être inscrites dans la convention initiale et qu'aucune restriction ne peut être apportée ultérieurement. Ainsi, si un problème sur le réseau, postérieur à la signature de la convention, occasionne une insuffisance de capacité de transport disponible, la conséquence n'est pas la perte du droit de reconduction, mais plutôt la réduction du service selon l'article 13.6 des Tarifs et conditions³².

[51] EBMI s'appuie également sur le rapport de son expert, M. Craig Roach, qui a fait l'analyse de plusieurs décisions de la FERC, notamment l'affaire *Exelon Generation Company, LLC c. Southwest Power Pool, Inc.*³³. EBMI soumet que, selon cette décision, un transporteur a l'obligation de maintenir la capacité disponible pour les clients ayant des droits de renouvellement et que les restrictions relatives à ces droits doivent être inscrites dans la convention de service initiale.

[52] En l'espèce, EBMI soumet que les conventions de service signées avec le Transporteur ne comportaient aucune restriction ni condition relative au droit de

³⁰ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégués nos 116 et 117.

³¹ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 56 à 58.

³² Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 85 à 91.

³³ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 A, *Exelon Generation Company, LLC c. Southwest Power Pool, Inc.* [99 FERC 61,235].

renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions. La seule restriction à laquelle le Transporteur fait référence dans ses lettres acceptant les demandes de renouvellement a trait à la durée de vie utile de l'interconnexion, ce qui n'est aucunement lié au motif de refus invoqué par le Transporteur en 2010³⁴.

[53] Selon EBMI, une insuffisance de capacité de transport sur le réseau du Transporteur, en raison d'un problème sur le réseau ou d'un événement quelconque ne fait pas perdre le droit de reconduction d'un client en service ferme à long terme. Toutefois, cette situation peut occasionner une réduction de service pour les clients du service de transport ferme à long terme au sens de l'article 13.6 des Tarifs et conditions³⁵. C'est également l'opinion du témoin expert Roach qui s'appuie sur la décision *ConocoPhillips* de la FERC³⁶ pour conclure que, dans un tel cas, il y a lieu d'appliquer une réduction proportionnelle de service à tous les clients de service ferme point à point (« *a pro rata curtailment of all firm customers including firm point-to-point customers* »)³⁷.

[54] Quant à la question de l'harmonisation, EBMI souligne que le Transporteur a décidé seul de réduire sa capacité de transport disponible de 2 000 MW à 1 200 MW, en sachant que cette décision aurait des impacts sur les droits d'EBMI. Malgré tout, le Transporteur n'a pas avisé directement EBMI de cette situation et n'a pas demandé à la Régie d'approuver cet important changement³⁸. EBMI soumet que le Transporteur ne peut modifier des conditions contractuelles par le biais d'avis affichés sur le site OASIS³⁹.

[55] Selon EBMI, le Transporteur a décidé unilatéralement de procéder à l'harmonisation de ses capacités de transport disponibles dans le but de s'assurer que les clients qui détiennent des ententes de service de transport ferme puissent réaliser leurs transactions en tout temps. EBMI soumet qu'une telle approche équivaut à s'immiscer dans le contexte commercial entre des clients⁴⁰.

³⁴ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 19 et 20.

³⁵ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 85 et 86.

³⁶ Dossier P-130-001, pièce B-13, rapport de l'expert C. Roach, 30 juillet 2010, pages 18 et 19.

³⁷ Dossier P-130-001, pièce B-13, rapport de l'expert C. Roach, 30 juillet 2010, page 18, paragraphe 34.

³⁸ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 26 et 27.

³⁹ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, page 25.

⁴⁰ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 32 et 33.

[56] Enfin, EBMI juge que le Transporteur a modifié la méthodologie de calcul de l'ATC prévue à l'Appendice C des Tarifs et conditions⁴¹ et donc, qu'une autorisation préalable de la Régie était requise⁴².

[57] Par ailleurs, quant à la solution alternative aux plaintes proposée par le Transporteur et consistant à utiliser un produit de service de transport non ferme, EBMI considère que cette question de savoir si un service non ferme est suffisant pour répondre à ses besoins n'est pas pertinente à l'objet de ses plaintes⁴³.

6.2 LE TRANSPORTEUR

[58] Le Transporteur soutient qu'il a traité les demandes de renouvellement d'EBMI en conformité avec les articles 2.2 (Priorité de réservation pour les clients existants du service ferme), 13.2 (Priorité de réservation), 17.5 (Réponse à une demande complète) et avec l'Appendice C (Méthodologie pour évaluer la capacité de transport disponible) des Tarifs et conditions⁴⁴.

[59] Le Transporteur, s'appuyant sur la décision de la FERC, *Tenaska Power Services Co.*⁴⁵, soutient qu'il pouvait utiliser la méthode de son choix pour procéder à l'étude des demandes de renouvellement selon l'article 2.2 des Tarifs et conditions⁴⁶. Le Transporteur fait également référence à deux décisions de la FERC, soit *Long Island Lighting Company*⁴⁷ et *Southwest Power Pool, Inc.*⁴⁸ pour soutenir que l'article 2.2 octroie un droit de priorité de réservation lorsqu'il y a une demande concurrente⁴⁹.

⁴¹ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, page 64.

⁴² Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégué n° 96.

⁴³ Dossier P-130-001, pièce B-11, réponses d'EBMI à la demande de renseignements n° 1 du Transporteur et pièce A-12-1, NS du 14 septembre 2010, volume 1, pages 77 et 78.

⁴⁴ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 8.

⁴⁵ *Tenaska Power Services Co. v. Midwest Independent Transmission System Operator, Inc.*, Order on Complaints, Dockets No. EL04-43-000 and EL04-46-000, March 8, 2004, paragraphe 48.

⁴⁶ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 9 et pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, page 127.

⁴⁷ *Long Island Lighting Company v. Northeast Utilities Service Company*, Order Denying Complaint and Accepting Termination, Dockets No. EL97-34-000 and ER97-2746-000, June 26, 1997, page 4.

⁴⁸ *Southwest Power Pool, Inc.*, Order on Paper Hearing, Docket No. EL09-40-000, January 21, 2010, paragraphe 28.

⁴⁹ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 10 a).

[60] De plus, le Transporteur soumet qu'une demande de renouvellement est traitée comme une nouvelle demande pour les raisons suivantes : (i) une demande de renouvellement doit être inscrite sur le site OASIS avec un nouveau numéro de demande, (ii) une demande de renouvellement mène à la conclusion d'une nouvelle convention de service de transport et (iii) le fait qu'une demande de renouvellement est traitée comme une nouvelle demande a été clairement indiqué dans l'avis du 8 juillet 2009 sur le site OASIS⁵⁰.

[61] Les demandes de renouvellement sont analysées en fonction des conditions existantes au moment du dépôt de ces demandes et en prenant en considération les réservations prioritaires selon l'article 13.2 des Tarifs et conditions⁵¹.

[62] De plus, l'article 2.2 des Tarifs et conditions ne doit pas être interprété comme offrant un accès au service de transport à *perpétuité*⁵².

[63] Par ailleurs, l'Appendice C prévoit la méthode qui doit être utilisée par le Transporteur pour calculer l'ATC. Depuis le 8 juillet 2009, le Transporteur prend en compte les capacités des réseaux voisins par le biais de la *Transmission Reliability Margin* (TRM). Ce faisant, le Transporteur prétend qu'il n'a pas modifié la méthode ni l'équation utilisée pour calculer l'ATC⁵³.

[64] En appliquant la méthode de calcul de l'ATC en conformité avec l'Appendice C, le Transporteur a déterminé que l'ATC en transport ferme sur le chemin HQT-NE était de 1 200 MW depuis le 8 juillet 2009⁵⁴.

[65] Cette capacité est établie en fonction de contraintes sur le réseau voisin connues par EBMI lors des demandes de service initiales et lors du renouvellement de ces demandes. En utilisant les contraintes des réseaux voisins pour établir l'ATC, le Transporteur a voulu utiliser une valeur transparente et non arbitraire⁵⁵.

⁵⁰ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 10 b).

⁵¹ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n°s 10 c) et 10 d).

⁵² Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 10 e).

⁵³ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n°s 12 à 14.

⁵⁴ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n° 15.

⁵⁵ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n°s 16 et 17.

[66] Le Transporteur soumet qu'il est le seul responsable de la gestion et de la planification de son réseau de transport. La gestion de réseau de transport inclut l'application de valeurs et autres contraintes qui apparaissent appropriées au Transporteur pour déterminer l'ATC sur le réseau, en conformité avec l'Appendice C et les pratiques reconnues dans le domaine. En l'absence de toute démonstration probante d'erreur ou de non-conformité à l'égard de l'application de l'Appendice C par le Transporteur, il n'est pas du rôle de la Régie de s'immiscer dans la détermination d'une valeur de capacité de transfert⁵⁶.

[67] Le Transporteur soumet que l'harmonisation des capacités de transport vise à s'assurer que les réservations de transport de ses clients soient réalisables en tout temps, en fonction des capacités de transport des réseaux voisins. Cela s'inscrit dans une démarche commerciale ayant pour objectif *une plus grande transparence et cohérence de l'information*⁵⁷.

[68] Le Transporteur explique avoir valablement informé ses clients de l'harmonisation par le biais d'avis affichés sur son site OASIS. Selon le Transporteur, la publication d'avis sur OASIS lui permet de communiquer avec tous les clients en même temps et de façon transparente. L'information quant à la coordination des capacités de transport qui se retrouve dans les avis sur OASIS est de nature commerciale et tous les clients doivent avoir accès à cette information en même temps, et ce, en conformité avec le Code de conduite du Transporteur⁵⁸.

[69] Par ailleurs, le Transporteur soumet qu'il a proposé à EBMI une solution efficace, disponible et apte à clore la plainte⁵⁹ qui consiste à utiliser un produit de service de transport non ferme disponible et valable⁶⁰.

[70] Sur la question de l'application de l'article 13.6 des Tarifs et conditions portant sur la réduction du service de transport ferme dans les cas où il y a des contraintes sur le réseau, le Transporteur souligne que la réduction proportionnelle des services a des

⁵⁶ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n^{os} 19 à 22.

⁵⁷ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n^{os} 24 et 25.

⁵⁸ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégués n^{os} 26 à 28.

⁵⁹ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-17, section 2.4.

⁶⁰ Dossier P-130-001, pièce C-1-20, plan d'argumentation du Transporteur, allégué n^o 31.

conséquences sur des tiers, notamment le Producteur, et que la Régie ne peut rendre une décision à cet égard sans permettre à ces tiers de faire des représentations⁶¹.

[71] Selon le Transporteur, l'application de réductions proportionnelles sur les réservations de capacité de transport ferme du Producteur et d'EBMI, comme le prévoit l'article 13.6 des Tarifs et conditions, serait inéquitable pour le Producteur, puisque ce dernier subirait une réduction sur un contrat d'une durée de 35 ans, alors qu'EBMI pourrait décider de ne pas renouveler ses engagements dans le futur. De plus, comme EBMI détient plus de transport ferme sur le réseau du Transporteur que sur celui d'ISO-NE, une réduction au pro rata n'aurait pas d'impact pour EBMI⁶².

6.3 LA RÉPLIQUE D'EBMI

[72] Sur l'application de la règle de la réduction proportionnelle selon l'article 13.6 des Tarifs et conditions et qui affecterait le Producteur, EBMI souligne que l'application de l'article 13.6 prévoit comment tous les clients sont affectés par une réduction de capacité de transport. De plus, si l'harmonisation doit déclencher l'application de la règle de proportionnalité de l'article 13.6, EBMI soumet qu'il s'agit d'une indication que les clients sont affectés par l'harmonisation et que ce changement introduit par le Transporteur aurait dû faire l'objet d'une demande spécifique à la Régie⁶³.

[73] Sur l'application de l'article 13.6 des Tarifs et conditions, EBMI souligne que cet article vise l'insuffisance de capacité sur le réseau du Transporteur lorsqu'un problème de nature technique survient, tel la perte d'une ligne. Quand le Transporteur décide de s'imposer une restriction ayant un impact sur la clientèle, comme il le fait par l'implantation de l'harmonisation, cela ne relèverait plus de l'application de l'article 13.6 mais d'un changement de *policy*, comme le souligne l'expert Roach, nécessitant alors une modification des Tarifs et conditions. Le forum approprié pour introduire de tels changements est une cause tarifaire⁶⁴.

⁶¹ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 145 et 146.

⁶² Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 148 à 151.

⁶³ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, page 181.

⁶⁴ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 184 à 186.

[74] Quant aux décisions de la FERC citées par le Transporteur, EBMI considère que ces décisions traitent du mécanisme de *tie-breaking* de l'article 2.2 du *Pro Forma Open Access Transmission Tariff* (tarif pro forma) applicable lorsqu'il y a une demande concurrente à celle de renouvellement d'un client⁶⁵. Selon EBMI, ces décisions ne portent pas sur le droit au renouvellement d'un contrat comme dans le cas présent.

7. L'OPINION DE LA RÉGIE

[75] La Régie est saisie de deux plaintes d'EBMI portant sur le refus du Transporteur de lui accorder le renouvellement de quatre conventions de service de transport ferme de long terme pour une période d'un an. Le Transporteur invoque comme motif de refus qu'il ne peut offrir les capacités fermes de transport demandées. L'insuffisance de capacité résulte du fait que le Transporteur a procédé à l'harmonisation de sa capacité de transport ferme avec celle du réseau voisin et que l'implantation de cette harmonisation a eu pour effet de réduire la capacité de transport ferme disponible sur le chemin HQT-NE de 2 000 MW à 1 200 MW.

[76] Conformément à l'article 98 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*⁶⁶ (la Loi), lorsqu'elle examine une plainte, la Régie doit vérifier si l'application des tarifs et des conditions de transport a été suivie par le Transporteur. Lorsqu'elle considère la plainte fondée, l'article 101 de la Loi accorde à la Régie le pouvoir d'ordonner au Transporteur d'appliquer, dans le délai qu'elle fixe, les mesures qu'elle détermine relativement à l'application des tarifs et des conditions.

[77] La Régie doit donc déterminer si la décision du Transporteur de refuser les demandes de renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE pour le motif d'insuffisance de capacité de transport ferme disponible due au processus d'harmonisation qu'il a mis en place le 8 juillet 2009, est conforme aux dispositions des Tarifs et conditions.

[78] Plus spécifiquement, la Régie doit se demander si le Transporteur était bien fondé de traiter les demandes de renouvellement d'EBMI comme de nouvelles demandes de

⁶⁵ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 182 et 183.

⁶⁶ L.R.Q., c. R-6.01.

service et, par conséquent, déterminer si la capacité de transport ferme était suffisante pour accepter ces demandes de renouvellement.

[79] La question principale soulevée par ces plaintes a trait à la portée de l'article 2.2 des Tarifs et conditions qu'il y a lieu de citer à nouveau :

« 2.2 Priorité de réservation pour les clients existants du service ferme : Les clients existants du service de transport ferme avec une durée de contrat d'un an ou plus sont en droit de continuer d'utiliser le service de transport du Transporteur à l'expiration, à la reconduction ou au renouvellement de leur contrat. Cette priorité de réservation de transport ne dépend pas du fait que le client existant continue à acheter l'électricité du Producteur, ou choisit d'acheter l'électricité d'un autre fournisseur. Si, à la fin de la durée du contrat, le réseau de transport du Transporteur ne peut pas répondre à toutes les demandes de service de transport, le client existant de service ferme doit accepter une durée de contrat au moins égale à celle d'une nouvelle demande concurrente de la part d'un client admissible et accepter de payer le tarif juste et raisonnable courant approuvé par la Régie pour ce service. Cette priorité de réservation de transport pour les clients existants du service ferme est un droit qui se continue et qui peut être exercé à la fin de tous les contrats fermes d'un an ou plus, à condition que le client en avise le Transporteur par écrit et via OASIS au plus tard soixante (60) jours avant la fin du contrat⁶⁷. » [nous soulignons]

[80] Par ailleurs, la Régie est d'avis que la question de savoir si la solution alternative proposée par le Transporteur à EBMI d'utiliser un produit de service de transport non ferme est valable ou pas, n'est pas pertinente au débat devant elle.

⁶⁷ Version des Tarifs et conditions telle qu'approuvée par les décisions D-2009-015 et D-2009-023 pour la plainte P-130-001 et par les décisions D-2010-032 et D-2010-041 pour la plainte P-130-003. Aucune modification à l'article 2.2 entre les versions de 2009 et 2010.

La portée de l'article 2.2 des Tarifs et conditions

[81] L'article 2.2 des Tarifs et conditions actuellement en vigueur origine du Règlement 659 d'Hydro-Québec⁶⁸ (le Règlement 659).

[82] Le Règlement 659 reproduit essentiellement le texte du tarif pro forma adopté par la FERC par son Ordonnance 888 du 24 avril 1996.

[83] Le texte de l'article 2.2 des Tarifs et conditions applicable aux présentes plaintes est substantiellement le miroir du texte de l'article 2.2 du tarif pro forma, tel qu'il appert des différentes versions en anglais comparatives de cet article déposées par EBMI⁶⁹.

[84] Dans ce contexte, et bien qu'elle ne soit pas liée par les décisions de la FERC, la Régie considère que les décisions de la FERC sont pertinentes afin d'apporter un éclairage lui permettant d'interpréter la portée du droit de renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[85] La Régie reprend ainsi, dans l'ordre chronologique, les décisions pertinentes de la FERC qui traitent de l'article 2.2 du tarif pro forma.

[86] Le 24 avril 1996, la FERC rend l'Ordonnance 888 qui a donné lieu à l'adoption du tarif pro forma. Dans cette ordonnance, elle traite du droit d'un client de continuer à utiliser un service de transport ferme en ces termes :

« 175 [...] A further issue concerning firm contract customers is their right to transmission capacity (and the rate for such capacity) when their contracts expire by their own terms or become subject to renewal or rollover. We have concluded that all firm transmission customers (requirements and transmission-only), upon the expiration of their contracts or at the time their contracts become subject to renewal or rollover, should have the right to continue to take transmission service

⁶⁸ Règlement numéro 659 d'Hydro-Québec sur les conditions et les tarifs du service de transport pour l'accès à son réseau, 129 G.O. partie II, 12 mars 1997, page 1248, approuvé par le décret 276-97 du gouvernement du Québec le 5 mars 1997.

⁶⁹ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 2.D.

from their existing transmission provider. The limitations are that the underlying contract must have been for a term of one-year or more and the existing customer must agree to match the rate offered by another potential customer, up to the transmission provider's maximum filed transmission rate at that time, and to accept a contract term at least as long as that offered by the potential customer.

176/ This means that there is no right to grandfather the historical price of the transmission service. Thus, if not enough capacity is available to meet all requests for service, the right of first refusal gives the capacity to the existing customer who had contractually been using the capacity on a long-term, firm basis, assuming that it meets the conditions set forth above⁷⁰. » [nous soulignons]

[87] Dans l'Ordonnance 888-A du 4 mars 1997, la FERC revient spécifiquement sur le droit de premier refus (*Right of First Refusal*) :

« *Right of First Refusal*

In the Final Rule, the Commission concluded that all firm transmission customers (requirements and transmission-only), upon the expiration of their contracts or at the time their contracts become subject to renewal or rollover, should have the right to continue to take transmission service from their existing transmission provider. 46 / If not enough capacity is available to meet all requests for service, the right of first refusal gives the existing customer who had contractually been using the capacity on a long-term, firm basis the option of keeping the capacity. However, the limitations imposed by the Commission are that the underlying contract must have been for a term of one- year or more and the existing customer must agree to match the rate offered by another potential customer, up to the transmission provider's maximum filed transmission rate at that time, and to accept a contract term at least as long as that offered by the potential customer. 47 / Moreover, the Commission indicated that this right of first refusal is an ongoing right that may be exercised at the end of all firm contract terms (including all future unbundled transmission contracts)⁷¹. » [nous soulignons]

[...]

« *Commission Conclusion*

In this order, the Commission reaffirms its decision to give a reservation priority to existing and future firm transmission customers served under a contract of one year or more, and also addresses petitioner arguments regarding the

⁷⁰ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 3 I A, pages 5 et 6.

⁷¹ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 3 I B, pages 1 et 2.

*Commission-imposed limitations associated with the exercise of that priority*⁷². »
[nous soulignons]

[88] Il ressort de ces ordonnances de la FERC que, d'une part, le client de service de transport ferme de long terme d'un an et plus a le droit de continuer d'utiliser le service à l'expiration de sa convention de service. D'autre part, dans le cas où le client existant décide de continuer d'utiliser le service et où il y aurait d'autres demandes concurrentes, si la capacité sur le réseau n'est pas suffisante pour satisfaire à toutes les demandes, le client existant a droit à une priorité sur les autres demandes à la condition d'égaliser la meilleure offre concurrente.

[89] Le 31 mai 2002, dans l'affaire *Exelon Generation Company, LLC* (Exelon) v. *Southwest Power Pool, Inc.* (SPP), la FERC s'est prononcée sur l'application de l'article 2.2 du tarif pro forma dans une situation où un transporteur a refusé une demande de renouvellement au motif de capacité de transport insuffisante, à la suite de la réalisation d'une étude d'impact⁷³.

[90] Dans cette affaire, le transporteur SPP refusait de renouveler l'entente de service du client Exelon en raison de changements à des engagements fermes (« *native load growth, changes in external trading patterns, generation dispatch modeling assumptions and loop flow changes* »). Ces changements ont entraîné des surcharges sur des portions du réseau de SPP, en attendant que des travaux de renforcement soient complétés⁷⁴.

[91] À l'instar de l'article 2.2 des Tarifs et conditions, le texte de l'article 2.2 du tarif de SPP prévoit que le client existant d'un service ferme long terme a le droit de continuer d'utiliser le service de transport à l'expiration, à la reconduction ou au renouvellement de son engagement. Même si le motif lié aux contraintes du réseau de SPP dans cette affaire n'est pas de la même nature que le motif invoqué par le Transporteur pour refuser les demandes de renouvellement d'EBMI, cette décision est pertinente pour déterminer la portée à donner à l'article 2.2 quant au droit de renouvellement d'un contrat ferme d'un an et plus.

⁷² Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 3 I B, page 7.

⁷³ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 A, paragraphe 3.

⁷⁴ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 A, paragraphes 13 et 25.

[92] SPP a plaidé notamment que l'article 2.2 était inapplicable en l'absence de demande concurrente et qu'une demande de renouvellement devait être traitée comme une nouvelle demande. La FERC a rejeté les arguments de SPP et accueilli la plainte pour les motifs suivants :

« 23. *The Commission will grant Exelon's complaint. Section 2.2 of SPP's OATT provides, in relevant part:*

Reservation Priority For Existing Firm Service Customers: Existing firm service customers (wholesale requirements and transmission-only, with a contract term of one-year or more, and retail) . . . have the right to continue to take transmission service from the Transmission Provider when the contract expires, rolls over, or is renewed . . . This transmission reservation priority for existing firm service customers is an ongoing right that may be exercised . . . at the end of all firm contract terms of one year or longer . . . If competing existing firm service requirements customers apply for service that cannot be fully provided, the priority rights will be ranked in accordance with first-come, first-served principles. If firm service customers tie, then the capacity for which they receive priority rights under this Tariff shall be apportioned on a pro rata basis.

24. As stated earlier, Section 2.2 of the SPP OATT adopts the language of the Commission's pro forma OATT. The Commission has consistently held that under Section 2.2, all firm transmission customers (requirements and transmission-only), upon the expiration of their contracts or at the time their contracts become subject to renewal or rollover, have a right to continue to take transmission service from their existing transmission provider. The underlying contract must have been for a term of one-year or more (i.e., be a long-term contract) and the existing transmission customer must agree to match the rate offered by another potential transmission customer (up to the transmission provider's maximum filed rate at that time) and to accept a contract term at least as long as that offered by the potential customer (sometimes referred to as the right of first refusal). This rollover right, set forth in Section 2.2, was intended to apply regardless of whether there is a competing request for transmission service. Thus, Exelon has the right to request a rollover of its existing firm point-to-point transmission service.

25. SPP maintains that it is unable to provide the requested service due to changes to existing firm uses on its system including native load growth, changes in external trading patterns, generation dispatch modeling assumptions, and loop flow changes. SPP's arguments in this regard are not sufficient to override Exelon's rollover rights under Section 2.2 of the SPP OATT. Under Section 2.2, SPP is obligated to maintain available transmission capacity for its existing long-term transmission customers with rollover rights, such as Exelon, until the time expires for those customers to exercise their rollover rights. While we stated in Entergy that "by exercising a right of first refusal an existing transmission

customer is, in effect, arranging a new long-term firm point-to-point transmission service," that does not diminish an existing customer's rollover right and related reservation priority as SPP argues. In this regard, we note that Exelon properly complied with SPP's tariff and exercised its rollover right on March 11, 2002, more than 60 days prior to the June 1, 2002 expiration date.

[...]

27. The Commission has consistently reaffirmed this policy, stating that a transmission provider can deny a customer the ability to rollover its long-term firm service contract only if the transmission provider includes in the original service agreement specific, reasonably forecasted native load needs that will use the transmission capacity provided under the contract at the end of the contract term. Any limitations to the rollover rights must be clearly stated in the customer's service agreement. Because the service agreement at issue here contains no such limitations on Exelon's rollover rights, Section 2.2 of the SPP OATT controls⁷⁵. »
[nous soulignons]

[93] Ainsi, selon la FERC, l'article 2.2 accorde à un client existant qui a une réservation ferme de long terme d'un an et plus un droit de renouvellement du service de transport à l'expiration de sa convention, et ce, qu'il y ait ou non une demande concurrente. La FERC ajoute également qu'un transporteur a l'obligation de maintenir la capacité disponible pour permettre aux clients d'exercer leur droit de renouvellement et que toute limitation de ce droit doit être prévue dans la convention de service initiale.

[94] SPP a déposé à la FERC une demande en révision de cette décision. En novembre 2002, la FERC a rejeté la demande de révision de SPP et a clairement réitéré l'obligation, pour le transporteur, de s'assurer de maintenir la capacité de transport disponible afin de satisfaire les demandes des clients qui détiennent des droits de renouvellement. De plus, dans le cas où une contrainte surviendrait après la signature de la convention initiale, la FERC a indiqué que le transporteur a l'obligation de construire des ajouts au réseau pour alléger la contrainte de réseau ou d'appliquer la procédure de réduction de service ferme prévue au tarif de SPP :

« 13. SSP's arguments do not diminish Exelon's rollover rights under Section 2.2 of the SPP OATT. Under Section 2.2 of its OATT, SPP is responsible for maintaining available transmission capacity for existing long-term transmission customers with rollover rights, such as Exelon, until the time expires for those customers to exercise their rollover rights. In providing for Exelon's rollover

⁷⁵ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 A, pages 6 à 8.

rights in Section 2.2, SPP is responsible for evaluating the impact of the exercise of these rights on its system.

14. [...] Under section 2.2 of its OATT, SPP is responsible for maintaining available transmission capacity for existing long-term transmission customers with rollover rights, such as Exelon, until the time expires for those customers to exercise their rollover rights. Thus, the constraint that SPP cites are not sufficient to override Exelon's rollover rights. If constraints arise after a transmission provider enters into a long-term agreement with a transmission customer (and that agreement contains no restrictions on the transmission customer's rollover rights), the obligation is on the transmission provider to either build additional transmission facilities to relieve the constraint or to implement the curtailment procedures set forth in its OATT.

15. In its rehearing request, SPP states that « [t]he Commission's order will force SPP and other transmission providers to presume that all long-term customers will renew their service, and evaluate the impact of the service for years beyond the requested term of the proposed service agreement. » SPP is correct in this regard. Indeed, it was the intent of the Commission in establishing the rollover policy that long-term customers have the right to continue to take service and, accordingly, that the transmission provider be in the position of continuing to provide it⁷⁶. » [nous soulignons]

[95] De plus, dans cette même décision, la FERC a été amenée à préciser le seul cas où une demande de renouvellement peut être traitée comme une nouvelle demande :

« 40 [...] The only instance in which a transmission provider can require a new system impact study for an existing long-term customer seeking to rollover over its service would be where that customer requests a change to a receipt or delivery point in an existing long-term firm transmission service agreement. In that instance, the customer's request can be treated as a new request for service for purposes of the availability of capacity⁷⁷. » [nous soulignons]

[96] La Régie comprend de cette décision que, selon la FERC, une demande de renouvellement ne peut être traitée comme une nouvelle demande, sauf dans le cas où le client souhaite modifier le point de réception ou de livraison dans sa convention de service existante.

⁷⁶ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 B, pages 5 et 6.

⁷⁷ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 2^e volume, onglet 4 B, page 16.

[97] Le 16 février 2007, dans l'Ordonnance 890, la FERC expose à nouveau sa position sur la portée de l'article 2.2 du tarif pro forma :

« 3. Rollover Rights

1214. Section 2.2 of the pro forma OATT allows existing firm transmission service customers – wholesale requirements and transmission-only customers with contracts of one year or more – the right to continue to take transmission service from the transmission provider when the customer's contract expires.

[...]

1215. [...] Once a transmission provider evaluates the impact on its system of serving a long-term firm transmission customer and grants the transmission customer existing capacity, the transmission provider must plan and operate its system with the expectation that it will continue to provide service to the transmission customer should the transmission customer exercise the right of first refusal. If constraints arise after a transmission provider enters into a long-term agreement with the transmission customer (and that agreement does not contain an allowed restriction on the transmission customer's right of first refusal), the obligation is on the transmission provider to either curtail service to all affected customers or build more capacity to relieve the constraint. A transmission provider is obligated to curtail service pursuant to its OATT or expand its system when its system becomes constrained such that it cannot satisfy existing transmission customers, including the exercise of their rollover rights, because it should have planned and operated its system with the expectation that each long-term firm transmission customer will exercise its rollover rights.

[...]

Commission Determination

1255. The Commission will not adopt any changes to its matching policies at this time. At the time of rollover of their contracts, transmission customers will continue to be required to match competing requests for service as to term and rate in order to roll over their service. This preserves the current policy goal of providing a mechanism for awarding capacity to those who value it most, as well as providing for a tie-breaking mechanism when needed that gives priority to existing customers so that they may continue to receive transmission service. Absent the requirement that the customer match the contract term of a competing request, transmission providers could be forced to enter into shorter-term arrangements that could be detrimental from both an operational standpoint (i.e., system planning) and a financial standpoint. We clarify, however, that transmission customers must also enter into a transmission contract of at least

five years in order to obtain a subsequent rollover right in the absence of a competing request for a longer term.

1256. The Commission will continue to require rollover restrictions based on reasonable forecasts of native load growth or preexisting contracts that commence in the future to be included in the initial transmission service agreement. This will remain the only appropriate way to restrict a rollover right⁷⁸. » [nous soulignons]

⁷⁸ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 3 IC, pages 712 à 715, 743 et 744.

[98] La FERC revient sur la question des restrictions au droit de renouvellement dans l'Ordonnance 890-A du 28 décembre 2007 :

« 2. Rollover Rights

[...]

633. The Commission declined to eliminate the requirement that an existing transmission customer match competing offers as to term and rate in order to roll over its service. The Commission also continued to require rollover restrictions to be based only on reasonable forecasts of native load growth or preexisting contracts that commence in the future. The Commission affirmed that any restrictions on a customer's rollover rights must be included in the initial transmission service agreement.

[...]

Commission Determination

675. The Commission continues to believe it is appropriate to require that rollover restrictions be based on reasonable forecasts of native load growth or preexisting contracts that commence in the future and that such restrictions be included in the initial transmission service agreement. As explained in Order No. 890, this will remain the only appropriate way to restrict a rollover right⁷⁹. »
[nous soulignons]

[99] La Régie note que la FERC maintient sa position quant à la nature du droit de renouvellement prévu à l'article 2.2.

[100] À la lumière des ordonnances et décisions de la FERC, la Régie retient les principes suivants aux fins de la présente décision :

- L'article 2.2 accorde à un client existant d'un service de transport ferme de long terme d'une durée de contrat d'un an ou plus un droit de continuer d'utiliser le service de transport à l'expiration de sa convention de service, à la condition de transmettre un préavis en ce sens dans le délai prescrit. Ce droit existe, qu'il y ait ou non des demandes concurrentes;

⁷⁹ Dossier P-130-001, pièce B-22, cahier des plaidoiries d'EBMI, 1^{er} volume, onglet 3 I D, pages 334, 335 et 359.

- Un transporteur a la responsabilité de s'assurer que la capacité sur son réseau de transport est suffisante pour répondre aux demandes des clients qui détiennent des droits de renouvellement;
- Une demande de renouvellement ne peut être traitée comme une nouvelle demande;
- Les limitations ou restrictions au droit de renouvellement doivent être précisées dans la convention de service initiale.

[101] Aux fins des présentes plaintes, étant donné l'absence de demandes concurrentes au moment des demandes de renouvellement, ce qui n'est pas contesté par le Transporteur⁸⁰, seul le premier volet de l'article 2.2 des Tarifs et conditions est en cause, soit le droit pour un client existant du service de transport ferme avec une durée d'un an et plus de continuer d'utiliser le service de transport à l'expiration de la convention.

[102] En l'espèce, EBMI est un client existant au sens de l'article 2.2 des Tarifs et conditions qui bénéficie du droit de renouvellement, puisque les conventions de service en cause sont des contrats de transport ferme d'un an et plus. EBMI a également respecté la condition préalable à l'exercice du droit de renouvellement en transmettant au Transporteur un préavis écrit au moins soixante jours avant l'expiration de ses conventions.

[103] Cela étant dit, la Régie doit vérifier si des restrictions au droit de renouvellement ont été prévues dans les conventions initiales.

[104] Dans le cas des Conventions MATI-NE, la Régie constate que le Transporteur a inséré une clause à l'annexe B prévoyant certaines restrictions quant à la disponibilité du service :

« Pour des raisons de maintenance sur l'interconnexion HQT-NE le service sera interrompu du 30 avril au 3 mai 2007. Le Transporteur avait également prévu des travaux sur les lignes L1101 et L1104, par conséquent, le service de transport entre MATI-HQT ne sera pas disponible entre le 1^{er} et le 12 octobre 2007⁸¹. »

⁸⁰ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-17, page 5, section 2.3.1.

⁸¹ Dossier P-130-001, pièce B-1, EBMI-2, annexe B.

[105] La Régie considère que cette clause n'avait pas pour objectif de restreindre le droit de renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions, mais bien de préciser les périodes spécifiques au cours desquelles le service ne serait pas disponible pendant la durée des conventions. Une telle clause ne peut avoir pour effet de restreindre le droit de renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[106] La Régie note que, par la suite, le Transporteur a accepté les demandes de renouvellement de service pour les Conventions MATI-NE en 2008 et en 2009, en précisant toutefois ce qui suit :

« Le Transporteur vous avise que la durée de vie de l'interconnexion qui est représentée par le chemin visé dans votre demande est limitée et qu'une étude d'impact sera éventuellement requise afin d'identifier le coût des ajouts au réseau ou des travaux permettant de maintenir le service demandé. Lors d'une demande de renouvellement subséquente, vous devrez alors vous engager à défrayer les frais de cette étude et à assumer éventuellement la part des coûts qui vous reviendra si vous exercez votre droit de renouvellement, conformément aux Tarifs et conditions des services de transport d'Hydro-Québec qui seront alors en vigueur⁸². » [nous soulignons]

[107] Selon la Régie, les précisions apportées par le Transporteur, en ce qui a trait à la durée de vie utile des équipements, n'ont aucune incidence sur le droit de renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions, d'autant plus qu'elles sont postérieures à la signature des conventions initiales.

[108] En ce qui a trait aux Conventions ON-NE, elles n'ont fait l'objet d'aucune clause particulière pouvant avoir un effet restrictif sur le droit de renouvellement d'EBMI.

[109] La Régie conclut qu'il n'y avait donc pas de clause dans les conventions de service initiales pouvant restreindre le droit de renouvellement d'EBMI. Néanmoins, le Transporteur a refusé les demandes de renouvellement au motif que la capacité de transport était insuffisante au moment où les demandes de renouvellement ont été analysées. Pour arriver à cette conclusion, le Transporteur a considéré les demandes de renouvellement comme de nouvelles demandes et a appliqué le principe du « *premier arrivé, premier servi* » prévu à l'article 13.2 des Tarifs et conditions :

*« 13.2 **Priorité de réservation** : Le service de transport ferme à long terme de point à point est offert selon le principe du premier arrivé, premier servi, c'est-à-dire dans l'ordre chronologique de réservation du service par chaque client du service de transport. [...] »* [nous soulignons]

⁸² Dossier P-130-001, pièces B-1, EBMI-9 et EBMI-10, lettres du Transporteur du 4 mars 2008 et du 4 mars 2009.

[110] La Régie comprend qu'étant donné que la demande de service du Producteur de 1 200 MW était antérieure aux demandes de renouvellement d'EBMI, le Transporteur a ainsi établi, à la suite de l'implantation de l'harmonisation, que la capacité de transport ferme sur le chemin HQT-NE n'était plus suffisante pour accorder les demandes d'EBMI. Toutefois, le même article 13.2 prévoit ce qui suit pour les clients existants :

« [...] Les priorités de réservation pour les clients existants du service de transport ferme sont stipulées à l'article 2.2. [...] »

[111] Selon la Régie, en ce qui a trait à la priorité de réservation, il est clair que les demandes de renouvellement des clients existants relèvent de règles distinctes de celles applicables aux nouvelles demandes. Le principe du « *premier arrivé, premier servi* » ne s'applique donc pas aux demandes de renouvellement.

[112] En fait, selon la Régie, permettre au Transporteur de traiter une demande de renouvellement comme une nouvelle demande reviendrait à ignorer l'existence même du droit de renouvellement prévu à l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[113] Enfin, le fait qu'une demande de renouvellement requiert une nouvelle inscription sur le site OASIS, l'octroi d'un nouveau numéro et la signature d'une nouvelle convention ne peut justifier le Transporteur de la traiter au même titre qu'une nouvelle demande de service. De l'avis de la Régie, il s'agit de pratiques de nature administrative qui ne peuvent avoir pour effet d'affecter les droits de clients existants comme EBMI.

[114] En conséquence, la Régie juge que le Transporteur ne pouvait traiter les demandes de renouvellement d'EBMI comme de nouvelles demandes de service.

[115] EBMI, en tant que client existant du service de transport ferme de point à point de long terme, ayant transmis son avis de renouvellement dans le délai prescrit, elle avait donc le droit au renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE, et ce, conformément à l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[116] Ainsi, la Régie conclut que la décision du Transporteur de refuser les demandes de renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE pour le seul motif que l'ATC sur le chemin HQT-NE défini à la suite de

l'implantation de l'harmonisation était insuffisant, contrevient à l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[117] Par ailleurs, la Régie constate que le renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE pour la totalité des capacités ferait en sorte qu'il y aurait plus de 1 500 MW de réservations fermes sur le chemin HQT-NE, en tenant compte du contrat de 1 200 MW du Producteur ayant débuté le 1^{er} juillet 2009.

[118] Dans la décision de la demande en révision de l'affaire Exelon citée précédemment, la FERC a indiqué que, dans le cas où une contrainte surviendrait sur le réseau après la signature d'une convention initiale, le transporteur a deux options : construire des ajouts au réseau afin d'alléger la contrainte du réseau ou réduire le service ferme selon l'article 13.6 des Tarifs et conditions. Il est clair que la première option n'est pas applicable, puisque le réseau du Transporteur ne présente pas de problème, étant donné que la capacité du chemin HQT-NE est de 2 000 MW. C'est d'ailleurs cette capacité maximale de transport de 2 000 MW qui est affichée sur le site OASIS depuis l'ouverture du chemin HQT-NE.

[119] Quant à la deuxième option, EBMI a suggéré que, dans le cas où le Transporteur a le droit de réduire la capacité de transport disponible de 2 000 à 1 200 MW, une solution pourrait consister à appliquer l'article 13.6 des Tarifs et conditions en réduisant proportionnellement le service ferme des clients afin de ramener le total des capacités des réservations fermes à 1 200 MW.

[120] La Régie juge donc opportun d'aborder cette question aux paragraphes suivants.

L'applicabilité de l'article 13.6 des Tarifs et conditions

[121] L'article 13.6 des Tarifs et conditions se lit comme suit :

« 13.6 Réduction du service de transport ferme : Si une réduction dans le réseau de transport du Transporteur, ou une partie de celui-ci, est nécessaire pour maintenir une exploitation fiable du réseau, des réductions seront faites de façon non discriminatoire à la transaction (aux transactions) qui a (ont) pour effet d'alléger les contraintes. Si plusieurs transactions doivent être réduites, dans la

mesure du possible et conformément aux pratiques usuelles des services publics, les réductions s'appliqueront proportionnellement aux clients de charge locale, aux clients du réseau intégré et aux clients du service de transport utilisant un service de transport ferme de point à point. Toutes les réductions seront faites sur une base non discriminatoire; toutefois, le service de transport non ferme de point à point est subordonné au service de transport ferme. Quand le Transporteur établit qu'il existe une urgence de nature électrique dans son réseau de transport et met en oeuvre des procédures d'urgence pour réduire le service de transport ferme, le client du service de transport doit faire les réductions requises à la demande du Transporteur. Toutefois, le Transporteur se réserve le droit de réduire, en tout ou en partie, le service de transport ferme prévu aux présentes si, à sa seule discrétion, un état d'urgence ou toute autre condition imprévisible compromet ou détériore la fiabilité de son réseau de transport. Le Transporteur avisera en temps opportun tous les clients du service de transport touchés des réductions programmées. » [nous soulignons]

[122] L'article 13.6 des Tarifs et conditions prévoit les situations pouvant mener à des réductions de service de transport ferme. Le Transporteur peut effectuer des réductions sur son réseau, lorsque nécessaire, pour maintenir une exploitation fiable du réseau. Il y est également mentionné que les réductions peuvent être appliquées lorsqu'il existe une urgence de nature électrique, pour faire face à un état d'urgence ou toute autre condition imprévisible qui pourrait compromettre la fiabilité du réseau de transport.

[123] En l'espèce, la preuve au dossier n'a pas démontré que le Transporteur faisait face à une contrainte réelle sur son réseau pouvant justifier l'application de réductions du service ferme prévu à l'article 13.6. À cet égard, la Régie retient du témoignage de monsieur Sylvain Clermont, témoin du Transporteur, qu'il n'y a pas eu de dégradation du service sur le chemin HQT-NE, même si les réservations fermes sur ce chemin totalisent plus de 1 500 MW⁸³.

[124] De plus, en argumentation, le Transporteur a admis qu'il n'y a pas de problème d'accès au réseau⁸⁴, ni de congestion⁸⁵.

[125] La Régie conclut que l'état de la situation actuelle sur le chemin HQT-NE ne met pas en péril l'exploitation fiable du réseau de transport et ne justifie pas, selon la

⁸³ Dossier P-130-001, pièce A-12-3, NS du 16 septembre 2010, volume 3, pages 112, 113 et 118.

⁸⁴ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, pages 143 et 144.

⁸⁵ Dossier P-130-001, pièce A-12-4, NS du 17 septembre 2010, volume 4, page 152.

preuve au dossier, l'application de réductions de service conformément à l'article 13.6 des Tarifs et conditions.

La conclusion

[126] Pour les motifs mentionnés, la Régie arrive à la conclusion que la décision du Transporteur de refuser le renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE n'est pas conforme à l'article 2.2 des Tarifs et conditions. Les demandes de renouvellement d'EBMI n'avaient pas à être traitées comme de nouvelles demandes par le Transporteur. EBMI a donc le droit au renouvellement des Conventions de MATI-NE pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, et des Conventions ON-NE pour la période du 22 octobre 2010 au 21 octobre 2011. Par ailleurs, la Régie juge que la réduction des services fermes selon l'article 13.6 des Tarifs et conditions n'est pas applicable dans les cas présents.

[127] La question de savoir si la décision du Transporteur de procéder à l'implantation de l'harmonisation ou de la coordination de la capacité de transport sur son réseau avec celle du réseau voisin ISO-NE aurait dû faire l'objet d'une autorisation préalable de la Régie demeure académique aux fins de la présente décision pour les régisseurs Turgeon et Hardy, compte tenu des conclusions auxquelles arrive la formation sur la portée de l'article 2.2 des Tarifs et conditions et les droits d'EBMI en vertu des Conventions MATI-NE et ON-NE.

8. L'OPINION ADDITIONNELLE DU RÉGISSEUR LASSONDE

[128] Je suis d'accord avec mes collègues sur le fait qu'EBMI a un droit clair au renouvellement des Conventions MATI-NE et des Conventions ON-NE (les Conventions) suivant l'article 2.2 des Tarifs et conditions.

[129] EBMI est donc un client à long terme du service de transport ferme de point à point au même titre que tout autre client du même service, avec les droits et obligations qui s'y rattachent.

[130] Sur la question de l'harmonisation des capacités de transport ferme sur le chemin HQT-NE en tenant compte des limites sur le réseau voisin géré par ISO-NE, je tiens à préciser ce qui suit.

[131] EBMI a plaidé⁸⁶ que l'opération d'harmonisation n'est pas « *une pure question de gestion de réseau* » et que le Transporteur ne pouvait se livrer à une telle opération sans « *que la Régie en examine le bien-fondé, la pertinence, l'impact sur les droits des clients de transport existants et, le cas échéant, en baliser l'implantation* ».

[132] Une fois réglée la question du droit d'EBMI de continuer d'utiliser le transport ferme au renouvellement des Conventions, ce que doit faire le Transporteur advenant des circonstances limitant la capacité de transport ferme sur le chemin HQT-NE est, selon moi, une question de gestion de réseaux des deux côtés de la frontière.

[133] Même si, dans le cadre d'une autre demande⁸⁷, le Transporteur veut ajouter des dispositions aux Tarifs et conditions portant sur l'harmonisation de la capacité de son réseau avec celle des réseaux voisins, cela ne veut pas dire qu'il devait obtenir l'autorisation de la Régie pour gérer une situation pouvant avoir un impact sur la capacité de transport ferme sur le chemin HQT-NE.

[134] Il est en preuve que le Transporteur a contracté avec EBMI et le Producteur des services de transport ferme sur le chemin HQT-NE pour environ 1 500 MW, alors que des contraintes sur le réseau voisin peuvent réduire cette capacité à 1 200 MW.

[135] Même si la réduction du service de transport ferme sur le chemin HQT-NE semble hypothétique pour le moment puisque les deux clients en service ferme du Transporteur — EBMI pour 306 MW et le Producteur pour 1 200 MW — réussissent à faire transiter ces quantités sur le chemin en question, en tant que clients du service de transport ferme du Transporteur, EBMI et le Producteur peuvent, en tout temps, demander le transit de la totalité des quantités prévues à leurs conventions de service.

⁸⁶ Dossier P-130-001, pièce B-1, demande, allégués n^{os} 93 à 96.

⁸⁷ Dossier R-3669-2008 Phase 2.

[136] Le jour où un tel transit ne pourra se faire parce qu'ISO-NE ne le permettra pas, comme il n'y a pas de restriction de capacité sur le réseau du Transporteur sur ce chemin (2 000 MW étant disponibles), la logique voudrait que ce soit ISO-NE qui gère la restriction du côté américain du chemin HQT-NE en appliquant les dispositions du tarif OATT, dont les dispositions sont semblables à celles de l'article 13.6 des Tarifs et conditions.

[137] Qu'il incombe, en pareilles circonstances, au Transporteur ou à ISO-NE de gérer les restrictions de capacité de transit sur le chemin HQT-NE, cela devra se faire de façon non discriminatoire pour satisfaire la demande des clients en service ferme, dont EBMI et le Producteur.

[138] Bref, mis à part la partie de l'avis du Transporteur sur OASIS publiée entre le 8 juillet et le 9 août 2009, où le Transporteur assimilait les demandes de renouvellement de transport ferme à de nouvelles demandes, il m'apparaît normal que le Transporteur ait informé ses clients, par avis sur OASIS, qu'il allait analyser les valeurs de transit sur son réseau en tenant compte des capacités de transit sur le réseau voisin. Cela ne contrevenait pas, selon moi, aux Tarifs et conditions.

[139] De plus, un tel avis sur OASIS m'apparaît logique et nécessaire dans le contexte où les engagements fermes du Transporteur sur son réseau dépassent déjà les limites de transport ferme qu'ISO-NE pourrait imposer dans certaines circonstances et que cela pourra, le cas échéant, avoir un impact sur les demandes de transport ferme des nouveaux clients.

9. LA DEMANDE DE TRAITEMENT CONFIDENTIEL

[140] Le Transporteur dépose les annexes 2, 3, 5, 6 et 11 du dossier d'examen interne de la plainte P-130-001 et les annexes 2, 3, 5, 6 et 9 du dossier d'examen interne de la plainte P-130-003 sous pli confidentiel. Ces annexes contiennent des comptes rendus de réunions tenues entre ISO-NE et le Transporteur.

[141] Le Transporteur a permis la consultation de ces documents par les représentants d'EBMI par la signature d'une entente de confidentialité et de non-divulgence.

[142] Le 7 septembre 2010, le Transporteur dépose une affirmation solennelle de monsieur Sylvain Clermont au soutien de sa demande de traitement confidentiel de ces annexes. Monsieur Clermont allègue que ces annexes contiennent des renseignements dont certains aspects sont de nature commerciale et qui font l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu de la *Convention des exploitants de l'interconnexion entre ISO New England Inc. et Hydro-Québec TransÉnergie*. Ainsi, selon monsieur Clermont, la divulgation publique de ces renseignements irait à l'encontre des obligations contractuelles du Transporteur.

[143] Le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi et d'interdire toute divulgation de l'information et des renseignements contenus aux annexes confidentielles. EBMI ne s'est pas opposée à cette demande.

[144] **Pour ces motifs,**

La Régie de l'énergie :

ACCUEILLE les plaintes P-130-001 et P-130-003 d'EBMI;

ORDONNE au Transporteur de reconduire, pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, les Conventions MATI-NE selon les modalités des Tarifs et conditions en vigueur à la date des présentes, et **ORDONNE** au Transporteur de permettre à EBMI de continuer d'utiliser les services de transport ferme à long terme de point à point sur le réseau du Transporteur, et en particulier sur le chemin MATI-HQT-NE, conformément aux modalités des Tarifs et conditions découlant des décisions D-2009-015 et D-2009-023, pour une capacité réservée de 111/106 MW;

ORDONNE au Transporteur de reconduire, pour la période du 22 octobre 2010 au 21 octobre 2011, les Conventions ON-NE selon les modalités des Tarifs et conditions en vigueur à la date des présentes, et **ORDONNE** au Transporteur de permettre à EBMI de continuer d'utiliser les services de transport ferme à long terme de point à point sur le réseau du Transporteur, et en particulier sur le chemin ON-HQT-NE, conformément aux modalités des Tarifs et conditions découlant des décisions D-2010-032 et D-2010-041, pour une capacité réservée totalisant 210/200 MW;

ACCUEILLE la demande de traitement confidentiel du Transporteur;

INTERDIT la divulgation, la publication ou la diffusion des documents suivants :

- pièce HQT-22, annexes 2, 3, 5, 6 et 11 du dossier P-130-001,
- pièce HQT-18, annexes 2, 3, 5, 6 et 9 du dossier P-130-003.

Marc Turgeon

Régisseur

Michel Hardy

Régisseur

Richard Lassonde

Régisseur

EBMI représentée par M^e Paule Hamelin et M^e Pierre Legault;

Hydro-Québec représentée par M^e Yves Fréchette.

Electronic Code of Federal Regulations

e-CFR

TM

e-CFR Data is current as of June 23, 2011

Title 18: Conservation of Power and Water Resources

PART 37—OPEN ACCESS SAME-TIME INFORMATION SYSTEMS

[Browse Previous](#) | [Browse Next](#)

§ 37.6 Information to be posted on the OASIS.

(a) The information posted on the OASIS must be in such detail and the OASIS must have such capabilities as to allow Transmission Customers to:

(1) Make requests for transmission services offered by Transmission Providers, Resellers and other providers of ancillary services, request the designation of a network resource, and request the termination of the designation of a network resource;

(2) View and download in standard formats, using standard protocols, information regarding the transmission system necessary to enable prudent business decision making;

(3) Post, view, upload and download information regarding available products and desired services;

(4) Clearly identify the degree to which transmission service requests or schedules were denied or interrupted;

(5) Obtain access, in electronic format, to information to support available transmission capability calculations and historical transmission service requests and schedules for various audit purposes; and

(6) Make file transfers and automated computer-to-computer file transfers and queries as defined by the Standards and Communications Protocols Document.

(b) *Posting transfer capability.* The available transfer capability on the Transmission Provider's system (ATC) and the total transfer capability (TTC) of that system shall be calculated and posted for each Posted Path as set out in this section.

(1) *Definitions.* For purposes of this section the terms listed below have the following meanings:

(i) *Posted path* means any control area to control area interconnection; any path for which service is denied, curtailed or interrupted for more than 24 hours in the past 12 months; and any path for which a customer requests to have ATC or TTC posted. For this last category, the posting must continue for 180 days and thereafter until 180 days have elapsed from the most recent request for service over the requested path. For purposes of this definition, an hour includes any part of an hour during which service was denied, curtailed or interrupted.

(ii) *Constrained posted path* means any posted path having an ATC less than or equal to 25 percent of TTC at any time during the preceding 168 hours or for which ATC has been calculated to be less than or equal to 25 percent of TTC for any period during the current hour or the next 168 hours.

(iii) *Unconstrained posted path* means any posted path not determined to be a constrained posted path.

(iv) The word *interconnection*, as used in the definition of "posted path", means all facilities connecting

two adjacent systems or control areas.

(v) *Available transfer capability* or *ATC* means the transfer capability remaining in the physical transmission network for further commercial activity over and above already committed uses, or such definition as contained in Commission-approved Reliability Standards.

(vi) *Total transfer capability* or *TTC* means the amount of electric power that can be moved or transferred reliably from one area to another area of the interconnected transmission systems by way of all transmission lines (or paths) between those areas under specified system conditions, or such definition as contained in Commission-approved Reliability Standards.

(vii) *Capacity Benefit Margin* or *CBM* means the amount of TTC preserved by the Transmission Provider for load-serving entities, whose loads are located on that Transmission Provider's system, to enable access by the load-serving entities to generation from interconnected systems to meet generation reliability requirements, or such definition as contained in Commission-approved Reliability Standards.

(viii) *Transmission Reliability Margin* or *TRM* means the amount of TTC necessary to provide reasonable assurance that the interconnected transmission network will be secure, or such definition as contained in Commission-approved Reliability Standards.

(2) *Calculation methods, availability of information, and requests.* (i) Information used to calculate any posting of ATC and TTC must be dated and time-stamped and all calculations shall be performed according to consistently applied methodologies referenced in the Transmission Provider's transmission tariff and shall be based on Commission-approved Reliability Standards as well as current industry practices, standards and criteria.

(ii) On request, the Responsible Party must make all data used to calculate ATC, TTC, CBM, and TRM for any constrained posted paths publicly available (including the limiting element(s) and the cause of the limit (e.g. , thermal, voltage, stability), as well as load forecast assumptions) in electronic form within one week of the posting. The information is required to be provided only in the electronic format in which it was created, along with any necessary decoding instructions, at a cost limited to the cost of reproducing the material. This information is to be retained for six months after the applicable posting period.

(iii) System planning studies, facilities studies, and specific network impact studies performed for customers or the Transmission Provider's own network resources are to be made publicly available in electronic form on request and a list of such studies shall be posted on the OASIS. A study is required to be provided only in the electronic format in which it was created, along with any necessary decoding instructions, at a cost limited to the cost of reproducing the material. These studies are to be retained for five years.

(3) *Posting.* The ATC, TTC, CBM, and TRM for all Posted Paths must be posted in megawatts by specific direction and in the manner prescribed in this subsection.

(i) *Constrained posted paths —(A) For firm ATC and TTC.*

(1) The posting shall show ATC, TTC, CBM, and TRM for a 30-day period. For this period postings shall be: by the hour, for the current hour and the 168 hours next following; and thereafter, by the day. If the Transmission Provider charges separately for on-peak and off-peak periods in its tariff, ATC, TTC, CBM, and TRM will be posted daily for each period.

(2) Postings shall also be made by the month, showing for the current month and the 12 months next following.

(3) If planning and specific requested transmission studies have been done, seasonal capability shall be posted for the year following the current year and for each year following to the end of the planning horizon but not to exceed 10 years.

(B) *For non-firm ATC and TTC.* The posting shall show ATC, TTC, CBM and TRM for a 30-day period by the hour and days prescribed under paragraph (b)(3)(i)(A)(1) of this section and, if so requested, by the month and year as prescribed under paragraph (b)(3)(i)(A)(2) and (3) of this section. The posting of non-firm ATC and TTC shall show CBM as zero.

(C) *Updating posted information for constrained paths.*

QUE cette somme soit versée, en un seul versement, à partir du budget de l'année financière 2001-2002, programme 2, élément 4.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

37150

Gouvernement du Québec

Décret 1277-2001, 24 octobre 2001

CONCERNANT les caractéristiques de l'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5), tel qu'introduit par l'article 62 de la Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie et d'autres dispositions législatives (2000, c. 22), Hydro-Québec doit notamment assurer l'approvisionnement en électricité patrimoniale tel qu'établi par la Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., c. R-6.01);

ATTENDU QUE cet approvisionnement est assuré par la fourniture d'électricité par Hydro-Québec à titre de fournisseur d'électricité, à Hydro-Québec à titre de distributeur d'électricité;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 22 de la Loi sur Hydro-Québec, tel qu'introduit par l'article 62 de la Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie et d'autres dispositions législatives, les caractéristiques de l'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale pour un volume de 165 térawattheures, devant inclure tous les services nécessaires et généralement reconnus pour en assurer la sécurité et la fiabilité, sont fixées par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer les caractéristiques de l'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale pour un volume de 165 térawattheures;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles:

QUE le gouvernement fixe les caractéristiques de l'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale pour un volume maximal de 165 térawattheures comme suit:

1. L'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale est assuré par la fourniture d'électricité produite ou achetée par le fournisseur ou rappelée par ce dernier en vertu des contrats spéciaux ou des

ententes de services comportant des clauses de puissance interruptible en vigueur le 1^{er} janvier 2001;

2. L'électricité patrimoniale est livrée au distributeur d'électricité aux points de raccordement du réseau de distribution et, lorsque des clients sont directement raccordés au réseau de transport, aux points de raccordement de ce réseau, selon la demande et les besoins du distributeur d'électricité;

3. Le volume annuel d'électricité patrimoniale correspondant aux volumes de consommation des marchés québécois jusqu'à concurrence de 165 térawattheures est établi en soustrayant de la somme des volumes de vente du distributeur et des volumes de pertes de transport et de distribution d'électricité, les volumes découlant d'un tarif de gestion de la consommation ou d'énergie de secours, ceux alloués aux réseaux autonomes, ceux approvisionnés à partir de blocs d'énergie déterminés par règlement du gouvernement ainsi que, le cas échéant, les volumes découlant des contrats d'approvisionnement en électricité requis pour satisfaire les besoins des marchés québécois qui excèdent l'électricité patrimoniale;

4. Le volume des pertes de transport et de distribution d'électricité correspond à un taux annuel moyen de 8,4 % du volume annuel d'électricité patrimoniale, selon les prévisions de la consommation à l'horizon 2005 et les connaissances historiques des profils de consommation des marchés québécois;

5. Le fournisseur d'électricité doit rendre disponible le volume annuel d'électricité correspondant au profil annuel des valeurs horaires de puissance classées par ordre décroissant, jusqu'à concurrence de 178,86 térawattheures, présenté au profil des livraisons d'électricité patrimoniale et à la courbe annuelle de puissances classées à conditions climatiques normales, annexés au présent décret;

6. L'approvisionnement patrimonial inclut tous les services nécessaires et généralement reconnus pour en assurer la sécurité et la fiabilité;

7. L'énergie associée à la puissance mobilisée en dépassement du profil annuel fait partie de l'électricité patrimoniale tant que le volume de consommation des marchés québécois n'excède pas pour une année donnée 165 térawattheures;

8. À compter de la première année durant laquelle le volume de consommation des marchés québécois excède 165 térawattheures, l'énergie associée à la puissance mobilisée en dépassement du profil annuel ne fait pas partie de l'électricité patrimoniale;

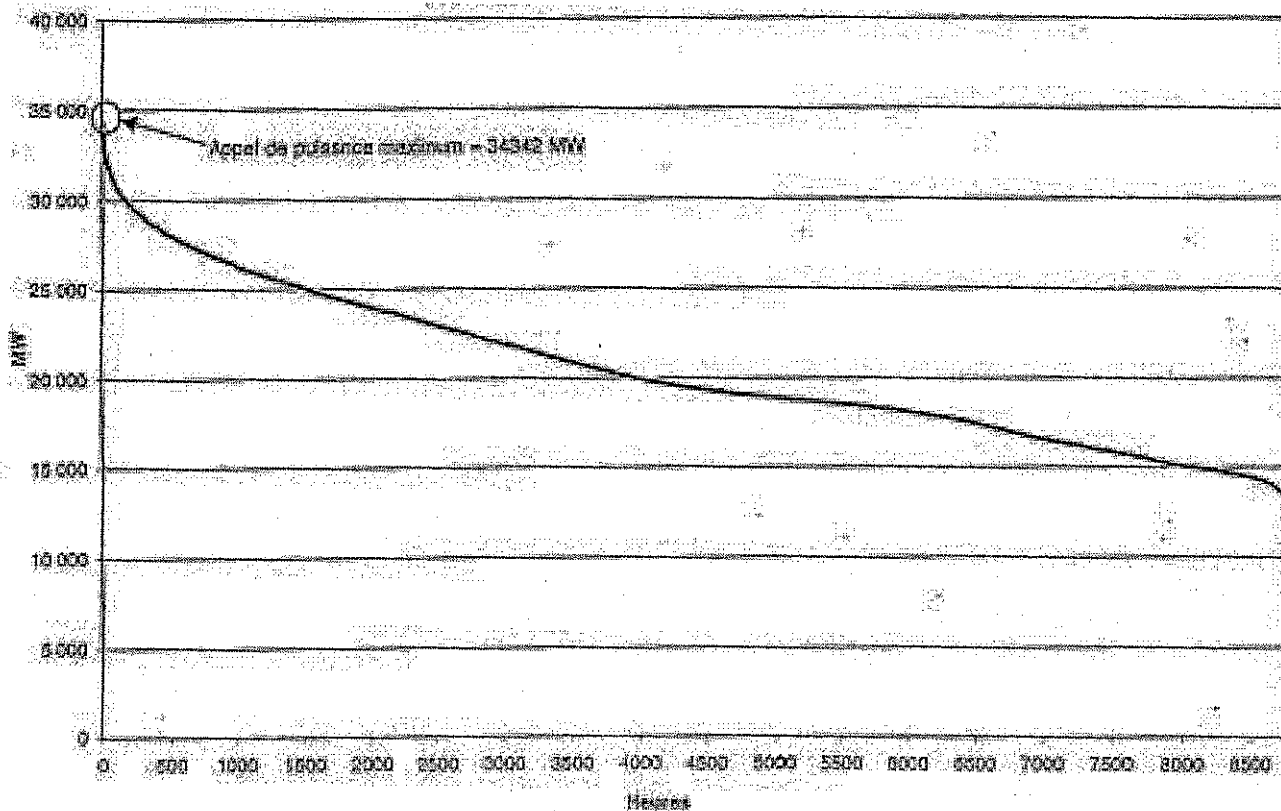
9. Le volume d'électricité patrimoniale est mesuré à chaque heure aux points de livraison sur les réseaux de transport et de distribution d'électricité et est totalisé mensuellement;

10. Le coût de l'électricité patrimoniale s'établit en multipliant le coût de fourniture de l'électricité patrimoniale tel qu'établi en vertu de l'article 52.2 de la Loi sur la Régie de l'énergie, tel qu'introduit par l'article 15 de la Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie et d'autres dispositions législatives, par le volume mensuel d'électricité patrimoniale fourni par le fournisseur d'électricité. Le produit est imputé mensuellement au distributeur d'électricité;

QUE le présent décret entre en vigueur le 24 octobre 2001.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

ANNEXE A PROFIL DES LIVRAISONS D'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE



ANNEXE A

COURBE ANNUELLE DE PUISSANCES CLASSÉES À CONDITIONS CLIMATIQUES NORMALES
Profil associé à l'approvisionnement patrimonial de 165 TWh

EN MÉGAWATTS

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
1	34 342	71	31 327	141	30 271	211	29 674	281	29 210	351	28 732	421	28 404	491	28 046
2	34 018	72	31 290	142	30 255	212	29 656	282	29 205	352	28 731	422	28 402	492	28 045
3	33 780	73	31 214	143	30 234	213	29 655	283	29 204	353	28 728	423	28 402	493	28 038
4	33 774	74	31 213	144	30 234	214	29 650	284	29 203	354	28 727	424	28 390	494	28 030
5	33 517	75	31 188	145	30 227	215	29 646	285	29 190	355	28 719	425	28 379	495	28 026
6	33 431	76	31 185	146	30 213	216	29 642	286	29 188	356	28 715	426	28 376	496	28 023
7	33 377	77	31 169	147	30 211	217	29 623	287	29 161	357	28 709	427	28 361	497	28 022
8	33 361	78	31 165	148	30 206	218	29 615	288	29 149	358	28 701	428	28 350	498	28 022
9	33 138	79	31 160	149	30 205	219	29 606	289	29 147	359	28 700	429	28 349	499	28 012
10	33 113	80	31 151	150	30 204	220	29 583	290	29 138	360	28 697	430	28 336	500	28 011
11	32 984	81	31 151	151	30 203	221	29 579	291	29 137	361	28 696	431	28 324	501	28 008
12	32 811	82	31 143	152	30 200	222	29 570	292	29 136	362	28 686	432	28 310	502	28 000
13	32 667	83	31 141	153	30 192	223	29 564	293	29 133	363	28 680	433	28 306	503	27 998
14	32 598	84	31 117	154	30 177	224	29 556	294	29 132	364	28 669	434	28 290	504	27 984
15	32 563	85	31 109	155	30 177	225	29 544	295	29 127	365	28 667	435	28 280	505	27 982
16	32 561	86	31 077	156	30 173	226	29 535	296	29 120	366	28 665	436	28 273	506	27 977
17	32 545	87	31 075	157	30 162	227	29 531	297	29 118	367	28 665	437	28 265	507	27 976
18	32 487	88	31 021	158	30 157	228	29 530	298	29 118	368	28 660	438	28 262	508	27 972
19	32 484	89	31 015	159	30 138	229	29 522	299	29 108	369	28 650	439	28 260	509	27 966
20	32 465	90	30 973	160	30 120	230	29 504	300	29 088	370	28 643	440	28 258	510	27 961
21	32 381	91	30 971	161	30 102	231	29 500	301	29 081	371	28 636	441	28 245	511	27 961
22	32 304	92	30 949	162	30 094	232	29 491	302	29 078	372	28 634	442	28 244	512	27 957
23	32 296	93	30 914	163	30 088	233	29 490	303	29 074	373	28 617	443	28 242	513	27 946
24	32 289	94	30 860	164	30 082	234	29 486	304	29 069	374	28 608	444	28 241	514	27 940
25	32 282	95	30 800	165	30 076	235	29 484	305	29 066	375	28 606	445	28 241	515	27 939
26	32 267	96	30 799	166	30 063	236	29 483	306	29 055	376	28 606	446	28 233	516	27 938
27	32 266	97	30 794	167	30 050	237	29 469	307	29 052	377	28 604	447	28 230	517	27 933
28	32 262	98	30 759	168	30 049	238	29 466	308	29 036	378	28 601	448	28 228	518	27 930
29	32 233	99	30 751	169	30 021	239	29 460	309	29 008	379	28 601	449	28 226	519	27 922
30	32 221	100	30 741	170	30 019	240	29 459	310	28 985	380	28 601	450	28 218	520	27 920
31	32 201	101	30 738	171	30 006	241	29 452	311	28 979	381	28 599	451	28 216	521	27 918
32	32 195	102	30 724	172	30 004	242	29 443	312	28 973	382	28 595	452	28 210	522	27 918
33	32 177	103	30 683	173	30 001	243	29 442	313	28 972	383	28 594	453	28 208	523	27 915
34	32 158	104	30 681	174	29 994	244	29 438	314	28 961	384	28 593	454	28 204	524	27 908
35	32 094	105	30 681	175	29 990	245	29 437	315	28 960	385	28 592	455	28 199	525	27 907
36	32 083	106	30 678	176	29 976	246	29 437	316	28 955	386	28 583	456	28 194	526	27 897
37	32 078	107	30 656	177	29 968	247	29 430	317	28 950	387	28 581	457	28 192	527	27 896
38	32 054	108	30 655	178	29 950	248	29 416	318	28 945	388	28 573	458	28 187	528	27 893
39	32 040	109	30 649	179	29 945	249	29 414	319	28 943	389	28 569	459	28 179	529	27 891
40	32 038	110	30 634	180	29 940	250	29 405	320	28 925	390	28 566	460	28 168	530	27 891
41	31 989	111	30 629	181	29 929	251	29 400	321	28 917	391	28 565	461	28 167	531	27 883
42	31 941	112	30 623	182	29 926	252	29 396	322	28 914	392	28 557	462	28 159	532	27 881
43	31 917	113	30 603	183	29 907	253	29 394	323	28 884	393	28 557	463	28 155	533	27 876
44	31 868	114	30 588	184	29 906	254	29 383	324	28 878	394	28 556	464	28 151	534	27 861
45	31 860	115	30 585	185	29 899	255	29 380	325	28 874	395	28 553	465	28 150	535	27 859
46	31 855	116	30 571	186	29 894	256	29 376	326	28 872	396	28 546	466	28 144	536	27 857
47	31 823	117	30 570	187	29 873	257	29 376	327	28 858	397	28 542	467	28 143	537	27 857
48	31 811	118	30 569	188	29 867	258	29 367	328	28 858	398	28 539	468	28 137	538	27 853

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
49	31 769	119	30 568	189	29 862	259	29 341	329	28 852	399	28 538	469	28 131	539	27 849
50	31 769	120	30 566	190	29 855	260	29 332	330	28 843	400	28 526	470	28 131	540	27 841
51	31 708	121	30 556	191	29 846	261	29 321	331	28 843	401	28 522	471	28 128	541	27 838
52	31 664	122	30 553	192	29 836	262	29 320	332	28 842	402	28 520	472	28 122	542	27 838
53	31 658	123	30 536	193	29 818	263	29 305	333	28 841	403	28 516	473	28 111	543	27 831
54	31 633	124	30 508	194	29 795	264	29 290	334	28 836	404	28 514	474	28 105	544	27 831
55	31 628	125	30 481	195	29 788	265	29 287	335	28 833	405	28 488	475	28 104	545	27 831
56	31 603	126	30 479	196	29 776	266	29 282	336	28 824	406	28 483	476	28 104	546	27 826
57	31 599	127	30 465	197	29 760	267	29 281	337	28 810	407	28 478	477	28 101	547	27 824
58	31 595	128	30 463	198	29 759	268	29 274	338	28 809	408	28 474	478	28 095	548	27 820
59	31 591	129	30 459	199	29 751	269	29 274	339	28 806	409	28 472	479	28 086	549	27 817
60	31 579	130	30 434	200	29 750	270	29 270	340	28 805	410	28 457	480	28 084	550	27 817
61	31 570	131	30 424	201	29 747	271	29 266	341	28 796	411	28 453	481	28 080	551	27 816
62	31 566	132	30 422	202	29 740	272	29 263	342	28 792	412	28 452	482	28 079	552	27 814
63	31 499	133	30 357	203	29 737	273	29 261	343	28 785	413	28 449	483	28 078	553	27 802
64	31 482	134	30 351	204	29 732	274	29 257	344	28 781	414	28 449	484	28 074	554	27 794
65	31 470	135	30 347	205	29 727	275	29 227	345	28 778	415	28 448	485	28 072	555	27 791
66	31 466	136	30 338	206	29 726	276	29 226	346	28 759	416	28 442	486	28 070	556	27 779
67	31 424	137	30 323	207	29 699	277	29 218	347	28 757	417	28 433	487	28 062	557	27 778
68	31 412	138	30 314	208	29 696	278	29 218	348	28 748	418	28 422	488	28 061	558	27 777
69	31 366	139	30 280	209	29 690	279	29 215	349	28 746	419	28 418	489	28 057	559	27 776
70	31 338	140	30 275	210	29 690	280	29 214	350	28 733	420	28 414	490	28 048	560	27 770
631	27 495	701	27 267	771	27 067	841	26 813	911	26 618	981	26 443	1 051	26 181	1 121	26 005
632	27 495	702	27 266	772	27 061	842	26 813	912	26 615	982	26 443	1 052	26 181	1 122	26 001
633	27 490	703	27 261	773	27 060	843	26 813	913	26 614	983	26 430	1 053	26 177	1 123	26 000
634	27 489	704	27 259	774	27 047	844	26 812	914	26 603	984	26 428	1 054	26 176	1 124	25 996
635	27 487	705	27 255	775	27 041	845	26 811	915	26 597	985	26 428	1 055	26 176	1 125	25 989
636	27 486	706	27 251	776	27 037	846	26 807	916	26 589	986	26 413	1 056	26 175	1 126	25 985
637	27 480	707	27 249	777	27 032	847	26 807	917	26 588	987	26 409	1 057	26 175	1 127	25 984
638	27 473	708	27 248	778	27 029	848	26 800	918	26 586	988	26 396	1 058	26 173	1 128	25 979
639	27 470	709	27 242	779	27 024	849	26 798	919	26 586	989	26 395	1 059	26 170	1 129	25 976
640	27 466	710	27 239	780	27 017	850	26 797	920	26 584	990	26 384	1 060	26 170	1 130	25 971
641	27 462	711	27 238	781	27 017	851	26 796	921	26 582	991	26 383	1 061	26 170	1 131	25 968
642	27 462	712	27 236	782	27 016	852	26 790	922	26 581	992	26 380	1 062	26 170	1 132	25 962
643	27 459	713	27 230	783	27 015	853	26 786	923	26 581	993	26 374	1 063	26 169	1 133	25 959
644	27 457	714	27 227	784	27 003	854	26 785	924	26 580	994	26 373	1 064	26 168	1 134	25 959
645	27 455	715	27 226	785	26 997	855	26 783	925	26 580	995	26 373	1 065	26 158	1 135	25 953
646	27 451	716	27 225	786	26 991	856	26 780	926	26 578	996	26 371	1 066	26 156	1 136	25 953
647	27 445	717	27 216	787	26 989	857	26 775	927	26 576	997	26 353	1 067	26 153	1 137	25 950
648	27 432	718	27 214	788	26 989	858	26 773	928	26 576	998	26 351	1 068	26 147	1 138	25 949
649	27 429	719	27 211	789	26 988	859	26 772	929	26 572	999	26 346	1 069	26 145	1 139	25 949
650	27 428	720	27 209	790	26 985	860	26 771	930	26 568	1 000	26 345	1 070	26 144	1 140	25 942
651	27 426	721	27 206	791	26 974	861	26 770	931	26 568	1 001	26 339	1 071	26 141	1 141	25 939
652	27 425	722	27 200	792	26 974	862	26 769	932	26 564	1 002	26 329	1 072	26 135	1 142	25 939
653	27 421	723	27 197	793	26 973	863	26 760	933	26 562	1 003	26 325	1 073	26 127	1 143	25 938
654	27 418	724	27 194	794	26 972	864	26 759	934	26 560	1 004	26 322	1 074	26 126	1 144	25 934
655	27 417	725	27 193	795	26 972	865	26 759	935	26 556	1 005	26 310	1 075	26 124	1 145	25 933
656	27 414	726	27 190	796	26 968	866	26 750	936	26 546	1 006	26 310	1 076	26 123	1 146	25 932
657	27 413	727	27 186	797	26 968	867	26 745	937	26 540	1 007	26 308	1 077	26 123	1 147	25 928
658	27 407	728	27 185	798	26 956	868	26 739	938	26 536	1 008	26 305	1 078	26 123	1 148	25 927
659	27 405	729	27 185	799	26 954	869	26 739	939	26 524	1 009	26 303	1 079	26 121	1 149	25 927
660	27 403	730	27 184	800	26 951	870	26 739	940	26 524	1 010	26 302	1 080	26 118	1 150	25 922
661	27 398	731	27 183	801	26 948	871	26 739	941	26 521	1 011	26 302	1 081	26 115	1 151	25 921
662	27 397	732	27 182	802	26 943	872	26 737	942	26 520	1 012	26 299	1 082	26 112	1 152	25 920

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
663	27 396	733	27 179	803	26 942	873	26 732	943	26 517	1 013	26 294	1 083	26 112	1 153	25 917
664	27 392	734	27 175	804	26 941	874	26 719	944	26 517	1 014	26 288	1 084	26 102	1 154	25 914
665	27 392	735	27 172	805	26 941	875	26 714	945	26 517	1 015	26 288	1 085	26 099	1 155	25 912
666	27 385	736	27 171	806	26 937	876	26 710	946	26 515	1 016	26 284	1 086	26 093	1 156	25 912
667	27 383	737	27 168	807	26 932	877	26 709	947	26 515	1 017	26 278	1 087	26 092	1 157	25 911
668	27 376	738	27 167	808	26 929	878	26 708	948	26 511	1 018	26 277	1 088	26 089	1 158	25 911
669	27 358	739	27 167	809	26 925	879	26 706	949	26 505	1 019	26 274	1 089	26 088	1 159	25 907
670	27 353	740	27 167	810	26 925	880	26 700	950	26 504	1 020	26 270	1 090	26 086	1 160	25 907
671	27 353	741	27 164	811	26 920	881	26 699	951	26 502	1 021	26 270	1 091	26 082	1 161	25 906
672	27 346	742	27 151	812	26 918	882	26 698	952	26 501	1 022	26 270	1 092	26 080	1 162	25 905
673	27 344	743	27 149	813	26 918	883	26 697	953	26 499	1 023	26 267	1 093	26 080	1 163	25 905
674	27 344	744	27 138	814	26 917	884	26 688	954	26 498	1 024	26 261	1 094	26 077	1 164	25 904
675	27 333	745	27 137	815	26 916	885	26 687	955	26 496	1 025	26 258	1 095	26 076	1 165	25 899
676	27 326	746	27 136	816	26 911	886	26 684	956	26 495	1 026	26 253	1 096	26 075	1 166	25 894
677	27 326	747	27 136	817	26 904	887	26 684	957	26 494	1 027	26 253	1 097	26 067	1 167	25 893
678	27 325	748	27 132	818	26 901	888	26 682	958	26 494	1 028	26 251	1 098	26 060	1 168	25 893
679	27 325	749	27 132	819	26 901	889	26 680	959	26 494	1 029	26 250	1 099	26 058	1 169	25 891
680	27 322	750	27 125	820	26 900	890	26 677	960	26 493	1 030	26 249	1 100	26 054	1 170	25 891
681	27 322	751	27 124	821	26 895	891	26 671	961	26 491	1 031	26 245	1 101	26 051	1 171	25 889
682	27 321	752	27 121	822	26 889	892	26 667	962	26 490	1 032	26 245	1 102	26 051	1 172	25 884
683	27 320	753	27 114	823	26 885	893	26 666	963	26 489	1 033	26 239	1 103	26 050	1 173	25 884
684	27 315	754	27 113	824	26 877	894	26 662	964	26 488	1 034	26 239	1 104	26 048	1 174	25 884
685	27 311	755	27 113	825	26 876	895	26 659	965	26 488	1 035	26 237	1 105	26 046	1 175	25 883
686	27 302	756	27 111	826	26 871	896	26 658	966	26 482	1 036	26 233	1 106	26 046	1 176	25 880
687	27 300	757	27 105	827	26 869	897	26 655	967	26 480	1 037	26 229	1 107	26 044	1 177	25 876
688	27 299	758	27 105	828	26 864	898	26 653	968	26 480	1 038	26 226	1 108	26 039	1 178	25 875
689	27 296	759	27 094	829	26 857	899	26 652	969	26 480	1 039	26 222	1 109	26 026	1 179	25 875
690	27 293	760	27 089	830	26 855	900	26 642	970	26 479	1 040	26 218	1 110	26 024	1 180	25 873
691	27 291	761	27 086	831	26 851	901	26 640	971	26 478	1 041	26 217	1 111	26 024	1 181	25 872
692	27 289	762	27 086	832	26 846	902	26 640	972	26 476	1 042	26 211	1 112	26 024	1 182	25 866
693	27 287	763	27 083	833	26 839	903	26 639	973	26 473	1 043	26 205	1 113	26 022	1 183	25 863
694	27 275	764	27 080	834	26 839	904	26 637	974	26 470	1 044	26 199	1 114	26 022	1 184	25 861
695	27 273	765	27 076	835	26 838	905	26 637	975	26 469	1 045	26 196	1 115	26 019	1 185	25 860
696	27 273	766	27 076	836	26 837	906	26 634	976	26 465	1 046	26 191	1 116	26 019	1 186	25 858
697	27 272	767	27 069	837	26 828	907	26 624	977	26 460	1 047	26 185	1 117	26 018	1 187	25 856
698	27 271	768	27 069	838	26 825	908	26 623	978	26 457	1 048	26 182	1 118	26 015	1 188	25 856
699	27 270	769	27 069	839	26 821	909	26 620	979	26 456	1 049	26 181	1 119	26 014	1 189	25 855
700	27 268	770	27 068	840	26 818	910	26 619	980	26 450	1 050	26 181	1 120	26 013	1 190	25 853
1 261	25 644	1 331	25 470	1 401	25 318	1 471	25 163	1 541	24 984	1 611	24 768	1 681	24 618	1 751	24 473
1 262	25 640	1 332	25 470	1 402	25 316	1 472	25 156	1 542	24 981	1 612	24 768	1 682	24 614	1 752	24 472
1 263	25 639	1 333	25 469	1 403	25 315	1 473	25 154	1 543	24 980	1 613	24 767	1 683	24 613	1 753	24 463
1 264	25 638	1 334	25 468	1 404	25 311	1 474	25 152	1 544	24 979	1 614	24 767	1 684	24 611	1 754	24 462
1 265	25 638	1 335	25 464	1 405	25 311	1 475	25 147	1 545	24 970	1 615	24 764	1 685	24 603	1 755	24 462
1 266	25 636	1 336	25 462	1 406	25 310	1 476	25 145	1 546	24 956	1 616	24 762	1 686	24 600	1 756	24 459
1 267	25 632	1 337	25 461	1 407	25 308	1 477	25 141	1 547	24 956	1 617	24 760	1 687	24 599	1 757	24 457
1 268	25 630	1 338	25 459	1 408	25 307	1 478	25 140	1 548	24 956	1 618	24 760	1 688	24 596	1 758	24 457
1 269	25 623	1 339	25 454	1 409	25 307	1 479	25 138	1 549	24 951	1 619	24 759	1 689	24 592	1 759	24 453
1 270	25 622	1 340	25 454	1 410	25 306	1 480	25 137	1 550	24 949	1 620	24 756	1 690	24 592	1 760	24 452
1 271	25 620	1 341	25 449	1 411	25 304	1 481	25 129	1 551	24 948	1 621	24 756	1 691	24 584	1 761	24 450
1 272	25 620	1 342	25 448	1 412	25 300	1 482	25 127	1 552	24 946	1 622	24 750	1 692	24 582	1 762	24 449
1 273	25 619	1 343	25 448	1 413	25 295	1 483	25 124	1 553	24 945	1 623	24 746	1 693	24 582	1 763	24 448
1 274	25 618	1 344	25 447	1 414	25 294	1 484	25 120	1 554	24 938	1 624	24 745	1 694	24 579	1 764	24 447
1 275	25 611	1 345	25 445	1 415	25 293	1 485	25 119	1 555	24 938	1 625	24 742	1 695	24 579	1 765	24 446
1 276	25 607	1 346	25 445	1 416	25 292	1 486	25 116	1 556	24 937	1 626	24 741	1 696	24 578	1 766	24 446
1 277	25 607	1 347	25 445	1 417	25 288	1 487	25 115	1 557	24 934	1 627	24 739	1 697	24 578	1 767	24 445

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
1 278	25 605	1 348	25 444	1 418	25 287	1 488	25 111	1 558	24 933	1 628	24 739	1 698	24 577	1 768	24 442	1 838	24 303
1 279	25 602	1 349	25 440	1 419	25 285	1 489	25 109	1 559	24 932	1 629	24 738	1 699	24 576	1 769	24 442	1 839	24 294
1 280	25 600	1 350	25 440	1 420	25 283	1 490	25 106	1 560	24 923	1 630	24 736	1 700	24 574	1 770	24 441	1 840	24 291
1 281	25 599	1 351	25 437	1 421	25 281	1 491	25 103	1 561	24 917	1 631	24 736	1 701	24 574	1 771	24 440	1 841	24 291
1 282	25 597	1 352	25 434	1 422	25 279	1 492	25 100	1 562	24 911	1 632	24 736	1 702	24 573	1 772	24 440	1 842	24 290
1 283	25 597	1 353	25 433	1 423	25 279	1 493	25 094	1 563	24 910	1 633	24 731	1 703	24 572	1 773	24 439	1 843	24 289
1 284	25 596	1 354	25 428	1 424	25 278	1 494	25 093	1 564	24 903	1 634	24 730	1 704	24 572	1 774	24 435	1 844	24 288
1 285	25 592	1 355	25 427	1 425	25 276	1 495	25 091	1 565	24 899	1 635	24 724	1 705	24 567	1 775	24 433	1 845	24 283
1 286	25 589	1 356	25 425	1 426	25 272	1 496	25 089	1 566	24 880	1 636	24 723	1 706	24 566	1 776	24 432	1 846	24 282
1 287	25 583	1 357	25 424	1 427	25 269	1 497	25 086	1 567	24 876	1 637	24 722	1 707	24 562	1 777	24 429	1 847	24 280
1 288	25 582	1 358	25 423	1 428	25 266	1 498	25 078	1 568	24 875	1 638	24 722	1 708	24 561	1 778	24 423	1 848	24 278
1 289	25 575	1 359	25 421	1 429	25 266	1 499	25 077	1 569	24 870	1 639	24 718	1 709	24 558	1 779	24 420	1 849	24 278
1 290	25 571	1 360	25 421	1 430	25 266	1 500	25 075	1 570	24 869	1 640	24 716	1 710	24 558	1 780	24 420	1 850	24 278
1 291	25 570	1 361	25 420	1 431	25 265	1 501	25 069	1 571	24 864	1 641	24 715	1 711	24 557	1 781	24 419	1 851	24 277
1 292	25 570	1 362	25 419	1 432	25 264	1 502	25 063	1 572	24 861	1 642	24 715	1 712	24 554	1 782	24 419	1 852	24 273
1 293	25 569	1 363	25 417	1 433	25 264	1 503	25 060	1 573	24 861	1 643	24 712	1 713	24 553	1 783	24 412	1 853	24 271
1 294	25 568	1 364	25 414	1 434	25 262	1 504	25 056	1 574	24 858	1 644	24 711	1 714	24 548	1 784	24 409	1 854	24 267
1 295	25 562	1 365	25 413	1 435	25 259	1 505	25 049	1 575	24 855	1 645	24 703	1 715	24 546	1 785	24 409	1 855	24 266
1 296	25 559	1 366	25 411	1 436	25 259	1 506	25 047	1 576	24 854	1 646	24 696	1 716	24 546	1 786	24 401	1 856	24 265
1 297	25 555	1 367	25 410	1 437	25 258	1 507	25 046	1 577	24 853	1 647	24 696	1 717	24 545	1 787	24 401	1 857	24 264
1 298	25 554	1 368	25 409	1 438	25 256	1 508	25 045	1 578	24 852	1 648	24 691	1 718	24 542	1 788	24 400	1 858	24 264
1 299	25 550	1 369	25 407	1 439	25 253	1 509	25 043	1 579	24 852	1 649	24 691	1 719	24 542	1 789	24 394	1 859	24 261
1 300	25 548	1 370	25 398	1 440	25 251	1 510	25 042	1 580	24 852	1 650	24 689	1 720	24 540	1 790	24 391	1 860	24 260
1 301	25 543	1 371	25 396	1 441	25 251	1 511	25 039	1 581	24 852	1 651	24 687	1 721	24 538	1 791	24 390	1 861	24 254
1 302	25 541	1 372	25 395	1 442	25 250	1 512	25 037	1 582	24 851	1 652	24 685	1 722	24 538	1 792	24 389	1 862	24 253
1 303	25 536	1 373	25 389	1 443	25 249	1 513	25 037	1 583	24 851	1 653	24 683	1 723	24 537	1 793	24 386	1 863	24 251
1 304	25 535	1 374	25 389	1 444	25 239	1 514	25 036	1 584	24 851	1 654	24 677	1 724	24 536	1 794	24 385	1 864	24 248
1 305	25 527	1 375	25 386	1 445	25 238	1 515	25 035	1 585	24 848	1 655	24 675	1 725	24 535	1 795	24 382	1 865	24 236
1 306	25 522	1 376	25 386	1 446	25 238	1 516	25 034	1 586	24 847	1 656	24 675	1 726	24 534	1 796	24 382	1 866	24 233
1 307	25 522	1 377	25 385	1 447	25 236	1 517	25 032	1 587	24 841	1 657	24 671	1 727	24 532	1 797	24 380	1 867	24 232
1 308	25 518	1 378	25 383	1 448	25 220	1 518	25 027	1 588	24 840	1 658	24 669	1 728	24 531	1 798	24 378	1 868	24 232
1 309	25 516	1 379	25 382	1 449	25 219	1 519	25 025	1 589	24 839	1 659	24 667	1 729	24 530	1 799	24 375	1 869	24 231
1 310	25 510	1 380	25 381	1 450	25 212	1 520	25 024	1 590	24 833	1 660	24 666	1 730	24 527	1 800	24 368	1 870	24 230
1 311	25 507	1 381	25 381	1 451	25 211	1 521	25 021	1 591	24 825	1 661	24 664	1 731	24 524	1 801	24 367	1 871	24 230
1 312	25 503	1 382	25 381	1 452	25 210	1 522	25 021	1 592	24 824	1 662	24 663	1 732	24 523	1 802	24 367	1 872	24 226
1 313	25 501	1 383	25 374	1 453	25 209	1 523	25 020	1 593	24 821	1 663	24 663	1 733	24 520	1 803	24 365	1 873	24 225
1 314	25 497	1 384	25 372	1 454	25 206	1 524	25 019	1 594	24 811	1 664	24 660	1 734	24 519	1 804	24 363	1 874	24 224
1 315	25 496	1 385	25 363	1 455	25 206	1 525	25 018	1 595	24 809	1 665	24 653	1 735	24 513	1 805	24 363	1 875	24 223
1 316	25 494	1 386	25 360	1 456	25 204	1 526	25 013	1 596	24 804	1 666	24 649	1 736	24 510	1 806	24 354	1 876	24 221
1 317	25 493	1 387	25 355	1 457	25 201	1 527	25 011	1 597	24 797	1 667	24 648	1 737	24 509	1 807	24 353	1 877	24 215
1 318	25 493	1 388	25 349	1 458	25 201	1 528	25 010	1 598	24 794	1 668	24 643	1 738	24 509	1 808	24 352	1 878	24 208
1 319	25 492	1 389	25 348	1 459	25 198	1 529	25 010	1 599	24 790	1 669	24 641	1 739	24 509	1 809	24 350	1 879	24 202
1 320	25 488	1 390	25 344	1 460	25 195	1 530	25 005	1 600	24 789	1 670	24 640	1 740	24 502	1 810	24 350	1 880	24 196
1 321	25 486	1 391	25 341	1 461	25 195	1 531	25 003	1 601	24 788	1 671	24 640	1 741	24 499	1 811	24 347	1 881	24 194
1 322	25 482	1 392	25 341	1 462	25 194	1 532	24 999	1 602	24 785	1 672	24 639	1 742	24 496	1 812	24 346	1 882	24 192
1 323	25 481	1 393	25 337	1 463	25 193	1 533	24 998	1 603	24 781	1 673	24 638	1 743	24 494	1 813	24 345	1 883	24 192
1 324	25 480	1 394	25 334	1 464	25 190	1 534	24 997	1 604	24 780	1 674	24 638	1 744	24 491	1 814	24 345	1 884	24 189
1 325	25 479	1 395	25 329	1 465	25 189	1 535	24 992	1 605	24 778	1 675	24 633	1 745	24 491	1 815	24 339	1 885	24 188
1 326	25 478	1 396	25 328	1 466	25 184	1 536	24 991	1 606	24 778	1 676	24 627	1 746	24 489	1 816	24 334	1 886	24 187
1 327	25 477	1 397	25 325	1 467	25 179	1 537	24 989	1 607	24 777	1 677	24 627	1 747	24 484	1 817	24 333	1 887	24 186
1 328	25 477	1 398	25 324	1 468	25 169	1 538	24 988	1 608	24 773	1 678	24 625	1 748	24 484	1 818	24 333	1 888	24 186
1 329	25 473	1 399	25 323	1 469	25 166	1 539	24 988	1 609	24 770	1 679	24 621	1 749	24 483	1 819	24 332	1 889	24 185
1 330	25 473	1 400	25 319	1 470	25 165	1 540	24 986	1 610	24 770	1 680	24 620	1 750	24 477	1 820	24 331	1 890	24 178
1 891	24 178	1 961	24 039	2 031	23 884	2 101	23 772	2 171	23 649	2 241	23 491	2 311	23 342	2 381	23 188	2 451	23 060

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
1 892	24 177	1 962	24 039	2 032	23 883	2 102	23 772	2 172	23 648	2 242	23 490	2 312	23 340	2 382	23 187	2 452	23 056
1 893	24 173	1 963	24 037	2 033	23 880	2 103	23 771	2 173	23 641	2 243	23 489	2 313	23 339	2 383	23 187	2 453	23 056
1 894	24 173	1 964	24 036	2 034	23 877	2 104	23 770	2 174	23 640	2 244	23 488	2 314	23 339	2 384	23 185	2 454	23 056
1 895	24 172	1 965	24 032	2 035	23 875	2 105	23 770	2 175	23 638	2 245	23 484	2 315	23 336	2 385	23 183	2 455	23 055
1 896	24 171	1 966	24 032	2 036	23 875	2 106	23 770	2 176	23 632	2 246	23 483	2 316	23 334	2 386	23 180	2 456	23 055
1 897	24 171	1 967	24 029	2 037	23 874	2 107	23 767	2 177	23 626	2 247	23 480	2 317	23 333	2 387	23 179	2 457	23 045
1 898	24 170	1 968	24 028	2 038	23 873	2 108	23 766	2 178	23 625	2 248	23 473	2 318	23 333	2 388	23 177	2 458	23 044
1 899	24 168	1 969	24 027	2 039	23 872	2 109	23 762	2 179	23 624	2 249	23 473	2 319	23 329	2 389	23 175	2 459	23 042
1 900	24 167	1 970	24 025	2 040	23 869	2 110	23 754	2 180	23 617	2 250	23 472	2 320	23 328	2 390	23 169	2 460	23 042
1 901	24 167	1 971	24 024	2 041	23 867	2 111	23 754	2 181	23 615	2 251	23 470	2 321	23 323	2 391	23 165	2 461	23 036
1 902	24 166	1 972	24 021	2 042	23 867	2 112	23 750	2 182	23 613	2 252	23 470	2 322	23 323	2 392	23 160	2 462	23 032
1 903	24 165	1 973	24 018	2 043	23 861	2 113	23 747	2 183	23 613	2 253	23 467	2 323	23 322	2 393	23 160	2 463	23 030
1 904	24 164	1 974	24 016	2 044	23 859	2 114	23 745	2 184	23 613	2 254	23 466	2 324	23 320	2 394	23 159	2 464	23 027
1 905	24 162	1 975	24 014	2 045	23 859	2 115	23 745	2 185	23 610	2 255	23 466	2 325	23 317	2 395	23 158	2 465	23 026
1 906	24 161	1 976	24 014	2 046	23 858	2 116	23 744	2 186	23 606	2 256	23 465	2 326	23 317	2 396	23 157	2 466	23 024
1 907	24 160	1 977	24 013	2 047	23 856	2 117	23 743	2 187	23 606	2 257	23 464	2 327	23 316	2 397	23 156	2 467	23 023
1 908	24 160	1 978	24 010	2 048	23 853	2 118	23 737	2 188	23 604	2 258	23 463	2 328	23 313	2 398	23 155	2 468	23 021
1 909	24 154	1 979	24 008	2 049	23 852	2 119	23 734	2 189	23 604	2 259	23 463	2 329	23 310	2 399	23 151	2 469	23 020
1 910	24 153	1 980	24 007	2 050	23 851	2 120	23 732	2 190	23 603	2 260	23 458	2 330	23 310	2 400	23 151	2 470	23 018
1 911	24 150	1 981	24 003	2 051	23 849	2 121	23 732	2 191	23 602	2 261	23 454	2 331	23 308	2 401	23 149	2 471	23 015
1 912	24 148	1 982	24 002	2 052	23 849	2 122	23 729	2 192	23 602	2 262	23 446	2 332	23 306	2 402	23 148	2 472	23 014
1 913	24 142	1 983	24 002	2 053	23 847	2 123	23 726	2 193	23 599	2 263	23 445	2 333	23 306	2 403	23 146	2 473	23 013
1 914	24 142	1 984	23 999	2 054	23 847	2 124	23 726	2 194	23 599	2 264	23 445	2 334	23 306	2 404	23 146	2 474	23 012
1 915	24 130	1 985	23 994	2 055	23 846	2 125	23 725	2 195	23 597	2 265	23 441	2 335	23 301	2 405	23 144	2 475	23 010
1 916	24 124	1 986	23 994	2 056	23 846	2 126	23 725	2 196	23 596	2 266	23 439	2 336	23 300	2 406	23 142	2 476	23 006
1 917	24 124	1 987	23 990	2 057	23 844	2 127	23 724	2 197	23 592	2 267	23 438	2 337	23 296	2 407	23 141	2 477	23 003
1 918	24 124	1 988	23 989	2 058	23 842	2 128	23 724	2 198	23 590	2 268	23 438	2 338	23 291	2 408	23 141	2 478	23 003
1 919	24 122	1 989	23 987	2 059	23 842	2 129	23 722	2 199	23 587	2 269	23 436	2 339	23 289	2 409	23 133	2 479	23 003
1 920	24 121	1 990	23 985	2 060	23 840	2 130	23 722	2 200	23 587	2 270	23 436	2 340	23 283	2 410	23 133	2 480	23 002
1 921	24 113	1 991	23 985	2 061	23 840	2 131	23 720	2 201	23 587	2 271	23 434	2 341	23 281	2 411	23 129	2 481	23 002
1 922	24 112	1 992	23 985	2 062	23 838	2 132	23 720	2 202	23 585	2 272	23 434	2 342	23 273	2 412	23 129	2 482	22 999
1 923	24 106	1 993	23 979	2 063	23 838	2 133	23 719	2 203	23 583	2 273	23 432	2 343	23 273	2 413	23 127	2 483	22 998
1 924	24 099	1 994	23 976	2 064	23 838	2 134	23 718	2 204	23 582	2 274	23 432	2 344	23 266	2 414	23 124	2 484	22 986
1 925	24 099	1 995	23 971	2 065	23 834	2 135	23 717	2 205	23 582	2 275	23 428	2 345	23 266	2 415	23 122	2 485	22 984
1 926	24 097	1 996	23 970	2 066	23 833	2 136	23 715	2 206	23 575	2 276	23 426	2 346	23 266	2 416	23 121	2 486	22 983
1 927	24 096	1 997	23 966	2 067	23 832	2 137	23 714	2 207	23 574	2 277	23 423	2 347	23 266	2 417	23 120	2 487	22 981
1 928	24 096	1 998	23 958	2 068	23 832	2 138	23 710	2 208	23 573	2 278	23 419	2 348	23 265	2 418	23 118	2 488	22 980
1 929	24 095	1 999	23 955	2 069	23 829	2 139	23 709	2 209	23 564	2 279	23 411	2 349	23 264	2 419	23 116	2 489	22 979
1 930	24 094	2 000	23 954	2 070	23 828	2 140	23 709	2 210	23 564	2 280	23 410	2 350	23 262	2 420	23 111	2 490	22 977
1 931	24 092	2 001	23 949	2 071	23 824	2 141	23 706	2 211	23 564	2 281	23 410	2 351	23 261	2 421	23 109	2 491	22 973
1 932	24 089	2 002	23 949	2 072	23 824	2 142	23 700	2 212	23 558	2 282	23 407	2 352	23 260	2 422	23 108	2 492	22 971
1 933	24 089	2 003	23 947	2 073	23 823	2 143	23 699	2 213	23 556	2 283	23 406	2 353	23 260	2 423	23 107	2 493	22 968
1 934	24 088	2 004	23 945	2 074	23 815	2 144	23 699	2 214	23 555	2 284	23 406	2 354	23 253	2 424	23 107	2 494	22 968
1 935	24 087	2 005	23 944	2 075	23 812	2 145	23 696	2 215	23 552	2 285	23 397	2 355	23 251	2 425	23 106	2 495	22 964
1 936	24 081	2 006	23 940	2 076	23 812	2 146	23 694	2 216	23 547	2 286	23 395	2 356	23 250	2 426	23 104	2 496	22 958
1 937	24 079	2 007	23 937	2 077	23 810	2 147	23 693	2 217	23 547	2 287	23 395	2 357	23 245	2 427	23 103	2 497	22 958
1 938	24 079	2 008	23 934	2 078	23 808	2 148	23 693	2 218	23 543	2 288	23 394	2 358	23 244	2 428	23 102	2 498	22 957
1 939	24 076	2 009	23 933	2 079	23 807	2 149	23 692	2 219	23 542	2 289	23 390	2 359	23 243	2 429	23 098	2 499	22 954
1 940	24 075	2 010	23 932	2 080	23 806	2 150	23 689	2 220	23 542	2 290	23 386	2 360	23 243	2 430	23 098	2 500	22 951
1 941	24 073	2 011	23 931	2 081	23 802	2 151	23 688	2 221	23 540	2 291	23 384	2 361	23 232	2 431	23 092	2 501	22 949
1 942	24 066	2 012	23 925	2 082	23 802	2 152	23 685	2 222	23 536	2 292	23 381	2 362	23 230	2 432	23 091	2 502	22 948
1 943	24 064	2 013	23 925	2 083	23 801	2 153	23 685	2 223	23 533	2 293	23 379	2 363	23 221	2 433	23 091	2 503	22 948
1 944	24 062	2 014	23 922	2 084	23 798	2 154	23 683	2 224	23 532	2 294	23 378	2 364	23 216	2 434	23 091	2 504	22 947
1 945	24 061	2 015	23 921	2 085	23 795	2 155	23 682	2 225	23 523	2 295	23 376	2 365	23 215	2 435	23 091	2 505	22 945

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
1946	24 061	2016	23 920	2086	23 792	2156	23 682	2226	23 523	2296	23 372	2366	23 212	2436	23 090	2506	22 943
1947	24 059	2017	23 917	2087	23 792	2157	23 680	2227	23 522	2297	23 372	2367	23 210	2437	23 090	2507	22 942
1948	24 058	2018	23 915	2088	23 792	2158	23 674	2228	23 521	2298	23 371	2368	23 210	2438	23 087	2508	22 942
1949	24 057	2019	23 913	2089	23 787	2159	23 672	2229	23 521	2299	23 370	2369	23 210	2439	23 086	2509	22 942
1950	24 056	2020	23 911	2090	23 787	2160	23 671	2230	23 521	2300	23 369	2370	23 210	2440	23 079	2510	22 940
1951	24 056	2021	23 910	2091	23 786	2161	23 665	2231	23 520	2301	23 367	2371	23 209	2441	23 077	2511	22 935
1952	24 054	2022	23 906	2092	23 786	2162	23 662	2232	23 518	2302	23 365	2372	23 207	2442	23 076	2512	22 932
1953	24 052	2023	23 898	2093	23 781	2163	23 661	2233	23 518	2303	23 365	2373	23 204	2443	23 075	2513	22 932
1954	24 049	2024	23 898	2094	23 781	2164	23 657	2234	23 515	2304	23 364	2374	23 200	2444	23 074	2514	22 931
1955	24 048	2025	23 896	2095	23 781	2165	23 657	2235	23 515	2305	23 363	2375	23 200	2445	23 073	2515	22 930
1956	24 047	2026	23 893	2096	23 779	2166	23 655	2236	23 512	2306	23 358	2376	23 194	2446	23 073	2516	22 929
1957	24 047	2027	23 892	2097	23 778	2167	23 652	2237	23 503	2307	23 355	2377	23 191	2447	23 071	2517	22 927
1958	24 045	2028	23 892	2098	23 777	2168	23 651	2238	23 499	2308	23 352	2378	23 191	2448	23 069	2518	22 923
1959	24 044	2029	23 888	2099	23 776	2169	23 651	2239	23 495	2309	23 349	2379	23 190	2449	23 069	2519	22 919
1960	24 043	2030	23 887	2100	23 773	2170	23 650	2240	23 494	2310	23 343	2380	23 188	2450	23 064	2520	22 914
2521	22 911	2591	22 772	2661	22 641	2731	22 491	2801	22 337	2871	22 188	2941	22 048	3011	21 919	3081	21 803
2522	22 910	2592	22 770	2662	22 640	2732	22 491	2802	22 334	2872	22 187	2942	22 043	3012	21 918	3082	21 803
2523	22 909	2593	22 768	2663	22 639	2733	22 489	2803	22 331	2873	22 184	2943	22 040	3013	21 917	3083	21 801
2524	22 908	2594	22 767	2664	22 639	2734	22 488	2804	22 330	2874	22 180	2944	22 039	3014	21 917	3084	21 800
2525	22 907	2595	22 759	2665	22 637	2735	22 486	2805	22 330	2875	22 179	2945	22 038	3015	21 917	3085	21 799
2526	22 905	2596	22 756	2666	22 635	2736	22 483	2806	22 327	2876	22 178	2946	22 037	3016	21 911	3086	21 798
2527	22 903	2597	22 756	2667	22 629	2737	22 482	2807	22 325	2877	22 175	2947	22 037	3017	21 910	3087	21 798
2528	22 897	2598	22 753	2668	22 628	2738	22 479	2808	22 323	2878	22 174	2948	22 028	3018	21 910	3088	21 797
2529	22 897	2599	22 752	2669	22 626	2739	22 479	2809	22 322	2879	22 173	2949	22 025	3019	21 908	3089	21 787
2530	22 895	2600	22 749	2670	22 623	2740	22 478	2810	22 322	2880	22 171	2950	22 025	3020	21 905	3090	21 786
2531	22 894	2601	22 744	2671	22 622	2741	22 476	2811	22 311	2881	22 169	2951	22 025	3021	21 905	3091	21 781
2532	22 894	2602	22 742	2672	22 620	2742	22 474	2812	22 310	2882	22 168	2952	22 023	3022	21 904	3092	21 780
2533	22 892	2603	22 741	2673	22 619	2743	22 463	2813	22 310	2883	22 167	2953	22 022	3023	21 902	3093	21 775
2534	22 891	2604	22 740	2674	22 619	2744	22 460	2814	22 308	2884	22 165	2954	22 021	3024	21 899	3094	21 766
2535	22 886	2605	22 740	2675	22 616	2745	22 459	2815	22 307	2885	22 161	2955	22 020	3025	21 898	3095	21 765
2536	22 882	2606	22 738	2676	22 612	2746	22 456	2816	22 305	2886	22 160	2956	22 019	3026	21 898	3096	21 763
2537	22 877	2607	22 735	2677	22 610	2747	22 455	2817	22 300	2887	22 160	2957	22 018	3027	21 897	3097	21 760
2538	22 876	2608	22 734	2678	22 610	2748	22 454	2818	22 297	2888	22 158	2958	22 018	3028	21 896	3098	21 758
2539	22 870	2609	22 733	2679	22 609	2749	22 451	2819	22 294	2889	22 155	2959	22 017	3029	21 895	3099	21 757
2540	22 870	2610	22 733	2680	22 602	2750	22 449	2820	22 292	2890	22 151	2960	22 017	3030	21 894	3100	21 757
2541	22 868	2611	22 732	2681	22 601	2751	22 441	2821	22 292	2891	22 147	2961	22 015	3031	21 893	3101	21 757
2542	22 864	2612	22 730	2682	22 601	2752	22 441	2822	22 291	2892	22 143	2962	22 014	3032	21 892	3102	21 756
2543	22 863	2613	22 729	2683	22 596	2753	22 440	2823	22 289	2893	22 142	2963	22 009	3033	21 881	3103	21 752
2544	22 862	2614	22 727	2684	22 591	2754	22 438	2824	22 289	2894	22 141	2964	22 008	3034	21 875	3104	21 751
2545	22 861	2615	22 727	2685	22 589	2755	22 438	2825	22 285	2895	22 138	2965	22 002	3035	21 873	3105	21 750
2546	22 859	2616	22 726	2686	22 588	2756	22 437	2826	22 284	2896	22 138	2966	22 001	3036	21 873	3106	21 749
2547	22 854	2617	22 725	2687	22 584	2757	22 437	2827	22 284	2897	22 135	2967	21 998	3037	21 871	3107	21 748
2548	22 853	2618	22 724	2688	22 583	2758	22 429	2828	22 277	2898	22 133	2968	21 994	3038	21 869	3108	21 745
2549	22 852	2619	22 722	2689	22 582	2759	22 429	2829	22 275	2899	22 133	2969	21 994	3039	21 868	3109	21 743
2550	22 851	2620	22 720	2690	22 582	2760	22 427	2830	22 273	2900	22 130	2970	21 993	3040	21 867	3110	21 743
2551	22 850	2621	22 719	2691	22 581	2761	22 426	2831	22 272	2901	22 129	2971	21 993	3041	21 864	3111	21 733
2552	22 849	2622	22 717	2692	22 580	2762	22 424	2832	22 270	2902	22 129	2972	21 992	3042	21 860	3112	21 730
2553	22 845	2623	22 715	2693	22 577	2763	22 422	2833	22 268	2903	22 121	2973	21 991	3043	21 859	3113	21 730
2554	22 845	2624	22 713	2694	22 576	2764	22 421	2834	22 264	2904	22 116	2974	21 982	3044	21 853	3114	21 729
2555	22 843	2625	22 713	2695	22 574	2765	22 420	2835	22 261	2905	22 116	2975	21 980	3045	21 852	3115	21 728
2556	22 842	2626	22 712	2696	22 573	2766	22 418	2836	22 261	2906	22 114	2976	21 973	3046	21 850	3116	21 728
2557	22 840	2627	22 711	2697	22 565	2767	22 415	2837	22 250	2907	22 114	2977	21 973	3047	21 846	3117	21 726
2558	22 834	2628	22 710	2698	22 557	2768	22 414	2838	22 250	2908	22 113	2978	21 972	3048	21 846	3118	21 726
2559	22 834	2629	22 709	2699	22 557	2769	22 412	2839	22 249	2909	22 113	2979	21 971	3049	21 844	3119	21 726

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
2 560	22 830	2 630	22 705	2 700	22 553	2 770	22 409	2 840	22 248	2 910	22 112	2 980	21 970	3 050	21 844	3 120	21 725
2 561	22 828	2 631	22 702	2 701	22 552	2 771	22 408	2 841	22 248	2 911	22 107	2 981	21 969	3 051	21 843	3 121	21 724
2 562	22 827	2 632	22 701	2 702	22 548	2 772	22 407	2 842	22 247	2 912	22 106	2 982	21 966	3 052	21 842	3 122	21 724
2 563	22 825	2 633	22 699	2 703	22 545	2 773	22 403	2 843	22 246	2 913	22 106	2 983	21 961	3 053	21 841	3 123	21 723
2 564	22 824	2 634	22 698	2 704	22 542	2 774	22 403	2 844	22 244	2 914	22 105	2 984	21 960	3 054	21 839	3 124	21 721
2 565	22 821	2 635	22 694	2 705	22 541	2 775	22 401	2 845	22 242	2 915	22 105	2 985	21 959	3 055	21 836	3 125	21 715
2 566	22 820	2 636	22 692	2 706	22 539	2 776	22 401	2 846	22 239	2 916	22 104	2 986	21 958	3 056	21 835	3 126	21 715
2 567	22 819	2 637	22 687	2 707	22 536	2 777	22 396	2 847	22 234	2 917	22 102	2 987	21 955	3 057	21 835	3 127	21 714
2 568	22 817	2 638	22 683	2 708	22 535	2 778	22 395	2 848	22 232	2 918	22 100	2 988	21 955	3 058	21 833	3 128	21 711
2 569	22 812	2 639	22 680	2 709	22 531	2 779	22 389	2 849	22 232	2 919	22 097	2 989	21 954	3 059	21 831	3 129	21 709
2 570	22 812	2 640	22 679	2 710	22 531	2 780	22 389	2 850	22 231	2 920	22 096	2 990	21 953	3 060	21 830	3 130	21 708
2 571	22 810	2 641	22 678	2 711	22 527	2 781	22 388	2 851	22 231	2 921	22 092	2 991	21 952	3 061	21 830	3 131	21 708
2 572	22 809	2 642	22 672	2 712	22 524	2 782	22 383	2 852	22 229	2 922	22 090	2 992	21 951	3 062	21 830	3 132	21 700
2 573	22 809	2 643	22 671	2 713	22 524	2 783	22 376	2 853	22 227	2 923	22 087	2 993	21 948	3 063	21 827	3 133	21 699
2 574	22 806	2 644	22 669	2 714	22 523	2 784	22 374	2 854	22 223	2 924	22 087	2 994	21 946	3 064	21 825	3 134	21 694
2 575	22 797	2 645	22 667	2 715	22 523	2 785	22 374	2 855	22 223	2 925	22 086	2 995	21 946	3 065	21 825	3 135	21 693
2 576	22 795	2 646	22 666	2 716	22 520	2 786	22 368	2 856	22 221	2 926	22 083	2 996	21 946	3 066	21 824	3 136	21 692
2 577	22 794	2 647	22 666	2 717	22 520	2 787	22 365	2 857	22 221	2 927	22 081	2 997	21 941	3 067	21 823	3 137	21 688
2 578	22 790	2 648	22 665	2 718	22 517	2 788	22 364	2 858	22 221	2 928	22 080	2 998	21 939	3 068	21 823	3 138	21 686
2 579	22 790	2 649	22 665	2 719	22 510	2 789	22 363	2 859	22 218	2 929	22 079	2 999	21 939	3 069	21 822	3 139	21 680
2 580	22 789	2 650	22 659	2 720	22 507	2 790	22 361	2 860	22 214	2 930	22 071	3 000	21 937	3 070	21 821	3 140	21 680
2 581	22 787	2 651	22 658	2 721	22 504	2 791	22 361	2 861	22 212	2 931	22 071	3 001	21 935	3 071	21 819	3 141	21 670
2 582	22 786	2 652	22 657	2 722	22 503	2 792	22 351	2 862	22 209	2 932	22 069	3 002	21 934	3 072	21 819	3 142	21 668
2 583	22 779	2 653	22 655	2 723	22 502	2 793	22 349	2 863	22 208	2 933	22 068	3 003	21 933	3 073	21 812	3 143	21 663
2 584	22 779	2 654	22 653	2 724	22 502	2 794	22 349	2 864	22 205	2 934	22 065	3 004	21 933	3 074	21 812	3 144	21 660
2 585	22 777	2 655	22 649	2 725	22 501	2 795	22 346	2 865	22 202	2 935	22 063	3 005	21 929	3 075	21 812	3 145	21 660
2 586	22 775	2 656	22 649	2 726	22 499	2 796	22 344	2 866	22 198	2 936	22 063	3 006	21 927	3 076	21 812	3 146	21 658
2 587	22 775	2 657	22 646	2 727	22 495	2 797	22 340	2 867	22 197	2 937	22 056	3 007	21 921	3 077	21 812	3 147	21 655
2 588	22 775	2 658	22 645	2 728	22 494	2 798	22 338	2 868	22 196	2 938	22 055	3 008	21 921	3 078	21 806	3 148	21 654
2 589	22 774	2 659	22 643	2 729	22 494	2 799	22 337	2 869	22 194	2 939	22 054	3 009	21 921	3 079	21 803	3 149	21 652
2 590	22 772	2 660	22 642	2 730	22 492	2 800	22 337	2 870	22 192	2 940	22 051	3 010	21 921	3 080	21 803	3 150	21 652
3 151	21 651	3 221	21 500	3 291	21 328	3 361	21 189	3 431	21 011	3 501	20 897	3 571	20 753	3 641	20 618	3 711	20 477
3 152	21 650	3 222	21 500	3 292	21 327	3 362	21 173	3 432	21 011	3 502	20 897	3 572	20 753	3 642	20 617	3 712	20 477
3 153	21 645	3 223	21 499	3 293	21 326	3 363	21 168	3 433	21 009	3 503	20 891	3 573	20 753	3 643	20 617	3 713	20 471
3 154	21 642	3 224	21 495	3 294	21 324	3 364	21 166	3 434	21 009	3 504	20 889	3 574	20 751	3 644	20 615	3 714	20 470
3 155	21 634	3 225	21 485	3 295	21 323	3 365	21 165	3 435	21 008	3 505	20 888	3 575	20 750	3 645	20 612	3 715	20 469
3 156	21 629	3 226	21 481	3 296	21 320	3 366	21 159	3 436	21 006	3 506	20 886	3 576	20 749	3 646	20 611	3 716	20 466
3 157	21 627	3 227	21 479	3 297	21 318	3 367	21 156	3 437	21 003	3 507	20 885	3 577	20 748	3 647	20 609	3 717	20 465
3 158	21 626	3 228	21 475	3 298	21 316	3 368	21 154	3 438	21 002	3 508	20 883	3 578	20 742	3 648	20 607	3 718	20 464
3 159	21 622	3 229	21 473	3 299	21 316	3 369	21 154	3 439	21 001	3 509	20 879	3 579	20 740	3 649	20 605	3 719	20 459
3 160	21 617	3 230	21 473	3 300	21 312	3 370	21 152	3 440	21 000	3 510	20 879	3 580	20 738	3 650	20 599	3 720	20 459
3 161	21 614	3 231	21 473	3 301	21 304	3 371	21 152	3 441	21 000	3 511	20 879	3 581	20 737	3 651	20 599	3 721	20 456
3 162	21 614	3 232	21 472	3 302	21 299	3 372	21 151	3 442	20 999	3 512	20 878	3 582	20 736	3 652	20 599	3 722	20 453
3 163	21 614	3 233	21 471	3 303	21 295	3 373	21 150	3 443	20 998	3 513	20 875	3 583	20 735	3 653	20 599	3 723	20 453
3 164	21 613	3 234	21 467	3 304	21 292	3 374	21 150	3 444	20 995	3 514	20 874	3 584	20 733	3 654	20 596	3 724	20 452
3 165	21 612	3 235	21 467	3 305	21 291	3 375	21 146	3 445	20 993	3 515	20 871	3 585	20 729	3 655	20 593	3 725	20 452
3 166	21 609	3 236	21 463	3 306	21 284	3 376	21 145	3 446	20 992	3 516	20 870	3 586	20 727	3 656	20 593	3 726	20 451
3 167	21 608	3 237	21 458	3 307	21 283	3 377	21 142	3 447	20 990	3 517	20 870	3 587	20 727	3 657	20 589	3 727	20 451
3 168	21 608	3 238	21 456	3 308	21 281	3 378	21 139	3 448	20 988	3 518	20 868	3 588	20 725	3 658	20 588	3 728	20 450
3 169	21 607	3 239	21 454	3 309	21 279	3 379	21 135	3 449	20 985	3 519	20 867	3 589	20 724	3 659	20 587	3 729	20 449
3 170	21 604	3 240	21 444	3 310	21 277	3 380	21 135	3 450	20 984	3 520	20 866	3 590	20 723	3 660	20 586	3 730	20 445
3 171	21 600	3 241	21 435	3 311	21 276	3 381	21 132	3 451	20 983	3 521	20 864	3 591	20 721	3 661	20 586	3 731	20 445
3 172	21 599	3 242	21 435	3 312	21 272	3 382	21 131	3 452	20 979	3 522	20 864	3 592	20 716	3 662	20 585	3 732	20 443
3 173	21 598	3 243	21 434	3 313	21 272	3 383	21 130	3 453	20 977	3 523	20 863	3 593	20 716	3 663	20 585	3 733	20 443

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
3 174	21 593	3 244	21 434	3 314	21 271	3 384	21 126	3 454	20 977	3 524	20 859	3 594	20 715	3 664	20 582	3 734	20 439
3 175	21 589	3 245	21 431	3 315	21 271	3 385	21 126	3 455	20 975	3 525	20 858	3 595	20 714	3 665	20 581	3 735	20 439
3 176	21 589	3 246	21 430	3 316	21 269	3 386	21 126	3 456	20 973	3 526	20 855	3 596	20 712	3 666	20 579	3 736	20 437
3 177	21 584	3 247	21 428	3 317	21 269	3 387	21 125	3 457	20 972	3 527	20 847	3 597	20 709	3 667	20 577	3 737	20 435
3 178	21 582	3 248	21 426	3 318	21 266	3 388	21 123	3 458	20 971	3 528	20 844	3 598	20 708	3 668	20 571	3 738	20 433
3 179	21 582	3 249	21 425	3 319	21 265	3 389	21 122	3 459	20 970	3 529	20 843	3 599	20 706	3 669	20 568	3 739	20 432
3 180	21 580	3 250	21 423	3 320	21 263	3 390	21 121	3 460	20 969	3 530	20 843	3 600	20 702	3 670	20 567	3 740	20 429
3 181	21 579	3 251	21 421	3 321	21 255	3 391	21 120	3 461	20 966	3 531	20 839	3 601	20 702	3 671	20 566	3 741	20 429
3 182	21 579	3 252	21 421	3 322	21 252	3 392	21 113	3 462	20 965	3 532	20 839	3 602	20 699	3 672	20 566	3 742	20 428
3 183	21 578	3 253	21 421	3 323	21 250	3 393	21 110	3 463	20 964	3 533	20 833	3 603	20 698	3 673	20 564	3 743	20 428
3 184	21 574	3 254	21 420	3 324	21 242	3 394	21 109	3 464	20 963	3 534	20 832	3 604	20 698	3 674	20 563	3 744	20 421
3 185	21 572	3 255	21 417	3 325	21 239	3 395	21 102	3 465	20 960	3 535	20 830	3 605	20 697	3 675	20 558	3 745	20 420
3 186	21 571	3 256	21 416	3 326	21 239	3 396	21 102	3 466	20 954	3 536	20 828	3 606	20 693	3 676	20 557	3 746	20 419
3 187	21 570	3 257	21 408	3 327	21 236	3 397	21 100	3 467	20 953	3 537	20 826	3 607	20 687	3 677	20 549	3 747	20 418
3 188	21 569	3 258	21 408	3 328	21 234	3 398	21 099	3 468	20 952	3 538	20 825	3 608	20 682	3 678	20 549	3 748	20 414
3 189	21 568	3 259	21 407	3 329	21 234	3 399	21 095	3 469	20 951	3 539	20 825	3 609	20 682	3 679	20 547	3 749	20 413
3 190	21 568	3 260	21 407	3 330	21 233	3 400	21 088	3 470	20 949	3 540	20 822	3 610	20 679	3 680	20 545	3 750	20 412
3 191	21 566	3 261	21 404	3 331	21 233	3 401	21 085	3 471	20 949	3 541	20 816	3 611	20 679	3 681	20 545	3 751	20 409
3 192	21 565	3 262	21 403	3 332	21 232	3 402	21 080	3 472	20 948	3 542	20 815	3 612	20 676	3 682	20 541	3 752	20 408
3 193	21 560	3 263	21 400	3 333	21 232	3 403	21 078	3 473	20 946	3 543	20 815	3 613	20 671	3 683	20 539	3 753	20 406
3 194	21 558	3 264	21 399	3 334	21 232	3 404	21 071	3 474	20 942	3 544	20 811	3 614	20 671	3 684	20 539	3 754	20 405
3 195	21 557	3 265	21 397	3 335	21 230	3 405	21 068	3 475	20 938	3 545	20 811	3 615	20 670	3 685	20 525	3 755	20 405
3 196	21 556	3 266	21 396	3 336	21 230	3 406	21 068	3 476	20 933	3 546	20 809	3 616	20 667	3 686	20 520	3 756	20 403
3 197	21 556	3 267	21 391	3 337	21 225	3 407	21 066	3 477	20 931	3 547	20 806	3 617	20 666	3 687	20 517	3 757	20 398
3 198	21 553	3 268	21 390	3 338	21 224	3 408	21 062	3 478	20 930	3 548	20 806	3 618	20 665	3 688	20 517	3 758	20 394
3 199	21 551	3 269	21 386	3 339	21 224	3 409	21 060	3 479	20 928	3 549	20 805	3 619	20 665	3 689	20 515	3 759	20 394
3 200	21 550	3 270	21 383	3 340	21 221	3 410	21 057	3 480	20 925	3 550	20 803	3 620	20 663	3 690	20 513	3 760	20 394
3 201	21 549	3 271	21 382	3 341	21 220	3 411	21 052	3 481	20 925	3 551	20 802	3 621	20 658	3 691	20 510	3 761	20 393
3 202	21 546	3 272	21 382	3 342	21 219	3 412	21 051	3 482	20 922	3 552	20 801	3 622	20 656	3 692	20 509	3 762	20 390
3 203	21 546	3 273	21 382	3 343	21 218	3 413	21 048	3 483	20 920	3 553	20 799	3 623	20 652	3 693	20 507	3 763	20 384
3 204	21 543	3 274	21 381	3 344	21 216	3 414	21 048	3 484	20 918	3 554	20 795	3 624	20 646	3 694	20 507	3 764	20 383
3 205	21 540	3 275	21 376	3 345	21 216	3 415	21 048	3 485	20 916	3 555	20 795	3 625	20 639	3 695	20 504	3 765	20 382
3 206	21 540	3 276	21 370	3 346	21 213	3 416	21 048	3 486	20 916	3 556	20 790	3 626	20 639	3 696	20 503	3 766	20 381
3 207	21 537	3 277	21 368	3 347	21 211	3 417	21 047	3 487	20 914	3 557	20 787	3 627	20 638	3 697	20 502	3 767	20 378
3 208	21 533	3 278	21 362	3 348	21 209	3 418	21 044	3 488	20 912	3 558	20 783	3 628	20 638	3 698	20 500	3 768	20 376
3 209	21 533	3 279	21 360	3 349	21 208	3 419	21 041	3 489	20 910	3 559	20 779	3 629	20 636	3 699	20 500	3 769	20 368
3 210	21 526	3 280	21 358	3 350	21 207	3 420	21 040	3 490	20 910	3 560	20 771	3 630	20 633	3 700	20 498	3 770	20 363
3 211	21 523	3 281	21 355	3 351	21 205	3 421	21 040	3 491	20 909	3 561	20 769	3 631	20 629	3 701	20 497	3 771	20 362
3 212	21 522	3 282	21 355	3 352	21 204	3 422	21 034	3 492	20 905	3 562	20 769	3 632	20 628	3 702	20 492	3 772	20 360
3 213	21 515	3 283	21 353	3 353	21 204	3 423	21 030	3 493	20 903	3 563	20 767	3 633	20 626	3 703	20 491	3 773	20 360
3 214	21 512	3 284	21 349	3 354	21 203	3 424	21 028	3 494	20 901	3 564	20 766	3 634	20 625	3 704	20 490	3 774	20 352
3 215	21 511	3 285	21 341	3 355	21 202	3 425	21 023	3 495	20 901	3 565	20 764	3 635	20 625	3 705	20 490	3 775	20 351
3 216	21 506	3 286	21 341	3 356	21 199	3 426	21 017	3 496	20 901	3 566	20 764	3 636	20 623	3 706	20 490	3 776	20 350
3 217	21 505	3 287	21 340	3 357	21 197	3 427	21 017	3 497	20 900	3 567	20 761	3 637	20 622	3 707	20 489	3 777	20 349
3 218	21 501	3 288	21 340	3 358	21 195	3 428	21 016	3 498	20 900	3 568	20 759	3 638	20 621	3 708	20 482	3 778	20 349
3 219	21 501	3 289	21 337	3 359	21 194	3 429	21 013	3 499	20 899	3 569	20 759	3 639	20 621	3 709	20 479	3 779	20 345
3 220	21 500	3 290	21 330	3 360	21 191	3 430	21 011	3 500	20 899	3 570	20 754	3 640	20 620	3 710	20 477	3 780	20 344
3 781	20 343	3 851	20 219	3 921	20 096	3 991	19 963	4 061	19 850	4 131	19 756	4 201	19 676	4 271	19 596	4 341	19 512
3 782	20 342	3 852	20 219	3 922	20 094	3 992	19 961	4 062	19 847	4 132	19 756	4 202	19 672	4 272	19 592	4 342	19 511
3 783	20 342	3 853	20 218	3 923	20 086	3 993	19 958	4 063	19 843	4 133	19 755	4 203	19 671	4 273	19 591	4 343	19 511
3 784	20 342	3 854	20 218	3 924	20 084	3 994	19 957	4 064	19 843	4 134	19 754	4 204	19 670	4 274	19 589	4 344	19 510
3 785	20 340	3 855	20 216	3 925	20 082	3 995	19 955	4 065	19 836	4 135	19 753	4 205	19 669	4 275	19 587	4 345	19 509
3 786	20 339	3 856	20 213	3 926	20 081	3 996	19 953	4 066	19 833	4 136	19 753	4 206	19 668	4 276	19 587	4 346	19 507
3 787	20 334	3 857	20 212	3 927	20 077	3 997	19 949	4 067	19 832	4 137	19 753	4 207	19 667	4 277	19 587	4 347	19 505

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
3 788	20 333	3 858	20 212	3 928	20 075	3 998	19 948	4 068	19 831	4 138	19 752	4 208	19 666	4 278	19 586	4 348	19 504
3 789	20 333	3 859	20 210	3 929	20 073	3 999	19 945	4 069	19 830	4 139	19 752	4 209	19 665	4 279	19 586	4 349	19 504
3 790	20 332	3 860	20 207	3 930	20 071	4 000	19 944	4 070	19 830	4 140	19 751	4 210	19 663	4 280	19 583	4 350	19 502
3 791	20 330	3 861	20 207	3 931	20 066	4 001	19 940	4 071	19 830	4 141	19 751	4 211	19 663	4 281	19 582	4 351	19 501
3 792	20 329	3 862	20 206	3 932	20 066	4 002	19 939	4 072	19 829	4 142	19 751	4 212	19 662	4 282	19 582	4 352	19 500
3 793	20 328	3 863	20 198	3 933	20 064	4 003	19 939	4 073	19 825	4 143	19 749	4 213	19 662	4 283	19 580	4 353	19 500
3 794	20 328	3 864	20 198	3 934	20 063	4 004	19 938	4 074	19 824	4 144	19 748	4 214	19 661	4 284	19 579	4 354	19 500
3 795	20 323	3 865	20 195	3 935	20 062	4 005	19 937	4 075	19 824	4 145	19 748	4 215	19 661	4 285	19 578	4 355	19 499
3 796	20 319	3 866	20 194	3 936	20 060	4 006	19 936	4 076	19 823	4 146	19 746	4 216	19 660	4 286	19 576	4 356	19 497
3 797	20 318	3 867	20 194	3 937	20 057	4 007	19 935	4 077	19 820	4 147	19 744	4 217	19 659	4 287	19 574	4 357	19 495
3 798	20 318	3 868	20 192	3 938	20 056	4 008	19 935	4 078	19 817	4 148	19 741	4 218	19 659	4 288	19 574	4 358	19 495
3 799	20 317	3 869	20 192	3 939	20 055	4 009	19 935	4 079	19 816	4 149	19 741	4 219	19 658	4 289	19 574	4 359	19 495
3 800	20 317	3 870	20 190	3 940	20 053	4 010	19 934	4 080	19 813	4 150	19 740	4 220	19 658	4 290	19 571	4 360	19 493
3 801	20 317	3 871	20 187	3 941	20 052	4 011	19 933	4 081	19 809	4 151	19 740	4 221	19 657	4 291	19 568	4 361	19 493
3 802	20 317	3 872	20 185	3 942	20 049	4 012	19 930	4 082	19 808	4 152	19 738	4 222	19 657	4 292	19 568	4 362	19 492
3 803	20 315	3 873	20 185	3 943	20 045	4 013	19 927	4 083	19 807	4 153	19 738	4 223	19 656	4 293	19 567	4 363	19 491
3 804	20 314	3 874	20 184	3 944	20 043	4 014	19 926	4 084	19 807	4 154	19 735	4 224	19 653	4 294	19 562	4 364	19 491
3 805	20 314	3 875	20 181	3 945	20 040	4 015	19 924	4 085	19 806	4 155	19 735	4 225	19 653	4 295	19 562	4 365	19 489
3 806	20 313	3 876	20 180	3 946	20 031	4 016	19 923	4 086	19 805	4 156	19 733	4 226	19 653	4 296	19 562	4 366	19 488
3 807	20 312	3 877	20 178	3 947	20 030	4 017	19 923	4 087	19 805	4 157	19 732	4 227	19 643	4 297	19 561	4 367	19 486
3 808	20 310	3 878	20 178	3 948	20 030	4 018	19 921	4 088	19 803	4 158	19 730	4 228	19 643	4 298	19 560	4 368	19 486
3 809	20 306	3 879	20 174	3 949	20 027	4 019	19 921	4 089	19 802	4 159	19 727	4 229	19 640	4 299	19 559	4 369	19 485
3 810	20 304	3 880	20 173	3 950	20 027	4 020	19 920	4 090	19 800	4 160	19 725	4 230	19 638	4 300	19 557	4 370	19 484
3 811	20 303	3 881	20 173	3 951	20 025	4 021	19 919	4 091	19 800	4 161	19 724	4 231	19 637	4 301	19 551	4 371	19 483
3 812	20 302	3 882	20 164	3 952	20 024	4 022	19 913	4 092	19 799	4 162	19 723	4 232	19 636	4 302	19 549	4 372	19 483
3 813	20 297	3 883	20 163	3 953	20 022	4 023	19 912	4 093	19 799	4 163	19 723	4 233	19 636	4 303	19 547	4 373	19 481
3 814	20 296	3 884	20 163	3 954	20 021	4 024	19 909	4 094	19 798	4 164	19 722	4 234	19 634	4 304	19 546	4 374	19 481
3 815	20 293	3 885	20 161	3 955	20 020	4 025	19 905	4 095	19 798	4 165	19 720	4 235	19 633	4 305	19 546	4 375	19 478
3 816	20 293	3 886	20 160	3 956	20 014	4 026	19 905	4 096	19 797	4 166	19 720	4 236	19 633	4 306	19 545	4 376	19 478
3 817	20 292	3 887	20 158	3 957	20 011	4 027	19 905	4 097	19 797	4 167	19 719	4 237	19 631	4 307	19 544	4 377	19 476
3 818	20 290	3 888	20 155	3 958	20 009	4 028	19 904	4 098	19 797	4 168	19 718	4 238	19 630	4 308	19 543	4 378	19 475
3 819	20 290	3 889	20 154	3 959	20 007	4 029	19 901	4 099	19 796	4 169	19 718	4 239	19 627	4 309	19 542	4 379	19 475
3 820	20 284	3 890	20 146	3 960	20 005	4 030	19 899	4 100	19 795	4 170	19 718	4 240	19 626	4 310	19 541	4 380	19 475
3 821	20 281	3 891	20 145	3 961	20 000	4 031	19 898	4 101	19 795	4 171	19 716	4 241	19 626	4 311	19 540	4 381	19 474
3 822	20 276	3 892	20 142	3 962	20 000	4 032	19 897	4 102	19 794	4 172	19 716	4 242	19 625	4 312	19 540	4 382	19 474
3 823	20 275	3 893	20 140	3 963	19 999	4 033	19 896	4 103	19 794	4 173	19 715	4 243	19 621	4 313	19 540	4 383	19 473
3 824	20 275	3 894	20 140	3 964	19 995	4 034	19 895	4 104	19 792	4 174	19 709	4 244	19 620	4 314	19 539	4 384	19 472
3 825	20 274	3 895	20 138	3 965	19 995	4 035	19 893	4 105	19 790	4 175	19 706	4 245	19 618	4 315	19 538	4 385	19 472
3 826	20 269	3 896	20 137	3 966	19 994	4 036	19 892	4 106	19 790	4 176	19 705	4 246	19 617	4 316	19 537	4 386	19 471
3 827	20 266	3 897	20 135	3 967	19 990	4 037	19 884	4 107	19 790	4 177	19 704	4 247	19 617	4 317	19 536	4 387	19 471
3 828	20 266	3 898	20 134	3 968	19 989	4 038	19 881	4 108	19 789	4 178	19 702	4 248	19 617	4 318	19 536	4 388	19 469
3 829	20 264	3 899	20 132	3 969	19 987	4 039	19 881	4 109	19 786	4 179	19 701	4 249	19 615	4 319	19 535	4 389	19 466
3 830	20 263	3 900	20 125	3 970	19 987	4 040	19 881	4 110	19 784	4 180	19 701	4 250	19 614	4 320	19 534	4 390	19 464
3 831	20 261	3 901	20 124	3 971	19 986	4 041	19 878	4 111	19 784	4 181	19 700	4 251	19 611	4 321	19 533	4 391	19 464
3 832	20 254	3 902	20 122	3 972	19 986	4 042	19 877	4 112	19 783	4 182	19 697	4 252	19 611	4 322	19 531	4 392	19 462
3 833	20 252	3 903	20 121	3 973	19 986	4 043	19 876	4 113	19 783	4 183	19 696	4 253	19 610	4 323	19 531	4 393	19 461
3 834	20 252	3 904	20 119	3 974	19 985	4 044	19 873	4 114	19 782	4 184	19 696	4 254	19 609	4 324	19 529	4 394	19 460
3 835	20 250	3 905	20 119	3 975	19 983	4 045	19 873	4 115	19 782	4 185	19 696	4 255	19 608	4 325	19 529	4 395	19 458
3 836	20 248	3 906	20 119	3 976	19 982	4 046	19 873	4 116	19 781	4 186	19 694	4 256	19 608	4 326	19 526	4 396	19 457
3 837	20 244	3 907	20 118	3 977	19 981	4 047	19 872	4 117	19 780	4 187	19 693	4 257	19 607	4 327	19 525	4 397	19 457
3 838	20 244	3 908	20 117	3 978	19 981	4 048	19 868	4 118	19 779	4 188	19 693	4 258	19 607	4 328	19 525	4 398	19 456
3 839	20 242	3 909	20 116	3 979	19 981	4 049	19 868	4 119	19 773	4 189	19 689	4 259	19 606	4 329	19 525	4 399	19 455
3 840	20 242	3 910	20 115	3 980	19 979	4 050	19 867	4 120	19 772	4 190	19 687	4 260	19 604	4 330	19 525	4 400	19 455
3 841	20 241	3 911	20 115	3 981	19 976	4 051	19 866	4 121	19 770	4 191	19 687	4 261	19 603	4 331	19 524	4 401	19 454

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
3 842	20 240	3 912	20 113	3 982	19 975	4 052	19 866	4 122	19 770	4 192	19 686	4 262	19 603	4 332	19 523	4 402	19 454
3 843	20 239	3 913	20 110	3 983	19 973	4 053	19 864	4 123	19 767	4 193	19 684	4 263	19 602	4 333	19 522	4 403	19 454
3 844	20 235	3 914	20 109	3 984	19 973	4 054	19 860	4 124	19 767	4 194	19 684	4 264	19 601	4 334	19 521	4 404	19 453
3 845	20 232	3 915	20 108	3 985	19 972	4 055	19 858	4 125	19 766	4 195	19 683	4 265	19 601	4 335	19 520	4 405	19 451
3 846	20 230	3 916	20 106	3 986	19 971	4 056	19 855	4 126	19 766	4 196	19 683	4 266	19 601	4 336	19 519	4 406	19 450
3 847	20 229	3 917	20 104	3 987	19 970	4 057	19 854	4 127	19 761	4 197	19 683	4 267	19 600	4 337	19 518	4 407	19 448
3 848	20 229	3 918	20 102	3 988	19 968	4 058	19 853	4 128	19 761	4 198	19 681	4 268	19 596	4 338	19 517	4 408	19 448
3 849	20 225	3 919	20 099	3 989	19 967	4 059	19 852	4 129	19 759	4 199	19 679	4 269	19 596	4 339	19 514	4 409	19 447
3 850	20 222	3 920	20 098	3 990	19 966	4 060	19 851	4 130	19 759	4 200	19 677	4 270	19 596	4 340	19 514	4 410	19 446
4 411	19 444	4 481	19 368	4 551	19 296	4 621	19 223	4 691	19 151	4 761	19 098	4 831	19 040	4 901	18 985	4 971	18 934
4 412	19 444	4 482	19 365	4 552	19 295	4 622	19 221	4 692	19 150	4 762	19 097	4 832	19 038	4 902	18 985	4 972	18 933
4 413	19 443	4 483	19 363	4 553	19 294	4 623	19 221	4 693	19 150	4 763	19 097	4 833	19 035	4 903	18 985	4 973	18 932
4 414	19 440	4 484	19 361	4 554	19 293	4 624	19 220	4 694	19 149	4 764	19 096	4 834	19 033	4 904	18 981	4 974	18 930
4 415	19 440	4 485	19 361	4 555	19 292	4 625	19 219	4 695	19 149	4 765	19 096	4 835	19 033	4 905	18 981	4 975	18 930
4 416	19 435	4 486	19 361	4 556	19 290	4 626	19 219	4 696	19 147	4 766	19 095	4 836	19 032	4 906	18 980	4 976	18 929
4 417	19 435	4 487	19 361	4 557	19 289	4 627	19 218	4 697	19 146	4 767	19 095	4 837	19 032	4 907	18 979	4 977	18 928
4 418	19 434	4 488	19 359	4 558	19 287	4 628	19 215	4 698	19 145	4 768	19 094	4 838	19 030	4 908	18 979	4 978	18 928
4 419	19 433	4 489	19 359	4 559	19 287	4 629	19 214	4 699	19 145	4 769	19 093	4 839	19 028	4 909	18 979	4 979	18 926
4 420	19 433	4 490	19 358	4 560	19 283	4 630	19 209	4 700	19 143	4 770	19 093	4 840	19 028	4 910	18 979	4 980	18 926
4 421	19 433	4 491	19 358	4 561	19 282	4 631	19 208	4 701	19 142	4 771	19 090	4 841	19 027	4 911	18 978	4 981	18 925
4 422	19 433	4 492	19 356	4 562	19 282	4 632	19 208	4 702	19 138	4 772	19 090	4 842	19 026	4 912	18 977	4 982	18 924
4 423	19 432	4 493	19 355	4 563	19 279	4 633	19 208	4 703	19 137	4 773	19 089	4 843	19 026	4 913	18 977	4 983	18 924
4 424	19 431	4 494	19 355	4 564	19 279	4 634	19 208	4 704	19 137	4 774	19 089	4 844	19 026	4 914	18 976	4 984	18 923
4 425	19 430	4 495	19 353	4 565	19 278	4 635	19 206	4 705	19 136	4 775	19 088	4 845	19 025	4 915	18 976	4 985	18 922
4 426	19 430	4 496	19 352	4 566	19 277	4 636	19 204	4 706	19 135	4 776	19 088	4 846	19 024	4 916	18 975	4 986	18 921
4 427	19 429	4 497	19 351	4 567	19 276	4 637	19 203	4 707	19 135	4 777	19 088	4 847	19 024	4 917	18 974	4 987	18 921
4 428	19 428	4 498	19 351	4 568	19 275	4 638	19 202	4 708	19 133	4 778	19 086	4 848	19 024	4 918	18 972	4 988	18 920
4 429	19 427	4 499	19 350	4 569	19 274	4 639	19 202	4 709	19 132	4 779	19 085	4 849	19 023	4 919	18 970	4 989	18 918
4 430	19 426	4 500	19 348	4 570	19 273	4 640	19 199	4 710	19 131	4 780	19 084	4 850	19 023	4 920	18 969	4 990	18 918
4 431	19 426	4 501	19 348	4 571	19 271	4 641	19 199	4 711	19 131	4 781	19 080	4 851	19 020	4 921	18 968	4 991	18 918
4 432	19 425	4 502	19 345	4 572	19 270	4 642	19 199	4 712	19 131	4 782	19 080	4 852	19 020	4 922	18 967	4 992	18 918
4 433	19 424	4 503	19 344	4 573	19 267	4 643	19 198	4 713	19 130	4 783	19 079	4 853	19 018	4 923	18 967	4 993	18 917
4 434	19 423	4 504	19 342	4 574	19 267	4 644	19 197	4 714	19 129	4 784	19 077	4 854	19 016	4 924	18 967	4 994	18 917
4 435	19 423	4 505	19 342	4 575	19 265	4 645	19 194	4 715	19 129	4 785	19 077	4 855	19 015	4 925	18 967	4 995	18 915
4 436	19 423	4 506	19 340	4 576	19 265	4 646	19 194	4 716	19 129	4 786	19 077	4 856	19 015	4 926	18 967	4 996	18 914
4 437	19 422	4 507	19 340	4 577	19 264	4 647	19 193	4 717	19 129	4 787	19 076	4 857	19 014	4 927	18 967	4 997	18 913
4 438	19 422	4 508	19 340	4 578	19 263	4 648	19 193	4 718	19 129	4 788	19 074	4 858	19 014	4 928	18 964	4 998	18 912
4 439	19 422	4 509	19 338	4 579	19 262	4 649	19 190	4 719	19 128	4 789	19 074	4 859	19 013	4 929	18 963	4 999	18 911
4 440	19 421	4 510	19 338	4 580	19 262	4 650	19 190	4 720	19 127	4 790	19 073	4 860	19 012	4 930	18 963	5 000	18 910
4 441	19 421	4 511	19 337	4 581	19 261	4 651	19 190	4 721	19 126	4 791	19 072	4 861	19 012	4 931	18 962	5 001	18 910
4 442	19 419	4 512	19 336	4 582	19 261	4 652	19 190	4 722	19 125	4 792	19 072	4 862	19 011	4 932	18 962	5 002	18 909
4 443	19 418	4 513	19 332	4 583	19 260	4 653	19 189	4 723	19 125	4 793	19 072	4 863	19 010	4 933	18 961	5 003	18 908
4 444	19 418	4 514	19 332	4 584	19 258	4 654	19 187	4 724	19 124	4 794	19 068	4 864	19 009	4 934	18 961	5 004	18 908
4 445	19 418	4 515	19 331	4 585	19 257	4 655	19 186	4 725	19 123	4 795	19 068	4 865	19 009	4 935	18 960	5 005	18 906
4 446	19 417	4 516	19 329	4 586	19 257	4 656	19 185	4 726	19 122	4 796	19 068	4 866	19 007	4 936	18 960	5 006	18 906
4 447	19 415	4 517	19 329	4 587	19 255	4 657	19 184	4 727	19 122	4 797	19 068	4 867	19 007	4 937	18 958	5 007	18 902
4 448	19 413	4 518	19 328	4 588	19 254	4 658	19 184	4 728	19 121	4 798	19 067	4 868	19 007	4 938	18 957	5 008	18 901
4 449	19 410	4 519	19 328	4 589	19 254	4 659	19 184	4 729	19 121	4 799	19 066	4 869	19 006	4 939	18 957	5 009	18 901
4 450	19 409	4 520	19 325	4 590	19 253	4 660	19 182	4 730	19 120	4 800	19 066	4 870	19 005	4 940	18 956	5 010	18 899
4 451	19 409	4 521	19 323	4 591	19 252	4 661	19 180	4 731	19 119	4 801	19 066	4 871	19 005	4 941	18 956	5 011	18 899
4 452	19 408	4 522	19 323	4 592	19 252	4 662	19 179	4 732	19 118	4 802	19 064	4 872	19 004	4 942	18 956	5 012	18 898
4 453	19 408	4 523	19 322	4 593	19 252	4 663	19 179	4 733	19 118	4 803	19 064	4 873	19 004	4 943	18 955	5 013	18 898
4 454	19 406	4 524	19 320	4 594	19 251	4 664	19 177	4 734	19 118	4 804	19 063	4 874	19 003	4 944	18 955	5 014	18 898
4 455	19 404	4 525	19 319	4 595	19 251	4 665	19 177	4 735	19 118	4 805	19 063	4 875	19 003	4 945	18 954	5 015	18 897

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
4 456	19 403	4 526	19 319	4 596	19 250	4 666	19 175	4 736	19 117	4 806	19 062	4 876	19 002	4 946	18 954	5 016	18 896
4 457	19 401	4 527	19 318	4 597	19 249	4 667	19 173	4 737	19 117	4 807	19 062	4 877	19 002	4 947	18 953	5 017	18 896
4 458	19 400	4 528	19 318	4 598	19 247	4 668	19 171	4 738	19 117	4 808	19 062	4 878	19 002	4 948	18 953	5 018	18 896
4 459	19 398	4 529	19 317	4 599	19 247	4 669	19 171	4 739	19 116	4 809	19 061	4 879	19 000	4 949	18 953	5 019	18 894
4 460	19 397	4 530	19 317	4 600	19 246	4 670	19 168	4 740	19 115	4 810	19 061	4 880	19 000	4 950	18 952	5 020	18 894
4 461	19 396	4 531	19 315	4 601	19 245	4 671	19 168	4 741	19 114	4 811	19 058	4 881	18 999	4 951	18 949	5 021	18 893
4 462	19 393	4 532	19 315	4 602	19 243	4 672	19 168	4 742	19 114	4 812	19 057	4 882	18 999	4 952	18 948	5 022	18 892
4 463	19 391	4 533	19 314	4 603	19 243	4 673	19 168	4 743	19 112	4 813	19 057	4 883	18 999	4 953	18 948	5 023	18 890
4 464	19 391	4 534	19 314	4 604	19 241	4 674	19 167	4 744	19 111	4 814	19 054	4 884	18 998	4 954	18 948	5 024	18 890
4 465	19 385	4 535	19 314	4 605	19 240	4 675	19 167	4 745	19 109	4 815	19 054	4 885	18 996	4 955	18 948	5 025	18 890
4 466	19 384	4 536	19 313	4 606	19 239	4 676	19 166	4 746	19 109	4 816	19 050	4 886	18 994	4 956	18 947	5 026	18 889
4 467	19 383	4 537	19 312	4 607	19 238	4 677	19 165	4 747	19 108	4 817	19 050	4 887	18 994	4 957	18 946	5 027	18 889
4 468	19 383	4 538	19 311	4 608	19 237	4 678	19 164	4 748	19 108	4 818	19 049	4 888	18 992	4 958	18 946	5 028	18 889
4 469	19 382	4 539	19 311	4 609	19 236	4 679	19 163	4 749	19 108	4 819	19 049	4 889	18 992	4 959	18 945	5 029	18 888
4 470	19 382	4 540	19 305	4 610	19 236	4 680	19 158	4 750	19 107	4 820	19 048	4 890	18 992	4 960	18 945	5 030	18 888
4 471	19 381	4 541	19 304	4 611	19 235	4 681	19 157	4 751	19 107	4 821	19 048	4 891	18 991	4 961	18 944	5 031	18 888
4 472	19 379	4 542	19 304	4 612	19 234	4 682	19 157	4 752	19 106	4 822	19 047	4 892	18 991	4 962	18 944	5 032	18 887
4 473	19 379	4 543	19 303	4 613	19 234	4 683	19 155	4 753	19 105	4 823	19 046	4 893	18 990	4 963	18 942	5 033	18 887
4 474	19 376	4 544	19 302	4 614	19 234	4 684	19 155	4 754	19 105	4 824	19 045	4 894	18 989	4 964	18 942	5 034	18 886
4 475	19 375	4 545	19 301	4 615	19 233	4 685	19 155	4 755	19 104	4 825	19 045	4 895	18 989	4 965	18 940	5 035	18 886
4 476	19 375	4 546	19 300	4 616	19 232	4 686	19 154	4 756	19 102	4 826	19 043	4 896	18 989	4 966	18 940	5 036	18 885
4 477	19 374	4 547	19 300	4 617	19 232	4 687	19 154	4 757	19 102	4 827	19 042	4 897	18 987	4 967	18 940	5 037	18 883
4 478	19 373	4 548	19 300	4 618	19 231	4 688	19 154	4 758	19 100	4 828	19 041	4 898	18 986	4 968	18 937	5 038	18 882
4 479	19 371	4 549	19 299	4 619	19 230	4 689	19 152	4 759	19 098	4 829	19 040	4 899	18 986	4 969	18 936	5 039	18 881
4 480	19 370	4 550	19 297	4 620	19 224	4 690	19 151	4 760	19 098	4 830	19 040	4 900	18 986	4 970	18 935	5 040	18 880
5 041	18 880	5 111	18 823	5 181	18 779	5 251	18 735	5 321	18 680	5 391	18 634	5 461	18 585	5 531	18 522	5 601	18 471
5 042	18 879	5 112	18 823	5 182	18 779	5 252	18 735	5 322	18 680	5 392	18 634	5 462	18 584	5 532	18 520	5 602	18 468
5 043	18 879	5 113	18 820	5 183	18 779	5 253	18 735	5 323	18 680	5 393	18 633	5 463	18 584	5 533	18 520	5 603	18 467
5 044	18 878	5 114	18 820	5 184	18 779	5 254	18 735	5 324	18 679	5 394	18 632	5 464	18 583	5 534	18 520	5 604	18 467
5 045	18 877	5 115	18 819	5 185	18 778	5 255	18 734	5 325	18 679	5 395	18 631	5 465	18 582	5 535	18 519	5 605	18 466
5 046	18 874	5 116	18 818	5 186	18 777	5 256	18 734	5 326	18 678	5 396	18 630	5 466	18 582	5 536	18 519	5 606	18 464
5 047	18 874	5 117	18 818	5 187	18 774	5 257	18 734	5 327	18 678	5 397	18 630	5 467	18 582	5 537	18 519	5 607	18 463
5 048	18 874	5 118	18 818	5 188	18 773	5 258	18 732	5 328	18 677	5 398	18 628	5 468	18 582	5 538	18 519	5 608	18 463
5 049	18 870	5 119	18 818	5 189	18 772	5 259	18 732	5 329	18 677	5 399	18 627	5 469	18 580	5 539	18 519	5 609	18 461
5 050	18 870	5 120	18 817	5 190	18 771	5 260	18 730	5 330	18 676	5 400	18 627	5 470	18 579	5 540	18 519	5 610	18 461
5 051	18 870	5 121	18 816	5 191	18 771	5 261	18 730	5 331	18 676	5 401	18 626	5 471	18 578	5 541	18 518	5 611	18 460
5 052	18 869	5 122	18 815	5 192	18 770	5 262	18 729	5 332	18 676	5 402	18 625	5 472	18 578	5 542	18 517	5 612	18 458
5 053	18 869	5 123	18 815	5 193	18 770	5 263	18 727	5 333	18 675	5 403	18 625	5 473	18 578	5 543	18 517	5 613	18 458
5 054	18 869	5 124	18 814	5 194	18 769	5 264	18 727	5 334	18 675	5 404	18 623	5 474	18 577	5 544	18 517	5 614	18 457
5 055	18 869	5 125	18 814	5 195	18 768	5 265	18 726	5 335	18 674	5 405	18 622	5 475	18 577	5 545	18 515	5 615	18 457
5 056	18 869	5 126	18 813	5 196	18 768	5 266	18 726	5 336	18 674	5 406	18 622	5 476	18 577	5 546	18 515	5 616	18 457
5 057	18 868	5 127	18 813	5 197	18 767	5 267	18 725	5 337	18 673	5 407	18 622	5 477	18 577	5 547	18 515	5 617	18 457
5 058	18 865	5 128	18 813	5 198	18 766	5 268	18 725	5 338	18 673	5 408	18 622	5 478	18 576	5 548	18 513	5 618	18 456
5 059	18 865	5 129	18 810	5 199	18 765	5 269	18 725	5 339	18 671	5 409	18 622	5 479	18 575	5 549	18 513	5 619	18 455
5 060	18 865	5 130	18 810	5 200	18 765	5 270	18 724	5 340	18 669	5 410	18 622	5 480	18 575	5 550	18 513	5 620	18 454
5 061	18 865	5 131	18 809	5 201	18 765	5 271	18 724	5 341	18 669	5 411	18 621	5 481	18 575	5 551	18 512	5 621	18 453
5 062	18 864	5 132	18 809	5 202	18 764	5 272	18 724	5 342	18 669	5 412	18 619	5 482	18 574	5 552	18 512	5 622	18 452
5 063	18 862	5 133	18 809	5 203	18 763	5 273	18 720	5 343	18 668	5 413	18 618	5 483	18 573	5 553	18 512	5 623	18 451
5 064	18 862	5 134	18 808	5 204	18 762	5 274	18 720	5 344	18 667	5 414	18 618	5 484	18 573	5 554	18 510	5 624	18 449
5 065	18 862	5 135	18 808	5 205	18 762	5 275	18 719	5 345	18 666	5 415	18 618	5 485	18 572	5 555	18 510	5 625	18 446
5 066	18 861	5 136	18 807	5 206	18 762	5 276	18 718	5 346	18 666	5 416	18 614	5 486	18 571	5 556	18 509	5 626	18 446
5 067	18 860	5 137	18 807	5 207	18 762	5 277	18 718	5 347	18 665	5 417	18 614	5 487	18 570	5 557	18 509	5 627	18 445
5 068	18 859	5 138	18 806	5 208	18 760	5 278	18 716	5 348	18 664	5 418	18 612	5 488	18 570	5 558	18 509	5 628	18 445
5 069	18 858	5 139	18 806	5 209	18 760	5 279	18 716	5 349	18 663	5 419	18 611	5 489	18 569	5 559	18 509	5 629	18 444

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
5 070	18 855	5 140	18 805	5 210	18 760	5 280	18 715	5 350	18 663	5 420	18 611	5 490	18 568	5 560	18 506	5 630	18 444
5 071	18 855	5 141	18 804	5 211	18 759	5 281	18 712	5 351	18 662	5 421	18 611	5 491	18 568	5 561	18 505	5 631	18 443
5 072	18 853	5 142	18 804	5 212	18 758	5 282	18 711	5 352	18 660	5 422	18 611	5 492	18 568	5 562	18 505	5 632	18 442
5 073	18 851	5 143	18 803	5 213	18 758	5 283	18 711	5 353	18 660	5 423	18 611	5 493	18 567	5 563	18 503	5 633	18 441
5 074	18 849	5 144	18 803	5 214	18 757	5 284	18 711	5 354	18 660	5 424	18 610	5 494	18 567	5 564	18 503	5 634	18 441
5 075	18 848	5 145	18 802	5 215	18 756	5 285	18 710	5 355	18 658	5 425	18 609	5 495	18 565	5 565	18 502	5 635	18 441
5 076	18 847	5 146	18 801	5 216	18 756	5 286	18 709	5 356	18 658	5 426	18 608	5 496	18 563	5 566	18 501	5 636	18 439
5 077	18 847	5 147	18 800	5 217	18 756	5 287	18 709	5 357	18 657	5 427	18 608	5 497	18 562	5 567	18 501	5 637	18 439
5 078	18 846	5 148	18 800	5 218	18 755	5 288	18 709	5 358	18 657	5 428	18 607	5 498	18 562	5 568	18 501	5 638	18 438
5 079	18 846	5 149	18 798	5 219	18 754	5 289	18 708	5 359	18 655	5 429	18 606	5 499	18 560	5 569	18 501	5 639	18 438
5 080	18 844	5 150	18 797	5 220	18 753	5 290	18 708	5 360	18 655	5 430	18 606	5 500	18 559	5 570	18 497	5 640	18 437
5 081	18 843	5 151	18 795	5 221	18 752	5 291	18 703	5 361	18 655	5 431	18 603	5 501	18 559	5 571	18 496	5 641	18 435
5 082	18 842	5 152	18 795	5 222	18 751	5 292	18 703	5 362	18 654	5 432	18 602	5 502	18 559	5 572	18 496	5 642	18 435
5 083	18 841	5 153	18 795	5 223	18 751	5 293	18 702	5 363	18 654	5 433	18 602	5 503	18 558	5 573	18 495	5 643	18 433
5 084	18 839	5 154	18 794	5 224	18 750	5 294	18 702	5 364	18 653	5 434	18 602	5 504	18 558	5 574	18 495	5 644	18 433
5 085	18 839	5 155	18 794	5 225	18 750	5 295	18 701	5 365	18 653	5 435	18 601	5 505	18 557	5 575	18 494	5 645	18 432
5 086	18 839	5 156	18 792	5 226	18 750	5 296	18 700	5 366	18 652	5 436	18 601	5 506	18 556	5 576	18 494	5 646	18 432
5 087	18 838	5 157	18 792	5 227	18 749	5 297	18 698	5 367	18 651	5 437	18 600	5 507	18 556	5 577	18 494	5 647	18 431
5 088	18 837	5 158	18 791	5 228	18 748	5 298	18 697	5 368	18 651	5 438	18 599	5 508	18 556	5 578	18 493	5 648	18 431
5 089	18 837	5 159	18 790	5 229	18 748	5 299	18 696	5 369	18 651	5 439	18 599	5 509	18 555	5 579	18 492	5 649	18 431
5 090	18 836	5 160	18 790	5 230	18 748	5 300	18 695	5 370	18 650	5 440	18 599	5 510	18 554	5 580	18 491	5 650	18 430
5 091	18 835	5 161	18 790	5 231	18 747	5 301	18 694	5 371	18 650	5 441	18 597	5 511	18 552	5 581	18 491	5 651	18 430
5 092	18 835	5 162	18 789	5 232	18 746	5 302	18 693	5 372	18 649	5 442	18 597	5 512	18 551	5 582	18 489	5 652	18 429
5 093	18 834	5 163	18 789	5 233	18 746	5 303	18 693	5 373	18 648	5 443	18 596	5 513	18 550	5 583	18 489	5 653	18 427
5 094	18 834	5 164	18 789	5 234	18 745	5 304	18 693	5 374	18 645	5 444	18 594	5 514	18 545	5 584	18 489	5 654	18 426
5 095	18 833	5 165	18 788	5 235	18 745	5 305	18 692	5 375	18 645	5 445	18 593	5 515	18 545	5 585	18 489	5 655	18 426
5 096	18 832	5 166	18 788	5 236	18 744	5 306	18 692	5 376	18 645	5 446	18 592	5 516	18 540	5 586	18 488	5 656	18 426
5 097	18 831	5 167	18 785	5 237	18 743	5 307	18 690	5 377	18 645	5 447	18 591	5 517	18 539	5 587	18 487	5 657	18 425
5 098	18 831	5 168	18 785	5 238	18 743	5 308	18 690	5 378	18 644	5 448	18 591	5 518	18 539	5 588	18 485	5 658	18 423
5 099	18 830	5 169	18 784	5 239	18 743	5 309	18 689	5 379	18 643	5 449	18 590	5 519	18 538	5 589	18 485	5 659	18 423
5 100	18 830	5 170	18 783	5 240	18 742	5 310	18 689	5 380	18 643	5 450	18 590	5 520	18 538	5 590	18 482	5 660	18 422
5 101	18 829	5 171	18 783	5 241	18 742	5 311	18 688	5 381	18 641	5 451	18 589	5 521	18 538	5 591	18 481	5 661	18 421
5 102	18 829	5 172	18 783	5 242	18 742	5 312	18 687	5 382	18 640	5 452	18 589	5 522	18 532	5 592	18 479	5 662	18 420
5 103	18 828	5 173	18 782	5 243	18 742	5 313	18 686	5 383	18 640	5 453	18 589	5 523	18 530	5 593	18 478	5 663	18 420
5 104	18 828	5 174	18 782	5 244	18 740	5 314	18 685	5 384	18 637	5 454	18 588	5 524	18 530	5 594	18 476	5 664	18 419
5 105	18 827	5 175	18 782	5 245	18 739	5 315	18 684	5 385	18 637	5 455	18 587	5 525	18 528	5 595	18 476	5 665	18 418
5 106	18 826	5 176	18 782	5 246	18 739	5 316	18 684	5 386	18 636	5 456	18 586	5 526	18 528	5 596	18 476	5 666	18 418
5 107	18 825	5 177	18 781	5 247	18 739	5 317	18 682	5 387	18 636	5 457	18 586	5 527	18 526	5 597	18 475	5 667	18 418
5 108	18 825	5 178	18 780	5 248	18 737	5 318	18 681	5 388	18 635	5 458	18 586	5 528	18 526	5 598	18 474	5 668	18 417
5 109	18 825	5 179	18 779	5 249	18 736	5 319	18 681	5 389	18 634	5 459	18 586	5 529	18 524	5 599	18 473	5 669	18 417
5 110	18 824	5 180	18 779	5 250	18 736	5 320	18 681	5 390	18 634	5 460	18 586	5 530	18 523	5 600	18 472	5 670	18 416
5 671	18 416	5 741	18 356	5 811	18 294	5 881	18 229	5 951	18 165	6 021	18 083	6 091	18 006	6 161	17 894	6 231	17 825
5 672	18 416	5 742	18 352	5 812	18 294	5 882	18 228	5 952	18 165	6 022	18 080	6 092	18 005	6 162	17 892	6 232	17 823
5 673	18 413	5 743	18 351	5 813	18 294	5 883	18 228	5 953	18 163	6 023	18 076	6 093	18 005	6 163	17 892	6 233	17 823
5 674	18 413	5 744	18 351	5 814	18 294	5 884	18 226	5 954	18 162	6 024	18 074	6 094	18 004	6 164	17 890	6 234	17 822
5 675	18 412	5 745	18 349	5 815	18 293	5 885	18 226	5 955	18 162	6 025	18 073	6 095	18 002	6 165	17 889	6 235	17 820
5 676	18 411	5 746	18 348	5 816	18 293	5 886	18 226	5 956	18 162	6 026	18 073	6 096	18 001	6 166	17 887	6 236	17 819
5 677	18 411	5 747	18 348	5 817	18 291	5 887	18 225	5 957	18 161	6 027	18 073	6 097	18 001	6 167	17 886	6 237	17 819
5 678	18 406	5 748	18 348	5 818	18 291	5 888	18 224	5 958	18 160	6 028	18 069	6 098	18 001	6 168	17 886	6 238	17 817
5 679	18 405	5 749	18 347	5 819	18 289	5 889	18 224	5 959	18 158	6 029	18 068	6 099	18 000	6 169	17 884	6 239	17 817
5 680	18 405	5 750	18 347	5 820	18 288	5 890	18 222	5 960	18 157	6 030	18 068	6 100	17 999	6 170	17 882	6 240	17 814
5 681	18 404	5 751	18 346	5 821	18 287	5 891	18 222	5 961	18 156	6 031	18 066	6 101	17 997	6 171	17 882	6 241	17 813
5 682	18 403	5 752	18 346	5 822	18 286	5 892	18 221	5 962	18 156	6 032	18 064	6 102	17 997	6 172	17 882	6 242	17 812
5 683	18 402	5 753	18 344	5 823	18 285	5 893	18 221	5 963	18 153	6 033	18 064	6 103	17 991	6 173	17 880	6 243	17 812

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
5 684	18 401	5 754	18 343	5 824	18 285	5 894	18 220	5 964	18 153	6 034	18 063	6 104	17 990	6 174	17 880	6 244	17 809
5 685	18 401	5 755	18 343	5 825	18 285	5 895	18 220	5 965	18 153	6 035	18 063	6 105	17 989	6 175	17 880	6 245	17 807
5 686	18 401	5 756	18 341	5 826	18 284	5 896	18 219	5 966	18 152	6 036	18 062	6 106	17 989	6 176	17 880	6 246	17 807
5 687	18 399	5 757	18 341	5 827	18 283	5 897	18 218	5 967	18 152	6 037	18 060	6 107	17 986	6 177	17 879	6 247	17 807
5 688	18 399	5 758	18 341	5 828	18 282	5 898	18 217	5 968	18 151	6 038	18 056	6 108	17 981	6 178	17 879	6 248	17 804
5 689	18 397	5 759	18 340	5 829	18 282	5 899	18 217	5 969	18 151	6 039	18 056	6 109	17 981	6 179	17 879	6 249	17 804
5 690	18 397	5 760	18 340	5 830	18 281	5 900	18 217	5 970	18 150	6 040	18 056	6 110	17 981	6 180	17 878	6 250	17 801
5 691	18 396	5 761	18 335	5 831	18 281	5 901	18 216	5 971	18 147	6 041	18 054	6 111	17 978	6 181	17 877	6 251	17 801
5 692	18 394	5 762	18 335	5 832	18 281	5 902	18 216	5 972	18 146	6 042	18 054	6 112	17 978	6 182	17 877	6 252	17 801
5 693	18 393	5 763	18 335	5 833	18 281	5 903	18 214	5 973	18 146	6 043	18 053	6 113	17 978	6 183	17 876	6 253	17 798
5 694	18 393	5 764	18 334	5 834	18 281	5 904	18 212	5 974	18 144	6 044	18 053	6 114	17 977	6 184	17 876	6 254	17 798
5 695	18 392	5 765	18 334	5 835	18 277	5 905	18 211	5 975	18 143	6 045	18 053	6 115	17 976	6 185	17 875	6 255	17 795
5 696	18 392	5 766	18 333	5 836	18 276	5 906	18 211	5 976	18 142	6 046	18 050	6 116	17 973	6 186	17 874	6 256	17 793
5 697	18 391	5 767	18 333	5 837	18 276	5 907	18 211	5 977	18 141	6 047	18 050	6 117	17 972	6 187	17 874	6 257	17 792
5 698	18 391	5 768	18 332	5 838	18 276	5 908	18 209	5 978	18 140	6 048	18 050	6 118	17 969	6 188	17 869	6 258	17 792
5 699	18 390	5 769	18 331	5 839	18 275	5 909	18 208	5 979	18 138	6 049	18 048	6 119	17 967	6 189	17 869	6 259	17 790
5 700	18 389	5 770	18 329	5 840	18 275	5 910	18 207	5 980	18 138	6 050	18 048	6 120	17 966	6 190	17 868	6 260	17 790
5 701	18 389	5 771	18 329	5 841	18 274	5 911	18 204	5 981	18 137	6 051	18 048	6 121	17 964	6 191	17 867	6 261	17 789
5 702	18 389	5 772	18 328	5 842	18 274	5 912	18 203	5 982	18 137	6 052	18 047	6 122	17 963	6 192	17 867	6 262	17 789
5 703	18 388	5 773	18 327	5 843	18 273	5 913	18 202	5 983	18 136	6 053	18 045	6 123	17 963	6 193	17 866	6 263	17 788
5 704	18 388	5 774	18 325	5 844	18 272	5 914	18 202	5 984	18 136	6 054	18 041	6 124	17 963	6 194	17 865	6 264	17 788
5 705	18 387	5 775	18 322	5 845	18 270	5 915	18 201	5 985	18 135	6 055	18 040	6 125	17 962	6 195	17 864	6 265	17 788
5 706	18 386	5 776	18 321	5 846	18 264	5 916	18 200	5 986	18 133	6 056	18 040	6 126	17 962	6 196	17 864	6 266	17 787
5 707	18 385	5 777	18 320	5 847	18 263	5 917	18 199	5 987	18 128	6 057	18 040	6 127	17 959	6 197	17 863	6 267	17 785
5 708	18 385	5 778	18 320	5 848	18 263	5 918	18 198	5 988	18 128	6 058	18 038	6 128	17 954	6 198	17 863	6 268	17 784
5 709	18 384	5 779	18 320	5 849	18 261	5 919	18 198	5 989	18 127	6 059	18 037	6 129	17 953	6 199	17 863	6 269	17 784
5 710	18 383	5 780	18 319	5 850	18 255	5 920	18 195	5 990	18 126	6 060	18 035	6 130	17 952	6 200	17 862	6 270	17 784
5 711	18 380	5 781	18 319	5 851	18 255	5 921	18 195	5 991	18 125	6 061	18 035	6 131	17 951	6 201	17 861	6 271	17 782
5 712	18 379	5 782	18 319	5 852	18 255	5 922	18 194	5 992	18 124	6 062	18 033	6 132	17 946	6 202	17 861	6 272	17 780
5 713	18 379	5 783	18 317	5 853	18 254	5 923	18 194	5 993	18 123	6 063	18 032	6 133	17 945	6 203	17 858	6 273	17 778
5 714	18 379	5 784	18 315	5 854	18 254	5 924	18 193	5 994	18 122	6 064	18 032	6 134	17 945	6 204	17 857	6 274	17 777
5 715	18 378	5 785	18 315	5 855	18 253	5 925	18 193	5 995	18 115	6 065	18 032	6 135	17 944	6 205	17 856	6 275	17 772
5 716	18 378	5 786	18 314	5 856	18 252	5 926	18 193	5 996	18 114	6 066	18 031	6 136	17 943	6 206	17 856	6 276	17 772
5 717	18 377	5 787	18 313	5 857	18 252	5 927	18 190	5 997	18 114	6 067	18 030	6 137	17 943	6 207	17 855	6 277	17 770
5 718	18 377	5 788	18 313	5 858	18 252	5 928	18 189	5 998	18 113	6 068	18 027	6 138	17 941	6 208	17 853	6 278	17 769
5 719	18 374	5 789	18 311	5 859	18 248	5 929	18 189	5 999	18 111	6 069	18 027	6 139	17 940	6 209	17 853	6 279	17 768
5 720	18 374	5 790	18 310	5 860	18 248	5 930	18 188	6 000	18 109	6 070	18 027	6 140	17 936	6 210	17 852	6 280	17 768
5 721	18 374	5 791	18 306	5 861	18 247	5 931	18 187	6 001	18 108	6 071	18 026	6 141	17 932	6 211	17 851	6 281	17 768
5 722	18 373	5 792	18 306	5 862	18 245	5 932	18 185	6 002	18 107	6 072	18 021	6 142	17 932	6 212	17 850	6 282	17 766
5 723	18 373	5 793	18 305	5 863	18 244	5 933	18 185	6 003	18 107	6 073	18 021	6 143	17 932	6 213	17 850	6 283	17 766
5 724	18 372	5 794	18 304	5 864	18 244	5 934	18 184	6 004	18 105	6 074	18 020	6 144	17 932	6 214	17 849	6 284	17 765
5 725	18 371	5 795	18 303	5 865	18 244	5 935	18 182	6 005	18 105	6 075	18 020	6 145	17 929	6 215	17 845	6 285	17 765
5 726	18 368	5 796	18 303	5 866	18 242	5 936	18 181	6 006	18 104	6 076	18 018	6 146	17 927	6 216	17 845	6 286	17 763
5 727	18 368	5 797	18 302	5 867	18 241	5 937	18 181	6 007	18 104	6 077	18 018	6 147	17 924	6 217	17 843	6 287	17 762
5 728	18 366	5 798	18 301	5 868	18 240	5 938	18 180	6 008	18 102	6 078	18 018	6 148	17 923	6 218	17 841	6 288	17 762
5 729	18 364	5 799	18 301	5 869	18 240	5 939	18 178	6 009	18 102	6 079	18 018	6 149	17 922	6 219	17 841	6 289	17 761
5 730	18 364	5 800	18 301	5 870	18 240	5 940	18 178	6 010	18 101	6 080	18 017	6 150	17 921	6 220	17 841	6 290	17 761
5 731	18 363	5 801	18 301	5 871	18 239	5 941	18 174	6 011	18 100	6 081	18 016	6 151	17 921	6 221	17 839	6 291	17 757
5 732	18 362	5 802	18 301	5 872	18 238	5 942	18 173	6 012	18 097	6 082	18 012	6 152	17 916	6 222	17 836	6 292	17 757
5 733	18 361	5 803	18 299	5 873	18 237	5 943	18 172	6 013	18 096	6 083	18 011	6 153	17 911	6 223	17 836	6 293	17 755
5 734	18 360	5 804	18 298	5 874	18 237	5 944	18 171	6 014	18 094	6 084	18 011	6 154	17 910	6 224	17 834	6 294	17 755
5 735	18 360	5 805	18 298	5 875	18 237	5 945	18 170	6 015	18 094	6 085	18 009	6 155	17 910	6 225	17 834	6 295	17 750
5 736	18 359	5 806	18 298	5 876	18 237	5 946	18 170	6 016	18 091	6 086	18 009	6 156	17 907	6 226	17 828	6 296	17 749
5 737	18 358	5 807	18 297	5 877	18 236	5 947	18 170	6 017	18 088	6 087	18 009	6 157	17 902	6 227	17 828	6 297	17 748

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
5 738	18 358	5 808	18 297	5 878	18 234	5 948	18 169	6 018	18 087	6 088	18 008	6 158	17 901	6 228	17 828	6 298	17 747
5 739	18 357	5 809	18 297	5 879	18 234	5 949	18 168	6 019	18 085	6 089	18 008	6 159	17 899	6 229	17 827	6 299	17 741
5 740	18 356	5 810	18 295	5 880	18 233	5 950	18 167	6 020	18 084	6 090	18 007	6 160	17 897	6 230	17 826	6 300	17 739
6 301	17 738	6 371	17 643	6 441	17 539	6 511	17 414	6 581	17 297	6 651	17 168	6 721	17 042	6 791	16 938	6 861	16 793
6 302	17 738	6 372	17 643	6 442	17 539	6 512	17 414	6 582	17 296	6 652	17 167	6 722	17 033	6 792	16 932	6 862	16 789
6 303	17 737	6 373	17 640	6 443	17 538	6 513	17 412	6 583	17 294	6 653	17 166	6 723	17 028	6 793	16 931	6 863	16 788
6 304	17 737	6 374	17 640	6 444	17 535	6 514	17 412	6 584	17 291	6 654	17 165	6 724	17 026	6 794	16 930	6 864	16 783
6 305	17 737	6 375	17 637	6 445	17 535	6 515	17 411	6 585	17 288	6 655	17 162	6 725	17 024	6 795	16 925	6 865	16 782
6 306	17 734	6 376	17 636	6 446	17 534	6 516	17 410	6 586	17 288	6 656	17 154	6 726	17 021	6 796	16 925	6 866	16 781
6 307	17 734	6 377	17 636	6 447	17 534	6 517	17 408	6 587	17 286	6 657	17 149	6 727	17 021	6 797	16 923	6 867	16 778
6 308	17 733	6 378	17 633	6 448	17 532	6 518	17 407	6 588	17 285	6 658	17 148	6 728	17 020	6 798	16 919	6 868	16 778
6 309	17 730	6 379	17 632	6 449	17 529	6 519	17 404	6 589	17 285	6 659	17 147	6 729	17 019	6 799	16 918	6 869	16 777
6 310	17 729	6 380	17 630	6 450	17 527	6 520	17 402	6 590	17 283	6 660	17 145	6 730	17 018	6 800	16 917	6 870	16 776
6 311	17 727	6 381	17 629	6 451	17 523	6 521	17 398	6 591	17 280	6 661	17 144	6 731	17 018	6 801	16 916	6 871	16 774
6 312	17 725	6 382	17 629	6 452	17 520	6 522	17 397	6 592	17 279	6 662	17 143	6 732	17 018	6 802	16 915	6 872	16 774
6 313	17 724	6 383	17 628	6 453	17 520	6 523	17 395	6 593	17 277	6 663	17 139	6 733	17 014	6 803	16 915	6 873	16 773
6 314	17 723	6 384	17 626	6 454	17 519	6 524	17 393	6 594	17 276	6 664	17 138	6 734	17 014	6 804	16 911	6 874	16 767
6 315	17 722	6 385	17 622	6 455	17 518	6 525	17 392	6 595	17 273	6 665	17 138	6 735	17 014	6 805	16 910	6 875	16 766
6 316	17 715	6 386	17 618	6 456	17 515	6 526	17 392	6 596	17 270	6 666	17 136	6 736	17 010	6 806	16 907	6 876	16 765
6 317	17 714	6 387	17 618	6 457	17 511	6 527	17 389	6 597	17 266	6 667	17 134	6 737	17 009	6 807	16 906	6 877	16 764
6 318	17 713	6 388	17 617	6 458	17 507	6 528	17 387	6 598	17 263	6 668	17 132	6 738	17 008	6 808	16 905	6 878	16 763
6 319	17 712	6 389	17 617	6 459	17 505	6 529	17 386	6 599	17 259	6 669	17 130	6 739	17 008	6 809	16 901	6 879	16 763
6 320	17 711	6 390	17 614	6 460	17 499	6 530	17 382	6 600	17 258	6 670	17 129	6 740	17 006	6 810	16 900	6 880	16 762
6 321	17 709	6 391	17 610	6 461	17 496	6 531	17 382	6 601	17 256	6 671	17 128	6 741	17 004	6 811	16 899	6 881	16 758
6 322	17 706	6 392	17 609	6 462	17 495	6 532	17 382	6 602	17 251	6 672	17 127	6 742	17 003	6 812	16 899	6 882	16 757
6 323	17 705	6 393	17 609	6 463	17 494	6 533	17 381	6 603	17 250	6 673	17 126	6 743	16 999	6 813	16 895	6 883	16 756
6 324	17 705	6 394	17 608	6 464	17 494	6 534	17 379	6 604	17 250	6 674	17 125	6 744	16 995	6 814	16 895	6 884	16 756
6 325	17 704	6 395	17 607	6 465	17 492	6 535	17 379	6 605	17 250	6 675	17 123	6 745	16 994	6 815	16 895	6 885	16 755
6 326	17 704	6 396	17 605	6 466	17 491	6 536	17 375	6 606	17 248	6 676	17 122	6 746	16 993	6 816	16 894	6 886	16 755
6 327	17 704	6 397	17 605	6 467	17 490	6 537	17 372	6 607	17 247	6 677	17 120	6 747	16 992	6 817	16 892	6 887	16 751
6 328	17 704	6 398	17 604	6 468	17 487	6 538	17 369	6 608	17 245	6 678	17 119	6 748	16 991	6 818	16 889	6 888	16 750
6 329	17 704	6 399	17 604	6 469	17 486	6 539	17 369	6 609	17 245	6 679	17 119	6 749	16 990	6 819	16 889	6 889	16 744
6 330	17 704	6 400	17 601	6 470	17 480	6 540	17 368	6 610	17 240	6 680	17 118	6 750	16 988	6 820	16 887	6 890	16 740
6 331	17 702	6 401	17 599	6 471	17 479	6 541	17 366	6 611	17 239	6 681	17 115	6 751	16 985	6 821	16 885	6 891	16 739
6 332	17 701	6 402	17 599	6 472	17 476	6 542	17 364	6 612	17 238	6 682	17 115	6 752	16 982	6 822	16 885	6 892	16 739
6 333	17 700	6 403	17 599	6 473	17 474	6 543	17 362	6 613	17 235	6 683	17 114	6 753	16 982	6 823	16 884	6 893	16 734
6 334	17 700	6 404	17 598	6 474	17 473	6 544	17 360	6 614	17 235	6 684	17 111	6 754	16 981	6 824	16 884	6 894	16 733
6 335	17 699	6 405	17 596	6 475	17 471	6 545	17 356	6 615	17 234	6 685	17 108	6 755	16 981	6 825	16 884	6 895	16 732
6 336	17 698	6 406	17 595	6 476	17 469	6 546	17 356	6 616	17 234	6 686	17 107	6 756	16 978	6 826	16 884	6 896	16 730
6 337	17 698	6 407	17 590	6 477	17 468	6 547	17 353	6 617	17 232	6 687	17 107	6 757	16 977	6 827	16 879	6 897	16 728
6 338	17 697	6 408	17 590	6 478	17 466	6 548	17 353	6 618	17 232	6 688	17 106	6 758	16 976	6 828	16 878	6 898	16 727
6 339	17 696	6 409	17 587	6 479	17 463	6 549	17 352	6 619	17 232	6 689	17 101	6 759	16 974	6 829	16 877	6 899	16 727
6 340	17 693	6 410	17 585	6 480	17 463	6 550	17 350	6 620	17 231	6 690	17 101	6 760	16 971	6 830	16 876	6 900	16 725
6 341	17 691	6 411	17 583	6 481	17 463	6 551	17 349	6 621	17 227	6 691	17 097	6 761	16 970	6 831	16 876	6 901	16 724
6 342	17 689	6 412	17 582	6 482	17 462	6 552	17 347	6 622	17 225	6 692	17 097	6 762	16 970	6 832	16 871	6 902	16 723
6 343	17 688	6 413	17 581	6 483	17 461	6 553	17 345	6 623	17 224	6 693	17 097	6 763	16 968	6 833	16 863	6 903	16 721
6 344	17 687	6 414	17 581	6 484	17 459	6 554	17 344	6 624	17 222	6 694	17 096	6 764	16 967	6 834	16 863	6 904	16 720
6 345	17 681	6 415	17 580	6 485	17 454	6 555	17 340	6 625	17 222	6 695	17 096	6 765	16 967	6 835	16 861	6 905	16 714
6 346	17 677	6 416	17 579	6 486	17 453	6 556	17 337	6 626	17 218	6 696	17 095	6 766	16 965	6 836	16 860	6 906	16 711
6 347	17 677	6 417	17 579	6 487	17 452	6 557	17 332	6 627	17 216	6 697	17 094	6 767	16 964	6 837	16 854	6 907	16 711
6 348	17 675	6 418	17 577	6 488	17 449	6 558	17 331	6 628	17 216	6 698	17 094	6 768	16 964	6 838	16 851	6 908	16 711
6 349	17 675	6 419	17 575	6 489	17 448	6 559	17 331	6 629	17 215	6 699	17 087	6 769	16 963	6 839	16 851	6 909	16 709
6 350	17 672	6 420	17 574	6 490	17 447	6 560	17 329	6 630	17 211	6 700	17 086	6 770	16 961	6 840	16 850	6 910	16 707
6 351	17 666	6 421	17 573	6 491	17 447	6 561	17 327	6 631	17 207	6 701	17 086	6 771	16 959	6 841	16 846	6 911	16 706

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
6 352	17 666	6 422	17 573	6 492	17 446	6 562	17 326	6 632	17 206	6 702	17 086	6 772	16 958	6 842	16 839	6 912	16 706
6 353	17 665	6 423	17 573	6 493	17 445	6 563	17 326	6 633	17 205	6 703	17 084	6 773	16 957	6 843	16 834	6 913	16 704
6 354	17 661	6 424	17 571	6 494	17 442	6 564	17 324	6 634	17 204	6 704	17 082	6 774	16 955	6 844	16 833	6 914	16 701
6 355	17 660	6 425	17 569	6 495	17 440	6 565	17 324	6 635	17 204	6 705	17 082	6 775	16 955	6 845	16 832	6 915	16 701
6 356	17 659	6 426	17 566	6 496	17 439	6 566	17 324	6 636	17 203	6 706	17 080	6 776	16 954	6 846	16 831	6 916	16 699
6 357	17 659	6 427	17 565	6 497	17 435	6 567	17 323	6 637	17 203	6 707	17 078	6 777	16 950	6 847	16 830	6 917	16 690
6 358	17 658	6 428	17 563	6 498	17 434	6 568	17 322	6 638	17 199	6 708	17 073	6 778	16 949	6 848	16 828	6 918	16 688
6 359	17 658	6 429	17 563	6 499	17 433	6 569	17 315	6 639	17 198	6 709	17 072	6 779	16 948	6 849	16 825	6 919	16 687
6 360	17 657	6 430	17 557	6 500	17 433	6 570	17 314	6 640	17 197	6 710	17 070	6 780	16 947	6 850	16 824	6 920	16 682
6 361	17 656	6 431	17 555	6 501	17 428	6 571	17 312	6 641	17 194	6 711	17 070	6 781	16 946	6 851	16 823	6 921	16 682
6 362	17 656	6 432	17 554	6 502	17 428	6 572	17 310	6 642	17 194	6 712	17 068	6 782	16 946	6 852	16 819	6 922	16 681
6 363	17 655	6 433	17 552	6 503	17 426	6 573	17 310	6 643	17 186	6 713	17 068	6 783	16 946	6 853	16 812	6 923	16 677
6 364	17 654	6 434	17 551	6 504	17 424	6 574	17 308	6 644	17 183	6 714	17 059	6 784	16 944	6 854	16 812	6 924	16 676
6 365	17 654	6 435	17 551	6 505	17 423	6 575	17 306	6 645	17 180	6 715	17 058	6 785	16 944	6 855	16 810	6 925	16 675
6 366	17 653	6 436	17 549	6 506	17 423	6 576	17 304	6 646	17 179	6 716	17 057	6 786	16 941	6 856	16 809	6 926	16 673
6 367	17 652	6 437	17 549	6 507	17 422	6 577	17 304	6 647	17 179	6 717	17 052	6 787	16 941	6 857	16 806	6 927	16 673
6 368	17 651	6 438	17 544	6 508	17 420	6 578	17 301	6 648	17 177	6 718	17 049	6 788	16 940	6 858	16 800	6 928	16 673
6 369	17 648	6 439	17 541	6 509	17 419	6 579	17 299	6 649	17 174	6 719	17 048	6 789	16 940	6 859	16 800	6 929	16 670
6 370	17 646	6 440	17 540	6 510	17 416	6 580	17 297	6 650	17 173	6 720	17 044	6 790	16 939	6 860	16 796	6 930	16 668
6 931	16 666	7 001	16 564	7 071	16 457	7 141	16 380	7 211	16 291	7 281	16 191	7 351	16 087	7 421	15 976	7 491	15 886
6 932	16 665	7 002	16 564	7 072	16 457	7 142	16 379	7 212	16 291	7 282	16 190	7 352	16 085	7 422	15 975	7 492	15 885
6 933	16 664	7 003	16 564	7 073	16 456	7 143	16 379	7 213	16 288	7 283	16 189	7 353	16 082	7 423	15 973	7 493	15 882
6 934	16 663	7 004	16 561	7 074	16 453	7 144	16 379	7 214	16 287	7 284	16 188	7 354	16 072	7 424	15 973	7 494	15 881
6 935	16 663	7 005	16 559	7 075	16 452	7 145	16 377	7 215	16 285	7 285	16 186	7 355	16 072	7 425	15 972	7 495	15 878
6 936	16 660	7 006	16 558	7 076	16 450	7 146	16 375	7 216	16 285	7 286	16 186	7 356	16 071	7 426	15 972	7 496	15 876
6 937	16 658	7 007	16 558	7 077	16 448	7 147	16 373	7 217	16 283	7 287	16 185	7 357	16 070	7 427	15 970	7 497	15 875
6 938	16 656	7 008	16 558	7 078	16 447	7 148	16 372	7 218	16 281	7 288	16 184	7 358	16 069	7 428	15 969	7 498	15 874
6 939	16 652	7 009	16 555	7 079	16 446	7 149	16 372	7 219	16 281	7 289	16 182	7 359	16 067	7 429	15 967	7 499	15 874
6 940	16 651	7 010	16 554	7 080	16 445	7 150	16 370	7 220	16 278	7 290	16 181	7 360	16 066	7 430	15 966	7 500	15 873
6 941	16 649	7 011	16 553	7 081	16 443	7 151	16 369	7 221	16 278	7 291	16 181	7 361	16 064	7 431	15 964	7 501	15 872
6 942	16 648	7 012	16 552	7 082	16 442	7 152	16 368	7 222	16 277	7 292	16 177	7 362	16 063	7 432	15 962	7 502	15 869
6 943	16 645	7 013	16 551	7 083	16 442	7 153	16 366	7 223	16 276	7 293	16 172	7 363	16 060	7 433	15 960	7 503	15 869
6 944	16 644	7 014	16 551	7 084	16 441	7 154	16 366	7 224	16 275	7 294	16 168	7 364	16 056	7 434	15 954	7 504	15 868
6 945	16 642	7 015	16 549	7 085	16 441	7 155	16 365	7 225	16 272	7 295	16 168	7 365	16 056	7 435	15 954	7 505	15 864
6 946	16 642	7 016	16 548	7 086	16 440	7 156	16 364	7 226	16 271	7 296	16 168	7 366	16 053	7 436	15 952	7 506	15 863
6 947	16 638	7 017	16 548	7 087	16 440	7 157	16 361	7 227	16 270	7 297	16 166	7 367	16 050	7 437	15 950	7 507	15 862
6 948	16 637	7 018	16 548	7 088	16 440	7 158	16 359	7 228	16 269	7 298	16 163	7 368	16 049	7 438	15 947	7 508	15 859
6 949	16 637	7 019	16 547	7 089	16 439	7 159	16 358	7 229	16 269	7 299	16 160	7 369	16 047	7 439	15 947	7 509	15 859
6 950	16 636	7 020	16 545	7 090	16 438	7 160	16 358	7 230	16 268	7 300	16 159	7 370	16 045	7 440	15 946	7 510	15 855
6 951	16 636	7 021	16 543	7 091	16 438	7 161	16 354	7 231	16 266	7 301	16 159	7 371	16 045	7 441	15 944	7 511	15 852
6 952	16 635	7 022	16 543	7 092	16 438	7 162	16 352	7 232	16 265	7 302	16 154	7 372	16 045	7 442	15 944	7 512	15 852
6 953	16 635	7 023	16 541	7 093	16 436	7 163	16 352	7 233	16 264	7 303	16 152	7 373	16 043	7 443	15 944	7 513	15 851
6 954	16 635	7 024	16 541	7 094	16 436	7 164	16 350	7 234	16 263	7 304	16 150	7 374	16 036	7 444	15 944	7 514	15 851
6 955	16 634	7 025	16 540	7 095	16 435	7 165	16 348	7 235	16 262	7 305	16 150	7 375	16 035	7 445	15 943	7 515	15 849
6 956	16 633	7 026	16 538	7 096	16 434	7 166	16 348	7 236	16 261	7 306	16 147	7 376	16 031	7 446	15 942	7 516	15 847
6 957	16 632	7 027	16 537	7 097	16 434	7 167	16 347	7 237	16 259	7 307	16 147	7 377	16 029	7 447	15 939	7 517	15 847
6 958	16 632	7 028	16 536	7 098	16 431	7 168	16 347	7 238	16 258	7 308	16 146	7 378	16 029	7 448	15 937	7 518	15 845
6 959	16 631	7 029	16 535	7 099	16 430	7 169	16 343	7 239	16 257	7 309	16 146	7 379	16 022	7 449	15 932	7 519	15 841
6 960	16 630	7 030	16 534	7 100	16 430	7 170	16 343	7 240	16 254	7 310	16 145	7 380	16 021	7 450	15 932	7 520	15 841
6 961	16 629	7 031	16 531	7 101	16 428	7 171	16 340	7 241	16 253	7 311	16 144	7 381	16 019	7 451	15 927	7 521	15 840
6 962	16 626	7 032	16 531	7 102	16 427	7 172	16 338	7 242	16 252	7 312	16 143	7 382	16 019	7 452	15 927	7 522	15 840
6 963	16 624	7 033	16 530	7 103	16 425	7 173	16 336	7 243	16 252	7 313	16 143	7 383	16 018	7 453	15 926	7 523	15 839
6 964	16 622	7 034	16 526	7 104	16 424	7 174	16 335	7 244	16 251	7 314	16 143	7 384	16 017	7 454	15 925	7 524	15 837
6 965	16 622	7 035	16 525	7 105	16 421	7 175	16 335	7 245	16 243	7 315	16 141	7 385	16 016	7 455	15 925	7 525	15 837

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
6 966	16 620	7 036	16 523	7 106	16 421	7 176	16 334	7 246	16 243	7 316	16 140	7 386	16 014	7 456	15 924	7 526	15 831
6 967	16 619	7 037	16 513	7 107	16 421	7 177	16 331	7 247	16 243	7 317	16 136	7 387	16 012	7 457	15 924	7 527	15 830
6 968	16 619	7 038	16 513	7 108	16 420	7 178	16 331	7 248	16 243	7 318	16 135	7 388	16 011	7 458	15 922	7 528	15 830
6 969	16 618	7 039	16 513	7 109	16 419	7 179	16 330	7 249	16 242	7 319	16 135	7 389	16 011	7 459	15 921	7 529	15 830
6 970	16 617	7 040	16 510	7 110	16 418	7 180	16 330	7 250	16 241	7 320	16 134	7 390	16 010	7 460	15 921	7 530	15 828
6 971	16 616	7 041	16 510	7 111	16 417	7 181	16 327	7 251	16 239	7 321	16 133	7 391	16 010	7 461	15 920	7 531	15 828
6 972	16 615	7 042	16 509	7 112	16 416	7 182	16 325	7 252	16 237	7 322	16 130	7 392	16 009	7 462	15 919	7 532	15 828
6 973	16 613	7 043	16 508	7 113	16 416	7 183	16 325	7 253	16 237	7 323	16 124	7 393	16 005	7 463	15 918	7 533	15 826
6 974	16 611	7 044	16 507	7 114	16 413	7 184	16 324	7 254	16 236	7 324	16 123	7 394	16 004	7 464	15 917	7 534	15 822
6 975	16 608	7 045	16 504	7 115	16 413	7 185	16 319	7 255	16 233	7 325	16 123	7 395	16 003	7 465	15 916	7 535	15 822
6 976	16 607	7 046	16 503	7 116	16 412	7 186	16 318	7 256	16 233	7 326	16 122	7 396	16 002	7 466	15 913	7 536	15 821
6 977	16 607	7 047	16 502	7 117	16 411	7 187	16 316	7 257	16 233	7 327	16 121	7 397	16 001	7 467	15 912	7 537	15 821
6 978	16 607	7 048	16 497	7 118	16 410	7 188	16 315	7 258	16 231	7 328	16 121	7 398	16 001	7 468	15 911	7 538	15 819
6 979	16 602	7 049	16 497	7 119	16 410	7 189	16 315	7 259	16 229	7 329	16 120	7 399	16 000	7 469	15 910	7 539	15 813
6 980	16 599	7 050	16 493	7 120	16 408	7 190	16 315	7 260	16 229	7 330	16 118	7 400	16 000	7 470	15 909	7 540	15 813
6 981	16 598	7 051	16 493	7 121	16 407	7 191	16 310	7 261	16 226	7 331	16 118	7 401	15 998	7 471	15 908	7 541	15 811
6 982	16 596	7 052	16 493	7 122	16 406	7 192	16 310	7 262	16 223	7 332	16 116	7 402	15 998	7 472	15 908	7 542	15 809
6 983	16 593	7 053	16 492	7 123	16 404	7 193	16 309	7 263	16 222	7 333	16 116	7 403	15 997	7 473	15 907	7 543	15 807
6 984	16 592	7 054	16 491	7 124	16 403	7 194	16 309	7 264	16 222	7 334	16 116	7 404	15 996	7 474	15 906	7 544	15 807
6 985	16 589	7 055	16 491	7 125	16 401	7 195	16 308	7 265	16 221	7 335	16 115	7 405	15 996	7 475	15 905	7 545	15 806
6 986	16 584	7 056	16 490	7 126	16 400	7 196	16 307	7 266	16 219	7 336	16 113	7 406	15 995	7 476	15 903	7 546	15 806
6 987	16 583	7 057	16 487	7 127	16 399	7 197	16 303	7 267	16 218	7 337	16 112	7 407	15 995	7 477	15 902	7 547	15 805
6 988	16 582	7 058	16 486	7 128	16 397	7 198	16 302	7 268	16 217	7 338	16 111	7 408	15 994	7 478	15 899	7 548	15 805
6 989	16 582	7 059	16 483	7 129	16 397	7 199	16 302	7 269	16 214	7 339	16 109	7 409	15 990	7 479	15 899	7 549	15 803
6 990	16 581	7 060	16 482	7 130	16 396	7 200	16 302	7 270	16 214	7 340	16 107	7 410	15 989	7 480	15 896	7 550	15 801
6 991	16 580	7 061	16 481	7 131	16 392	7 201	16 301	7 271	16 210	7 341	16 107	7 411	15 989	7 481	15 895	7 551	15 799
6 992	16 580	7 062	16 480	7 132	16 390	7 202	16 301	7 272	16 206	7 342	16 102	7 412	15 985	7 482	15 894	7 552	15 798
6 993	16 579	7 063	16 479	7 133	16 389	7 203	16 300	7 273	16 205	7 343	16 101	7 413	15 984	7 483	15 893	7 553	15 797
6 994	16 578	7 064	16 477	7 134	16 388	7 204	16 299	7 274	16 201	7 344	16 099	7 414	15 982	7 484	15 892	7 554	15 797
6 995	16 575	7 065	16 477	7 135	16 387	7 205	16 298	7 275	16 201	7 345	16 098	7 415	15 979	7 485	15 892	7 555	15 797
6 996	16 570	7 066	16 476	7 136	16 386	7 206	16 295	7 276	16 199	7 346	16 098	7 416	15 977	7 486	15 892	7 556	15 797
6 997	16 570	7 067	16 475	7 137	16 384	7 207	16 295	7 277	16 198	7 347	16 097	7 417	15 977	7 487	15 892	7 557	15 794
6 998	16 568	7 068	16 467	7 138	16 382	7 208	16 294	7 278	16 194	7 348	16 097	7 418	15 977	7 488	15 889	7 558	15 792
6 999	16 566	7 069	16 465	7 139	16 382	7 209	16 293	7 279	16 192	7 349	16 090	7 419	15 977	7 489	15 888	7 559	15 792
7 000	16 566	7 070	16 458	7 140	16 382	7 210	16 291	7 280	16 191	7 350	16 090	7 420	15 976	7 490	15 886	7 560	15 792
7 561	15 790	7 631	15 690	7 701	15 547	7 771	15 424	7 841	15 320	7 911	15 189	7 981	15 110	8 051	15 026	8 121	14 957
7 562	15 788	7 632	15 690	7 702	15 547	7 772	15 424	7 842	15 319	7 912	15 188	7 982	15 109	8 052	15 025	8 122	14 957
7 563	15 786	7 633	15 689	7 703	15 546	7 773	15 423	7 843	15 317	7 913	15 185	7 983	15 108	8 053	15 024	8 123	14 952
7 564	15 783	7 634	15 689	7 704	15 543	7 774	15 422	7 844	15 317	7 914	15 183	7 984	15 107	8 054	15 023	8 124	14 951
7 565	15 783	7 635	15 689	7 705	15 542	7 775	15 422	7 845	15 316	7 915	15 183	7 985	15 106	8 055	15 021	8 125	14 945
7 566	15 782	7 636	15 685	7 706	15 540	7 776	15 421	7 846	15 315	7 916	15 183	7 986	15 104	8 056	15 019	8 126	14 941
7 567	15 778	7 637	15 679	7 707	15 538	7 777	15 415	7 847	15 314	7 917	15 183	7 987	15 103	8 057	15 018	8 127	14 940
7 568	15 777	7 638	15 679	7 708	15 537	7 778	15 414	7 848	15 314	7 918	15 181	7 988	15 103	8 058	15 017	8 128	14 938
7 569	15 774	7 639	15 677	7 709	15 537	7 779	15 414	7 849	15 312	7 919	15 181	7 989	15 102	8 059	15 017	8 129	14 937
7 570	15 773	7 640	15 675	7 710	15 534	7 780	15 413	7 850	15 308	7 920	15 181	7 990	15 101	8 060	15 017	8 130	14 936
7 571	15 773	7 641	15 672	7 711	15 534	7 781	15 410	7 851	15 308	7 921	15 175	7 991	15 101	8 061	15 016	8 131	14 934
7 572	15 770	7 642	15 671	7 712	15 533	7 782	15 405	7 852	15 302	7 922	15 173	7 992	15 099	8 062	15 015	8 132	14 932
7 573	15 769	7 643	15 668	7 713	15 532	7 783	15 401	7 853	15 301	7 923	15 173	7 993	15 099	8 063	15 012	8 133	14 928
7 574	15 764	7 644	15 659	7 714	15 532	7 784	15 401	7 854	15 300	7 924	15 170	7 994	15 085	8 064	15 011	8 134	14 927
7 575	15 762	7 645	15 659	7 715	15 531	7 785	15 399	7 855	15 298	7 925	15 168	7 995	15 084	8 065	15 011	8 135	14 926
7 576	15 762	7 646	15 655	7 716	15 530	7 786	15 398	7 856	15 298	7 926	15 168	7 996	15 082	8 066	15 011	8 136	14 923
7 577	15 760	7 647	15 650	7 717	15 529	7 787	15 398	7 857	15 297	7 927	15 166	7 997	15 080	8 067	15 010	8 137	14 922
7 578	15 757	7 648	15 648	7 718	15 528	7 788	15 393	7 858	15 296	7 928	15 166	7 998	15 080	8 068	15 010	8 138	14 922
7 579	15 756	7 649	15 642	7 719	15 527	7 789	15 392	7 859	15 295	7 929	15 164	7 999	15 079	8 069	15 009	8 139	14 920

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
7 580	15 756	7 650	15 640	7 720	15 524	7 790	15 392	7 860	15 294	7 930	15 163	8 000	15 079	8 070	15 009	8 140	14 920
7 581	15 755	7 651	15 639	7 721	15 519	7 791	15 391	7 861	15 292	7 931	15 159	8 001	15 078	8 071	15 005	8 141	14 918
7 582	15 755	7 652	15 638	7 722	15 518	7 792	15 391	7 862	15 292	7 932	15 159	8 002	15 073	8 072	15 004	8 142	14 918
7 583	15 754	7 653	15 629	7 723	15 514	7 793	15 391	7 863	15 289	7 933	15 157	8 003	15 073	8 073	15 004	8 143	14 917
7 584	15 753	7 654	15 626	7 724	15 509	7 794	15 390	7 864	15 287	7 934	15 157	8 004	15 070	8 074	15 002	8 144	14 916
7 585	15 749	7 655	15 626	7 725	15 509	7 795	15 390	7 865	15 281	7 935	15 155	8 005	15 070	8 075	15 001	8 145	14 913
7 586	15 749	7 656	15 622	7 726	15 508	7 796	15 390	7 866	15 281	7 936	15 154	8 006	15 066	8 076	14 999	8 146	14 912
7 587	15 747	7 657	15 620	7 727	15 505	7 797	15 389	7 867	15 279	7 937	15 154	8 007	15 065	8 077	14 998	8 147	14 912
7 588	15 746	7 658	15 620	7 728	15 504	7 798	15 389	7 868	15 271	7 938	15 153	8 008	15 065	8 078	14 997	8 148	14 911
7 589	15 744	7 659	15 619	7 729	15 504	7 799	15 387	7 869	15 271	7 939	15 153	8 009	15 065	8 079	14 996	8 149	14 910
7 590	15 743	7 660	15 619	7 730	15 502	7 800	15 387	7 870	15 271	7 940	15 153	8 010	15 064	8 080	14 995	8 150	14 908
7 591	15 743	7 661	15 618	7 731	15 500	7 801	15 387	7 871	15 270	7 941	15 151	8 011	15 064	8 081	14 995	8 151	14 906
7 592	15 742	7 662	15 618	7 732	15 498	7 802	15 386	7 872	15 269	7 942	15 149	8 012	15 063	8 082	14 995	8 152	14 904
7 593	15 742	7 663	15 617	7 733	15 497	7 803	15 384	7 873	15 267	7 943	15 149	8 013	15 060	8 083	14 992	8 153	14 904
7 594	15 742	7 664	15 617	7 734	15 494	7 804	15 383	7 874	15 265	7 944	15 147	8 014	15 056	8 084	14 989	8 154	14 904
7 595	15 742	7 665	15 614	7 735	15 493	7 805	15 383	7 875	15 264	7 945	15 146	8 015	15 056	8 085	14 989	8 155	14 903
7 596	15 736	7 666	15 610	7 736	15 491	7 806	15 374	7 876	15 263	7 946	15 143	8 016	15 055	8 086	14 989	8 156	14 902
7 597	15 736	7 667	15 609	7 737	15 483	7 807	15 373	7 877	15 260	7 947	15 143	8 017	15 055	8 087	14 987	8 157	14 902
7 598	15 732	7 668	15 608	7 738	15 483	7 808	15 371	7 878	15 259	7 948	15 142	8 018	15 055	8 088	14 986	8 158	14 899
7 599	15 731	7 669	15 604	7 739	15 480	7 809	15 370	7 879	15 256	7 949	15 141	8 019	15 055	8 089	14 986	8 159	14 897
7 600	15 730	7 670	15 603	7 740	15 478	7 810	15 369	7 880	15 255	7 950	15 141	8 020	15 054	8 090	14 986	8 160	14 897
7 601	15 729	7 671	15 603	7 741	15 477	7 811	15 368	7 881	15 249	7 951	15 139	8 021	15 052	8 091	14 986	8 161	14 896
7 602	15 728	7 672	15 600	7 742	15 474	7 812	15 366	7 882	15 248	7 952	15 139	8 022	15 050	8 092	14 985	8 162	14 895
7 603	15 728	7 673	15 600	7 743	15 473	7 813	15 362	7 883	15 248	7 953	15 138	8 023	15 050	8 093	14 984	8 163	14 894
7 604	15 727	7 674	15 597	7 744	15 472	7 814	15 362	7 884	15 247	7 954	15 138	8 024	15 049	8 094	14 984	8 164	14 894
7 605	15 724	7 675	15 595	7 745	15 470	7 815	15 359	7 885	15 242	7 955	15 138	8 025	15 048	8 095	14 983	8 165	14 893
7 606	15 724	7 676	15 588	7 746	15 468	7 816	15 359	7 886	15 239	7 956	15 137	8 026	15 048	8 096	14 981	8 166	14 892
7 607	15 724	7 677	15 588	7 747	15 466	7 817	15 354	7 887	15 239	7 957	15 137	8 027	15 048	8 097	14 981	8 167	14 891
7 608	15 724	7 678	15 587	7 748	15 466	7 818	15 351	7 888	15 237	7 958	15 136	8 028	15 048	8 098	14 980	8 168	14 890
7 609	15 724	7 679	15 586	7 749	15 465	7 819	15 351	7 889	15 236	7 959	15 136	8 029	15 047	8 099	14 979	8 169	14 889
7 610	15 724	7 680	15 586	7 750	15 464	7 820	15 351	7 890	15 228	7 960	15 135	8 030	15 046	8 100	14 978	8 170	14 887
7 611	15 722	7 681	15 580	7 751	15 463	7 821	15 350	7 891	15 228	7 961	15 135	8 031	15 045	8 101	14 977	8 171	14 886
7 612	15 717	7 682	15 580	7 752	15 461	7 822	15 350	7 892	15 223	7 962	15 133	8 032	15 041	8 102	14 977	8 172	14 885
7 613	15 716	7 683	15 580	7 753	15 459	7 823	15 347	7 893	15 220	7 963	15 131	8 033	15 041	8 103	14 977	8 173	14 884
7 614	15 712	7 684	15 579	7 754	15 456	7 824	15 345	7 894	15 218	7 964	15 128	8 034	15 041	8 104	14 974	8 174	14 883
7 615	15 711	7 685	15 578	7 755	15 449	7 825	15 344	7 895	15 218	7 965	15 128	8 035	15 040	8 105	14 973	8 175	14 882
7 616	15 711	7 686	15 577	7 756	15 449	7 826	15 344	7 896	15 216	7 966	15 127	8 036	15 040	8 106	14 972	8 176	14 882
7 617	15 710	7 687	15 576	7 757	15 449	7 827	15 344	7 897	15 215	7 967	15 124	8 037	15 040	8 107	14 972	8 177	14 881
7 618	15 709	7 688	15 572	7 758	15 445	7 828	15 344	7 898	15 213	7 968	15 124	8 038	15 039	8 108	14 972	8 178	14 880
7 619	15 708	7 689	15 572	7 759	15 445	7 829	15 342	7 899	15 212	7 969	15 122	8 039	15 037	8 109	14 971	8 179	14 879
7 620	15 704	7 690	15 565	7 760	15 443	7 830	15 341	7 900	15 212	7 970	15 122	8 040	15 036	8 110	14 969	8 180	14 879
7 621	15 703	7 691	15 563	7 761	15 435	7 831	15 337	7 901	15 211	7 971	15 118	8 041	15 035	8 111	14 968	8 181	14 879
7 622	15 703	7 692	15 558	7 762	15 431	7 832	15 337	7 902	15 208	7 972	15 117	8 042	15 035	8 112	14 968	8 182	14 878
7 623	15 698	7 693	15 557	7 763	15 430	7 833	15 334	7 903	15 208	7 973	15 117	8 043	15 034	8 113	14 967	8 183	14 877
7 624	15 697	7 694	15 557	7 764	15 430	7 834	15 333	7 904	15 207	7 974	15 116	8 044	15 032	8 114	14 966	8 184	14 876
7 625	15 693	7 695	15 554	7 765	15 429	7 835	15 329	7 905	15 205	7 975	15 115	8 045	15 031	8 115	14 966	8 185	14 873
7 626	15 693	7 696	15 554	7 766	15 429	7 836	15 328	7 906	15 205	7 976	15 115	8 046	15 031	8 116	14 966	8 186	14 873
7 627	15 693	7 697	15 554	7 767	15 429	7 837	15 328	7 907	15 199	7 977	15 113	8 047	15 029	8 117	14 966	8 187	14 872
7 628	15 693	7 698	15 550	7 768	15 427	7 838	15 327	7 908	15 194	7 978	15 112	8 048	15 027	8 118	14 966	8 188	14 871
7 629	15 692	7 699	15 548	7 769	15 426	7 839	15 322	7 909	15 193	7 979	15 112	8 049	15 027	8 119	14 963	8 189	14 869
7 630	15 692	7 700	15 548	7 770	15 425	7 840	15 321	7 910	15 190	7 980	15 111	8 050	15 026	8 120	14 959	8 190	14 865
8 191	14 864	8 261	14 770	8 331	14 683	8 401	14 578	8 471	14 459	8 541	14 339	8 611	14 138	8 681	13 768	8 751	12 105
8 192	14 863	8 262	14 767	8 332	14 681	8 402	14 576	8 472	14 458	8 542	14 334	8 612	14 129	8 682	13 767	8 752	12 061
8 193	14 863	8 263	14 767	8 333	14 681	8 403	14 576	8 473	14 458	8 543	14 331	8 613	14 129	8 683	13 765	8 753	11 928

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
8 194	14 862	8 264	14 766	8 334	14 676	8 404	14 571	8 474	14 457	8 544	14 329	8 614	14 129	8 684	13 762	8 754	11 830
8 195	14 861	8 265	14 766	8 335	14 676	8 405	14 570	8 475	14 455	8 545	14 328	8 615	14 123	8 685	13 756	8 755	11 782
8 196	14 858	8 266	14 765	8 336	14 673	8 406	14 568	8 476	14 452	8 546	14 327	8 616	14 120	8 686	13 755	8 756	11 549
8 197	14 857	8 267	14 765	8 337	14 672	8 407	14 568	8 477	14 451	8 547	14 322	8 617	14 118	8 687	13 754	8 757	11 526
8 198	14 853	8 268	14 761	8 338	14 671	8 408	14 559	8 478	14 449	8 548	14 316	8 618	14 113	8 688	13 747	8 758	11 488
8 199	14 853	8 269	14 760	8 339	14 669	8 409	14 556	8 479	14 449	8 549	14 314	8 619	14 111	8 689	13 743	8 759	11 474
8 200	14 852	8 270	14 759	8 340	14 669	8 410	14 556	8 480	14 449	8 550	14 311	8 620	14 111	8 690	13 731	8 760	11 420
8 201	14 852	8 271	14 758	8 341	14 667	8 411	14 556	8 481	14 446	8 551	14 306	8 621	14 099	8 691	13 730		
8 202	14 851	8 272	14 757	8 342	14 663	8 412	14 556	8 482	14 440	8 552	14 304	8 622	14 096	8 692	13 730		
8 203	14 849	8 273	14 755	8 343	14 661	8 413	14 553	8 483	14 440	8 553	14 304	8 623	14 094	8 693	13 730		
8 204	14 847	8 274	14 753	8 344	14 658	8 414	14 553	8 484	14 438	8 554	14 299	8 624	14 093	8 694	13 729		
8 205	14 845	8 275	14 752	8 345	14 657	8 415	14 551	8 485	14 437	8 555	14 298	8 625	14 091	8 695	13 725		
8 206	14 842	8 276	14 751	8 346	14 657	8 416	14 551	8 486	14 437	8 556	14 295	8 626	14 089	8 696	13 722		
8 207	14 841	8 277	14 750	8 347	14 656	8 417	14 549	8 487	14 437	8 557	14 293	8 627	14 083	8 697	13 720		
8 208	14 841	8 278	14 750	8 348	14 655	8 418	14 547	8 488	14 436	8 558	14 293	8 628	14 081	8 698	13 712		
8 209	14 841	8 279	14 749	8 349	14 653	8 419	14 547	8 489	14 435	8 559	14 293	8 629	14 076	8 699	13 706		
8 210	14 840	8 280	14 749	8 350	14 652	8 420	14 540	8 490	14 431	8 560	14 289	8 630	14 072	8 700	13 700		
8 211	14 839	8 281	14 749	8 351	14 651	8 421	14 539	8 491	14 428	8 561	14 288	8 631	14 071	8 701	13 699		
8 212	14 838	8 282	14 747	8 352	14 649	8 422	14 538	8 492	14 428	8 562	14 287	8 632	14 065	8 702	13 686		
8 213	14 836	8 283	14 746	8 353	14 645	8 423	14 536	8 493	14 427	8 563	14 286	8 633	14 060	8 703	13 684		
8 214	14 836	8 284	14 745	8 354	14 643	8 424	14 536	8 494	14 427	8 564	14 285	8 634	14 059	8 704	13 684		
8 215	14 836	8 285	14 745	8 355	14 642	8 425	14 535	8 495	14 423	8 565	14 284	8 635	14 058	8 705	13 673		
8 216	14 835	8 286	14 741	8 356	14 642	8 426	14 532	8 496	14 420	8 566	14 283	8 636	14 057	8 706	13 672		
8 217	14 835	8 287	14 738	8 357	14 642	8 427	14 530	8 497	14 420	8 567	14 283	8 637	14 053	8 707	13 667		
8 218	14 834	8 288	14 736	8 358	14 641	8 428	14 530	8 498	14 419	8 568	14 283	8 638	14 046	8 708	13 662		
8 219	14 834	8 289	14 736	8 359	14 640	8 429	14 529	8 499	14 416	8 569	14 280	8 639	14 027	8 709	13 662		
8 220	14 832	8 290	14 732	8 360	14 639	8 430	14 528	8 500	14 413	8 570	14 276	8 640	14 023	8 710	13 661		
8 221	14 831	8 291	14 730	8 361	14 637	8 431	14 528	8 501	14 412	8 571	14 265	8 641	14 008	8 711	13 659		
8 222	14 830	8 292	14 728	8 362	14 635	8 432	14 528	8 502	14 409	8 572	14 263	8 642	14 002	8 712	13 653		
8 223	14 829	8 293	14 728	8 363	14 633	8 433	14 526	8 503	14 408	8 573	14 262	8 643	13 998	8 713	13 644		
8 224	14 827	8 294	14 726	8 364	14 631	8 434	14 525	8 504	14 408	8 574	14 256	8 644	13 998	8 714	13 641		
8 225	14 826	8 295	14 726	8 365	14 628	8 435	14 525	8 505	14 406	8 575	14 255	8 645	13 996	8 715	13 637		
8 226	14 823	8 296	14 725	8 366	14 627	8 436	14 525	8 506	14 406	8 576	14 253	8 646	13 994	8 716	13 636		
8 227	14 822	8 297	14 725	8 367	14 626	8 437	14 522	8 507	14 403	8 577	14 253	8 647	13 990	8 717	13 631		
8 228	14 822	8 298	14 725	8 368	14 623	8 438	14 522	8 508	14 402	8 578	14 253	8 648	13 986	8 718	13 629		
8 229	14 821	8 299	14 724	8 369	14 622	8 439	14 516	8 509	14 402	8 579	14 251	8 649	13 980	8 719	13 616		
8 230	14 821	8 300	14 724	8 370	14 616	8 440	14 514	8 510	14 398	8 580	14 249	8 650	13 976	8 720	13 616		
8 231	14 821	8 301	14 721	8 371	14 615	8 441	14 513	8 511	14 397	8 581	14 249	8 651	13 967	8 721	13 616		
8 232	14 817	8 302	14 718	8 372	14 613	8 442	14 512	8 512	14 397	8 582	14 244	8 652	13 961	8 722	13 616		
8 233	14 815	8 303	14 717	8 373	14 612	8 443	14 510	8 513	14 396	8 583	14 240	8 653	13 940	8 723	13 596		
8 234	14 813	8 304	14 716	8 374	14 611	8 444	14 508	8 514	14 395	8 584	14 234	8 654	13 935	8 724	13 582		
8 235	14 812	8 305	14 716	8 375	14 610	8 445	14 507	8 515	14 387	8 585	14 232	8 655	13 935	8 725	13 570		
8 236	14 811	8 306	14 714	8 376	14 609	8 446	14 503	8 516	14 387	8 586	14 228	8 656	13 926	8 726	13 547		
8 237	14 811	8 307	14 714	8 377	14 608	8 447	14 501	8 517	14 387	8 587	14 224	8 657	13 923	8 727	13 547		
8 238	14 809	8 308	14 712	8 378	14 608	8 448	14 499	8 518	14 386	8 588	14 220	8 658	13 922	8 728	13 535		
8 239	14 808	8 309	14 712	8 379	14 607	8 449	14 499	8 519	14 383	8 589	14 219	8 659	13 921	8 729	13 526		
8 240	14 804	8 310	14 712	8 380	14 607	8 450	14 496	8 520	14 381	8 590	14 218	8 660	13 920	8 730	13 518		
8 241	14 800	8 311	14 710	8 381	14 606	8 451	14 495	8 521	14 376	8 591	14 213	8 661	13 919	8 731	13 512		
8 242	14 799	8 312	14 709	8 382	14 603	8 452	14 494	8 522	14 373	8 592	14 211	8 662	13 908	8 732	13 512		
8 243	14 798	8 313	14 706	8 383	14 603	8 453	14 492	8 523	14 371	8 593	14 207	8 663	13 906	8 733	13 488		
8 244	14 795	8 314	14 704	8 384	14 603	8 454	14 487	8 524	14 370	8 594	14 205	8 664	13 900	8 734	13 474		
8 245	14 794	8 315	14 704	8 385	14 596	8 455	14 485	8 525	14 369	8 595	14 203	8 665	13 891	8 735	13 451		
8 246	14 793	8 316	14 704	8 386	14 596	8 456	14 484	8 526	14 369	8 596	14 192	8 666	13 883	8 736	13 435		

Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW	Hre	MW
8 247	14 792	8 317	14 701	8 387	14 596	8 457	14 482	8 527	14 368	8 597	14 192	8 667	13 881	8 737	13 360		
8 248	14 790	8 318	14 699	8 388	14 594	8 458	14 481	8 528	14 367	8 598	14 185	8 668	13 880	8 738	13 347		
8 249	14 789	8 319	14 699	8 389	14 594	8 459	14 480	8 529	14 364	8 599	14 180	8 669	13 865	8 739	13 184		
8 250	14 788	8 320	14 698	8 390	14 594	8 460	14 476	8 530	14 363	8 600	14 170	8 670	13 858	8 740	13 134		
8 251	14 787	8 321	14 696	8 391	14 592	8 461	14 476	8 531	14 362	8 601	14 169	8 671	13 851	8 741	13 095		
8 252	14 781	8 322	14 694	8 392	14 592	8 462	14 476	8 532	14 362	8 602	14 168	8 672	13 841	8 742	13 086		
8 253	14 781	8 323	14 692	8 393	14 589	8 463	14 475	8 533	14 362	8 603	14 164	8 673	13 829	8 743	13 057		
8 254	14 775	8 324	14 689	8 394	14 588	8 464	14 474	8 534	14 359	8 604	14 158	8 674	13 827	8 744	13 036		
8 255	14 775	8 325	14 688	8 395	14 586	8 465	14 472	8 535	14 358	8 605	14 158	8 675	13 818	8 745	12 815		
8 256	14 775	8 326	14 686	8 396	14 586	8 466	14 470	8 536	14 357	8 606	14 157	8 676	13 798	8 746	12 699		
8 257	14 773	8 327	14 686	8 397	14 581	8 467	14 470	8 537	14 352	8 607	14 155	8 677	13 788	8 747	12 667		
8 258	14 771	8 328	14 685	8 398	14 580	8 468	14 467	8 538	14 345	8 608	14 154	8 678	13 786	8 748	12 459		
8 259	14 771	8 329	14 685	8 399	14 580	8 469	14 463	8 539	14 344	8 609	14 154	8 679	13 783	8 749	12 279		
8 260	14 771	8 330	14 685	8 400	14 579	8 470	14 462	8 540	14 343	8 610	14 146	8 680	13 774	8 750	12 164		

* Le nombre d'heures représentées dans ce profil suppose une année non-bissextile. Lorsqu'une année bissextile se présentera, le producteur fournira, lors de la journée du 29 février, toute la puissance requise par le Distributeur, sans imputer de coûts additionnels. Ces livraisons s'ajouteront à celles découlant du profil de la présente annexe associé à une année non-bissextile. Toutefois la quantité maximale d'énergie annuelle demeure inchangée.

37151

Gouvernement du Québec

Décret 1278-2001, 24 octobre 2001

CONCERNANT l'«Entente visant la modification de la PARTIE VII de l'«Entente relative à l'administration par le Québec de la Partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (L.R.C., (1985), c. E-15) concernant la taxe sur les produits et services»

ATTENDU QUE le Québec assure sur son territoire l'administration de la taxe sur les produits et services au nom du gouvernement du Canada, conformément à l'«Entente relative à l'administration par le Québec de la Partie IX de la Loi sur la taxe d'accise (L.R.C., (1985), c. E-15) concernant la taxe sur les produits et services» (ci-après «l'Entente»);

ATTENDU QUE l'Entente a été conclue le 26 avril 1991 suite au décret n° 537-91 du 17 avril 1991 et qu'elle a ultérieurement été modifiée les 12 décembre 1991, 30 juin 1992 et 8 décembre 1997 suite respectivement aux décrets n° 1659-91 du 4 décembre 1991, n° 995-92 du 30 juin 1992 et n° 960-97 du 30 juillet 1997;

ATTENDU QUE les modalités de calcul de la compensation à verser au Québec par le Canada sont prévues à la Partie VII de l'Entente;

ATTENDU QU'en vertu de ces modalités de calcul, le montant de la compensation à être versée par le Canada ne peut être précisé entre ce dernier et le Québec que plusieurs mois après la fin de l'année financière;

ATTENDU QUE cette situation rend difficile le suivi par le Québec de la planification financière qu'il doit assurer au regard de chaque année financière;

ATTENDU QUE le Canada et le Québec sont en accord pour apporter des modifications à la Partie VII de l'Entente afin d'assurer une plus grande stabilité à la compensation prévue pour le Québec;

ATTENDU QUE le Canada et le Québec ont convenu, dans un projet d'entente, des modifications nécessaires;

ATTENDU QUE l'entente proposée constitue une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Revenu et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

L.R.Q., chapitre H-5

LOI SUR HYDRO-QUÉBEC

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° «Société»: Hydro-Québec;

2° «Régie»: la Régie de l'énergie;

3° «ministre»: le ministre chargé de l'application de la présente loi par désignation du gouvernement;

3.1° «dirigeant»: le président-directeur général, qui est le principal dirigeant de la Société, ou toute personne qui assume des responsabilités de direction sous l'autorité immédiate de celui-ci;

4° «énergie»: l'électricité, le gaz, la vapeur et toute autre forme d'énergie, hydraulique, thermique ou autre;

5° «filiale en propriété exclusive»: une personne morale dont la Société détient directement ou indirectement la totalité des actions comportant droit de vote.

S. R. 1964, c. 86, a. 1; 1978, c. 41, a. 2; 1988, c. 23, a. 88; 1991, c. 74, a. 168; 1996, c. 61, a. 121; 2006, c. 59, a. 44.

2. Tout pouvoir conféré à la Société peut être exercé de temps en temps, entièrement ou partiellement, aussi souvent qu'il est jugé à propos de le faire.

S. R. 1964, c. 86, a. 2; 1978, c. 41, a. 1.

SECTION II

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

3. Une personne morale est créée sous le nom de «Commission hydroélectrique du Québec» ou l'abréviation «HYDRO-QUÉBEC».

À compter du 1^{er} octobre 1978, la personne morale est désignée sous le seul nom d'Hydro-Québec.

S. R. 1964, c. 86, a. 3; 1977, c. 5, a. 14; 1978, c. 41, a. 3; 1999, c. 40, a. 145.

3.1. À compter du 19 décembre 1981, la Société continue d'exister comme compagnie à fonds social.

1981, c. 18, a. 1.

3.1.1. La Société est, pour les fins de la présente loi, un mandataire de l'État et l'a toujours été depuis le 14 avril 1944.

S. R. 1964, c. 86, a. 13; 1978, c. 41, a. 1; 1999, c. 40, a. 145; 2006, c. 59, a. 46.

3.1.2. La Société a le pouvoir de posséder des biens; ce pouvoir n'est pas limité.

Les biens possédés par la Société sont la propriété de l'État, depuis le 15 avril 1944 mais l'exécution des obligations de la Société peut être poursuivie sur ces biens.

S. R. 1964, c. 86, a. 14; 1968, c. 35, a. 1; 1978, c. 41, a. 1; 1999, c. 40, a. 145; 2006, c. 59, a. 46.

3.1.3. La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

1968, c. 35, a. 2; 1978, c. 41, a. 1; 2006, c. 59, a. 46.

3.2. Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$. Il est divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

1981, c. 18, a. 1.

3.3. Ces actions de la Société font partie du domaine de l'État et elles sont attribuées au ministre des Finances.

1981, c. 18, a. 1; 1999, c. 40, a. 145.

3.4. Le total des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux de la Société au 31 décembre 1980, au montant de 4 374 109 000 \$, est imputé au paiement total de 43 741 090 actions de la Société.

1981, c. 18, a. 1.

3.5. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser de temps à autre le ministre des Finances à payer, à même le fonds consolidé du revenu, tout nombre additionnel d'actions que le gouvernement fixe, jusqu'à concurrence du fonds social autorisé de la Société.

1981, c. 18, a. 1.

3.6. Les dispositions de la Partie II de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi s'appliquent à la Société, à l'exception des articles 142, 159 à 162, 184 et 190 à 196.

2006, c. 59, a. 47.

SECTION II.1

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de 17 membres, dont le président du conseil et le président-directeur général.

Ces membres sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38); toutefois, la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

S. R. 1964, c. 86, a. 4; 1969, c. 34, a. 1; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 2; 1995, c. 5, a. 1; 2006, c. 59, a. 48.

4.0.1. Le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience établis par le conseil. Ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans.

Le mandat des membres du conseil d'administration peut être renouvelé deux fois à ce seul titre, consécutivement ou non.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.2. Le gouvernement nomme le président du conseil d'administration pour un mandat d'au plus cinq ans.

En outre des mandats accomplis à titre de membre du conseil, le président du conseil peut être renouvelé deux fois à ce titre, consécutivement ou non.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.3. Les fonctions de président du conseil d'administration et de président-directeur général de la Société ne peuvent être cumulées.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.4. Le président du conseil d'administration préside les réunions du conseil et voit à son bon fonctionnement. En cas de partage, il a voix prépondérante.

Il voit également au bon fonctionnement des comités du conseil.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.5. Le président du conseil d'administration évalue la performance des autres membres du conseil d'administration selon les critères établis par celui-ci.

Il exerce, en outre, toute autre fonction que lui confie le conseil.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.6. Au moins les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants.

Un membre se qualifie comme tel s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions eu égard aux intérêts de la Société.

Un administrateur est réputé ne pas être indépendant:

1° s'il est ou a été, au cours des trois années précédant la date de sa nomination, à l'emploi de la Société ou de l'une de ses filiales en propriété exclusive;

2° s'il est à l'emploi du gouvernement, d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement au sens des articles 4 et 5 de la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01);

3° si un membre de sa famille immédiate fait partie de la haute direction de la Société ou de l'une de ses filiales.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.7. Le gouvernement peut adopter une politique concernant des situations qu'il entend examiner pour déterminer si un membre du conseil d'administration se qualifie comme administrateur indépendant. Il peut y préciser le sens qu'il entend donner à l'expression "membre de sa famille immédiate".

2006, c. 59, a. 49.

4.0.8. Le seul fait pour un membre du conseil d'administration ayant la qualité d'administrateur indépendant de se trouver, de façon ponctuelle, en situation de conflit d'intérêts, n'affecte pas sa qualification.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.9. Un membre du conseil d'administration nommé à titre d'administrateur indépendant doit dénoncer par écrit au conseil d'administration et au ministre toute situation susceptible d'affecter son statut.

2006, c. 59, a. 49.

4.0.10. Aucun acte ou document de la Société ni aucune décision du conseil d'administration de celle-ci ne sont invalides pour le motif que moins des deux tiers des membres du conseil sont indépendants.

2006, c. 59, a. 49.

4.1. A l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

1983, c. 15, a. 2.

4.2. Toute vacance parmi les membres du conseil est comblée suivant les règles de nomination prévues à leur égard et pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

Constitue notamment une vacance l'absence à un nombre de réunions du conseil déterminé par le règlement de la Société, dans les cas et les circonstances qui y sont indiqués.

1988, c. 36, a. 1; 1994, c. 13, a. 15; 2003, c. 8, a. 6; 2006, c. 3, a. 35; 2006, c. 59, a. 50.

5. En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil d'administration, celui-ci désigne, selon les priorités du conseil, le président d'un comité visé à l'article 7.6 pour le remplacer temporairement.

S. R. 1964, c. 86, a. 5; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 3; 1988, c. 36, a. 2; 1995, c. 5, a. 2; 2006, c. 59, a. 51.

6. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 6; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 4.

7. Le quorum du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres.

S. R. 1964, c. 86, a. 7; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 5.

7.1. Le conseil d'administration établit les orientations stratégiques de la Société, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante.

Le conseil est imputable des décisions de la Société auprès du gouvernement et le président du conseil est chargé d'en répondre auprès du ministre.

2006, c. 59, a. 52.

7.2. De plus, le conseil d'administration exerce notamment les fonctions suivantes:

1° adopter le plan stratégique;

2° approuver le plan d'immobilisation, le plan d'exploitation, les états financiers, le rapport annuel d'activités et le budget annuel de la Société;

3° approuver des règles de gouvernance de la Société;

4° approuver le code d'éthique applicable aux membres du conseil d'administration et ceux applicables aux dirigeants nommés par la Société et aux employés de celle-ci et de ses filiales en propriété exclusive, sous réserve d'un règlement pris en vertu des articles 3.0.1 et 3.0.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif

(chapitre M-30);

5° approuver les profils de compétence et d'expérience requis pour la nomination des membres du conseil;

6° approuver les critères d'évaluation des membres du conseil d'administration et ceux applicables au président-directeur général;

7° approuver les critères d'évaluation du fonctionnement du conseil;

8° établir les politiques d'encadrement de la gestion des risques associés à la conduite des affaires de la Société;

9° s'assurer que le comité de vérification exerce adéquatement ses fonctions;

10° déterminer les délégations d'autorité;

11° approuver, conformément à la loi, les politiques de ressources humaines ainsi que les normes et barèmes de rémunération, incluant une politique de rémunération variable, le cas échéant, et les autres conditions de travail des employés et des dirigeants nommés par la Société;

12° approuver le programme de planification de la relève des dirigeants nommés par la Société;

13° approuver la nomination des dirigeants autres que le président-directeur général et celle du principal dirigeant de chacune des filiales en propriété exclusive de la Société;

14° approuver les politiques de ressources humaines ainsi que les normes et barèmes de rémunération, incluant une politique de rémunération variable, le cas échéant, et les autres conditions de travail des employés et des dirigeants de chacune des filiales en propriété exclusive de la Société;

15° adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de la société incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires; ces mesures sont réalisées tous les trois ans par une firme indépendante.

2006, c. 59, a. 52.

7.3. La Société soumet à l'approbation du gouvernement la politique de rémunération variable visée aux paragraphes 11° et 14° de l'article 7.2.

2006, c. 59, a. 52.

7.4. Le conseil d'administration doit évaluer l'intégrité des contrôles internes, des contrôles de la divulgation de l'information ainsi que des systèmes d'information et approuver une politique de divulgation financière.

2006, c. 59, a. 52.

7.5. Le conseil d'administration s'assure de la mise en oeuvre des programmes d'accueil et de formation continue des membres du conseil.

2006, c. 59, a. 52.

7.6. Le conseil d'administration doit constituer les comités suivants:

1° un comité de gouvernance et d'éthique;

2° un comité de vérification;

3° un comité des ressources humaines.

Ces comités ne sont composés que de membres indépendants.

2006, c. 59, a. 52.

7.7. Le conseil d'administration peut constituer d'autres comités pour l'étude de questions particulières ou pour faciliter le bon fonctionnement de la Société.

2006, c. 59, a. 52.

7.8. Le président du conseil d'administration peut participer à toute réunion d'un comité.

2006, c. 59, a. 52.

7.9. Le comité de gouvernance et d'éthique a notamment pour fonctions:

1° d'élaborer des règles de gouvernance et un code d'éthique pour la conduite des affaires de la Société;

2° d'élaborer un code d'éthique applicable aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants nommés par la Société et aux employés de celle-ci et de ses filiales en propriété exclusive, sous réserve des dispositions d'un règlement pris en vertu des articles 3.0.1 et 3.0.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) lorsque celles-ci s'appliquent;

3° d'élaborer des profils de compétence et d'expérience pour la nomination des membres du conseil d'administration, à l'exception du président du conseil et du président-directeur général; ces profils doivent inclure une expérience de gestion pertinente à la fonction;

4° d'élaborer les critères d'évaluation des membres du conseil d'administration;

5° d'élaborer des critères pour l'évaluation du fonctionnement du conseil;

6° d'élaborer un programme d'accueil et de formation continue pour les membres du conseil d'administration.

Le comité effectue l'évaluation visée au paragraphe 5° conformément aux critères approuvés par le conseil d'administration.

2006, c. 59, a. 52.

7.10. Le comité de vérification doit compter parmi ses membres des personnes ayant une compétence en matière comptable ou financière.

Au moins un des membres du comité doit être membre de l'un des ordres professionnels de comptables mentionnés au Code des professions (chapitre C-26).

2006, c. 59, a. 52.

7.11. Le comité de vérification a notamment pour fonctions:

1° d'approuver le plan annuel de vérification interne;

2° de s'assurer qu'un plan visant une utilisation optimale des ressources de la Société soit mis en place et d'en assurer le suivi;

3° de veiller à ce que des mécanismes de contrôle interne soient mis en place et de s'assurer qu'ils soient adéquats et efficaces;

4° de s'assurer que soit mis en place un processus de gestion des risques;

5° de réviser toute activité susceptible de nuire à la bonne situation financière de la Société et qui est portée à son attention par le vérificateur interne ou un dirigeant;

6° d'examiner les états financiers avec le vérificateur général et le vérificateur externe nommé par le gouvernement;

7° de recommander au conseil d'administration l'approbation des états financiers.

2006, c. 59, a. 52.

7.12. Le comité de vérification doit aviser par écrit le conseil d'administration dès qu'il découvre des opérations ou des pratiques de gestion qui ne sont pas saines ou qui ne sont pas conformes aux lois, aux règlements ou aux politiques de la Société ou de ses filiales en propriété exclusive.

2006, c. 59, a. 52.

7.13. Les activités de la vérification interne s'exercent sous l'autorité du comité de vérification.

Le responsable de la vérification interne relève administrativement du président-directeur général.

2006, c. 59, a. 52.

7.14. Le comité des ressources humaines a notamment pour fonctions:

1° de s'assurer de la mise en place des politiques concernant les ressources humaines;

2° d'élaborer et de proposer un profil de compétence et d'expérience pour la nomination du président-directeur général;

3° d'élaborer et de proposer les critères d'évaluation du président-directeur général, et de faire des recommandations au conseil concernant la rémunération de celui-ci, à l'intérieur des paramètres fixés par le gouvernement;

4° de contribuer à la sélection des dirigeants;

5° d'établir un programme de planification de la relève des dirigeants nommés par la Société.

2006, c. 59, a. 52.

8. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 8; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 6; 1988, c. 36, a. 3; 1995, c. 5, a. 3; 2006, c. 59, a. 53.

9. Le gouvernement fixe, suivant le cas, le traitement, les allocations, les indemnités et les autres conditions de travail du président du conseil d'administration et des autres membres du conseil d'administration, lesquels sont payés sur les revenus de la Société.

S. R. 1964, c. 86, a. 9; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 7; 1988, c. 36, a. 4; 1995, c. 5, a. 4.

10. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 10; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 8.

11. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 11; 1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 8.

11.1. La Société a son siège sur le territoire de la Ville de Montréal.

1978, c. 41, a. 4; 1996, c. 2, a. 688.

11.2. (Abrogé).

1978, c. 41, a. 4; 1988, c. 36, a. 5; 1995, c. 5, a. 5; 1999, c. 40, a. 145; 2006, c. 59, a. 53.

11.2.1. Les membres du conseil d'administration peuvent, si tous sont d'accord, participer à une assemblée du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ils sont alors réputés avoir assisté à l'assemblée.

1993, c. 33, a. 1.

11.3. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration approuvés par ce dernier sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés conformes par un dirigeant autorisé à cette fin par un règlement de la Société.

1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 9; 1999, c. 40, a. 145.

11.4. (Abrogé).

1978, c. 41, a. 4; 1983, c. 15, a. 10.

11.5. Les règlements de la Société, à l'exception de ceux qui traitent des matières visées dans le sous-paragraphe d du paragraphe 2 de l'article 185 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), entrent en vigueur à la date de leur approbation par le gouvernement ou à toute date ultérieure qu'il détermine.

Ces règlements n'ont pas à être ratifiés par l'actionnaire.

1981, c. 18, a. 2; 1983, c. 15, a. 11.

SECTION II.2

NOMINATION ET FONCTIONS DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

11.6. Le gouvernement, sur la recommandation du conseil d'administration, nomme le président-directeur général en tenant compte du profil de compétence et d'expérience établi par la Société.

Le mandat du président-directeur général est d'au plus cinq ans.

Le conseil d'administration fixe la rémunération et les autres conditions de travail du président-directeur général à l'intérieur des paramètres que le gouvernement détermine.

2006, c. 59, a. 54.

11.7. Si le conseil d'administration ne recommande pas, conformément à l'article 11.6, la nomination d'un candidat au poste de président-directeur général dans un délai raisonnable, le gouvernement peut nommer celui-ci après en avoir avisé les membres du conseil.

2006, c. 59, a. 54.

11.8. Le président-directeur général assume la direction et la gestion de la Société dans le cadre de ses règlements et de ses politiques.

Il propose au conseil d'administration les orientations stratégiques ainsi que les plans d'immobilisation et d'exploitation de la Société.

Il exerce, en outre, toute autre fonction que lui confie le conseil.

2006, c. 59, a. 54.

11.9. Le président-directeur général doit s'assurer que le conseil d'administration dispose, à sa demande et en vue de l'accomplissement de ses fonctions et de celles de ses comités, de ressources humaines, matérielles et financières adéquates.

2006, c. 59, a. 54.

11.10. En cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur général, le conseil d'administration peut désigner un membre du personnel de la Société pour en exercer les fonctions.

2006, c. 59, a. 54.

11.11. Le président-directeur général peut également être désigné sous le titre de « président et chef de la direction ».

2006, c. 59, a. 54.

SECTION II.3 PLAN STRATÉGIQUE

11.12. Le plan stratégique de la Société est établi suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement. Il doit notamment indiquer:

- 1° le contexte dans lequel évolue la Société et les principaux enjeux auxquels elle fait face;
- 2° les objectifs et les orientations stratégiques de la Société;
- 3° les résultats visés au terme de la période couverte par le plan;
- 4° les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats;
- 5° tout autre élément déterminé par le ministre.

2006, c. 59, a. 54.

11.13. Le plan stratégique de la Société est soumis à l'approbation du gouvernement.

2006, c. 59, a. 54.

12. *(Abrogé).*

S. R. 1964, c. 86, a. 12; 1978, c. 41, a. 1; 1999, c. 40, a. 145.

13. *(Article renuméroté).*

S. R. 1964, c. 86, a. 13; 1978, c. 41, a. 1; 1999, c. 40, a. 145; 2006, c. 59, a. 46.

 Voir article 3.1.1.

14. *(Article renuméroté).*

S. R. 1964, c. 86, a. 14; 1968, c. 35, a. 1; 1978, c. 41, a. 1; 1999, c. 40, a. 145; 2006, c. 59, a. 46.

 Voir article 3.1.2.

15. (Article renuméroté).

1968, c. 35, a. 2; 1978, c. 41, a. 1; 2006, c. 59, a. 46.



Voir article 3.1.3.

SECTION II.4

DIVIDENDES ET REDEVANCES

15.1. Les dividendes à être versés par la Société sont déclarés une fois l'an par le gouvernement dans les trente jours suivant la transmission par la Société au gouvernement des renseignements financiers relatifs au surplus susceptible de distribution. Ils sont payables suivant les modalités que détermine le gouvernement. Ils ne peuvent excéder, pour un exercice financier donné, le surplus susceptible de distribution tel qu'établi ci-après.

1981, c. 18, a. 3.

15.2. Le surplus susceptible de distribution pour un exercice financier donné est égal à 75% du résultat net de la Société. Ce résultat net est déterminé sur la base des états financiers consolidés annuels établis selon les principes comptables généralement reconnus.

Toutefois, à l'égard d'un exercice financier, il ne peut être déclaré aucun dividende dont le paiement aurait pour effet de réduire à moins de 25% le taux de capitalisation de la Société à la fin de cet exercice.

1981, c. 18, a. 3; 2010, c. 20, a. 58.

15.3. (Abrogé).

1981, c. 18, a. 3; 2010, c. 20, a. 59.

15.4. Le taux de capitalisation, à la fin d'un exercice financier, est le rapport existant entre le montant total des capitaux propres de la Société, déduction faite du dividende déclaré à l'égard de cet exercice, et le montant total de sa dette à long terme et de ses capitaux propres, déduction faite du dividende déclaré à l'égard du même exercice.

1981, c. 18, a. 3; 2010, c. 20, a. 60.

15.5. Pour l'établissement du taux de capitalisation de la Société à la fin d'un exercice financier, la dette à long terme inclut toute dette de la Société dont le terme contractuel d'échéance est de plus de douze mois, déduction faite des fonds d'amortissement; elle inclut également tous les billets à payer. De plus, tout emprunt contracté en monnaie étrangère doit être considéré en tenant compte du taux de change applicable selon les principes comptables généralement reconnus.

1981, c. 18, a. 3.

15.6. Après l'expiration du délai mentionné à l'article 15.1, le surplus susceptible de distribution ou partie de ce dernier qui n'a pas été déclaré en dividende ne peut plus être distribué à l'actionnaire sous forme de dividende.

1981, c. 18, a. 3.

15.7. La Société effectue, à la demande du gouvernement, des versements provisionnels dont le total ne doit pas excéder le moindre des montants suivants: le dividende déclaré pour l'exercice financier précédent ou le surplus susceptible de distribution projeté de temps à autre par la Société pour l'exercice financier en cours.

Advenant que le total des versements provisionnels faits par la Société à l'égard d'un exercice financier excède le dividende qui est déclaré pour cet exercice financier en vertu de l'article 15.1, l'excédent est remboursé à la Société par le ministre des Finances.

1981, c. 18, a. 3.

16. La Société ne paie aucun loyer ou redevance au gouvernement, à l'exception des redevances prévues au deuxième alinéa de l'article 32 et à l'article 68 de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13) et elle ne paie aucune taxe ou contribution en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3); il en est de même des compagnies dont elle détient au moins 90% des actions.

Toutefois:

a) la Société paie, sur son capital consolidé, pour elle-même et ses filiales, la taxe sur le capital prévue à la partie IV de la Loi sur les impôts;

b) la Société et les compagnies dont elle détient au moins 90% des actions paient la taxe sur les services publics prévue à la partie VI.4 de la Loi sur les impôts.

1973, c. 19, a. 1; 1978, c. 41, a. 1; 1981, c. 18, a. 4; 2005, c. 23, a. 29; 2006, c. 24, a. 15.

SECTION II.5

DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17. Les membres du conseil d'administration ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Société ou les membres de son conseil d'administration agissant en leur qualité officielle.

Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Société.

S. R. 1964, c. 86, a. 15; 1969, c. 34, a. 2; 1978, c. 41, a. 5.

18. Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 17.

S. R. 1964, c. 86, a. 16; 1969, c. 34, a. 2; 1974, c. 11, a. 2; 1979, c. 37, a. 43.

18.1. La Société assume la défense d'un membre du conseil d'administration qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions et paie, le cas échéant, pour le préjudice résultant de cet acte, sauf s'il a commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de ses fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, la Société n'assume le paiement des dépenses d'un membre du conseil que lorsqu'il a été libéré ou acquitté ou lorsque la Société estime que celui-ci a agi de bonne foi.

2006, c. 59, a. 57.

18.2. La Société assume les dépenses d'un membre du conseil d'administration qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions, si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Si la Société n'obtient gain de cause qu'en partie, le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

2006, c. 59, a. 57.

19. Un membre du conseil d'administration qui exerce des fonctions à temps plein au sein de la Société ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Si un tel intérêt lui échoit, notamment par succession ou donation, il doit y renoncer ou en disposer avec diligence.

Tout autre membre du conseil qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société doit dénoncer par écrit cet intérêt au président du conseil d'administration et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit, en outre, se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre du conseil de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein de la Société par lesquelles il serait aussi visé.

Un membre du conseil d'administration peut détenir les actions requises pour être éligible comme administrateur d'une compagnie dont la Société a acquis des actions suivant l'article 39 ou de Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited.

S. R. 1964, c. 86, a. 17; 1969, c. 34, a. 3; 1978, c. 41, a. 6; 2006, c. 59, a. 58.

SECTION II.6

RAPPORT ANNUEL ET RENSEIGNEMENTS

20. La Société doit transmettre au ministre chaque année ses états financiers et un rapport d'activités comportant un état détaillé des biens en sa possession.

Le ministre dépose les états financiers et le rapport d'activités devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

S. R. 1964, c. 86, a. 19; 1968, c. 9, a. 90; 1978, c. 41, a. 1; 2006, c. 59, a. 60.

20.1. Le rapport annuel d'activités de la Société doit notamment contenir un sommaire du rapport présenté au conseil d'administration par:

1° le comité de gouvernance et d'éthique, portant sur les activités réalisées pendant l'année financière, incluant un sommaire de l'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration;

2° le comité de vérification, portant sur l'exécution de son mandat et sur le plan d'utilisation optimale des ressources;

3° le comité des ressources humaines, portant sur l'exécution de son mandat.

Le rapport doit également faire état des résultats de l'application des mesures d'étalonnage adoptées par le conseil d'administration.

2006, c. 59, a. 61.

20.2. La Société doit, en outre, rendre public le code d'éthique des employés.

2006, c. 59, a. 61.

20.3. Le rapport annuel d'activités de la Société doit comprendre une section portant sur la gouvernance de celle-ci, incluant notamment les renseignements suivants concernant les membres du conseil d'administration:

1° la date de nomination et la date d'échéance du mandat de tout membre ainsi que des indications concernant son statut de membre indépendant;

2° l'identification de tout autre conseil d'administration sur lequel un membre siège;

3° un résumé du profil de compétence et d'expérience de chacun des membres du conseil d'administration et un état de leur assiduité aux réunions du conseil et des comités;

4° le code d'éthique et les règles de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration.

2006, c. 59, a. 61.

20.4. Le rapport annuel d'activités de la Société doit notamment indiquer:

1° la rémunération et les avantages versés à chacun des membres du conseil;

2° la rémunération, y compris la rémunération variable et les autres avantages, versée à chacun des cinq dirigeants les mieux rémunérés de la Société;

3° la rémunération, y compris la rémunération variable et les autres avantages, des administrateurs et des cinq dirigeants les mieux rémunérés de toute filiale en propriété exclusive de la Société;

4° les honoraires payés au vérificateur externe.

2006, c. 59, a. 61.

21. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 20; 1973, c. 19, a. 2; 1978, c. 41, a. 1; 2006, c. 59, a. 62.

21.1. La Société doit fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert concernant celle-ci et ses filiales.

1978, c. 41, a. 7; 2006, c. 59, a. 63.

21.2. (Abrogé).

1981, c. 18, a. 5; 1983, c. 15, a. 12; 2006, c. 59, a. 64.

21.3. (Abrogé).

1983, c. 15, a. 13; 1996, c. 61, a. 122; 2006, c. 59, a. 64.

21.4. (Abrogé).

1996, c. 46, a. 1; 1996, c. 61, a. 124.

SECTION II.7 VÉRIFICATION

21.5. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un vérificateur externe nommé par le gouvernement. La rémunération de ce dernier est payée à même les revenus de la Société. Leur rapport conjoint doit accompagner le rapport annuel d'activités de la Société.

2006, c. 59, a. 65.

SECTION III OBJETS DE LA SOCIÉTÉ

22. La Société a pour objets de fournir de l'énergie et d'oeuvrer dans le domaine de la recherche et de la

promotion relatives à l'énergie, de la transformation et de l'économie de l'énergie, de même que dans tout domaine connexe ou relié à l'énergie.

La Société doit notamment assurer l'approvisionnement en électricité patrimoniale tel qu'établi par la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01).

Le gouvernement fixe les caractéristiques de l'approvisionnement des marchés québécois en électricité patrimoniale pour un volume de 165 térawattheures. Cet approvisionnement doit inclure tous les services nécessaires et généralement reconnus pour en assurer la sécurité et la fiabilité.

S. R. 1964, c. 86, a. 22; 1978, c. 41, a. 1; 1981, c. 18, a. 6; 1983, c. 15, a. 15; 2000, c. 22, a. 62.

22.0.1. Les tarifs et les conditions auxquels l'énergie est distribuée sont fixés par la Régie.

Toutefois, malgré le paragraphe 1° de l'article 31 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01), le gouvernement peut fixer à l'égard d'un contrat spécial qu'il détermine les tarifs et les conditions auxquels l'électricité est distribuée par la Société à un consommateur ou à une catégorie de consommateurs.

1983, c. 15, a. 15; 1996, c. 61, a. 123; 2000, c. 22, a. 63.

22.1. Pour la réalisation de ses objets, la Société prévoit notamment les besoins du Québec en énergie et les moyens de les satisfaire dans le cadre des politiques énergétiques que le gouvernement peut, par ailleurs, établir.

La Société peut mettre en oeuvre des programmes d'économie d'énergie; à cette fin elle peut accorder une aide technique ou financière.

1978, c. 41, a. 8; 1981, c. 18, a. 7; 1983, c. 15, a. 16.

23. La Société est tenue de fournir de l'électricité à toute municipalité dans le territoire de laquelle elle n'en distribue pas, qui est désireuse d'en faire elle-même la distribution et qui se conforme à la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (chapitre S-41), à moins que la Société ne soit pas alors en mesure de desservir économiquement ce territoire.

Elle doit également, sous la même réserve, dans un territoire où elle ne distribue pas d'électricité, en fournir à toute coopérative d'électricité qui lui en fait la demande.

La Société doit fournir à toute municipalité qui désire se prévaloir des dispositions du premier alinéa du présent article tous les renseignements requis pour l'étude du projet.

S. R. 1964, c. 86, a. 23; 1978, c. 41, a. 1; 1983, c. 15, a. 17; 1988, c. 23, a. 89; 1996, c. 2, a. 689.

24. La Société doit maintenir ses tarifs d'énergie à un niveau suffisant pour défrayer au moins:

1° tous les frais d'exploitation;

2° l'intérêt sur sa dette;

3° l'amortissement de ses immobilisations sur une période maximum de cinquante ans.

S. R. 1964, c. 86, a. 24; 1973, c. 19, a. 4; 1978, c. 41, a. 1; 1979, c. 81, a. 21; 1981, c. 18, a. 8; 1983, c. 15, a. 18.

24.1. Le gouvernement peut diminuer le coût de fourniture de l'électricité patrimoniale alloué à chaque catégorie de consommateurs prévu à l'article 52.2 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01).

2000, c. 22, a. 64.

25. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 25; 1973, c. 19, a. 5; 1978, c. 41, a. 1; 1979, c. 81, a. 22; 1981, c. 18, a. 9.

26. Les décisions prises par la Société en vertu de la présente section ne sont point soumises à révision par les tribunaux et nul ne peut invoquer les dispositions de la présente section à l'encontre d'un tarif fixé par la Régie ou par le gouvernement ou d'une obligation contractée envers la Société.

S. R. 1964, c. 86, a. 26; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 61, a. 125.

SECTION IV FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

27. Avec l'autorisation du gouvernement, la Société peut emprunter de l'argent et émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada.

S. R. 1964, c. 86, a. 27; 1978, c. 41, a. 1.

27.1. Le deuxième alinéa de l'article 3 ne s'applique pas aux certificats émis en remplacement de billets, d'obligations, de débentures et d'autres effets négociables pour des emprunts effectués avant le 1^{er} octobre 1978.

1978, c. 41, a. 9.

27.2. La Société peut également, avec l'autorisation du gouvernement, pourvoir à son financement par tout autre moyen et conclure tout contrat à cet égard.

1993, c. 33, a. 3.

27.3. Les autorisations prévues par les articles 27 et 27.2 ne sont toutefois pas requises si l'emprunt ou le financement de la Société est effectué dans le cadre d'un régime d'emprunt ou de financement autorisé par le gouvernement.

Le gouvernement approuve le montant maximum, les principales caractéristiques et les limites applicables aux transactions visées par chaque régime d'emprunt ou de financement. La valeur nominale, les autres caractéristiques, les modalités et les conditions particulières de chacune de ces transactions sont établies par la Société.

La Société peut autoriser généralement une personne à conclure toute transaction d'emprunt ou de financement en vertu d'un régime visé au premier alinéa, à en établir les montants et les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacune de ces transactions.

1993, c. 33, a. 3.

27.4. La Société peut, aux fins de la présente section, acquérir tout bien. Elle peut également à ces fins, louer, céder, aliéner ou grever tout bien sauf s'il s'agit d'un immeuble destiné à la production, au transport ou à la distribution d'énergie.

1993, c. 33, a. 3.

28. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tous emprunts effectués par la Société en vertu de la présente loi.

Le gouvernement peut également garantir l'exécution de toute obligation de ladite Société pour le paiement de sommes d'argent.

Le gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé

nécessaire pour ses opérations; ces avances portent intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le détermine le gouvernement.

Les fonds requis pour avances ou garanties en vertu du présent article, sont pris sur le fonds consolidé du revenu.

S. R. 1964, c. 86, a. 28; 1978, c. 41, a. 1.

SECTION V

POUVOIRS SPÉCIAUX DE LA SOCIÉTÉ

29. La Société peut produire, acquérir, vendre, transporter et distribuer de l'énergie.

La Société peut, à cette fin, construire, acheter ou louer tous immeubles, constructions ou appareils requis.

La Société peut disposer de tout sous-produit provenant de ses opérations et le transformer; elle peut fabriquer tous appareils nécessaires pour ses fins ou pour l'utilisation d'énergie par elle-même ou par d'autres personnes et faire le commerce de tels appareils.

La Société peut acquérir ou louer tous immeubles requis pour y établir des usines, des bureaux, magasins ou entrepôts et elle peut louer, dans ses immeubles, l'espace qui n'est pas requis pour ses propres fins.

La Société peut acquérir, par transfert ou permis, des brevets d'invention et elle peut en disposer.

La Société peut, pour ses fins, acquérir, louer, céder, aliéner ou grever tout bien meuble.

Toutefois la construction d'immeubles destinés à la production d'électricité par la Société doit être préalablement autorisée par le gouvernement dans les cas et aux conditions qu'il détermine.

La Société peut céder par emphytéose tout immeuble lorsque la poursuite de ses opérations le requiert ou aliéner tout immeuble dont elle n'a plus besoin pour la poursuite de ses opérations.

La Société peut, elle-même ou par l'entremise d'une filiale constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), seule ou en association avec d'autres personnes, agir comme conseiller dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'énergie et fournir des services reliés à son savoir-faire et à l'expérience qu'elle a acquise dans ces domaines, lorsqu'il s'agit de travaux ou services destinés à être effectués ou utilisés hors du Québec.

S. R. 1964, c. 86, a. 29; 1978, c. 41, a. 1, a. 10; 1983, c. 15, a. 19; 1993, c. 33, a. 4; 1999, c. 40, a. 145; 2000, c. 22, a. 65.

30. La Société peut placer des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, aux conditions fixées par entente avec la municipalité concernée. À défaut d'une telle entente, la Régie, à la demande de la Société, fixe ces conditions, qui deviennent obligatoires pour les parties.

Tout préposé de la Société peut pénétrer à toute heure raisonnable sur tout immeuble pour installer les conduits, fils et autres appareils requis pour la fourniture d'énergie ou pour les réparer et faire tous travaux requis à cette fin, à charge de réparer tout préjudice qui pourrait être causé.

S. R. 1964, c. 86, a. 30; 1975, c. 31, a. 4; 1978, c. 41, a. 1; 1988, c. 8, a. 86; 1996, c. 61, a. 127; 1999, c. 40, a. 145; 2003, c. 19, a. 202.

31. 1. Les conduits, fils, compteurs et autres appareils placés par la Société dans tout immeuble ne peuvent être saisis par le propriétaire de l'immeuble ni sur lui et ils ne font pas partie de l'immeuble où ils sont placés.

2. Lorsque la Société a vendu un bien meuble et que le prix n'en a pas été payé, elle peut exercer le droit de revendiquer le bien, à la seule condition que le bien puisse être identifié, malgré l'article 1741 du Code civil.

3. Les biens en la possession de la Société sont imprescriptibles au même titre que les biens du domaine de l'État. Cette disposition ne s'applique pas aux créances dues à la Société ou dont elle est redevable, lesquelles sont soumises aux prescriptions de droit commun.

4. La Société a une hypothèque légale pour le prix de l'énergie fournie pour l'exploitation d'entreprises industrielles ou commerciales.

Cette hypothèque légale porte sur les biens du débiteur désignés dans l'avis d'inscription et servant à l'exploitation de ces entreprises.

S. R. 1964, c. 86, a. 31; 1978, c. 41, a. 1; 1983, c. 15, a. 20; 1992, c. 57, a. 588; 1999, c. 40, a. 145.

32. Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune ou le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, chacun suivant sa compétence, peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions fixées par ce dernier, mettre à la disposition de la Société à des fins d'exploitation les immeubles ou les forces hydrauliques qui font partie du domaine de l'État et qui sont requis pour les objets de la Société.

La Société verse à compter du 1^{er} janvier 2007 une redevance dans le Fonds des générations, pour ces forces hydrauliques qu'elle exploite, selon les modalités prévues à l'article 69.3 de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13).

Le taux de cette redevance est de 0,625 \$ par 1 000 kilowatts-heures calculé au 1^{er} janvier 2006 et est ensuite indexé en date du 1^{er} janvier de chaque année selon l'augmentation en pourcentage, par rapport à l'année précédente, de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Lois révisées du Canada (1985), chapitre S-19). À cette fin, l'indice des prix à la consommation pour une année est la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels pour les 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Si une moyenne annuelle ou le pourcentage calculé en vertu du troisième alinéa ou si le taux de redevance ainsi indexé comporte plus de deux décimales, les deux premières seulement sont retenues et la deuxième est augmentée d'une unité si la troisième est égale ou supérieure à 5.

Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune publie à la *Gazette officielle du Québec* le taux de redevance ainsi indexé.

S. R. 1964, c. 86, a. 32; 1973, c. 19, a. 6; 1978, c. 41, a. 1; 1979, c. 81, a. 23; 1983, c. 15, a. 21; 1994, c. 13, a. 15; 1994, c. 17, a. 75; 1999, c. 40, a. 145; 1999, c. 36, a. 158; 2003, c. 8, a. 6; 2006, c. 3, a. 35; 2006, c. 24, a. 16.



Pour l'année 2011, le taux de la redevance que la Société doit verser dans le Fonds des générations s'élève à 0,680 \$ par 1 000 kilowatts-heures d'énergie brute générée. (2010) 142 G.O. 1, 1333.

33. Avec l'autorisation du gouvernement, la Société peut:

1° (paragraphe abrogé);

2° vendre son système de distribution de gaz manufacturé, avec les terrains, constructions, ouvrages, servitudes et autres biens et droits s'y rattachant, et consentir, comme actionnaire de Montreal Coke & Manufacturing Company et de Keystone Transports Limited, à la vente des actifs respectifs de ces compagnies;

3° acquérir, par voie d'expropriation:

a) toutes forces hydrauliques non exploitées;

b) tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour l'exploitation des forces hydrauliques détenues par la Société ou pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;

c) tous immeubles requis pour la construction de chemins destinés à donner accès aux usines de la Société ou à remplacer des chemins rendus inutilisables par ses travaux.

L'autorisation du Parlement est requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de deux cents chevaux et des immeubles requis pour son exploitation et pour la production, la transmission ou la distribution de l'énergie en provenant.

S. R. 1964, c. 86, a. 33; 1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 1; 1978, c. 41, a. 1, a. 11.

34. Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le gouvernement peut autoriser la Société à l'exproprier en entier et la Société peut alors disposer de la partie dont elle n'a pas besoin.

S. R. 1964, c. 86, a. 34; 1978, c. 41, a. 1.

35. Les pouvoirs d'expropriation accordés à la Société peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée.

S. R. 1964, c. 86, a. 35; 1978, c. 41, a. 1.

36. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acheter ou louer ou autrement se procurer toutes forces hydrauliques, immeubles ou droits réels situés partie dans le Québec et partie dans une province voisine, ou situés entièrement dans une province limitrophe mais dans le voisinage immédiat de la frontière séparant le Québec de la province limitrophe, et y exécuter tous travaux du genre de ceux autorisés par la présente section, et faire à cette fin tout contrat jugé opportun.

S. R. 1964, c. 86, a. 36; 1978, c. 41, a. 1.

37. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, faire avec le gouvernement du Canada, toute entente jugée opportune et accomplir toute formalité jugée nécessaire.

S. R. 1964, c. 86, a. 37; 1978, c. 41, a. 1.

38. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale autre que le chapitre 20 des lois de 1943.

S. R. 1964, c. 86, a. 38.

39. La Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, acquérir ou détenir des actions d'une personne morale dans une proportion supérieure à 50% ou dans une proportion suffisante pour élire la majorité des administrateurs de cette personne morale.

Lorsque la Société acquiert ou détient ainsi des actions d'une personne morale, celle-ci ne peut elle-même, sans l'autorisation du gouvernement, acquérir ou détenir des actions d'une autre personne morale dans l'une ou l'autre de ces proportions.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas à une personne morale dans laquelle la Société détient des actions le 26 avril 1983.

S. R. 1964, c. 86, a. 40; 1978, c. 41, a. 1; 1983, c. 15, a. 22; 1999, c. 40, a. 145.

SECTION V.1

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES

39.1. La Société d'énergie de la Baie James, compagnie constituée par lettres patentes délivrées par le lieutenant-gouverneur en vertu de l'article 21 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (chapitre D-8), ci-après appelée «la compagnie», a pour objet de poursuivre, pour le compte de la Société, les travaux de développement des ressources hydro-électriques du bassin de La Grande Rivière et des bassins adjacents pour la Phase I du Complexe La Grande, soit l'aménagement des sites des centrales LG 2, LG 3 et LG 4 et des ouvrages de détournement des rivières Caniapiscau, Eastmain, Opinaca et Petite Opinaca.

Elle a également pour objets ceux qui lui sont conférés par ses lettres patentes; ces lettres patentes peuvent être modifiées par lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la Partie I de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 23.

39.2. La totalité des actions émises par la compagnie est détenue par la Société qui en exerce tous les droits.

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 24.

39.3. La compagnie a les pouvoirs d'une compagnie constituée en vertu des dispositions de la partie I de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) et est régie par ces dispositions sauf quant à celles qui sont incompatibles avec la présente loi.

1978, c. 41, a. 12.

39.4. (*Abrogé*).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 25.

39.5. Les affaires de la compagnie sont administrées par un conseil d'administration composé d'au plus neuf membres nommés par la Société pour un terme n'excédant pas deux ans.

Ces membres sont les administrateurs de la compagnie au sens de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), toutefois la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 26.

39.5.1. À l'expiration de leur mandat, les administrateurs demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

1983, c. 15, a. 26.

39.6. (*Abrogé*).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 27.

39.7. (*Abrogé*).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 27.

39.8. Les opérations de la compagnie dans le territoire décrit à l'annexe de la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (chapitre D-8.2) ne sont pas régies par les dispositions de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13) et de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 28; 1988, c. 23, a. 90; 1988, c. 8, a. 87; 1997, c. 83, a. 44; 2001, c. 61, a. 17.

39.9. (Abrogé).

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 29.

39.10. Les articles 17 à 19 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la compagnie ainsi qu'aux membres de son conseil d'administration.

1978, c. 41, a. 12; 1983, c. 15, a. 30.

39.11. Les actifs acquis par la Société d'énergie de la Baie James dans le territoire décrit à l'annexe de la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (chapitre D-8.2) pour le développement des ressources hydro-électriques du bassin de la Grande Rivière et des parties des bassins adjacents pour le Complexe La Grande sont transférés à Hydro-Québec aux dates et selon les modalités établies par entente entre les deux personnes morales.

1978, c. 41, a. 27 (*partie*); 1999, c. 40, a. 145; 2001, c. 61, a. 17.

39.12. La compagnie peut conclure toute entente avec la Régie des installations olympiques aux fins du parachèvement de l'immeuble connu sous le nom de «Stade olympique de Montréal».

1980, c. 36, a. 1.

SECTION VI TAXATION

40. La Société doit payer toutes les taxes municipales et scolaires imposées sur les immeubles qu'elle possède, à l'exclusion des centrales et des barrages.

Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 16, elle n'est assujettie à aucune autre imposition.

Néanmoins, la Société peut, nonobstant toute disposition législative au contraire, faire avec des municipalités et avec des commissions scolaires des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Société et par telles municipalités et commissions scolaires entre le 1^{er} janvier 1945 et le 1^{er} avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le 1^{er} janvier 1945.

Les ententes conclues postérieurement au 1^{er} avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entrent en vigueur dès leur approbation par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 86, a. 41; 1978, c. 41, a. 1; 1981, c. 18, a. 10; 1988, c. 84, a. 619; 1996, c. 2, a. 690; 1999, c. 40, a. 145.

SECTION VII Abrogée, 1996, c. 2, a. 691.

41. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 43; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 2, a. 691.

42. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 44; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 2, a. 691.

43. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 45; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 2, a. 691.

44. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 46; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 2, a. 691.

45. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 47; 1978, c. 41, a. 1; 1996, c. 2, a. 691.

SECTION VIII
DISPOSITIONS SPÉCIALES

46. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 48; 1978, c. 41, a. 1; 1988, c. 23, a. 91.

47. (Abrogé).

S. R. 1964, c. 86, a. 49; 1978, c. 41, a. 1; 2005, c. 7, a. 67.

48. La Société peut se prévaloir des dispositions des articles 26, 27, 28, 29 et 32 du chapitre 66 des Lois du Québec, 1897-1898.

Elle peut aussi se prévaloir des dispositions des articles 16, 18 et 19 de la loi 12 Victoria, chapitre 183 (Statuts provinciaux du Canada) et de l'article 20 de ladite loi modifié par l'article 8 du chapitre 61 des Lois du Québec, 1872.

S. R. 1964, c. 86, a. 50; 1978, c. 41, a. 1.



Lois du Québec, 1897-1898, chapitre 66; Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la compagnie royale d'électricité (...)

— *article 26: pénalité en cas de raccordement illégal au réseau électrique ou de modification non permise aux compteurs et autres appareils;*

— *article 27: suspension du service en cas de défaut de paiement;*

— *article 28: droit d'accès aux lieux desservis aux fins de débranchement;*

— *article 29: modifications contractuelles possibles aux articles 27 et 28;*

— *article 32: recouvrement des pénalités.*

Statuts provinciaux du Canada (1849), 12 Victoria, chapitre 183; Acte pour amender l'Acte d'Incorporation de la Nouvelle Compagnie du Gaz de Montréal, et pour étendre les pouvoirs de la dite Compagnie

— *article 16: pénalité en cas de dommages ou de modifications aux gazomètres et autres appareils;*

— *article 18: recouvrement des dommages causés par négligence ou accident; recouvrement du montant représentant l'excédent de gaz obtenu sans droit;*

— *article 19: pénalité en cas de raccordement illégal au réseau de gaz;*

— *article 20: suspension du service en cas de défaut de paiement; droit d'accès aux lieux desservis.*

48.1. Les opérations de la Société dans le territoire décrit à l'annexe de la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (chapitre D-8.2) ne sont pas régies par les dispositions de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13) et de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

1983, c. 15, a. 31; 1988, c. 23, a. 92; 1988, c. 8, a. 88; 1997, c. 83, a. 44; 2001, c. 61, a. 17.

SECTION IX

RÉGIME DE RETRAITE

49. La Société est autorisée à établir par règlement un régime de retraite pour ses membres nommés après le 30 juin 1973 et pour ses employés, y compris des prestations au cas d'invalidité ou de décès, et à adopter toutes dispositions jugées nécessaires à cette fin.

Elle peut déterminer les rentes et prestations payables à ses employés ou à des tiers, les modalités de paiement desdites rentes et prestations, le taux de contribution de la Société et celui de ses employés ainsi que les autres conditions du droit à ces rentes et prestations.

Ce règlement peut déterminer:

1° que seuls le participant, le bénéficiaire ou leurs mandataires peuvent faire une demande de communication ou de rectification des renseignements contenus au régime;

2° le mode et la fréquence des demandes de communication et de rectification;

3° le délai accordé au responsable de l'accès pour donner suite à une telle demande.

Le présent article s'applique malgré les articles 83, 94 et 98 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1977, c. 22, a. 56; 1978, c. 41, a. 1; 1987, c. 68, a. 79.

49.1. Le conseil d'administration peut, par règlement, modifier le régime de retraite pour accorder à ceux des membres de la Commission hydroélectrique de Québec nommés entre le 30 juin 1973 et le 1^{er} octobre 1978 et qui cessent de participer au régime de retraite, une rente de retraite immédiate ou différée à leur choix ainsi que les autres avantages prévus dans ce régime de retraite.

1978, c. 41, a. 13.

50. La Société peut, par règlement, prévoir, aux conditions qu'elle y fixe, la participation à ce régime des employés des compagnies dont elle détient 90% des actions soit qu'ils entrent au service de la Société ou qu'ils demeurent au service d'une de ces compagnies.

A cette fin, et pour toutes autres fins de son régime de retraite, la Société peut conclure des ententes avec:

a) chacune de ces compagnies;

b) les compagnies ou sociétés qui assurent les régimes de retraite de ces compagnies ou des coopératives d'électricité dont elle a acquis les biens;

c) les fiduciaires qui administrent les caisses de retraite de ces compagnies;

d) le gouvernement du Canada relativement aux rentes sur l'État.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1.

51. La caisse de retraite est constituée et alimentée par les contributions et sommes suivantes:

- a) une contribution de chaque participant et une contribution de son employeur;
- b) les actifs accumulés en vertu du règlement numéro 12 modifié d'Hydro-Québec sous l'autorité de la Loi assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de la présente loi;
- c) la Caisse de retraite remise à la Société par Montreal Trust Company, en vertu du paragraphe 10 de l'article 4 de la Loi établissant la Commission hydro-électrique de Québec (1944, chapitre 22);
- d) toute caisse de retraite qui pourra être remise à la caisse de retraite d'Hydro-Québec à la suite d'une entente.

Si la caisse ainsi constituée est ou devient insuffisante pour faire face aux rentes et prestations prévues, la Société doit combler le déficit par une ou plusieurs contributions spéciales dont elle détermine les modalités.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1.

52. A même la caisse ainsi constituée, la Société doit:

- a) continuer à verser les rentes de retraite accordées par Montreal Light, Heat & Power Consolidated avant le 15 avril 1944 ou par la Société après cette date en vertu de l'article 17 des règlements de ladite compagnie;
- b) verser les rentes et prestations payables en vertu du régime de retraite d'une compagnie ou d'une coopérative d'électricité au sujet duquel elle a conclu une entente pour la remise de la caisse de ce régime;
- c) verser les rentes et prestations payables en vertu du règlement numéro 12 ou d'un nouveau règlement.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1.

53. L'administration du régime de retraite de la Société est confiée à un comité désigné sous le nom de Comité de retraite d'Hydro-Québec.

La composition et les pouvoirs de ce comité sont déterminés par règlement.

Toutefois, seule la Société est chargée, à titre de fiduciaire, de la gestion de la caisse de retraite.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1.

54. Les actifs de la caisse de retraite doivent être placés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1).

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1989, c. 38, a. 319.

55. Tout règlement adopté en vertu de la présente section est soumis à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) et n'entre en vigueur qu'après approbation du gouvernement.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1989, c. 38, a. 319.

56. Toute créance de rente, prestation ou remboursement découlant de la présente section est incessible et insaisissable.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3.

57. Les dispositions de tout règlement adopté en vertu de la présente section et les modifications des régimes de retraite des compagnies dont la Société a acquis 90% des actions et des coopératives d'électricité dont elle a acquis les biens ne doivent pas avoir pour effet de réduire les crédits de rente des participants à l'égard de leur rémunération et de leurs services ou participation avant le 1^{er} janvier 1966, sauf, pour chaque régime, du consentement des deux-tiers des participants.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1.

58. Aucune modification des dispositions d'un régime de retraite d'une compagnie ou d'une coopérative d'électricité ne doit avoir pour effet de réduire les crédits de rente des participants à l'égard de leur rémunération et de leurs services ou participation avant la date d'acquisition des actions de la compagnie ou des actifs de la coopérative d'électricité, sauf du consentement des deux-tiers des participants.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3.

59. Dans la présente section, l'expression «crédit de rente» signifie la valeur à un moment donné de la rente et des prestations prévues par un régime de retraite auxquelles un participant a acquis droit.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3.

60. La Société peut conclure une entente avec tout gouvernement, personne morale, société ou autre organisme ayant un régime de retraite, afin de faciliter les mutations réciproques de leurs employés et de déterminer les conditions et modalités de ces mutations aux fins de la retraite.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1978, c. 41, a. 1; 1983, c. 15, a. 32; 1999, c. 40, a. 145.

61. Le règlement numéro 12 modifié adopté en vertu de la Loi assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec est réputé constituer un règlement en vertu de la présente section.

1965 (1^{re} sess.), c. 33, a. 3; 1999, c. 40, a. 145.

SECTION IX.1

POUVOIRS ET RESPONSABILITÉS DU MINISTRE

61.1. Le ministre peut donner des directives sur l'orientation et les objectifs généraux que la Société doit poursuivre.

Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement et entrent en vigueur le jour de leur approbation. Une fois approuvées, elles lient la société qui est tenue de s'y conformer.

Toute directive est déposée devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

2006, c. 59, a. 66.

61.2. Le ministre doit, au plus tard tous les 10 ans, faire un rapport au gouvernement sur l'application de la présente loi. Ce rapport doit notamment contenir des recommandations concernant l'actualisation de la mission de la Société.

Le ministre dépose le rapport à l'Assemblée nationale.

2006, c. 59, a. 66.

62. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

1978, c. 41, a. 14.



La ministre des Ressources naturelles et de la Faune est chargée de l'application de la présente loi. Décret 807-2009 du 23 juin 2009, (2009) 141 G.O. 2, 3229.

SECTION X

Note

Cette section a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987.

63. *(Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987).*

1982, c. 21, a. 1; R.-U., 1982, c. 11, ann. B, ptie I, a. 33.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 86 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 37a et 37b, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre H-5 des Lois refondues.

L.R.Q., chapitre R-6.01

LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE**CHAPITRE I**
APPLICATION

1. La présente loi s'applique à la fourniture, au transport et à la distribution d'électricité ainsi qu'à la fourniture, au transport, à la distribution et à l'emmagasinage du gaz naturel livré ou destiné à être livré par canalisation à un consommateur.

Elle s'applique également à toute autre matière énergétique dans la mesure où elle le prévoit.

1996, c. 61, a. 1; 2000, c. 22, a. 1.

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«contrat d'approvisionnement en électricité»: contrat intervenu entre le distributeur d'électricité et un fournisseur dans le but de satisfaire les besoins en électricité des marchés québécois;

«distributeur d'électricité»: Hydro-Québec dans ses activités de distribution d'électricité;

«distributeur de gaz naturel»: une personne ou une société qui est titulaire d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel ou qui exerce ce droit à titre de locataire, fidéicommissaire, liquidateur, syndic ou à quelque autre titre que ce soit;

«distributeur de produits pétroliers»: quiconque approvisionne un commerçant au détail de produits pétroliers;

«distributeur de vapeur»: quiconque distribue ou fournit, à des fins de chauffage, de la vapeur par canalisation à un consommateur;

«emmagasinage»: toute accumulation de gaz naturel dans un réservoir souterrain ou hors terre;

«énergie»: l'électricité, le gaz naturel, la vapeur, les produits pétroliers et toute autre forme d'énergie, hydraulique, thermique ou autre;

«fournisseur d'électricité»: quiconque étant producteur ou négociant d'électricité fournit de l'électricité;

«fourniture d'électricité»: l'électricité mise à la disposition ou vendue au distributeur d'électricité par un fournisseur ou un représentant;

«gaz naturel»: le méthane à l'état gazeux ou liquide, à l'exception des biogaz et des gaz de synthèse;

«produits pétroliers»: tout mélange d'hydrocarbures utilisé comme carburant, mazout ou lubrifiant, à l'exception des gaz liquéfiés;

«réseau de distribution d'électricité»: l'ensemble des installations destinées à la distribution d'électricité à partir de la sortie des postes de transformation, y compris les lignes de distribution à des tensions de moins de 44 kV ainsi que tout l'appareillage situé entre ces lignes et les points de raccordement aux installations des consommateurs, et, dans le cas des réseaux autonomes de distribution d'électricité du distributeur d'électricité, l'ensemble des ouvrages, des machines, de l'appareillage et des installations servant à produire, transporter et distribuer l'électricité;

«réseau de distribution de gaz naturel»: l'ensemble des conduits, outillages, mécanismes, structures, gazomètres, compteurs et autres dispositifs et accessoires destinés à la fourniture, au transport ou à la livraison du gaz naturel dans un territoire déterminé à l'exclusion de tous les conduits à gaz installés à l'intérieur, en dessous et à la surface extérieure d'une maison, d'une usine, d'un édifice ou d'un bâtiment d'un consommateur;

«réseau de transport d'électricité»: l'ensemble des installations destinées à transporter l'électricité, y compris les transformateurs élévateurs de tension situés aux sites de production, les lignes de transport à des tensions de 44 kV et plus, les postes de transport et de transformation ainsi que toute autre installation de raccordement entre les sites de production et le réseau de distribution;

«réseau municipal ou privé d'électricité»: un réseau d'électricité régi par la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (chapitre S-41);

«transporteur d'électricité»: Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité.

Toute fourniture d'électricité par Hydro-Québec au distributeur d'électricité est réputée constituer un contrat d'approvisionnement. Tout service de transport d'électricité par le transporteur d'électricité avec Hydro-Québec est réputé constituer un contrat de service de transport.

1996, c. 61, a. 2; 2000, c. 22, a. 2; 2006, c. 46, a. 28.

2.1. Pour l'application des articles 36 et 44, de la section I du chapitre VI.1, des chapitres VII et VIII et des articles 112 et 114, les réseaux municipaux et privés d'électricité et la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville visée par la Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (1986, chapitre 21), sont réputés être des distributeurs.

2000, c. 22, a. 3; 2006, c. 46, a. 29.

2.2. Pour l'application des articles 36, 44, 56, du chapitre VIII et de l'article 112, les personnes ou sociétés qui au Québec raffinent, échangent avec un raffineur ou y apportent des produits pétroliers destinés aux marchés québécois sont réputées être des distributeurs.

2001, c. 16, a. 1; 2006, c. 46, a. 30.

3. La présente loi lie le gouvernement, ses ministères et les organismes mandataires de l'État.

1996, c. 61, a. 3; 1999, c. 40, a. 245.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA RÉGIE

SECTION I

INSTITUTION

4. Est instituée la «Régie de l'énergie».

1996, c. 61, a. 4.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, la Régie assure la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

1996, c. 61, a. 5; 2000, c. 22, a. 4.

6. Le siège de la Régie est situé à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de l'adresse du siège

est publié à la *Gazette officielle du Québec*. La Régie peut avoir des bureaux à tout autre endroit au Québec.

Elle peut siéger à tout endroit au Québec.

1996, c. 61, a. 6.

SECTION II

COMPOSITION

7. La Régie est composée de sept régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement. Ils exercent leurs fonctions à temps plein.

Le gouvernement peut, lorsque la bonne expédition des affaires le requiert, nommer des régisseurs en surnombre, à temps plein ou à temps partiel.

1996, c. 61, a. 7.

8. Le gouvernement peut établir une procédure de sélection des régisseurs et notamment prévoir la constitution d'un comité de sélection.

Un régisseur peut être nommé de nouveau sans qu'il soit nécessaire de suivre la procédure de sélection établie en vertu du présent article.

1996, c. 61, a. 8.

9. Un régisseur ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa charge, sauf si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

1996, c. 61, a. 9.

10. La durée du mandat d'un régisseur est de cinq ans.

Toutefois, la durée du mandat des régisseurs nommés en surnombre est soit fixée par l'acte de nomination sans excéder deux ans, soit déterminée par référence à une mission particulière qui y est précisée.

1996, c. 61, a. 10.

11. Le président de la Régie peut permettre à un régisseur de continuer l'étude d'une demande dont il a été saisi et en décider malgré l'expiration de son mandat. Il est alors, pendant la période nécessaire, considéré comme un régisseur nommé en surnombre.

1996, c. 61, a. 11.

12. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président, du vice-président et des autres régisseurs.

1996, c. 61, a. 12.

13. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie sont nommés selon le plan d'effectifs établi par règlement de la Régie.

Sous réserve des dispositions d'une convention collective, la Régie détermine, par règlement, les normes et barèmes de rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de son personnel conformément aux conditions définies par le gouvernement.

1996, c. 61, a. 13; 2000, c. 8, a. 183.

SECTION III FONCTIONNEMENT

14. Le président coordonne et répartit le travail des régisseurs. Il est responsable de l'administration de la Régie et en dirige le personnel.

1996, c. 61, a. 14.

15. Le vice-président ou le régisseur nommé par le gouvernement exerce les pouvoirs du président lorsque ce dernier est absent ou est empêché d'agir.

1996, c. 61, a. 15.

16. Une demande devant la Régie est étudiée et décidée par trois régisseurs, à l'exception d'une demande visée à l'article 96.

Toutefois, le président peut désigner un régisseur pour étudier et décider seul d'une demande visée:

1° au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 31;

2° au deuxième alinéa de ce même article, mais à l'exclusion d'une demande faite en vertu du premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (chapitre S-41).

1996, c. 61, a. 16; 1997, c. 83, a. 41; 2000, c. 22, a. 5.

17. Lorsqu'un régisseur est empêché d'agir ou décède avant qu'une décision n'ait été rendue, les deux autres régisseurs peuvent, s'ils sont unanimes, rendre une décision.

Lorsqu'un régisseur désigné pour décider d'une demande est empêché d'agir ou décède avant qu'une décision n'ait été rendue, le président peut, lorsque les participants y consentent, désigner un nouveau régisseur pour prendre connaissance de l'ensemble du dossier, en poursuivre le traitement et rendre une décision. S'il n'y a pas consentement, l'affaire est déférée au président pour qu'elle soit étudiée conformément à l'article 16.

1996, c. 61, a. 17.

18. Une décision de la Régie doit être rendue avec diligence et être motivée; elle fait partie des archives de la Régie qui en transmet sans délai une copie certifiée aux participants et au ministre. De plus, la Régie transmet au ministre, à sa demande, copie de tout document s'y rapportant.

En outre, toute décision rendue par la Régie en vertu de l'article 59 doit être publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

1996, c. 61, a. 18.

19. Tout document de la Régie, signé par le président ou par toute autre personne qu'il désigne, est authentique. Il en est de même de toute copie de document de la Régie certifiée conforme par le président ou toute autre personne ainsi désignée.

1996, c. 61, a. 19.

20. La Régie peut édicter des règles de régie interne pour la conduite de ses affaires. Ces règles doivent être approuvées par le gouvernement et entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure déterminée par le gouvernement.

1996, c. 61, a. 20.

21. Le secrétaire exerce les mandats que lui confie le président. Il a la garde des dossiers de la Régie.

1996, c. 61, a. 21.

22. La Régie, les régisseurs, le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1996, c. 61, a. 22.

23. L'exercice financier de la Régie se termine le 31 mars.

1996, c. 61, a. 23.

24. La Régie transmet au ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent. Ce rapport contient, notamment, un état des demandes faites à la Régie, de ses décisions ainsi que le nombre, la nature et le résultat des enquêtes faites au cours de l'exercice. Il contient en outre tout autre renseignement que le ministre requiert sur les activités de la Régie.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle n'est pas en session, dans les 30 jours de la reprise des travaux.

1996, c. 61, a. 24.

SECTION IV **AUDIENCES PUBLIQUES**

25. La Régie doit tenir une audience publique:

1° lorsqu'elle procède à l'étude d'une demande faite en vertu des articles 48, 65, 78 et 80;

2° lorsqu'elle détermine les éléments compris dans les coûts d'exploitation et fixe un montant en application de l'article 59;

2.1° lorsqu'elle approuve le financement du plan d'ensemble en efficacité énergétique et nouvelles technologies et qu'elle établit le montant annuel prévu au paragraphe 2° de l'article 85.25;

3° lorsque le ministre le requiert sur toute question en matière énergétique.

La Régie peut convoquer une audience publique sur toute question qui relève de sa compétence.

1996, c. 61, a. 25; 2006, c. 46, a. 31.

26. La Régie, avant de tenir une audience publique, donne des instructions écrites dans lesquelles elle fixe la date du dépôt de tous les documents et renseignements pertinents à l'appui des arguments que les participants entendent faire valoir, le lieu et la date de l'audience et toute autre information qu'elle juge nécessaire.

Elle peut décider que les observations et l'argumentation des participants lui seront présentées par écrit.

Elle peut, aux conditions qu'elle détermine, ordonner à un participant de faire publier ces instructions.

1996, c. 61, a. 26.

27. S'il le considère utile et si les circonstances le permettent, le président de la Régie ou tout régisseur désigné par lui peut convoquer les participants à une rencontre préparatoire.

1996, c. 61, a. 27.

28. La rencontre préparatoire a pour objet:

- 1° de définir les questions à débattre lors de l'audience publique et de les clarifier;
- 2° d'évaluer l'opportunité de préciser les positions des participants ainsi que les solutions proposées;
- 3° d'assurer l'échange entre les participants de tout document et renseignement pertinents;
- 4° de planifier le déroulement de l'audience publique;
- 5° d'examiner la possibilité pour les participants de reconnaître certains faits ou d'en faire la démonstration par déclaration sous serment;
- 6° d'examiner toute autre question pouvant simplifier ou accélérer le déroulement de l'audience publique.

1996, c. 61, a. 28.

29. Un procès-verbal de la rencontre préparatoire est dressé, signé par les participants et le président ou le régisseur qui les a convoqués.

Les ententes et décisions qui y sont rapportées gouvernent pour autant le déroulement de l'audience publique, à moins que la Régie, lorsqu'elle entend les participants, ne permette d'y déroger pour prévenir une injustice.

1996, c. 61, a. 29.

30. La Régie peut interdire ou restreindre la divulgation, la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'elle indique, si le respect de leur caractère confidentiel ou l'intérêt public le requiert.

1996, c. 61, a. 30.

CHAPITRE III **FONCTIONS ET POUVOIRS**

SECTION I **COMPÉTENCE**

31. La Régie a compétence exclusive pour:

- 1° fixer ou modifier les tarifs et les conditions auxquels l'électricité est transportée par le transporteur d'électricité ou distribuée par le distributeur d'électricité ou ceux auxquels le gaz naturel est fourni, transporté ou livré par un distributeur de gaz naturel ou emmagasiné;
- 2° surveiller les opérations des titulaires d'un droit exclusif de distribution d'électricité ou de gaz naturel afin de s'assurer que les consommateurs aient des approvisionnements suffisants;
 - 2.1° surveiller les opérations du transporteur d'électricité, du distributeur d'électricité ainsi que celles des distributeurs de gaz naturel afin de s'assurer que les consommateurs paient selon un juste tarif;
- 3° (paragraphe abrogé);
- 4° examiner toute plainte d'un consommateur portant sur l'application d'un tarif ou d'une condition de transport d'électricité par le transporteur d'électricité, de distribution d'électricité par le distributeur d'électricité, les réseaux municipaux ou privés d'électricité ou par la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et voir à ce que le consommateur paie le tarif qui lui est applicable et soit assujéti aux conditions qui lui sont applicables;
 - 4.1° examiner toute plainte d'un consommateur portant sur l'application d'un tarif ou d'une condition de

fourniture, de transport, de livraison ou d'emmagasiner de gaz naturel par un distributeur de gaz naturel et voir à ce que le consommateur paie le tarif qui lui est applicable et soit assujéti aux conditions qui lui sont applicables;

4.2° établir le montant annuel que chaque distributeur d'énergie doit allouer à des programmes et à des interventions concernant l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies énergétiques, incluant ceux qui concernent plus d'une forme d'énergie que l'Agence de l'efficacité énergétique administre;

5° décider de toute autre demande soumise en vertu de la présente loi.

Elle a la même compétence pour décider d'une demande soumise en vertu de l'article 30 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5), du paragraphe 3° de l'article 12 et des articles 13 et 16 de la Loi sur les systèmes municipaux et privés d'électricité (chapitre S-41), et des articles 2 et 10 de la Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (Lois du Québec, 1986, chapitre 21).

1996, c. 61, a. 31; 2000, c. 22, a. 6; 2006, c. 46, a. 32.

32. La Régie peut de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée:

1° déterminer le taux de rendement du transporteur d'électricité, du distributeur d'électricité ou d'un distributeur de gaz naturel;

2° déterminer la méthode d'allocation du coût de service applicable au transporteur d'électricité ou au distributeur d'électricité ou à un distributeur de gaz naturel;

3° énoncer des principes généraux pour la détermination et l'application des tarifs qu'elle fixe;

3.1° déterminer, pour le transporteur d'électricité, le distributeur d'électricité et chaque distributeur de gaz naturel les méthodes comptables et financières qui leur sont applicables;

4° (*paragraphe abrogé*).

1996, c. 61, a. 32; 2000, c. 22, a. 7.

32.1. La Régie peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un autre gouvernement ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

2006, c. 46, a. 33.

33. Avant de rendre une décision qui peut modifier l'utilisation d'un immeuble situé dans une aire retenue pour fins de contrôle ou dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), la Régie doit obtenir un avis de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

1996, c. 61, a. 33; 1996, c. 26, a. 85.

34. La Régie peut décider en partie seulement d'une demande.

Elle peut rendre toute décision ou ordonnance qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des personnes concernées.

1996, c. 61, a. 34.

35. La Régie peut faire les enquêtes nécessaires à l'exercice de ses fonctions et, à ces fins, les régisseurs sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37), sauf du pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

Ils ont en outre tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

1996, c. 61, a. 35.

36. La Régie peut ordonner au transporteur d'électricité ou à tout distributeur d'électricité ou de gaz naturel de payer tout ou partie des dépenses relatives aux questions qui lui sont soumises et à l'exécution de ses décisions ou ordonnances.

Elle peut ordonner au transporteur d'électricité ou à tout distributeur d'électricité ou de gaz naturel et, dans le cas des audiences qu'elle tient en vertu du chapitre VI.2, à tout distributeur d'énergie de verser, tout ou partie des frais, y compris des frais d'experts, aux personnes dont elle juge la participation utile à ses délibérations.

Lorsque l'intérêt public le justifie, la Régie peut payer de tels frais à des groupes de personnes réunis pour participer aux audiences publiques.

1996, c. 61, a. 36; 2000, c. 22, a. 8; 2001, c. 16, a. 2; 2006, c. 46, a. 34.

37. La Régie peut d'office ou sur demande réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue:

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsqu'une personne intéressée à l'affaire n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, présenter ses observations;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision.

Avant de réviser ou de révoquer une décision, la Régie doit permettre aux personnes concernées de présenter leurs observations.

Dans le cas visé au paragraphe 3°, la décision ne peut être révisée ou révoquée par les régisseurs qui l'ont rendue.

1996, c. 61, a. 37.

38. Une décision entachée d'erreurs d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur de forme, peut être rectifiée par la Régie.

1996, c. 61, a. 38.

39. La Régie ou toute personne intéressée peut déposer une copie conforme d'une décision ou d'une ordonnance rendue en vertu de la présente loi au bureau du greffier de la Cour supérieure du district où est situé le siège ou un établissement du distributeur.

Le dépôt de la décision ou de l'ordonnance lui confère alors la même force et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement émanant de la Cour supérieure.

1996, c. 61, a. 39; 1999, c. 40, a. 245.

40. Les décisions rendues par la Régie sont sans appel.

1996, c. 61, a. 40.

41. Sauf sur une question de compétence, aucun recours en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile (chapitre C-25) ou recours extraordinaire au sens de ce code ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou l'un de ses régisseurs agissant en sa qualité officielle.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout acte de procédure pris ou toute

décision rendue à l'encontre des dispositions du premier alinéa.

1996, c. 61, a. 41.

42. La Régie donne son avis au ministre sur toute question qu'il lui soumet en matière énergétique ou, de sa propre initiative, sur toute question qui relève de sa compétence.

1996, c. 61, a. 42.

SECTION II

INSPECTION ET ENQUÊTES

43. Le président de la Régie peut, pour l'application de la présente loi, désigner par écrit, généralement ou spécialement, toute personne pour effectuer une enquête ou une inspection.

1996, c. 61, a. 43.

44. Une personne désignée pour effectuer une inspection peut:

1° entrer à toute heure raisonnable dans l'établissement ou la propriété du transporteur d'électricité, d'une entité visée à l'article 85.3, d'un distributeur ou du coordonnateur de la fiabilité;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents se rapportant à la fourniture, au transport, à la distribution, à l'achat, à la vente, à la consommation de l'énergie ou à l'emmagasinement du gaz naturel;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi, ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit, sur demande, en donner communication à la personne désignée et lui en faciliter l'examen.

Sur demande, la personne désignée exerçant les pouvoirs prévus au premier alinéa doit s'identifier et exhiber le document attestant sa qualité.

1996, c. 61, a. 44; 2000, c. 22, a. 9; 2006, c. 46, a. 35; 2010, c. 8, a. 1.

45. Une personne désignée pour effectuer une enquête ou une inspection ne peut être poursuivie en justice en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

1996, c. 61, a. 45.

46. Nul ne peut nuire au travail d'une personne désignée pour effectuer une enquête ou une inspection dans l'exercice de ses fonctions.

1996, c. 61, a. 46.

47. Nul ne peut refuser de fournir un renseignement ou un document exigé en vertu de la présente loi, faire une déclaration fausse ou trompeuse, participer ou consentir à une telle déclaration au cours d'une inspection ou en réponse à un ordre ou à une demande de la Régie.

1996, c. 61, a. 47; 2006, c. 46, a. 36.

CHAPITRE IV

TARIFICATION

48. Sur demande d'une personne intéressée ou de sa propre initiative, la Régie fixe ou modifie les tarifs et

les conditions auxquels l'électricité est transportée par le transporteur d'électricité ou distribuée par le distributeur d'électricité ou ceux auxquels le gaz naturel est fourni, transporté ou livré par un distributeur de gaz naturel ou emmagasiné. Elle peut notamment demander au transporteur d'électricité, au distributeur d'électricité ainsi qu'à un distributeur de gaz naturel de lui soumettre une proposition de modification.

Une demande est accompagnée des documents et des frais prévus par règlement. Le distributeur d'électricité et un distributeur de gaz naturel doivent joindre à une telle demande un document faisant état des impacts d'une hausse tarifaire sur les personnes à faible revenu.

1996, c. 61, a. 48; 2000, c. 22, a. 10; 2006, c. 46, a. 37.

49. Lorsqu'elle fixe ou modifie un tarif de transport d'électricité ou un tarif de transport, de livraison ou d'emmagasinage de gaz naturel, la Régie doit notamment:

1° établir la base de tarification du transporteur d'électricité ou d'un distributeur de gaz naturel en tenant compte, notamment, de la juste valeur des actifs qu'elle estime prudemment acquis et utiles pour l'exploitation du réseau de transport d'électricité ou d'un réseau de distribution de gaz naturel ainsi que des dépenses non amorties de recherche et de développement et de mise en marché, des programmes commerciaux, des frais de premier établissement et du fonds de roulement requis pour l'exploitation de ces réseaux;

2° déterminer les montants globaux des dépenses qu'elle juge nécessaires pour assumer le coût de la prestation du service notamment, pour tout tarif, les dépenses afférentes aux programmes commerciaux, et pour un tarif de transport d'électricité, celles afférentes aux contrats de service de transport conclus avec une autre entreprise dans le but de permettre au transporteur d'électricité d'utiliser son propre réseau de transport;

3° permettre un rendement raisonnable sur la base de tarification;

4° favoriser des mesures ou des mécanismes incitatifs afin d'améliorer la performance du transporteur d'électricité ou d'un distributeur de gaz naturel et la satisfaction des besoins des consommateurs;

5° s'assurer du respect des ratios financiers;

6° tenir compte des coûts de service, des risques différents inhérents à chaque catégorie de consommateurs et, pour un tarif de gaz naturel, de la concurrence entre les formes d'énergie et de l'équité entre les classes de tarifs;

7° s'assurer que les tarifs et autres conditions applicables à la prestation du service sont justes et raisonnables;

8° tenir compte des prévisions de vente;

9° tenir compte de la qualité de la prestation du service;

10° tenir compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret;

11° maintenir, sous réserve d'un décret du gouvernement à l'effet contraire, l'uniformité territoriale de la tarification sur l'ensemble du réseau de transport d'électricité.

Lorsqu'elle fixe un tarif de livraison de gaz naturel, la Régie doit également tenir compte du montant total annuel qu'un distributeur de gaz naturel doit allouer à l'efficacité énergétique et aux nouvelles technologies énergétiques.

La Régie peut, pour un consommateur ou une catégorie de consommateurs, fixer un tarif afin de financer les économies d'énergie non rentables pour un distributeur de gaz naturel mais rentables pour ce consommateur ou cette catégorie de consommateurs.

Elle peut également utiliser toute autre méthode qu'elle estime appropriée.

1996, c. 61, a. 49; 2000, c. 22, a. 11; 2006, c. 46, a. 38.

50. La juste valeur des actifs du transporteur d'électricité et d'un distributeur de gaz naturel est calculée sur la base du coût d'origine, soustraction faite de l'amortissement.

1996, c. 61, a. 50; 2000, c. 22, a. 12.

51. Un tarif de transport d'électricité ou un tarif de transport ou de livraison de gaz naturel ne peut prévoir des taux plus élevés ou des conditions plus onéreuses qu'il n'est nécessaire pour permettre, notamment, de couvrir les coûts de capital et d'exploitation, de maintenir la stabilité du transporteur d'électricité ou d'un distributeur de gaz naturel et le développement normal d'un réseau de transport ou de distribution, ou d'assurer un rendement raisonnable sur sa base de tarification.

Il en est de même pour l'emmagasiner du gaz naturel par quiconque exploite un réservoir à cette fin dans la mesure où la méthode tarifaire utilisée par la Régie le justifie.

1996, c. 61, a. 51; 2000, c. 22, a. 13.

52. Dans tout tarif de fourniture de gaz naturel, les taux et autres conditions applicables à un consommateur ou une catégorie de consommateurs doivent refléter le coût réel d'acquisition ou toute autre condition d'approvisionnement consentie à un distributeur par des producteurs de gaz naturel ou leurs représentants en considération de la consommation de ce consommateur ou de cette catégorie de consommateurs.

Un tarif peut également refléter tout autre coût inhérent à l'acquisition du gaz naturel par un distributeur.

1996, c. 61, a. 52; 2000, c. 22, a. 14.

Note

Cet article est entré en vigueur le 2 juin 1997 selon qu'il se rapporte au gaz naturel. Décret 714-97 du 28 mai 1997, (1997) 129 G.O. 2, 3329.

52.1. Dans tout tarif qu'elle fixe ou modifie, applicable par le distributeur d'électricité à un consommateur ou une catégorie de consommateurs, la Régie tient compte des coûts de fourniture d'électricité et des frais découlant du tarif de transport supportés par le distributeur d'électricité, des revenus requis pour assurer l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et, en y apportant les adaptations nécessaires, des paragraphes 6° à 10° du premier alinéa de l'article 49 ainsi que des deuxième et troisième alinéas de ce même article.

La Régie peut également utiliser toute autre méthode qu'elle estime appropriée lorsqu'elle fixe ou modifie un tarif de gestion de la consommation ou d'énergie de secours. Un tarif de gestion de la consommation désigne un tarif applicable par le distributeur d'électricité, à un consommateur qui le demande, pour lequel le coût de la fourniture est établi en fonction du prix du marché ou dont le service peut être interrompu par ce distributeur.

La tarification doit être uniforme par catégorie de consommateurs sur l'ensemble du réseau de distribution d'électricité, à l'exception toutefois des réseaux autonomes de distribution situés au nord du 53^e parallèle.

La Régie ne peut modifier le tarif d'une catégorie de consommateurs afin d'atténuer l'interfinancement entre les tarifs applicables à des catégories de consommateurs.

Le quatrième alinéa ne s'applique pas lorsque la Régie fixe ou modifie un tarif de transition pour un consommateur qui passe à une autre catégorie de consommateurs.

2000, c. 22, a. 15; 2006, c. 46, a. 39.

52.2. Les coûts de fourniture d'électricité visés à l'article 52.1 sont établis par la Régie en additionnant le

coût de fourniture de l'électricité patrimoniale et les coûts réels des contrats d'approvisionnement conclus par le distributeur d'électricité pour satisfaire les besoins des marchés québécois qui excèdent l'électricité patrimoniale, ou les besoins qui seront satisfaits par un bloc d'énergie déterminé par règlement du gouvernement en vertu du paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 112. Ces coûts sont alloués entre les catégories de consommateurs selon leurs caractéristiques de consommation soit leurs facteurs d'utilisation et leurs pertes d'électricité associées aux réseaux de transport et de distribution.

Aux fins du premier alinéa, le coût de fourniture de l'électricité patrimoniale est établi par l'addition des produits du volume de consommation patrimoniale de chaque catégorie de consommateurs par le coût alloué respectivement à ces catégories de consommateurs en considérant que:

1° le volume de consommation patrimoniale annuelle correspond aux volumes de consommation des marchés québécois jusqu'à concurrence de 165 térawattheures. Ce volume exclut les volumes découlant d'un tarif de gestion de la consommation ou d'énergie de secours, ceux alloués aux réseaux autonomes et les volumes approvisionnés à partir de blocs d'énergie déterminés par règlement du gouvernement;

2° le coût alloué à chaque catégorie de consommateurs est établi à partir d'un coût moyen de fourniture de l'électricité patrimoniale de 2,79 cents le kilowattheure et correspond:

- i. pour l'année 2000, à celui prévu à l'annexe I;
- ii. pour les années subséquentes jusqu'à ce que le volume de consommation patrimoniale atteigne 165 térawattheures, à celui déterminé par la Régie sur proposition du distributeur d'électricité en se basant sur l'annexe I, sur l'évolution des catégories tarifaires et sur les caractéristiques de consommation mentionnées au premier alinéa;
- iii. pour les années suivantes, à celui fixé par le gouvernement.

Pour les contrats spéciaux conclus en vertu de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5), le coût de fourniture correspond au tarif prévu au contrat déduction faite des coûts de transport et de distribution applicables selon leurs caractéristiques de consommation, et celui-ci n'affecte pas le coût de fourniture du distributeur d'électricité applicable aux autres catégories de consommateurs aux fins de l'article 52.1.

Le coût de fourniture de l'électricité patrimoniale alloué à chaque catégorie de consommateurs ne peut être modifié que dans les conditions prévues à l'article 24.1 de la Loi sur Hydro-Québec. Le cas échéant, le coût de fourniture d'électricité patrimoniale ainsi modifié est celui que doit par la suite utiliser la Régie dans l'application du présent article.

2000, c. 22, a. 15.

52.3. Les revenus requis pour assurer l'exploitation du réseau de distribution d'électricité sont établis en tenant compte des dispositions des paragraphes 1° à 10° du premier alinéa de l'article 49, du dernier alinéa de ce même article et des articles 50 et 51, compte tenu des adaptations nécessaires.

2000, c. 22, a. 15.

53. Le transporteur ou le distributeur d'électricité ou un distributeur de gaz naturel ne peut convenir avec un consommateur ou exiger de celui-ci un tarif ou des conditions autres que ceux fixés par la Régie ou par le gouvernement.

Il ne peut discontinuer ou suspendre le service au consommateur pour la raison que ce dernier refuse de payer un montant autre que celui résultant de l'application d'un tarif ou d'une condition fixé par la Régie ou par le gouvernement.

1996, c. 61, a. 53; 2000, c. 22, a. 16.

54. Toute stipulation d'une convention dérogeant à celle d'un tarif fixé par la Régie ou par le gouvernement est sans effet.

1996, c. 61, a. 54; 1999, c. 40, a. 245.

CHAPITRE V

SURVEILLANCE DES PRIX DE LA VAPEUR ET DES PRODUITS PÉTROLIERS

55. La Régie surveille, dans les diverses régions du Québec, les prix des produits pétroliers et ceux de la vapeur fournie ou distribuée par canalisation à des fins de chauffage.

À cette fin, elle peut exercer un pouvoir de surveillance, d'inspection et d'enquête concernant la vente ou la distribution de la vapeur ou des produits pétroliers, les prix, les taxes et les droits qui ont été exigés et payés.

Elle doit également faire enquête lorsque le gouvernement lui en fait la demande et le montant des dépenses qu'elle encourt, pour une telle enquête, est à la charge du gouvernement.

1996, c. 61, a. 55; 2000, c. 22, a. 17.

56. La Régie peut, en tout temps, ordonner à toute personne de lui fournir tout renseignement requis concernant ses ventes ou ses distributions de vapeur ou de produits pétroliers, les prix, les taxes et les droits qui ont été exigés et payés.

Toute personne concernée doit se conformer à l'ordre donné par la Régie.

1996, c. 61, a. 56.

57. La Régie donne, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, des avis au gouvernement ou au ministre concernant les prix de la vapeur ou des produits pétroliers.

1996, c. 61, a. 57.

58. La Régie peut, sur demande, renseigner un consommateur sur les prix exigés par un distributeur de vapeur ou de produits pétroliers.

Elle peut sensibiliser ces distributeurs aux besoins et aux demandes des consommateurs.

1996, c. 61, a. 58.

59. Pour l'application de l'article 67 de la Loi sur les produits pétroliers (chapitre P-30.01):

1° la Régie fixe à tous les trois ans un montant, par litre, au titre des coûts d'exploitation que doit supporter un détaillant en essence ou en carburant diesel; elle peut fixer des montants différents selon des régions qu'elle détermine;

2° la Régie apprécie l'opportunité de retirer ou d'inclure ledit montant dans les coûts que doit supporter un détaillant; la Régie précise la période et la zone où sa décision s'applique;

3° la Régie peut déterminer des zones.

Aux fins du paragraphe 1°, les coûts d'exploitation sont les coûts nécessaires et raisonnables pour faire le commerce au détail d'essence ou de carburant diesel de façon efficace.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Régie doit assurer la protection des intérêts des consommateurs.

1996, c. 61, a. 59; 2000, c. 22, a. 18; 2005, c. 10, a. 72.

CHAPITRE VI

DROIT EXCLUSIF DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ OU DE GAZ NATUREL

SECTION I

ATTRIBUTION D'UN DROIT EXCLUSIF DE DISTRIBUTION

§ 1. — *Distribution d'électricité*

60. Un droit exclusif de distribution d'électricité confère à son titulaire, sur le territoire où il porte et à l'exclusion de quiconque, le droit d'exploiter un réseau de distribution d'électricité.

Ce droit n'empêche pas quiconque de produire et de distribuer sur son réseau l'électricité qu'il consomme ou de distribuer l'électricité produite à partir de biomasse forestière à un consommateur sur un emplacement adjacent au site de production.

1996, c. 61, a. 60; 2000, c. 22, a. 19.

61. Nul ne peut exploiter un réseau de distribution d'électricité sur le territoire d'un titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité.

1996, c. 61, a. 61.

62. Le distributeur d'électricité est titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité sur l'ensemble du territoire du Québec, à l'exclusion des territoires desservis par les réseaux municipaux ou privés d'électricité et par la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, le 13 mai 1997. Ce droit n'empêche pas le distributeur d'électricité de conclure un contrat d'approvisionnement pour combler des besoins dans un réseau autonome de distribution d'électricité.

Les réseaux municipaux d'électricité et la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville sont également titulaires d'un droit exclusif de distribution d'électricité sur le territoire desservi à cette date par leur réseau de distribution.

Les réseaux privés d'électricité sont titulaires d'un droit exclusif de distribution d'électricité sur le territoire desservi le 13 décembre 2006 par leur réseau de distribution.

Malgré les articles 60 et 61, les titulaires d'un droit exclusif de distribution d'électricité peuvent convenir des modalités de desserte d'un client dans l'un ou l'autre de leurs territoires respectifs.

La présente loi n'empêche pas un titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité de continuer à exploiter ses installations destinées à la distribution d'électricité situées le 13 mai 1997 dans un territoire desservi à cette date par un autre titulaire de droit exclusif de distribution d'électricité.

1996, c. 61, a. 62; 2000, c. 22, a. 20; 2006, c. 46, a. 40.

§ 2. — *Distribution de gaz naturel*

63. Un droit exclusif de distribution de gaz naturel confère à son titulaire, sur le territoire où il porte et à l'exclusion de quiconque, le droit d'exploiter un réseau de distribution de gaz naturel et celui de transporter et de livrer par canalisation le gaz naturel destiné à la consommation.

Un droit exclusif de distribution de gaz naturel ne confère pas le droit exclusif d'acheter, de vendre ou d'emmagasiner le gaz naturel.

1996, c. 61, a. 63.

64. Le gouvernement peut, après avoir pris avis de la Régie, octroyer à une personne ou à une société, aux conditions qu'il détermine, un droit exclusif de distribution de gaz naturel dans le territoire qu'il délimite.

1996, c. 61, a. 64.

65. Une demande de droit exclusif de distribution de gaz naturel doit être faite par écrit, adressée à la Régie et accompagnée des documents et des frais prévus par règlement.

Sur réception d'une demande, la Régie en informe le ministre.

1996, c. 61, a. 65; 2000, c. 22, a. 21.

66. La Régie fait publier un avis de la demande à la *Gazette officielle du Québec* de même que dans un quotidien circulant dans le territoire visé par celle-ci. Cet avis indique:

- 1° qu'une demande de droit exclusif de distribution de gaz naturel a été adressée à la Régie;
- 2° qu'il y aura audience publique pour l'examiner;
- 3° que toute personne intéressée pourra présenter ses observations;
- 4° le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'audience publique.

L'audience ne peut être tenue avant l'expiration de 30 jours suivant la date de la dernière publication.

1996, c. 61, a. 66.

67. Après la tenue de l'audience publique, la Régie donne son avis au gouvernement sur la demande de droit exclusif de distribution de gaz naturel.

1996, c. 61, a. 67.

68. Un droit exclusif de distribution de gaz naturel peut être octroyé pour au plus 30 ans. Ce droit peut être renouvelé aux conditions déterminées par le gouvernement.

1996, c. 61, a. 68.

69. Après avoir pris l'avis de la Régie, le gouvernement peut en tout temps, lorsque l'intérêt public le requiert, modifier ou révoquer un droit exclusif de distribution de gaz naturel.

1996, c. 61, a. 69.

70. Le ministre donne avis à la *Gazette officielle du Québec* de l'octroi, du renouvellement, de la modification ou de la révocation d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel.

1996, c. 61, a. 70.

71. Nul ne peut exploiter un réseau de distribution de gaz naturel s'il n'est titulaire d'un droit exclusif de distribution à cette fin.

1996, c. 61, a. 71.

SECTION II

OBLIGATIONS DU TRANSPORTEUR D'ÉLECTRICITÉ ET DES DISTRIBUTEURS

72. À l'exception des réseaux privés d'électricité, tout titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité ou de gaz naturel doit préparer et soumettre à l'approbation de la Régie, suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par règlement de celle-ci, un plan d'approvisionnement décrivant les caractéristiques des contrats qu'il entend conclure pour satisfaire les besoins des marchés québécois après application des mesures d'efficacité énergétique qu'il propose. Le plan doit tenir compte des risques découlant des choix des sources d'approvisionnement propres à chacun des titulaires ainsi que, pour une source particulière d'approvisionnement en électricité, du bloc d'énergie établi par règlement du gouvernement en vertu du paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 112.

Pour l'approbation des plans, la Régie tient compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret.

1996, c. 61, a. 72; 2000, c. 22, a. 23; 2006, c. 46, a. 41.

73. Le transporteur d'électricité, le distributeur d'électricité et les distributeurs de gaz naturel doivent obtenir l'autorisation de la Régie, aux conditions et dans les cas qu'elle fixe par règlement, pour:

- 1° acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport ou à la distribution;
- 2° étendre, modifier ou changer l'utilisation de leur réseau de transport ou de distribution;
- 3° cesser ou interrompre leurs opérations;
- 4° effectuer une restructuration de leurs activités ayant pour effet d'en soustraire une partie de l'application de la présente loi.

Dans l'examen d'une demande d'autorisation, la Régie tient compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret et, dans le cas d'une demande visée au paragraphe 1°, tient compte le cas échéant:

- 1° des prévisions de vente du distributeur d'électricité ou des distributeurs de gaz naturel et de leur obligation de distribuer;
- 2° des engagements contractuels des consommateurs du service de transport d'électricité et, le cas échéant, de leurs contributions financières à l'acquisition ou à la construction d'actifs de transport et de la faisabilité économique de ce projet.

L'obtention d'une autorisation en application du présent article ne dispense pas de demander une autorisation par ailleurs exigée en vertu d'une loi.

1996, c. 61, a. 73; 2000, c. 22, a. 24.

73.1. Le transporteur d'électricité doit soumettre à l'approbation de la Régie les exigences techniques de raccordement à son réseau. Si elle le considère utile pour les fins de l'article 85.17, la Régie peut demander à un propriétaire ou exploitant visé à l'article 85.14 de lui soumettre pour approbation les exigences techniques de raccordement à leurs réseaux respectifs.

2000, c. 22, a. 25; 2006, c. 46, a. 42.

74. Le distributeur d'électricité ou tout distributeur de gaz naturel doit soumettre à l'approbation de la Régie leurs programmes commerciaux.

Dans un territoire desservi par un réseau autonome de distribution d'électricité, le distributeur d'électricité peut également soumettre à l'approbation de la Régie des programmes commerciaux visant d'autres formes d'énergie afin d'assurer que les consommateurs de ce territoire bénéficient d'un approvisionnement en énergie leur permettant un traitement équitable par rapport à tout autre consommateur d'électricité distribuée par le distributeur d'électricité pour le chauffage résidentiel et le chauffage de l'eau.

Lorsqu'elle étudie une demande visée au présent article, la Régie doit notamment tenir compte de l'évolution des pratiques commerciales et de la rentabilité des programmes commerciaux en considérant leurs impacts sur les tarifs du distributeur.

1996, c. 61, a. 74; 2000, c. 22, a. 26.

74.1. Afin d'assurer le traitement équitable et impartial des fournisseurs participant à un appel d'offres, le distributeur d'électricité doit établir et soumettre à l'approbation de la Régie, qui doit se prononcer dans les 90 jours, une procédure d'appel d'offres et d'octroi, ainsi qu'un code d'éthique portant sur la gestion des appels d'offres applicables aux contrats d'approvisionnement en électricité requis pour satisfaire les besoins des marchés québécois qui excèdent l'électricité patrimoniale, ou les besoins qui seront satisfaits par un bloc d'énergie déterminé par règlement du gouvernement en vertu du paragraphe 2.1° du premier alinéa de l'article 112.

La procédure d'appel d'offres et d'octroi doit notamment:

1° permettre par la diffusion de l'appel d'offres dans un délai adéquat, la participation de tout fournisseur intéressé;

2° accorder un traitement égal à toutes les sources d'approvisionnement de même qu'à des projets d'efficacité énergétique, à moins que l'appel d'offres ne prévoient que la totalité ou une partie des besoins devront être satisfaits pour une source particulière d'approvisionnement en électricité par un bloc d'énergie déterminé par règlement du gouvernement;

3° favoriser l'octroi des contrats d'approvisionnement sur la base du prix le plus bas pour la quantité d'électricité et les conditions demandées, en tenant compte du coût de transport applicable et, dans le cas où l'appel d'offres prévoit que la totalité ou une partie des besoins devront être satisfaits pour une source particulière d'approvisionnement en électricité par un bloc d'énergie, en tenant compte du prix maximal tel qu'établi par règlement du gouvernement;

4° permettre qu'un appel d'offres puisse être satisfait par plus d'un contrat d'approvisionnement, auquel cas le fournisseur qui permet d'atteindre la quantité d'électricité demandée peut être invité à diminuer la quantité d'électricité qu'il a lui-même offerte, sans toutefois en modifier le prix unitaire.

Tout projet d'efficacité énergétique, visé par un appel d'offres en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa, doit satisfaire aux exigences de stabilité, de durabilité et de fiabilité applicables aux sources d'approvisionnement conventionnelles.

La Régie peut dispenser le distributeur d'électricité de recourir à l'appel d'offres pour des contrats de court terme ou en cas d'urgence des besoins à satisfaire.

Pour l'application du présent article, le promoteur d'un projet d'efficacité énergétique est considéré comme un fournisseur d'électricité.

2000, c. 22, a. 27; 2006, c. 46, a. 43.

74.2. La Régie surveille l'application de la procédure d'appel d'offres et d'octroi ainsi que du code d'éthique, prévus à l'article 74.1, et examine si ceux-ci ont été respectés. À cette fin, elle peut exiger tout document ou renseignement utile. La Régie fait rapport de ses constatations au distributeur d'électricité et au fournisseur choisi.

Le distributeur d'électricité ne peut conclure un contrat d'approvisionnement en électricité sans obtenir l'approbation de la Régie, aux conditions et dans les cas qu'elle fixe par règlement.

2000, c. 22, a. 27.

74.3. Malgré les articles 74.1 et 74.2, le distributeur d'électricité peut, dans le cadre d'un programme d'achat d'électricité provenant d'une source d'énergie renouvelable dont les modalités ont été approuvées par la Régie, acheter de l'électricité d'un client dont la production excède sa propre consommation ou d'un producteur, sans être tenu à la procédure d'appel d'offres.

Le présent article ne s'applique qu'à l'égard de l'électricité produite à partir d'une installation dont la capacité maximale de production est fixée par règlement du gouvernement.

2006, c. 46, a. 44.

75. Le transporteur ou le distributeur d'électricité ou un distributeur de gaz naturel doit, chaque année, à l'époque fixée par la Régie, fournir à cette dernière un rapport comprenant les renseignements suivants:

1° son nom;

2° dans le cas d'une société qui exploite une entreprise, son capital social, les diverses émissions de titres faites depuis l'établissement de l'entreprise ou depuis le dernier rapport et les noms des administrateurs;

3° son actif, son passif, ses dépenses et ses revenus de l'année;

4° les prix et taux exigés au cours de l'année;

5° tout autre renseignement que peut exiger la Régie.

1996, c. 61, a. 75; 2000, c. 22, a. 28.

76. Le distributeur d'électricité, les réseaux municipaux d'électricité et la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville sont tenus de distribuer l'électricité à toute personne qui le demande dans le territoire où s'exerce leur droit exclusif.

La Régie peut, à la demande d'un consommateur ou du distributeur d'électricité, d'un réseau municipal d'électricité ou de la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, dispenser ces derniers de donner suite à une demande faite en vertu du présent article seulement si le service peut être satisfait de façon et à des conditions équivalentes par une autre source d'énergie, si elle est d'avis que les coûts inhérents au service demandé ne seront pas supportés par ce consommateur.

1996, c. 61, a. 76; 2000, c. 22, a. 29.

76.1. Un réseau privé d'électricité est tenu de distribuer l'électricité à toute personne desservie par le réseau à moins qu'une entente de distribution, avec le distributeur d'électricité concernant le transfert d'une partie ou de la totalité de la charge d'un client au distributeur, ne soit intervenue.

Le présent article ne s'applique pas à un réseau privé dont le client a convenu, avant le 13 décembre 2006, d'une entente avec le distributeur d'électricité pour le transfert de sa charge.

2006, c. 46, a. 45.

76.2. Le titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité ne peut, entre le 1^{er} décembre et le 31 mars, interrompre la livraison d'électricité à la résidence principale d'un client qui y habite et dont le système de chauffage requiert l'électricité, au motif que le client n'a pas payé sa facture à échéance ou ne s'est pas conformé aux conditions d'une entente de paiement. Les dispositions des conditions de service du distributeur d'électricité, relatives à cette matière, s'appliquent à tout titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité compte tenu des adaptations nécessaires.

2006, c. 46, a. 45.

77. Un distributeur de gaz naturel est tenu de fournir et de livrer le gaz naturel à toute personne qui le demande dans le territoire desservi par son réseau de distribution.

Dans ce territoire, il doit en outre recevoir, transporter et livrer au consommateur qui lui en fait la demande, le gaz naturel acquis d'un tiers par ce consommateur et destiné à être consommé par ce dernier ou lorsque la demande est faite par un courtier en gaz naturel agissant en son nom propre, celui d'un producteur ou d'un consommateur.

1996, c. 61, a. 77.

78. Une personne intéressée non desservie par un réseau de distribution de gaz naturel peut demander à la Régie d'ordonner à un distributeur de gaz naturel d'étendre son réseau de distribution dans le territoire où s'exerce son droit exclusif.

Elle peut également demander à la Régie de recommander au gouvernement d'étendre le territoire où s'exerce le droit exclusif d'un distributeur de gaz naturel et d'ordonner à ce distributeur d'étendre son réseau de distribution.

1996, c. 61, a. 78.

79. La Régie peut, à la demande d'un consommateur ou d'un distributeur de gaz naturel, dispenser ce dernier de donner suite à une demande faite en vertu des articles 77 ou 78 si elle est d'avis, notamment, que l'intérêt public le requiert ou que les coûts inhérents au service demandé ne seront pas supportés par ce consommateur.

La Régie peut également dispenser un distributeur de gaz naturel de donner suite à ces demandes, si cela a pour effet de compromettre la rentabilité ou l'efficacité des opérations de son entreprise ou est susceptible de compromettre la sécurité d'approvisionnement d'un autre consommateur.

Lorsque le gaz naturel est utilisé principalement pour le chauffage de bâtiments ou à des fins domestiques, la Régie peut également dispenser un distributeur de donner suite à une demande faite en vertu du deuxième alinéa de l'article 77 si elle est d'avis que les conditions d'approvisionnement dont le consommateur a convenu avec un tiers ne lui assurent pas, compte tenu notamment de ses besoins particuliers et de la disponibilité du gaz naturel, une sécurité d'approvisionnement comparable à celle offerte par un distributeur.

1996, c. 61, a. 79.

80. Nul ne peut aliéner, ni autrement céder une entreprise faisant l'objet d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel, ni fusionner une personne morale titulaire d'un tel droit, sans l'autorisation du gouvernement.

Pareille autorisation est également requise pour céder, transférer, échanger ou attribuer des titres d'une personne morale titulaire d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel ou faire quelque autre opération sur de tels titres si l'opération a pour effet direct ou indirect de réunir dans une même main ou dans les mains d'un groupe de personnes liées au sens de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) des titres ou des droits d'acquérir des titres:

1° permettant d'élire la majorité des administrateurs de cette personne morale, dans le cas de titres dispensés de l'application de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1);

2° représentant plus de 20% des titres comportant droit de vote de cette personne morale, dans le cas de titres non dispensés de l'application de cette loi.

Dans le cas où une société est titulaire d'un droit exclusif de distribution de gaz naturel, toute opération sur les parts de cette société doit être autorisée par le gouvernement si elle a pour effet de réunir dans une même main ou entre les mains d'un groupe de personnes liées au sens de la Loi sur les impôts des parts ou des droits d'acquérir des parts de cette société représentant plus de 50% de son capital social ou, dans le cas d'une société en commandite, des parts permettant d'agir comme commandité.

Avant de décider d'une demande visée au présent article, le gouvernement prend avis de la Régie.

Toute personne intéressée peut s'adresser au tribunal compétent pour faire prononcer la nullité d'un acte en contravention du présent article.

Le présent article vise également les réseaux municipaux et privés d'électricité et la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville.

1996, c. 61, a. 80; 2000, c. 22, a. 30; 2006, c. 46, a. 46.

81. Lorsqu'un distributeur de gaz naturel est approvisionné en gaz naturel par un fournisseur qui a un intérêt direct ou indirect dans son entreprise, il doit soumettre le contrat d'approvisionnement à l'approbation de la Régie.

Il en est de même dans le cas où le distributeur de gaz naturel a un intérêt direct ou indirect dans l'entreprise du fournisseur.

1996, c. 61, a. 81.

82. Un distributeur de gaz naturel est autorisé à exercer, sur le territoire où porte son droit exclusif de

distribution, les pouvoirs relatifs à la vente et la location d'appareils et compteurs, aux travaux dans les rues, chemins et places publics, l'interruption du service et le pouvoir d'entrer sur la propriété privée énoncés, en ce qui concerne le gaz naturel, dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 de la Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (chapitre C-44), sous réserve des restrictions, conditions et obligations spécifiées dans ces articles.

Il peut exercer les mêmes pouvoirs, sous réserve des mêmes restrictions, conditions et obligations, pour la construction de gazoducs devant servir à la fourniture, au transport et à la livraison de gaz naturel à ses clients dans le territoire pour lequel le droit exclusif de distribution lui a été octroyé, que ces gazoducs soient, en totalité ou en partie, construits à l'intérieur ou en dehors de ce territoire.

1996, c. 61, a. 82.

83. Un distributeur de gaz naturel peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout droit de passage, servitude ou immeuble requis pour la fourniture, le transport, la livraison ou l'emmagasinement hors terre de gaz naturel, ainsi que pour l'installation d'une conduite jusqu'au site d'emmagasinement d'un tiers du gaz naturel dans le territoire pour lequel le droit exclusif de distribution lui a été octroyé.

1996, c. 61, a. 83.

84. L'installation de tuyaux, conduits, dépendances, appareils ou autres ouvrages par un distributeur de gaz naturel dessous ou le long de tout chemin public, cours d'eau ou toute rue, ruelle ou autre place publique du territoire d'une municipalité s'effectue selon les conditions convenues entre les parties ou, à défaut d'entente, aux conditions fixées par la Régie.

Tout préposé du distributeur de gaz naturel peut pénétrer, à toute heure raisonnable, sur tout immeuble pour effectuer ces installations ou pour les réparer et faire tous les travaux requis à cette fin, à charge de payer tout préjudice qui pourrait être causé.

1996, c. 61, a. 84; 1999, c. 40, a. 245.

85. Les articles 87, 89 et 94 de la Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (chapitre C-44) relatifs au raccordement illégal, aux dommages aux compteurs et aux appareils exempts de saisie s'appliquent en faveur d'un distributeur de gaz naturel.

1996, c. 61, a. 85.

85.1. Tout distributeur mentionné à l'article 2.1 doit déposer auprès de la Régie, au plus tard le 31 mars de chaque année, une déclaration d'enregistrement indiquant le lieu de chaque établissement.

2000, c. 22, a. 31; 2006, c. 46, a. 47.

CHAPITRE VI.1 **TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ**

SECTION I **NORMES DE FIABILITÉ**

85.2. La Régie s'assure que le transport d'électricité au Québec s'effectue conformément aux normes de fiabilité qu'elle adopte.

2006, c. 46, a. 48.

85.3. Sont visés par la présente section:

1° un propriétaire ou exploitant d'une installation d'une tension de 44 kV et plus raccordée à un réseau de transport d'électricité;

2° un propriétaire ou exploitant d'un réseau de transport d'électricité;

3° un propriétaire ou exploitant d'une installation de production d'une puissance d'au moins 50 mégavolts ampères (MVA), raccordée à un réseau de transport d'électricité;

4° un distributeur dont la puissance de pointe dépasse 25 mégawatts (MW) et dont les installations sont raccordées à un réseau de transport d'électricité;

5° une personne qui utilise un réseau de transport d'électricité en vertu d'une convention de service de transport d'électricité intervenue avec le transporteur d'électricité ou avec tout autre transporteur au Québec.

2006, c. 46, a. 48; 2010, c. 8, a. 2.

85.4. La Régie peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure une entente avec un organisme qui lui démontre son expertise dans les domaines de l'établissement ou de la surveillance de l'application des normes de fiabilité du transport d'électricité notamment pour:

1° le développement des normes de fiabilité du transport d'électricité applicables au Québec;

2° effectuer des inspections ou des enquêtes prévues à la section II du chapitre III, dans le cadre de plans visant à surveiller l'application des normes de fiabilité;

3° lui fournir des avis ou des recommandations.

L'entente doit indiquer la méthode d'établissement de la rémunération et les modalités de paiement pour la réalisation de ses objets.

2006, c. 46, a. 48.

85.5. La Régie désigne, aux conditions qu'elle détermine, le coordonnateur de la fiabilité au Québec.

2006, c. 46, a. 48.

85.6. Le coordonnateur de la fiabilité doit déposer à la Régie:

1° les normes de fiabilité proposées par un organisme ayant conclu l'entente visée à l'article 85.4 ainsi que toute variante ou autre norme que le coordonnateur de la fiabilité estime nécessaire;

2° une évaluation de la pertinence et des impacts des normes déposées;

3° l'identification de toute entité visée à l'article 85.3.

2006, c. 46, a. 48; 2010, c. 8, a. 3.

85.7. La Régie peut demander au coordonnateur de la fiabilité de modifier une norme déposée ou d'en soumettre une nouvelle, aux conditions qu'elle indique. Elle adopte des normes de fiabilité et fixe la date de leur entrée en vigueur.

Les normes de fiabilité peuvent:

1° prévoir, sous réserve de l'article 85.10, une grille de sanctions y compris des sanctions pécuniaires applicables en cas de contravention;

2° rendre applicables par renvoi des normes de fiabilité établies par un organisme de normalisation avec lequel une entente a été conclue.

2006, c. 46, a. 48.

85.8. Le coordonnateur de la fiabilité soumet à la Régie un guide faisant état de critères à prendre en considération dans la détermination d'une sanction, en cas de contravention à une norme de fiabilité.

2006, c. 46, a. 48.

85.9. Si un organisme mandaté par la Régie en vertu d'une entente visée à l'article 85.4 considère qu'une entité visée par une norme de fiabilité ne s'y conforme pas, il doit lui donner l'occasion de soumettre ses observations dans un délai d'au moins 20 jours. L'organisme fait ensuite rapport à la Régie de ses constatations et peut recommander l'imposition d'une sanction.

2006, c. 46, a. 48.

85.10. Après avoir donné à l'entité visée à l'article 85.9 l'occasion de se faire entendre, la Régie détermine s'il y a eu contravention à une norme de fiabilité et, le cas échéant, elle impose une sanction qui ne peut excéder 500 000 \$ par jour et en fixe le délai de paiement.

Une sanction visée au premier alinéa peut comprendre notamment la transmission d'une lettre de réprimande rendue publique par un moyen approprié ou l'imposition de conditions par la Régie à l'exercice de certaines activités.

2006, c. 46, a. 48.

85.11. Les montants de sanctions pécuniaires, perçus par la Régie, sont versés dans un compte distinct aux fins de s'assurer de la fiabilité du transport d'électricité.

2006, c. 46, a. 48.

85.12. La Régie peut, aux conditions qu'elle fixe, ordonner à une entité ayant contrevenu à une norme de fiabilité d'appliquer un plan de redressement dans les délais qu'elle peut déterminer.

2006, c. 46, a. 48.

85.12.1. Lorsqu'une inspection ou une enquête révèle qu'une entité ne se conforme pas à une norme de fiabilité et que cela compromet sérieusement la fiabilité du transport d'électricité, la Régie peut ordonner que des mesures soient prises sur-le-champ ou dans le délai qu'elle indique pour corriger la situation.

2010, c. 8, a. 5.

85.13. Le coordonnateur de la fiabilité:

1° doit déposer à la Régie, pour approbation, un registre identifiant les entités visées par les normes de fiabilité adoptées par la Régie;

2° remplit les fonctions qui lui sont dévolues en vertu d'une norme de fiabilité adoptée par la Régie;

3° peut, en vertu d'une norme adoptée par la Régie, donner des directives d'exploitation.

2006, c. 46, a. 48; 2010, c. 8, a. 6.

SECTION II CONTRAT DE SERVICE DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ

85.14. Pour l'application de la présente section, un «transporteur auxiliaire» désigne le propriétaire ou l'exploitant d'un réseau de transport d'électricité ou d'une installation d'une tension de 44 kV et plus raccordé au réseau du transporteur d'électricité, apte à fournir un service de transport à un tiers.

2006, c. 46, a. 48.

85.15. À la demande du transporteur d'électricité, tout transporteur auxiliaire est tenu de négocier avec lui les conditions d'un contrat de service de transport d'électricité.

Ce contrat est soumis à la Régie pour approbation.

2006, c. 46, a. 48.

85.16. À défaut d'entente entre le transporteur d'électricité et le transporteur auxiliaire, l'une des parties intéressées peut demander à la Régie de fixer les conditions d'un contrat de service de transport d'électricité.

2006, c. 46, a. 48.

85.17. Lorsque la Régie décide de ne pas approuver un contrat de service de transport d'électricité ou si une partie intéressée lui en fait la demande en vertu de l'article 85.16, la Régie fixe les conditions du contrat qu'elle estime justes et raisonnables.

Dans l'établissement des coûts que le transporteur auxiliaire a droit de récupérer, la Régie tient compte du premier alinéa ou du quatrième alinéa de l'article 49 ou de ces deux dispositions.

2006, c. 46, a. 48.

85.18. Une décision rendue en vertu de l'article 85.17 est exécutoire à la date qui y est indiquée et lie les parties jusqu'à ce que, à la demande de l'une d'elles et après avoir donné à tout consommateur intéressé l'occasion de présenter des observations, la Régie juge à propos d'y mettre fin ou de la modifier.

2006, c. 46, a. 48.

SECTION III

ACCÈS AUX INSTALLATIONS DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ

85.19. Pour l'application de la présente section, un «transporteur accessible» désigne le propriétaire ou l'exploitant d'une installation d'une tension de 44 kV et plus ainsi que le propriétaire ou l'exploitant d'un réseau de transport d'électricité.

2006, c. 46, a. 48.

85.20. Une demande de raccordement aux installations d'un transporteur accessible ou du transporteur d'électricité doit être soumise au transporteur d'électricité conformément à ses tarifs et conditions de service de transport.

2006, c. 46, a. 48.

85.21. À la suite d'une demande de raccordement, le transporteur d'électricité procède conjointement avec le transporteur accessible à une analyse économique et financière des propositions de raccordement qu'il soumet à la Régie.

2006, c. 46, a. 48.

85.22. Le transporteur d'électricité doit obtenir de la Régie l'autorisation prévue à l'article 73 pour le raccordement retenu.

2006, c. 46, a. 48.

85.23. Si le raccordement autorisé par la Régie comporte le raccordement aux installations du transporteur accessible, ce dernier est tenu d'en accorder le libre accès et de négocier une entente à cette fin avec le transporteur d'électricité conformément à la section II du présent chapitre.

2006, c. 46, a. 48.

CHAPITRE VI.2

PLAN D'ENSEMBLE EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

85.24. Les termes et expressions définis à l'article 0.1 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001) s'appliquent au présent chapitre.

2006, c. 46, a. 48.

85.25. Dans le cadre du plan d'ensemble en efficacité énergétique et nouvelles technologies prévu à la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001), la Régie:

1° approuve annuellement les montants globaux des dépenses qu'elle juge nécessaires pour assurer le financement adéquat du plan d'ensemble et des programmes et des interventions qu'il contient;

2° établit le montant annuel que chaque distributeur d'énergie doit allouer à des programmes et à des interventions concernant l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies énergétiques, incluant ceux qui concernent plus d'une forme d'énergie que l'Agence administre;

3° détermine la quote-part annuelle que chaque distributeur d'énergie doit payer à l'Agence en application du règlement pris en vertu du paragraphe 10° de l'article 114;

4° transmet un avis de paiement à chaque distributeur d'énergie et fournit à l'Agence toutes les informations nécessaires à la perception des quotes-parts.

2006, c. 46, a. 48.

85.26. Tout distributeur d'électricité ou de gaz naturel doit soumettre annuellement à la Régie, à la date qu'elle détermine, ses programmes et ses interventions en efficacité énergétique et ceux concernant les nouvelles technologies énergétiques.

L'Agence soumet à la Régie, en même temps qu'elle transmet le plan d'ensemble ou à la date que détermine la Régie, les programmes et les interventions en matière d'efficacité énergétique visant les carburants et les combustibles et ceux qui concernent plus d'une forme d'énergie, ainsi que les programmes et les interventions concernant les nouvelles technologies énergétiques.

2006, c. 46, a. 48.

85.27. Le montant total annuel que chaque distributeur d'énergie doit allouer à l'efficacité énergétique et aux nouvelles technologies énergétiques se compose, pour chaque distributeur d'énergie, des éléments suivants:

1° le coût des programmes et des interventions à réaliser;

2° les frais visés à l'article 36;

3° la quote-part annuelle payable à l'Agence en vertu de l'article 24.2 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001).

2006, c. 46, a. 48.

85.28. Lorsqu'elle établit le montant annuel pour un distributeur d'électricité ou de gaz naturel, la Régie doit tenir compte de l'impact de ce montant sur les tarifs qu'elle fixe ou, s'il y a lieu, sur les tarifs applicables par ce distributeur.

2006, c. 46, a. 48.

85.29. Lorsqu'elle établit le montant annuel pour un distributeur de carburants et de combustibles, la Régie doit:

1° évaluer l'effet relatif de ce montant sur le prix au litre des carburants et combustibles payé par les consommateurs;

2° établir un montant annuel pour l'essence, le diesel, le propane et le mazout.

2006, c. 46, a. 48.

85.30. Lorsqu'elle approuve le financement des programmes et des interventions concernant l'efficacité énergétique ou les nouvelles technologies énergétiques, la Régie doit notamment s'assurer de l'atteinte des objectifs visés par les programmes et interventions.

2006, c. 46, a. 48.

85.31. Tout distributeur d'énergie doit produire à la Régie, au plus tard le 31 mars de chaque année, une déclaration indiquant, le cas échéant, pour la période couverte par son exercice financier précédent:

1° le volume de gaz naturel ou d'électricité qu'il a distribué;

2° le volume de carburants et de combustibles qu'il a apporté au Québec à des fins autres que la revente;

3° le volume de carburants et de combustibles destiné à la consommation au Québec qu'il a vendu et qu'il a raffiné au Québec ou y a apporté et, s'il y a lieu, le volume qu'il a échangé avec une personne décrite au paragraphe 1° de la définition de l'expression «distributeur de carburants et de combustibles» de l'article 0.1 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001);

4° tout autre renseignement que la Régie estime nécessaire pour l'application du présent chapitre, selon la forme qu'elle prescrit.

2006, c. 46, a. 48; 2007, c. 19, a. 2.

85.32. La Régie vérifie le rapport de l'Agence sur l'état d'avancement du plan d'ensemble et l'utilisation des sommes reçues en vertu de l'article 24.2 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001) et lui délivre un rapport de sa vérification.

2006, c. 46, a. 48.

CHAPITRE VI.3

FINANCEMENT DES ACTIONS POUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

85.33. Le présent chapitre s'applique:

1° à tout distributeur de gaz naturel;

2° à toute personne morale ou société qui apporte au Québec des carburants et combustibles à des fins autres que la revente;

3° à tout distributeur de carburants et de combustibles.

Pour l'application du présent chapitre, la personne ou société visée au paragraphe 2° du premier alinéa est réputée être un distributeur.

2006, c. 46, a. 48; 2007, c. 19, a. 3.

85.34. Pour l'application du présent chapitre et de l'article 114, on entend par:

«carburants et combustibles », l'essence, le diesel, le mazout, le propane, le coke de pétrole ou le charbon, à l'exception des carburants utilisés en aviation ou servant à l'alimentation des moteurs de navire, des hydrocarbures utilisés comme matière première par les industries qui transforment les molécules

d'hydrocarbures par des procédés chimiques et pétrochimiques et de la partie renouvelable des carburants et combustibles;

«diesel», un mélange liquide d'hydrocarbures provenant du raffinage du pétrole destiné à alimenter les moteurs diesel;

«distributeur de carburants et de combustibles»:

1° toute personne qui, au Québec, raffine, fabrique, mélange, prépare ou distille des carburants et des combustibles;

2° toute personne qui apporte ou fait apporter au Québec des carburants et des combustibles contenus dans un ou plusieurs réceptacles totalisant plus de 200 litres, autres que ceux contenus dans le réservoir de carburant installé comme équipement normal d'alimentation du moteur d'un véhicule;

3° toute personne qui, au Québec, échange des carburants et combustibles avec une personne décrite au paragraphe 1°;

4° (paragraphe abrogé);

«essence», un mélange liquide d'hydrocarbures provenant du raffinage du pétrole employé principalement comme carburant dans les moteurs à allumage commandé;

«mazout», un mélange liquide d'hydrocarbures provenant du raffinage du pétrole et utilisé pour le chauffage domestique, commercial, institutionnel et industriel;

«propane», un mélange liquide d'hydrocarbures provenant du raffinage du pétrole ou du traitement du gaz naturel et utilisé, soit comme carburant dans les moteurs à allumage commandé, soit notamment pour la cuisson ou le chauffage domestique, commercial, institutionnel et industriel.

2006, c. 46, a. 48; 2007, c. 19, a. 4.

85.35. Le gouvernement, pour la période et aux conditions qu'il détermine, fixe l'apport financier global qui doit provenir des distributeurs visés à l'article 85.33 et être consacré à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou à la lutte aux changements climatiques.

2006, c. 46, a. 48; 2009, c. 33, a. 4.

85.36. En tenant compte des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre fixées en vertu de l'article 46.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et de l'apport financier global, la Régie établit par règlement:

1° le taux et la méthode de calcul de la redevance annuelle payable par un distributeur en fonction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) que génère la combustion de gaz naturel, de carburants et de combustibles ainsi que le taux d'intérêt sur les sommes dues et les pénalités exigibles en cas de non-paiement;

2° les modalités suivant lesquelles les distributeurs sont tenus de payer la redevance annuelle au Fonds vert institué en vertu de l'article 15.1 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (chapitre M-30.001).

2006, c. 46, a. 48; 2009, c. 33, a. 5.

85.37. Tout distributeur visé à l'article 85.33 doit produire à la Régie, à une date qu'elle détermine et selon la forme qu'elle prescrit, une déclaration indiquant, le cas échéant, pour la période couverte par son exercice financier précédent:

1° le volume de gaz naturel qu'il a distribué;

2° le volume de carburants et de combustibles qu'il a apporté au Québec pour les fins mentionnées au

paragraphe 2° de cet article;

3° le volume de carburants et de combustibles destiné à la consommation au Québec qu'il a vendu et qu'il a raffiné au Québec ou y a apporté et, s'il y a lieu, le volume qu'il a échangé avec une personne décrite au paragraphe 1° de la définition de l'expression «distributeur de carburants et de combustibles» de l'article 85.34;

4° tout autre renseignement que la Régie estime nécessaire pour l'application du présent chapitre, selon la forme qu'elle prescrit.

2006, c. 46, a. 48; 2007, c. 19, a. 5.

85.38. La Régie établit le montant que chaque distributeur visé doit payer en application du règlement prévu à l'article 85.36 et elle en donne avis à chacun ainsi qu'au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Ce ministre perçoit les montants de redevances exigibles et les verse, ainsi que les intérêts et les pénalités le cas échéant, au Fonds vert.

2006, c. 46, a. 48.

85.39. Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs transmet au gouvernement, au plus tard le 31 juillet de chaque année, dans la forme et selon les modalités fixées le cas échéant par ce dernier, un rapport sur l'utilisation des sommes versées en vertu de l'article 85.38. Une copie de ce rapport est transmise, à la même date, à la Régie.

2006, c. 46, a. 48; 2009, c. 33, a. 7.

CHAPITRE VII

EXAMEN DES PLAINTES DES CONSOMMATEURS

SECTION I

APPLICATION

86. Sont soumises aux dispositions du présent chapitre les plaintes adressées par un consommateur au transporteur ou au distributeur d'électricité, à un réseau municipal ou privé d'électricité, à la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville ou à un distributeur de gaz naturel concernant l'application d'un tarif ou d'une condition de transport ou de distribution d'électricité ou l'application d'un tarif ou d'une condition de fourniture, de transport, de livraison ou d'emmagasinement de gaz naturel.

1996, c. 61, a. 86; 2000, c. 22, a. 32.

SECTION II

EXAMEN PAR LE TRANSPORTEUR D'ÉLECTRICITÉ ET UN DISTRIBUTEUR

87. Une procédure d'examen des plaintes est établie par le transporteur d'électricité ou tout distributeur.

Cette procédure doit être soumise à la Régie pour approbation.

1996, c. 61, a. 87; 2000, c. 22, a. 34.

88. Dans le délai fixé par la Régie, le transporteur d'électricité ou le distributeur doit publier dans au moins deux journaux circulant dans le territoire qu'il dessert la procédure et préciser l'endroit où les plaintes peuvent être adressées.

1996, c. 61, a. 88; 2000, c. 22, a. 35.

89. Le transporteur d'électricité ou tout distributeur envoie une fois par année à ses clients un feuillet d'information décrivant la procédure et indiquant le recours à la Régie prévu à la section III.

1996, c. 61, a. 89; 2000, c. 22, a. 36.

90. Sur demande, le transporteur d'électricité ou le distributeur assiste les plaignants dans la formulation de leur plainte. Il permet aux plaignants de présenter leurs observations.

Il rejette sommairement les plaintes manifestement mal fondées ou vexatoires.

1996, c. 61, a. 90; 2000, c. 22, a. 37.

91. La décision doit être rendue par écrit et être notifiée au plaignant dans les 60 jours ou tout autre délai approuvé par la Régie. Elle doit être motivée et indiquer le recours à la Régie prévu à la section III.

1996, c. 61, a. 91.

92. Le transporteur d'électricité ou le distributeur peut réexaminer sa décision.

1996, c. 61, a. 92; 2000, c. 22, a. 36.

93. Le transporteur d'électricité ou le distributeur qui fait défaut de transmettre sa décision dans le délai prévu à cette fin est réputé avoir transmis au plaignant une décision négative le jour de l'expiration de ce délai.

1996, c. 61, a. 93; 2000, c. 22, a. 36.

SECTION III RECOURS À LA RÉGIE

94. Dans les 30 jours de la date où la décision a été transmise par le transporteur d'électricité ou le distributeur ou est réputée avoir été transmise, le plaignant peut demander à la Régie d'examiner sa plainte, s'il est en désaccord avec la décision rendue par le transporteur d'électricité ou le distributeur.

La Régie peut toutefois procéder à l'examen d'une plainte soumise après l'expiration du délai prévu au premier alinéa si le plaignant n'a pu, pour des motifs sérieux et légitimes, agir plus tôt et qu'il n'en résulte aucun préjudice grave pour le transporteur d'électricité ou le distributeur.

1996, c. 61, a. 94; 2000, c. 22, a. 38.

95. La plainte doit être écrite, motivée et, le cas échéant, accompagnée de la décision.

Le secrétaire de la Régie transmet copie de la plainte au transporteur d'électricité ou au distributeur concerné.

1996, c. 61, a. 95; 2000, c. 22, a. 39.

96. Toute demande faite en vertu de la présente section est examinée par un régisseur agissant seul. Toutefois, lorsque le président l'estime nécessaire, il nomme trois régisseurs.

1996, c. 61, a. 96.

97. Dans les 15 jours de la réception de la copie de la plainte, le transporteur d'électricité ou le distributeur doit transmettre au secrétaire de la Régie le dossier d'examen interne de la plainte.

Le plaignant peut consulter ce dossier au bureau du transporteur d'électricité ou du distributeur où il a adressé sa plainte ou au bureau de la Régie. Il peut, sur paiement des frais de reproduction, en obtenir copie.

1996, c. 61, a. 97; 2000, c. 22, a. 40.

98. Lorsque la Régie examine la plainte, elle vérifie si l'application des tarifs et des conditions de transport ou de distribution d'électricité ou l'application des tarifs et des conditions de fourniture, de transport, de livraison ou d'emmagasinement de gaz naturel a été suivie par le transporteur d'électricité ou le distributeur.

1996, c. 61, a. 98; 1997, c. 93, a. 176; 2000, c. 22, a. 41.

99. La Régie peut refuser ou cesser d'examiner une plainte:

1° si elle a des motifs raisonnables de croire qu'elle est mal fondée, vexatoire ou faite de mauvaise foi ou que son intervention n'est manifestement pas utile;

2° s'il s'est écoulé plus d'un an depuis que le plaignant a eu connaissance des faits qui fondent sa plainte, à moins que le retard ne soit justifié par des circonstances exceptionnelles.

Lorsqu'elle refuse ou cesse d'examiner une plainte, la Régie informe par écrit le plaignant et le transporteur d'électricité ou le distributeur des motifs de sa décision.

1996, c. 61, a. 99; 2000, c. 22, a. 42.

100. Toute personne doit fournir à la Régie les renseignements qu'elle requiert pour l'examen de la plainte et assister à toute rencontre à laquelle elle est convoquée.

1996, c. 61, a. 100.

100.1. Si elle le considère utile et que les circonstances le permettent, la Régie peut, avec le consentement du plaignant et du transporteur d'électricité ou du distributeur, suspendre l'examen d'une plainte pour une période n'excédant pas 30 jours afin de permettre la tenue d'une séance de conciliation.

Le conciliateur est choisi par le président parmi les membres du personnel de la Régie.

Tout accord est constaté par écrit et signé par le conciliateur, le plaignant et, selon le cas, le transporteur d'électricité ou le distributeur. L'accord lie le plaignant et, selon le cas, le transporteur d'électricité ou le distributeur.

2000, c. 22, a. 43.

100.2. À moins que le plaignant et, selon le cas, le transporteur d'électricité ou le distributeur n'y consentent, rien de ce qui a été dit ou écrit au cours d'une séance de conciliation n'est recevable en preuve devant un tribunal judiciaire ou la Régie. Ils doivent en être informés par le régisseur qui a décidé de suspendre l'examen.

2000, c. 22, a. 43.

100.3. Le conciliateur ne peut être contraint de divulguer ce qui lui a été révélé ou ce dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions, ni de produire un document confectionné ou obtenu dans cet exercice devant un tribunal judiciaire ou devant toute autre instance.

Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un document contenu dans le dossier de conciliation.

2000, c. 22, a. 43.

101. Lorsque la Régie considère la plainte fondée, elle ordonne au transporteur d'électricité ou au distributeur d'appliquer, dans le délai qu'elle fixe, les mesures qu'elle détermine concernant l'application des tarifs et des conditions; elle peut également en établir la date d'application.

1996, c. 61, a. 101; 2000, c. 22, a. 44.

CHAPITRE VIII FINANCEMENT

102. Tout distributeur, y compris un distributeur d'énergie auquel s'applique le chapitre VI.2, une personne visée à l'article 85.33 et tout propriétaire ou exploitant visé au paragraphe 2° de l'article 85.3, doit payer à la Régie une redevance annuelle dont le taux et les modalités de paiement sont prévus par règlement du gouvernement.

Le transporteur d'électricité doit payer à la Régie une redevance annuelle dont le taux ainsi que les modalités de paiement sont prévus par règlement du gouvernement.

L'article 85.38 et le présent article s'appliquent à Hydro-Québec malgré l'article 16 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5).

1996, c. 61, a. 102; 2000, c. 22, a. 45; 2006, c. 46, a. 49.

103. La Régie perçoit les frais fixés par règlement du gouvernement payables pour l'étude d'une demande selon les modalités qui y sont prévues.

1996, c. 61, a. 103; 2000, c. 22, a. 46.

104. Les frais d'étude et d'enregistrement et les redevances payées à la Régie font partie de ses revenus.

1996, c. 61, a. 104; 2000, c. 22, a. 47.

105. Ces montants sont, au fur et à mesure de leur perception, déposés dans une banque ou une coopérative de services financiers régie par la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3).

1996, c. 61, a. 105; 2000, c. 29, a. 668.

105.1. Le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire à la poursuite de sa mission.

Les sommes requises sont prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

1997, c. 55, a. 32.

106. Le président de la Régie soumet chaque année au ministre les prévisions budgétaires de la Régie pour l'exercice financier suivant, selon la forme, la teneur et à l'époque déterminées par le gouvernement.

Les prévisions sont soumises à l'approbation du gouvernement.

1996, c. 61, a. 106.

107. Un exercice financier ne peut comporter de déficit cumulé.

L'excédent des revenus sur les dépenses, pour un exercice financier, est reporté sur le budget annuel subséquent.

1996, c. 61, a. 107; 2000, c. 22, a. 48.

108. La Régie tient des comptes distincts pour le transporteur d'électricité et pour chaque distributeur.

1996, c. 61, a. 108; 2000, c. 22, a. 49.

109. Les livres et comptes de la Régie sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.

1996, c. 61, a. 109.

CHAPITRE IX DIRECTIVES ET RÈGLEMENTS

SECTION I DIRECTIVES

110. Le ministre peut donner à la Régie des directives sur l'orientation et les objectifs généraux à poursuivre.

1996, c. 61, a. 110.

111. Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement et entrent en vigueur le jour de leur approbation. Une fois approuvées, elles lient la Régie qui est tenue de s'y conformer.

Toute directive doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si elle n'est pas en session, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

1996, c. 61, a. 111.

SECTION II RÈGLEMENTS

112. Le gouvernement peut déterminer par règlement:

1° les montants des frais d'enregistrement et les taux de la redevance annuels payables à la Régie par le transporteur d'électricité, par un propriétaire ou exploitant visé au paragraphe 2° de l'article 85.3, par une personne visée à l'article 85.33 ou par un distributeur, y compris un distributeur d'énergie auquel s'applique le chapitre VI.2, ainsi que leurs modalités de paiement, le taux d'intérêt sur les sommes dues et les pénalités exigibles en cas de non-paiement;

2° les frais payables pour l'étude d'une demande soumise à la Régie;

2.1° pour une source particulière d'approvisionnement en électricité, le bloc d'énergie et son prix maximal établis aux fins de l'établissement du coût de fourniture de l'électricité visé à l'article 52.2 ou du plan d'approvisionnement prévu à l'article 72 ou de l'appel d'offres du distributeur d'électricité prévu à l'article 74.1;

2.2° déterminer les délais suivant lesquels le distributeur d'électricité doit procéder à un appel d'offres prévu à l'article 74.1;

2.3° la capacité maximale de production visée à l'article 74.3 pouvant varier selon les sources d'énergie renouvelable ou en fonction des catégories de clients ou de producteurs qu'il prévoit;

3° les dispositions d'un règlement adopté en vertu du présent article et de l'article 114 dont la violation constitue une infraction.

Les montants des frais, les taux, les modalités, le bloc d'énergie et le prix maximal visés aux paragraphes 1°, 2° et 2.1° du premier alinéa peuvent notamment varier selon le transporteur d'électricité, les catégories de propriétaires ou exploitants visés au paragraphe 2° de l'article 85.3, les distributeurs ou catégories de distributeurs ou de consommateurs. Le règlement peut aussi exclure le transporteur d'électricité, une catégorie de propriétaires ou exploitants visés au paragraphe 2° de l'article 85.3, un distributeur ou une catégorie de distributeurs ou de consommateurs et, dans le cas d'un distributeur de produits pétroliers, l'exclure également en fonction des volumes d'essence ou de carburant diesel destinés aux marchés québécois qu'il raffine, échange avec un raffineur ou apporte au Québec.

Le montant de la pénalité que peut déterminer le gouvernement en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa ne peut excéder 15% du montant qui devait être payé.

Un règlement peut prévoir que la participation à l'appel d'offres du distributeur d'électricité est réservée à certaines catégories de fournisseurs et que la quantité d'électricité visée par chaque contrat d'approvisionnement peut être limitée dans les cas où les besoins seront satisfaits par un bloc d'énergie.

1996, c. 61, a. 112; 2000, c. 22, a. 50; 2001, c. 16, a. 3; 2000, c. 22, a. 50; 2006, c. 46, a. 50; 2010, c. 8, a. 7.



Ne sont pas en vigueur:

dans le paragraphe 1° du premier alinéa, les mots «les montants des frais d'enregistrement et».

Ces mots entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement (2000, c. 22, a. 70).

113. La Régie peut édicter des règles de procédure applicables à l'étude des demandes qui lui sont soumises ou à une audience publique.

1996, c. 61, a. 113.

114. La Régie peut déterminer par règlement:

1° des normes relatives aux opérations du distributeur d'électricité ou d'un distributeur de gaz naturel ainsi qu'aux exigences techniques qu'il doit respecter;

2° des normes relatives au maintien d'un réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel;

3° (paragraphe abrogé);

4° (paragraphe abrogé);

5° les documents requis pour procéder à l'étude d'une demande;

6° les conditions et les cas où une activité visée à l'article 73 requiert une autorisation;

7° la forme, la teneur et la périodicité du plan d'approvisionnement;

8° les conditions et les cas où la conclusion d'un contrat d'approvisionnement par le distributeur d'électricité requiert son approbation;

9° le taux, la méthode de calcul et les modalités de paiement de la redevance annuelle sur le gaz naturel, les carburants et les combustibles exigibles en vertu du chapitre VI.3 ainsi que le taux d'intérêt sur les sommes dues et les pénalités exigibles en cas de non-paiement;

10° la méthode de calcul de la quote-part annuelle payable à l'Agence par les distributeurs d'énergie en vertu de l'article 24.2 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (chapitre A-7.001) ainsi que les modalités de paiement, le taux d'intérêt sur les sommes dues et les pénalités exigibles en cas de non-paiement.

Les normes, documents, conditions et cas ainsi que la forme, teneur et périodicité visés aux paragraphes 1°, 2°, 5°, 6° et 7° peuvent notamment varier selon le transporteur d'électricité, les distributeurs ou catégories de distributeurs. Le règlement peut aussi exclure le transporteur d'électricité, un distributeur ou une catégorie de distributeurs.

Le taux, la méthode de calcul et les modalités visés aux paragraphes 9° et 10° du premier alinéa peuvent

notamment varier selon les distributeurs ou catégories de distributeurs. La Régie peut également prévoir qu'une même disposition d'un règlement pris en vertu de l'un ou l'autre de ces paragraphes prend effet à des dates différentes selon qu'elle se rapporte à l'électricité, au gaz naturel, à l'essence, au diesel, au mazout, au propane ou au charbon.

Le montant de la pénalité que peut déterminer la Régie en vertu du paragraphe 9° ou 10° du premier alinéa ne peut excéder 15% du montant qui devait être payé.

1996, c. 61, a. 114; 2000, c. 22, a. 51; 2006, c. 46, a. 51.

115. Les règles de procédure adoptées par la Régie et ses règlements sont soumis au gouvernement qui peut les approuver avec ou sans modification.

1996, c. 61, a. 115; 2006, c. 46, a. 52.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS PÉNALES

116. Quiconque contrevient à l'une des dispositions du deuxième alinéa de l'article 56, des articles 61, 71, 80 ou à une décision de la Régie est passible d'une amende de 2 000 \$ à 4 000 \$ pour la première infraction et de 5 000 \$ à 50 000 \$ pour toute récidive.

Est passible des mêmes amendes que celles prévues au premier alinéa:

1° le transporteur ou le distributeur d'électricité ou un distributeur de gaz naturel s'il contrevient à l'une des dispositions du premier alinéa de l'article 53, du premier alinéa de l'article 73 ou à l'article 87;

2° le titulaire d'un droit exclusif de distribution d'électricité ou de gaz naturel qui contrevient à l'article 72;

3° le transporteur d'électricité ou le propriétaire ou exploitant visé à l'article 85.14 s'il contrevient à l'article 73.1;

4° le distributeur d'électricité ou de gaz naturel s'il contrevient au premier alinéa de l'article 74;

5° le distributeur d'électricité s'il contrevient au deuxième alinéa de l'article 74.2;

6° un distributeur de gaz naturel s'il contrevient à l'article 81;

7° le distributeur d'électricité ou de gaz naturel s'il contrevient au premier alinéa de l'article 85.26.

1996, c. 61, a. 116; 2000, c. 22, a. 52; 2006, c. 46, a. 53.

117. Le transporteur ou le distributeur d'électricité ou un distributeur de gaz naturel s'il contrevient à une disposition réglementaire déterminée en vertu du paragraphe 3° de l'article 112 ou quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 46 ou 47 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$ pour la première infraction et de 2 000 \$ à 5 000 \$ pour toute récidive.

Le transporteur ou le distributeur d'électricité ou un distributeur de gaz naturel s'il fait défaut de produire le rapport visé à l'article 75 ou s'il produit de faux renseignements dans ce rapport est passible des mêmes peines que celles prévues au premier alinéa.

Un distributeur s'il fait défaut de déposer la déclaration prévue aux articles 85.1, 85.31 ou 85.37 ou s'il produit de faux renseignements dans cette déclaration est passible des mêmes peines que celles prévues au premier alinéa.

1996, c. 61, a. 117; 2000, c. 22, a. 53; 2006, c. 46, a. 54.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

LOI CONCERNANT L'EXAMEN DES PLAINTES DES CLIENTS DES DISTRIBUTEURS D'ÉLECTRICITÉ

118. *(Omis).*

1996, c. 61, a. 118.

LOI SUR L'EXPORTATION DE L'ÉLECTRICITÉ

119. *(Modification intégrée au c. E-23, a. 6).*

1996, c. 61, a. 119.

120. *(Modification intégrée au c. E-23, a. 6.1).*

1996, c. 61, a. 120.

LOI SUR HYDRO-QUÉBEC

121. *(Modification intégrée au c. H-5, a. 1).*

1996, c. 61, a. 121.

122. *(Modification intégrée au c. H-5, a. 21.3).*

1996, c. 61, a. 122.

123. *(Modification intégrée au c. H-5, a. 22.0.1).*

1996, c. 61, a. 123.

124. *(Omis).*

1996, c. 61, a. 124.

125. *(Modification intégrée au c. H-5, a. 26).*

1996, c. 61, a. 125.

126. *(Abrogé).*

1996, c. 61, a. 126; 2000, c. 22, a. 54.

127. *(Modification intégrée au c. H-5, a. 30).*

1996, c. 61, a. 127.

LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

128. *(Modification intégrée au c. P-40.1, a. 5).*

1996, c. 61, a. 128.

LOI SUR LA RÉGIE DU GAZ NATUREL

129. *(Omis).*

1996, c. 61, a. 129.

LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

130. (*Modification intégrée au c. R-8.2, annexe C*).

1996, c. 61, a. 130.

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

131. (*Modification intégrée au c. R-12, annexe I*).

1996, c. 61, a. 131.

LOI SUR LES SYSTÈMES MUNICIPAUX ET LES SYSTÈMES PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ

132. (*Modification intégrée au c. S-41, a. 2*).

1996, c. 61, a. 132.

133. (*Modification intégrée au c. S-41, a. 8*).

1996, c. 61, a. 133.

134. (*Modification intégrée au c. S-41, a. 16*).

1996, c. 61, a. 134.

135. (*Omis*).

1996, c. 61, a. 135.

136. (*Modification intégrée au c. S-41, a. 17.1*).

1996, c. 61, a. 136.

LOI SUR L'UTILISATION DES PRODUITS PÉTROLIERS

137. (*Modification intégrée au c. U-1.1, a. 1*).

1996, c. 61, a. 137.

138. (*Omis*).

1996, c. 61, a. 138.

139. (*Modification intégrée au c. U-1.1, a. 45.1*).

1996, c. 61, a. 139.

140. (*Modification intégrée au c. U-1.1, a. 65*).

1996, c. 61, a. 140.

141. (*Modification intégrée au c. U-1.1, a. 77*).

1996, c. 61, a. 141.

LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

142. (*Modification intégrée au c. V-6.1, a. 190.*)

1996, c. 61, a. 142.

143. (*Omis.*)

1996, c. 61, a. 143.

144. (*Omis.*)

1996, c. 61, a. 144.

145. (*Omis.*)

1996, c. 61, a. 145.

146. (*Omis.*)

1996, c. 61, a. 146.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

147. Le mandat des régisseurs de la Régie du gaz naturel prend fin le 2 juin 1997. Celui du commissaire nommé en vertu de la Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité (chapitre E-17.1) prend fin le 11 février 1998.

Toutefois, les régisseurs peuvent continuer l'étude d'une demande dont ils ont été saisis et en décider malgré l'expiration de leur mandat. Ils seront alors rémunérés sur la base d'un taux horaire calculé en fonction de leur salaire annuel.

1996, c. 61, a. 147.

148. Malgré le premier alinéa de l'article 10, le mandat des premiers régisseurs de la Régie nommés par le gouvernement est de trois ans pour deux d'entre eux, de quatre ans pour deux d'entre eux et de cinq ans pour les trois autres.

1996, c. 61, a. 148.

149. Les employés de la Régie du gaz naturel et ceux mis à la disposition du commissaire nommé en vertu de la Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité (chapitre E-17.1) deviennent des employés de la Régie de l'énergie dans la mesure que détermine le gouvernement.

Ils occupent le poste et exercent les fonctions qui leur sont assignées par la Régie.

1996, c. 61, a. 149.

150. Toute personne à l'emploi de la Régie peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) si, le 15 octobre 1997, elle était un employé permanent visé par la Loi sur la fonction publique et si son transfert ou sa nomination à la Régie est survenu dans les 12 mois qui suivent cette date.

1996, c. 61, a. 150.

151. L'article 35 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) s'applique à un employé de la Régie visé à l'article 150 qui participe à un concours de promotion dans un emploi de la fonction publique.

1996, c. 61, a. 151.

152. Lorsqu'un employé de la Régie visé à l'article 150 pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion, il peut requérir du président du Conseil du trésor qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il aurait dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cette personne avait dans la fonction publique à la date de son départ ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de la Régie.

Dans le cas où un employé de la Régie est muté à la suite de l'application du premier alinéa, le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme lui établit un classement conforme à l'avis prévu au premier alinéa.

Dans le cas où un employé de la Régie est promu en application de l'article 151, son classement doit tenir compte des critères prévus au premier alinéa.

1996, c. 61, a. 152.

153. En cas de cessation partielle ou complète des activités de la Régie ou s'il y a manque de travail, un employé de la Régie visé à l'article 150 a le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique, au classement qu'il avait dans la fonction publique à la date de son départ.

Dans ce cas, le président du Conseil du trésor lui établit, le cas échéant, un classement en tenant compte des critères prévus au premier alinéa de l'article 152.

1996, c. 61, a. 153.

154. Une personne mise en disponibilité suivant l'article 153 demeure à l'emploi de la Régie jusqu'à ce que le président du Conseil du trésor puisse la placer.

1996, c. 61, a. 154.

155. Sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, un employé de la Régie visé à l'article 150 qui est révoqué ou congédié peut en appeler conformément à l'article 33 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

1996, c. 61, a. 155.

156. Les associations de salariés accréditées conformément aux dispositions du chapitre IV de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), qui représentaient des groupes d'employés à la date du transfert ou de la nomination des employés visés à l'article 150, continuent de représenter ces employés à la Régie de l'énergie jusqu'à la date d'expiration des conventions collectives en vigueur au moment du transfert ou de la nomination.

Ces associations de salariés représentent également, selon les groupes visés, les autres employés de la Régie jusqu'à la date d'expiration des conventions visées au premier alinéa.

Les dispositions de ces conventions collectives continuent de s'appliquer aux employés de la Régie dans la mesure où elles leur sont applicables, jusqu'à leur date d'expiration.

Toutefois, les dispositions de ces conventions collectives concernant la sécurité d'emploi ne s'appliquent pas aux employés visés au deuxième alinéa.

1996, c. 61, a. 156.

157. (Omis)

1996, c. 61, a. 157.

158. Dans les lois ainsi que dans leurs textes d'application, tout renvoi à une disposition de la Loi sur la Régie du gaz naturel (chapitre R-8.02) est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi.

1996, c. 61, a. 158.

159. Les décisions, ordonnances, règlements et résolutions adoptés par la Régie du gaz naturel, dans une matière visée par la présente loi, conservent leur effet jusqu'à leur abrogation, leur modification ou leur remplacement par une décision, une ordonnance, un règlement ou résolution pris en vertu de la présente loi.

Il en est de même d'un règlement adopté par le gouvernement en vertu du paragraphe 1° de l'article 67 de la Loi sur la Régie du gaz naturel (chapitre R-8.02).

1996, c. 61, a. 159; 1997, c. 55, a. 33.

160. Les affaires engagées devant le commissaire nommé en vertu de la Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité (chapitre E-17.1), dans les matières visées par le chapitre VII, sont continuées devant la Régie de l'énergie, sans autre formalité, suivant la présente loi.

1996, c. 61, a. 160.

161. La Régie devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance intentée par ou contre la Régie du gaz naturel.

1996, c. 61, a. 161.

162. Les affaires engagées devant la Régie du gaz naturel dans les matières visées par la présente loi sont continuées devant la Régie de l'énergie, sans autre formalité, suivant la présente loi.

1996, c. 61, a. 162.

163. (Abrogé).

1996, c. 61, a. 163; 1997, c. 83, a. 42.

164. Les règlements et les contrats pris en vertu de l'article 22.0.1 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5) avant le 2 mai 1998 conservent leur effet jusqu'à leur abrogation, leur modification ou leur remplacement par un règlement, contrat, décision ou ordonnance pris en vertu de la présente loi.

1996, c. 61, a. 164.

164.1. Pour l'application du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 49 et de l'article 52.3, sont réputés prudemment acquis et utiles pour l'exploitation d'un réseau de transport ou de distribution d'électricité, les actifs en exploitation inscrits aux registres comptables du transporteur ou du distributeur d'électricité au 16 juin 2000, ceux inscrits entre cette date et le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 73)*, les actifs dont la construction est autorisée ou exemptée d'autorisation par loi ou par le gouvernement conformément à la loi au 16 juin 2000, ainsi que les actifs dont la construction est autorisée ou exemptée d'autorisation entre cette date et le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 73)* par le gouvernement conformément à la loi.

En outre, sont réputées nécessaires pour assumer le coût de la prestation du service, les dépenses découlant des contrats de services de transport et des contrats de services de distribution conclus avant le 16 juin 2000.

2000, c. 22, a. 55.

165. Le gouvernement peut fixer ou modifier un tarif auquel l'électricité est fournie par Hydro-Québec jusqu'au 2 mai 1998, en ajustant les tarifs alors en vigueur selon un taux ne dépassant pas la variation de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Canada, pour les 12 mois de l'année précédente par rapport aux 12 mois de l'année antérieure à cette dernière.

L'indice des prix à la consommation au Canada est celui publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Lois révisées du Canada (1985), chapitre S-19).

1996, c. 61, a. 165.

166. Les dossiers et les documents de la Régie du gaz naturel deviennent les dossiers et documents de la Régie de l'énergie, sans autre formalité.

1996, c. 61, a. 166.

167. Sur demande du gouvernement et selon les paramètres qu'il détermine, la Régie fixe sur proposition du distributeur d'électricité les conditions d'un projet pilote pouvant permettre à des consommateurs ou à une catégorie de consommateurs qu'elle désigne conformément aux règles du projet de s'approvisionner en électricité auprès d'un fournisseur de leur choix. La Régie ajuste alors le tarif du distributeur d'électricité en fonction des conditions ainsi fixées.

1996, c. 61, a. 167; 2000, c. 22, a. 56.

168. Le ministre doit, au plus tard le 2 juin 2000, faire rapport au gouvernement sur les résultats et l'impact de la présente loi à l'égard du secteur énergétique.

Ce rapport est déposé dans les 15 jours suivants à l'Assemblée nationale ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

1996, c. 61, a. 168.

169. La Régie doit, dans l'année qui suit la fixation d'un montant en vertu de l'article 59, faire rapport au ministre sur les impacts des mesures introduites aux articles 59 et 139 sur les prix et les pratiques commerciales dans la vente au détail d'essence ou de carburant diesel.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

1996, c. 61, a. 169.

170. Les crédits accordés à la Régie du gaz naturel sont transférés à la Régie de l'énergie dans la mesure que détermine le gouvernement.

1996, c. 61, a. 170.

171. Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune est responsable de l'application de la présente loi.

1996, c. 61, a. 171; 2003, c. 8, a. 6; 2006, c. 3, a. 35.

172. Le gouvernement peut prévoir qu'une même disposition de la présente loi ou des règlements entre en vigueur à des dates différentes selon qu'elle se rapporte à l'électricité, au gaz naturel, à la vapeur ou aux produits pétroliers.

1996, c. 61, a. 172.

173. (Omis).

1996, c. 61, a. 173.

ANNEXE I

COÛT DE FOURNITURE DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE PAR CATÉGORIE DE CONSOMMATEURS

Catégories	Coûts de fourniture
Tarifs D et DM	3,24 ¢/kWh
Tarif DH	3,13 ¢/kWh
Tarifs G et à forfait	2,95 ¢/kWh
Tarif G-9	2,80 ¢/kWh
Tarif M	2,72 ¢/kWh
Tarif L	2,47 ¢/kWh
Tarif DT	2,67 ¢/kWh
Tarifs éclairage public et sentinelle	2,63 ¢/kWh

2000, c. 22, a. 57.

ANNEXES ABROGATIVES

Conformément à l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (chapitre R-3), le chapitre 61 des lois de 1996, tel qu'en vigueur le 1^{er} mars 1997, à l'exception des articles 143 à 146, 157 et 173, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-6.01 des Lois refondues.

Conformément à l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (chapitre R-3), les articles 1 à 7, 9 à 30, les paragraphes 1°, 2°, 4° et 5° du premier alinéa ainsi que le deuxième alinéa de l'article 31, les articles 32 à 71, 73 à 75, 77 à 113, les paragraphes 1° à 6° de l'article 114, les articles 115 à 118, 122, 127 à 132, 134, 135, 137, 138, 140 à 142, 147 à 156, 158 à 162, 166, le premier alinéa de l'article 167 et les articles 168 à 171 du chapitre 61 des lois de 1996, tels qu'en vigueur le 1^{er} avril 1998, sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur de la mise à jour au 1^{er} avril 1998 du chapitre R-6.01 des Lois refondues.

Conformément à l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (chapitre R-3), le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 31, les articles 72, 76, le paragraphe 7° de l'article 114, les articles 119 à 121, 123 à 125, 133, 136 et 164 du chapitre 61 des lois de 1996, tels qu'en vigueur le 1^{er} avril 1999, sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur de la mise à jour au 1^{er} avril 1999 du chapitre R-6.01 des Lois refondues.

68

RE: BRITISH COLUMBIA TRANSMISSION CORPORATION ("BCTC")
PROJECT NO. 3698539
AN APPLICATION TO AMEND THE BCTC OPEN ACCESS TRANSMISSION TARIFF
("OATT")

AND

A COMPLAINT BY TRANSCANADA ENERGY LTD. ("TCE")
REGARDING A SERVICE AGREEMENT BETWEEN TCE AND BCTC
FOR LONG TERM FIRM POINT-TO-POINT TRANSMISSION SERVICE

REBUTTAL TESTIMONY OF
CRAIG R. ROACH, Ph.D.

ON BEHALF OF TRANSCANADA ENERGY, LTD.

APRIL 22, 2009

TABLE OF CONTENTS

I.	INTRODUCTION AND SUMMARY.....	- 1 -
A.	INTRODUCTION.....	- 1 -
B.	SUMMARY	- 3 -
II.	REVIEW OF THE FERC ORDERS 890, 890-A, 890-B, AND 890-C	- 6 -
III.	REVIEW OF FERC-ORDERED “SEAMS” AGREEMENT.....	- 10 -
A.	THE SPP/MISO SEAMS AGREEMENT	- 10 -
B.	THE SPP/AECI SEAMS AGREEMENT	- 13 -
C.	THE PJM/MISO SEAMS AGREEMENT.....	- 15 -
D.	MODULE F, PART II OF THE MISO OATT	- 17 -
IV.	REVIEW OF SOME BCTC RESPONSES TO INFORMATION REQUESTS	- 19 -

1 **I. INTRODUCTION AND SUMMARY**

2
3 **A. INTRODUCTION**

4
5 Q. Please state your name, position and business address.

6 A. My name is Craig R. Roach. I am the President of Boston Pacific Company, Inc. My
7 business address is 1100 New York Avenue, NW, Suite 490 East, Washington, DC
8 20005.

9
10 Q. Are you the same Craig R. Roach who filed Direct Testimony on March 13, 2009 in the
11 parallel part of this proceeding?

12 A. Yes.

13
14 Q. What is the purpose of your Rebuttal Testimony?

15 A. The purpose of my Rebuttal Testimony is to respond to British Columbia Transmission
16 Corporation's ("BCTC's") statements concerning FERC policies for the calculation of
17 Firm Available Transfer Capability ("Firm ATC").

18
19 Specifically, on November 21, 2008, BCTC filed an application with the British
20 Columbia Utilities Commission ("BCUC" or "Commission") to amend its Open Access
21 Transmission Tariff ("OATT"). Part 6 of this application contained BCTC's proposal to
22 address issues concerning Firm ATC on the British Columbia to Alberta transmission
23 path ("BC>AB path"). Most importantly, BCTC notes that it ignores transmission

1 constraints in Alberta when it sets the amount of firm transmission service that can be
2 sold into Alberta. Specifically, BCTC states:

3
4 Firm ATC is determined in accordance with Attachment C of BCTC's OATT, modeled
5 on the transmission capability of BCTC's Transmission System. BCTC determines Firm
6 ATC mathematically as the Firm Total Transfer Capability (TTC), less the sum of
7 existing transmission commitments, Transmission Reliability Margin (TRM) and
8 Capacity Benefit Margin (CBM). **The transmission capability of adjoining**
9 **transmission systems is not taken into account in this calculation.**¹ [Emphasis Added]
10

11 Q. Do you agree with BCTC's proposed policy of not taking into account the transmission
12 capability of adjoining transmission systems?

13 A. No. More importantly, BCTC implies that ignoring constraints in neighboring areas
14 reflects FERC policy for Open Access Transmission Tariffs ("OATTs"). I do not agree
15 this reflects FERC policy.
16

17 Q. What is BCTC's evidence supporting its view on FERC policy?

18 A. BCTC has presented a "survey" of utility practices in Section 6.6 of its application as
19 support for its position. I deal with this survey in Section IV.
20

21 Q. Is the survey the best way to gauge FERC policy on this matter?

22 A. No, especially since at the time of the survey many transmission providers -- as well as
23 NERC -- were still bringing their policies into alignment with FERC's recent orders. My
24 view is that, if one wants to know what FERC thinks about coordinating transmission
25 service between neighboring areas, the best way to do that is to review what FERC itself
26 has recently said on the matter. The two best sources for determining FERC's policy on

¹ *Application to Amend the Open Access Transmission Tariff*, BCTC, November 21, 2008 at page 118.

1 this issue are (a) the FERC 890 Orders – Order 890, Order 890-A, Order 890-B and
2 Order 890-C plus (b) FERC-approved “seams agreements” or “Joint Operating
3 Agreements (JOAs).”
4

5 Q. Is it your understanding that the Commission expects that BCTC’s tariff, business
6 practices, and policies would be consistent with FERC’s requirements?

7 A. Yes. For example, the Commission seems to agree with using FERC’s Order 890
8 guidelines to set operating procedures for ATC-related issues. I understand that the
9 Commission had directed BCTC to establish provisions to handle ATC-related issues that
10 are consistent with FERC Order 890 guidelines. Specifically, the Commission stated the
11 following in its July 3, 2008 “Suspension Order” approving the temporary suspension of
12 releasing additional firm ATC on the BC>AB path:

13 BCTC is directed to include, in its next Rate Design review and/or FERC-890
14 compliance filing, whichever comes first, a Tariff section which formally
15 establishes, consistent with general OATT principles, and the FERC-890
16 guidelines, provisions for how BCTC will handle future situations, similar in
17 nature to that addressed in the Application.²
18

19 **B. SUMMARY**
20

21 Q. Above, you suggested the “two best sources” for determining FERC policy. Did you
22 review these for purposes of your Testimony?

23 A. Yes.
24

25 Q. How would you summarize what you found in the FERC 890 Orders?

² Order No. G-110-08, BCUC, July 3, 2008 at page 3.

1 A. After reviewing FERC Orders 890, 890-A, 890-B, and 890-C, it is evident that FERC
2 requires the system conditions of adjoining areas to be accounted for when calculating
3 the amount of transfer capability that is available between two systems – that is, when
4 calculating Firm ATC. Later in this Testimony, I support this view with direct quotes
5 from the 890 Orders.

6
7 In addition, NERC's Board of Trustees has adopted the standards developed for ATC
8 calculation, and has submitted them to FERC for approval. FERC has issued a proposed
9 rulemaking to approve them, this proceeding is now in its comment phase. Consistent
10 with FERC principles, these NERC standards also make it clear that transmission
11 conditions in adjoining areas must be taken into account when determining ATC.³
12

13 Q. How would you summarize what you found in the second source?

14 A. The same conclusion is also supported by my review of FERC-approved JOAs. Put in
15 place well before the 890 Orders were finalized, these agreements were created for the
16 specific purpose of resolving issues that arise between neighboring transmission systems.
17 The FERC-approved JOAs provide compelling evidence against the BCTC implication
18 that transmission constraints in neighboring areas should be ignored. The JOAs are
19 founded upon the exchange of extensive information among the parties, and explicitly
20 call for taking account of the effect of granting transmission service in one area on
21 transmission congestion in another area, and vice-versa.
22

³ See, e.g., NERC Standard MOD-001-1 at A.3, and NERC Standard MOD-029-1 at B. R1.1.1.2 and R1.1.1.3. Both Standard MODs are available in FERC Docket No. RM08-19.

1 Q. Which JOAs did your review for purposes of your Testimony?

2 A. Boston Pacific has reviewed four JOAs, including those between (a) the Southwest
3 Power Pool (SPP) RTO and the Midwest Independent System Operator (MISO), (b) the
4 SPP RTO and Associated Electric Cooperative, Inc. (AECI), (c) the MISO and the PJM
5 Interconnection, and (d) MISO's Module F, Part II Service (replaces the MISO/Mid-
6 Continent Area Power Pool (MAPP) Seams Operating Agreement). Our review is
7 summarized later herein and, once again, direct quotes from these JOAs are provided to
8 support my conclusion.

9
10 Q. What is your overall conclusion?

11 A. In sum, I believe that drawing upon these FERC Orders, NERC standards, and FERC-
12 approved JOAs provides far more compelling evidence on FERC's policy than the survey
13 presented by BCTC. And this more compelling evidence shows that FERC clearly
14 requires transmission constraints in adjoining transmission systems be taken into account
15 when calculating Firm ATC.

16
17 Q. Stepping back, is there any other support for your overall conclusion?

18 A. Yes, if I may be blunt, common sense supports this conclusion. If BCTC ignores
19 transmission constraints in Alberta, it will consistently oversell firm transmission service.
20 That is, it will sell more transmission service than can actually flow on the path during
21 substantial portions of the year. In so doing, it will diminish the service provided to
22 existing transmission customers.

1 Any number of analogies reveals the lack of common sense in this. Say there was a
2 bridge between two cities, and that the safe weight limit on the bridge dictated that only
3 five cars could pass over at a time. Even if a highway was built on one side that could
4 deliver ten or twenty cars at a time to the entrance of the bridge, the safety limit would
5 dictate that only five could cross over at any one time. At a minimum, it would be over-
6 promising to suggest that the safety limit could be ignored and that more cars would
7 actually get across the bridge. Indeed, with the new highway on one side of the bridge, a
8 bottleneck would be created at the entrance to the bridge, and the bottleneck would
9 diminish the quality of travel for the people who originally traveled over the bridge.

10
11 It simply would make no sense to assume away the bottleneck at the entrance to the
12 bridge when judging how many cars could reliably travel between the two cities. The
13 same point is true for BCTC's proposal to ignore the limitations on the transmission lines
14 between the two Provinces.

15
16
17 **II. REVIEW OF THE FERC ORDERS 890, 890-A, 890-B, AND 890-C**

18
19 Q. Let's begin with the FERC 890 Orders. Would you provide some broad background to
20 start?

21 A. Yes. Order No. 890 was proposed by FERC on February 16, 2007 in an effort to remedy
22 remaining opportunities for undue discrimination under the pro forma OATT adopted
23 more than a decade earlier in Order Nos. 888 and 889. Order Nos. 890-A, 890-B, and

1 890-C were subsequently provided, in part, to clarify specific reforms provided in Order
2 No. 890. One central theme in these orders is the required exchange of information
3 among transmission providers to achieve accurate ATC calculations. For example, in
4 Order No. 890-A, FERC affirmed that data must be exchanged between neighboring
5 transmission systems and that the ATC values calculated should be consistent across
6 systems. FERC states that, in order to calculate accurate ATC values, conditions on
7 adjacent transmission systems must be accounted for. FERC stated the following:

8
9 [W]e clarify that adjacent transmission providers must coordinate and exchange
10 data and assumptions to achieve consistent ATC values on either side of a single
11 interface. This is applicable to any neighboring transmission providers no matter
12 whether they use the same or different ATC methodologies.⁴
13

14 Note, too, that in the quote above, FERC states that “this is applicable to *any* neighboring
15 transmission providers.” This would presumably include transmission providers that
16 have a tariff based on the pro forma OATT such as BCTC and transmission providers
17 operating a pool system such as Alberta.

18
19 Q. Is there any further definition by FERC of the term “consistent”?

20 A. Yes. On June 23, 2008, FERC issued Order 890-B to provide further clarification in
21 response to intervenor comments. One of the issues that FERC discusses in detail is
22 “consistency and transparency of ATC Calculations.” First, FERC reemphasizes its
23 statements provided in Order 890-A, and even seems to go a step further by defining
24 “*consistent* ATC values” as being “*identical* ATC values.”

⁴ Preventing Undue Discrimination and Preference in Transmission Service (Order No. 890-A), FERC Docket Nos. RM05-17-001, 002 and RM05-25-001, 002, December 28, 2007 at paragraph 52.

1
2 The Commission affirms the clarification provided in Order No. 890-A that
3 adjacent transmission providers must coordinate and exchange data and
4 assumptions to achieve consistent ATC values on either side of a single interface.
5 We disagree with petitioners arguing that "consistent" ATC values should not be
6 interpreted as identical.⁵
7

8 Q. Was there push back by intervenors on the use of the word identical?

9 A. Yes. And in response to intervenors' assertions that having identical ATC values on
10 either side of a single interface is "not reasonably achievable", FERC went on to say:
11

12 We recognize that factors such as timing of reservation requests, acceptances, and
13 confirmations, and multiple interfaces between and among transmission
14 providers, can make it difficult to achieve coincidental, identical postings of ATC
15 values on both sides of an interface. However, as the Commission explained in
16 Order No. 890, if all of the ATC components and certain data inputs and
17 assumptions are consistent, the ATC calculation methodologies being finalized by
18 NERC through the reliability standards development process should produce
19 predictable and sufficiently accurate, consistent, equivalent, and replicable results.
20 We therefore disagree that the directive to coordinate and exchange data and
21 assumptions to achieve consistent ATC values on either side of an interface was
22 newly imposed in Order No. 890-A. The Commission simply clarified that the
23 requirement stated in Order No. 890 applies equally to calculations of ATC on
24 either side of an interface.⁶
25

26 The language which is repeated here suggests that the results of any ATC calculation
27 should, on either side of a seam, be "accurate, consistent, equivalent, and replicable."
28

29 Q. Was there follow-up discussion and determinations in subsequent 890 Orders?

30 A. Yes. In Order 890-C FERC further clarified the statement that it made in 890-B:

31 The requirement, then, is not to achieve identical postings of ATC values on
32 either side of an interface, as NorthWestern contends. The requirement is, instead,

⁵ *Preventing Undue Discrimination and Preference in Transmission Service (Order No. 890-B)*, FERC Docket Nos. RM05-17-003 and ROM05-25-003, June 23, 2008 at paragraph 15.

⁶ *Ibid.*

1 to achieve consistency in such values through the development of ATC
2 calculation methodologies that produce sufficiently accurate, consistent,
3 equivalent, and replicable results. In some instances, it may be possible for
4 transmission providers under these methodologies to achieve identical ATC
5 values on either side of an interface. In others, such as when there are differences
6 in reservation status or when there are multiple interfaces between the
7 transmission providers, it may not be possible or even practical to achieve
8 identical values.⁷

9
10 Q. Does FERC mandate a specific methodology for the calculation of ATC?

11 A. No. However, FERC specifies which ingredients must be included and requires that
12 certain principles be upheld. In the original Order 890, FERC states:

13 All ATC calculation methodologies derive ATC by modeling the system to
14 establish TTC, expressed in terms of contract paths or flowgates, and reducing
15 that figure by existing transmission commitments (i.e., ETC), a margin that
16 recognizes uncertainties with transfer capability (i.e., TRM), and a margin that
17 allows for meeting generation reliability criteria (i.e., CBM). These calculation
18 methodologies are developed based on physical characteristics of the transmission
19 provider's transmission system, historical modeling practices, and processes
20 developed for collection of input data related to transmission provider's own
21 system conditions as well as relevant data that model neighboring systems'
22 conditions. [Emphasis added]⁸

23
24 Q. Are others working on standards for ATC calculations?

25 A. Yes. In the original Order 890, FERC acknowledged that NERC was developing
26 standards for three ATC calculation methodologies. NERC's Board adopted those
27 methodologies in August 2008, and as of March 19, 2009 FERC has issued a Notice of

⁷ *Preventing Undue Discrimination and Preference in Transmission Service (Order No. 890-C)*, FERC Docket Nos. RM05-17-004 and RM05-25-004, at paragraph 9.

⁸ *Preventing Undue Discrimination and Preference in Transmission Service (Order No. 890)*, FERC Docket Nos. RM05-17-000 and RM05-25-000, at Paragraphs 208 and 209.

1 Proposed Rulemaking (now in its 60-day comment period) indicating a desire to approve
2 NERC's proposals.⁹

3 Q. Do NERC's methodologies for ATC calculation require consideration of transmission
4 conditions in other areas?

5 A. Yes. For example, when detailing requirements for calculating TTCs, NERC requires the
6 Transmission Operator to use a transmission model which includes at least (a) "all
7 Transmission Operator areas contiguous with its own Transmission Operator area" and
8 (b) "any other Transmission Operator area linked to the Transmission Operator's by joint
9 operating agreement".¹⁰

10 Q. In sum then, what is your conclusion from reviewing the 890 Orders?

11 A. My conclusion from reviewing the 890 Orders is that FERC policy is to require
12 consideration of transmission conditions in adjoining transmission system when
13 determining Firm ATC, and to require that these considerations lead to "accurate,
14 consistent, equivalent, and replicable" results on either side of the relevant seams.

15
16
17 **III. REVIEW OF FERC-ORDERED "SEAMS" AGREEMENT**

18
19 **A. THE SPP/MISO SEAMS AGREEMENT**

20
21 Q. Were the 890 Orders the first time FERC spoke to this issue?

⁹ Ibid., at paragraph 210, and 126 FERC ¶ 61,249, at Summary.

¹⁰ NERC Standard MOD-029-1 at B. R1.1.1.2 and R1.1.1.3.

1 A. No, not at all. While FERC has spoken most recently on these ATC-related issues in the
2 context of its major updates for open access transmission tariffs in the 890 Orders, FERC
3 has spoken frequently on these same issues for many years. As already noted in the
4 Summary, the other place to look for FERC's views is in what are termed "seams"
5 agreements or more technically Joint Operating Agreements (JOAs). For example,
6 Boston Pacific has served as the External Market Advisor for the Board of Directors of
7 the Southwest Power Pool (SPP) since 200_. When SPP filed for approval of its
8 application to become a Regional Transmission Organization (RTO), one of the first
9 requirements imposed by FERC was that SPP negotiate a JOA with its neighbor the
10 Midwest Independent System Operator (MISO). The original JOA was signed by SPP
11 and MISO in December 2004.

12
13 Q. What relevant conclusion do you draw from your review of the FERC-required JOA
14 between SPP and MISO?

15 A. The unmistakable conclusion from reading the JOA is that it requires the neighboring
16 entities to take account of transmission constraints in each other's territory when
17 calculating ATCs and the related Available Flowgate Capacity (AFCs), and when
18 approving transmission reservations. For example, in the SPP/MISO JOA under the title
19 "ATC/AFC Calculations", it is made clear that (a) information must be exchanged so that
20 accurate ATC/AFC calculations are possible and (b) transmission reservations in one area
21 may have to be denied "in order to avoid potential overloading of facilities" in a
22 neighboring area. The opening paragraph in Section 5.1 reads as follows:

23 Purpose: The calculation of Total Transfer Capability ("TTC") and Available
24 Transfer Capability ("ATC") is a forecast of transmission capacity that may be

1 available for use by transmission customers. Use of transmission capacity in one
2 system can impact the loadings, voltages and stability of neighboring systems.
3 Because of this interrelationship, neighboring entities must exchange pertinent
4 data for each entity to determine the TTC and ATC/AFC values for its own
5 transmission system. The exchange of data related to calculation of TTC and
6 ATC is necessary to assure reliable coordination, and also to permit either Party to
7 determine if, due to lack of transmission capacity, it must refuse a transmission
8 reservation in order to avoid potential overloading of facilities.¹¹
9

10 Q. Is this same issue addressed in other sections of the SPP/MISO JOA?

11 A. Yes. Similarly, under the title "Analysis of Long Term Firm Transmission Service
12 Requests", the SPP/MISO JOA makes it clear that the neighboring system must explicitly
13 take account of the impact of granting service in one area on transmission congestion in
14 the other area. Section 9.3.4 Item (a) states:

15 The Parties will coordinate the calculation of ATC values associated with the
16 service, based on contingencies on the systems of each Party that may be
17 impacted by the granting of the service.¹²
18

19 Q. What has been the practical implication for the required coordination?

20 A. The practical implication of the JOA is that SPP and MISO must agree to coordinate
21 congestion management. And, to focus that congestion management, the two Parties
22 agree to identify transmission facilities that are of mutual concern – these are termed
23 "Reciprocal Coordinated Flowgates (RCFs)." As stated in Section 6.1 of the Congestion
24 Management Process attached to the JOA, respect of RCFs affects both the calculation of
25 ATCs/AFCs and real time operations.

26 In order to coordinate congestion management on a proactive basis, Operating
27 Entities may agree to respect each other's Flowgate limitations during the
28 determination of AFC/ATC and the calculation of firmness during real-time
29 operations. Entities agreeing to coordinate this future-looking management of

¹¹ *Joint Operating Agreement between the Midwest Independent Transmission System Operator, Inc. and Southwest Power Pool, Inc.* at Original Sheet No. 24.

¹² *Ibid.* at Original Sheet No. 46.

1 Flowgate capacity are Reciprocal Entities. The Flowgates used in that process are
2 Reciprocal Coordinated Flowgates.¹³
3
4

5 **B. THE SPP/AECI SEAMS AGREEMENT**
6

7 Q. Are these FERC-approved JOAs always between RTOs?

8 A. No. FERC has approved JOAs not only between RTOs and ISOs, but also between
9 RTOs/ISOs and independent utilities.
10

11 Q. Would you provide an example?

12 A. Yes. One recent proposal for a JOA was between the SPP RTO and Associated Electric
13 Cooperatives, Inc. (AECI); transmission and operating services are provided by AECI to
14 six regional generation and transmission entities and fifty-one distribution companies in
15 parts of three states.
16

17 Q. What is relevant and important to the issue at hand in that JOA?

18 A. What is relevant and important to the issue at hand is that the SPP-AECI JOA obligates
19 the two Parties to cooperate in at least three important respects – congestion management,
20 transmission planning, and transmission project cost allocation. In addition, the JOA
21 requires significant exchanges of information and establishes a governing committee to
22 assure cooperation. These requirements are summarized in the submittal letter:

23 The JOA obligates SPP and AECI to cooperate on issues such as congestion
24 management, transmission planning, and project expansion cost allocation. The
25 JOA provides for the exchange of information and data, calculations of
26

¹³ Ibid., *Congestion Management Process* at Original Sheet No. 108.

1 transmission capability, emergency operations, joint transmission expansion
2 planning, and protocols for scheduling, coordination of voltage control and
3 reactive power, and dispute resolution. Additionally, the JOA establishes an
4 Operating Committee, ("OC") comprised of representatives of SPP and AECI to
5 oversee efforts to implement the agreement.¹⁴
6

7 Q. Does the JOA require that the parties take account of actions affecting transmission in
8 each other's territory?

9 A. Yes. The SPP/AECI JOA requires the Parties to take account of the transmission impacts
10 of one another's actions. When calculating ATCs/AFCs to assess requests for short-term
11 transmission service, each party must consider impacts on a neighbor even if a
12 transmission reservation is not required on the neighboring system. The JOA states,

13
14 Each Party shall consider impacts on the other Party's facilities in its AFC/ATC
15 calculation and short-term transmission service evaluation processes from service
16 requests to use its transmission system that can be scheduled upon without a
17 corresponding transmission reservation on the other Party's system. However,
18 each Party shall only consider such facilities on the other Party's system with a
19 response factor of equal to or greater than 5%, or as otherwise agreed upon by
20 both Parties, to reservations on the first Party's system.¹⁵
21

22 Q. Does this apply to long-term transmission requests?

23 A. Yes. Similarly, for long-term transmission service requests, the Parties must account for
24 all impacts and the need for system upgrades. The JOA states:

25
26 Analysis of Long-Term Firm Transmission Service Requests. In accordance with
27 applicable procedures under which the Parties provide long-term firm
28 transmission service (one year or more), the Parties will coordinate with each
29 other and conduct, in a timely manner, any studies required to determine the
30 impact of, and necessary upgrades required to provide, such requested service.¹⁶

¹⁴ Submittal letter, September 10, 2008, for *Joint Operating Agreement Among and Between Southwest Power Pool, Inc. and Associated Electric Cooperative, Inc.*

¹⁵ JOA at Original Sheet No. 19, Item 5.2.1.

¹⁶ JOA at Original Sheet No. 26, Item 7.3.4.

1
2 **C. THE PJM/MISO SEAMS AGREEMENT**
3

4 Q. Are the principles you see in the two SPP JOAs you discussed above found in other
5 FERC-required JOAs?

6 A. Yes. For example, the PJM-MISO Joint Operating Agreement includes substantial
7 language demonstrating that system conditions in one RTO must be considered by the
8 other when computing transmission capacities. The following language shows that
9 operators in one system must take account of other systems' constraints when
10 determining the amount of transmission capacity they may make available for sale, and
11 may not simply compute that transmission based on their own system constraints as
12 BCTC has proposed.¹⁷

13
14 The calculation of TTC and ATC pertains to a forecast of transmission capacity
15 that may be available for use by transmission customers. Use of transmission
16 capacity in one system can impact the loadings, voltages and stability of
17 neighboring systems. Because of this interrelationship, neighboring entities must
18 exchange pertinent data for each entity to determine the TTC and ATC/AFC
19 values for its own transmission system. The exchange of data related to
20 calculation of TTC and ATC is necessary to assure reliable coordination, and also
21 to permit either Party to determine if, due to lack of transmission capacity, it must
22 refuse a transmission reservation in order to avoid potential overloading of
23 facilities.¹⁸
24

25 Q. Do you find in this JOA some of the same constructs used in the SPP JOAs?

¹⁷ Note that much of the language in this JOA is similar to that of the SPP/MISO JOA.

¹⁸ *Joint Operating Agreement Between the Midwest Independent Transmission System Operator, Inc. And PJM Interconnection, L.L.C.*, October 15, 2007, at Original Sheet No. 27. We note that, since our research began, this version of the PJM-MISO JOA has been updated to a new version effective February 19, 2009. The paragraph quoted has been altered somewhat, but remains substantively the same.

1 A. Yes. For example, as in other JOAs, the PJM-MISO agreement recognizes that
2 certain flowgates are affected by transmission decisions in multiple operating
3 areas, and that all systems influence the capacity for transmission over these
4 Reciprocal Coordinated Flowgates (RCFs). Data from each system influencing
5 the RCF are required to properly calculate how much firm and non-firm capacity
6 the entity controlling the operation of the Flowgate may offer for sale.

7
8 Coordination Process for Reciprocal Coordinated Flowgates. The Parties will
9 establish and finalize the process and timing for exchanging their respective
10 ATC/AFC calculations and Firm Flow calculations/allocation with respect to all
11 RCFs. Further, the process will allocate Flowgate capacity on a future-looking
12 basis, including the allocation of Firm and Non-Firm Capability (Priority 7, 6, and
13 2) for use in both internal dispatch and selling of transmission service.¹⁹
14

15 Q. What are the practical implications of these FERC-required and -approved JOAs?

16 A. The practical implication is that transmission constraints in one adjoining area can limit
17 the amount of transmission service allowed in the other area. This JOA explicitly states
18 that, since transmission sold by one party can unduly affect Flowgates on the other
19 party's system, the first party must restrict the amount of capacity it sells based on the
20 other party's AFC calculations for Reciprocal Coordinated Flowgates. After stating that
21 "procedures are necessary to assure that each Party respects the other Party's
22 flowgates,"²⁰ the JOA makes it clear that transmission service must take account of
23 transmission capabilities in neighboring areas:
24

25 Requirements:

26 (a) The Parties will exchange firm and non-firm AFC for all relevant Flowgates.

¹⁹ Ibid. at Original Sheet No. 36.

²⁰ Ibid. at Original Sheet No. 32.

1 (b) Each Party will accept or reject transmission service requests based upon
2 projected loadings on its own Flowgates as well as on RCFs under Article VI.
3 (c) Each Party will limit approvals of transmission service reservations, including
4 roll-over transmission service, so as to not exceed the lesser of the sum of the thermal
5 or stability capabilities of the tie lines that interconnect the Parties, provided that firm
6 transmission service customers with terms of one year or longer retain the rollover
7 rights and reservation priority granted to them under the applicable Party's OATT,
8 and further provided that if explicitly stated in the applicable service agreement, a
9 Party may limit rollover rights for new long-term firm service if there is not enough
10 ATC to accommodate rollover rights beyond the initial term.²¹
11

12
13 **D. MODULE F, PART II OF THE MISO OATT**
14

15 Q. Do you have any other JOAs that you would like to discuss here?

16 A. Yes. I would like to add one more. Module F, Part II of the Midwest ISO's OATT, was
17 conditionally approved by FERC on June 13, 2008 as a replacement for the MISO/Mid-
18 Continent Area Power Pool (MAPP) Seams Operating Agreement. That Seams
19 Operating Agreement was set to expire March 31, 2009, and has governed the provision
20 of transmission services by MISO to non-ISO utilities belonging to MAPP since February
21 2005.²²
22

23 Q. What is the significance of this JOA?

24 A. As with the SPP/AECI Seams Agreement, these agreements between MISO and MAPP
25 demonstrate that taking account of constraints on neighboring systems in the
26 determination of TTC and ATC/AFC is not simply an issue for neighboring RTOs and
27 ISOs. Instead, they show FERC's expectation that any adjacent transmission providers,

²¹ Ibid. at Original Sheet No. 32.

²² *Joint MAPP-MISO Filing of Revisions to MAPPCOR-MISO Seams Operating Agreement*, Re: FERC Docket Nos. ER04-691-023, EL04-104-022 and ERO4-960-002, et al. October 31, 2008, pages 1-3. Accessed at http://www.mappcor.org/assets/FERC/SOA%20Extension_10_31_2008.pdf.

1 including utilities abutting RTOs or ISOs, should take account of conditions on
2 neighboring systems in their calculations of transmission capacity across seams.
3

4 Q. What principles in this Seams Agreement would you draw attention to?

5 A. As with the other JOAs described herein, Module F Part II ("Part II") rests upon the
6 notion that conditions in both control areas affect the transmission capabilities between
7 the two. Part II requires both the Transmission Provider [MISO] and the Congestion
8 Management Customer [any utility adjacent to MISO taking Part II service] to account
9 for conditions on the other's network in the course of their operations. For example, as
10 demonstrated in the quote below (pertaining to generation merit order information
11 exchange), Part II explicitly states that certain data are needed to compute accurate values
12 for TTC, ATC, and AFC. Similar quotes could be provided for the exchange of data
13 regarding transmission outages, generator status, interchange schedules, transmission
14 service requests, and AFC for all Coordinated Flowgates.²³
15

16 As necessary to permit the Transmission Provider and the Congestion
17 Management Customer to develop a reasonably accurate dispatch for the
18 calculation of TTC and ATC/AFC values under any modeled condition, they shall
19 provide each other with a typical generation merit order or the generation
20 participation factors of all units on an affected balancing authority basis. The
21 generation merit order will be updated as required by changes in the status of the
22 unit; however, a new generation merit order need not be provided more often than
23 prior to each peak load season.²⁴
24

25 Q. Again, are there practical implications of these FERC-required principles?

²³ *Midwest ISO FERC Electric Tariff, Third Revised Volume No. 1* at Original Sheet Nos. 850Z.08-850Z.14.

²⁴ *Ibid.*, at Original Sheet No. 850Z.09.

1 A. Yes. Notably, Part II also directs that the two parties must reject transmission service
2 requests based on the impact to the other's Flowgates. This demonstrates that Part II
3 envisions that the amount of firm transmission available for sale by one party is
4 dependent upon system constraints in the neighboring area.

5
6 To determine if a transmission service reservation (or interchange schedule) will impact
7 Flowgates to an extent greater than the (firm or non-firm) AFC and to assure that the
8 Transmission Provider and the Congestion Management Customer respect each other's
9 Flowgates, the Transmission Provider and the Congestion Management Customer will
10 transfer Firm and Non-firm AFC for all Coordinated Flowgates. **The Transmission**
11 **Provider and the Congestion Management Customer will continue to accept or**
12 **reject transmission service requests based upon projected loadings on their own**
13 **Flowgates as well as the loadings on the other party's Flowgates so as not to exceed**
14 **the posted AFC.**²⁵ [Emphasis added]
15
16

17 **IV. REVIEW OF SOME BCTC RESPONSES TO INFORMATION REQUESTS**

18
19 Q. Did you review BCTC's responses to Information Requests?

20 A. Yes. I reviewed some of those most relevant to the FERC policy issue addressed in my
21 Testimony.

22
23 Q. Would you like to comment on some of them?

24 A. Yes. There are three that I would like to respond to.

25
26 Q. What is the first of these three?

²⁵ Ibid, at Original Sheet No. 850Z.13.

1 A. The first of the three is BCTC's response to Information Request 2.11.1 from BCUC.
2 The question asks BCTC to respond to the TCE claim that BCTC fails to take into
3 account conditions on neighboring systems when calculating the TRM element in ATC
4 calculations and, therefore, BCTC does not conform to FERC requirements. BCTC
5 provides a lengthy response, but the core of the answer appears to be that "In Order No.
6 890 paragraph 273, FERC set out seven factors that may be taken into account in
7 determining TRM [Transmission Reliability Margin]. None of those factors requires a
8 Transmission Provider to increase TRM by the amount of the difference between its Firm
9 TTC and the forecast [of] hourly import limits on an adjacent transmission system."²⁶

10
11 Q. How would you respond?

12 A. I would respond by saying that BCTC is addressing the wrong question. BCTC is
13 addressing the question of how FERC might want a Transmission Provider to reflect
14 conditions on neighboring transmission systems not whether FERC wants those
15 conditions to be reflected. As to "whether," it is abundantly clear from the quotes I have
16 provided from the 890 Orders and from the JOAs that FERC requires (a) ATC
17 calculations to be consistent on either side of an interface and (b) that all ATC
18 calculations take into account conditions in adjoining transmission systems. It also is
19 common sense that no one should be selling firm transmission service that it knows,
20 based on real-world operating experience over many years, it cannot actually provide.

²⁶ See BCTC Response to BCUC IR 2.11.1, dated April 6, 2009, in Doc. No. B1-17 (April 15, 2009), paragraph 2.

1 It appears BCTC is saying that, since FERC did not give pinpointed advice on how the
2 situation at hand might be reflected in TRM or in TTC, this somehow undermines the
3 fundamental principles set by FERC in the 890 Orders.²⁷ BCTC's logic is not
4 convincing.

5
6 Q. What is the second BCTC response to which you would like to respond?

7 A. The second BCTC response that I would like to address is to Information Request 2.19.1
8 from BCUC. While acknowledging FERC's requirement that ATCs be consistent on
9 either side of an interface, BCTC asserts that, for long-run ATC, this is not possible
10 because "The AESO does not offer a long-term firm service, and so does not calculate a
11 long-term ATC."²⁸

12
13 Q. How would you respond?

14 A. I do not agree. I do not see AESO's practices or policies on long-term firm ATC as
15 determining whether BCTC has enough valid information to take account of conditions in
16 an adjacent area on BCTC's own long-term ATC calculation. Specifically, AESO
17 provides a readily accessible historical database of hourly import capability. For
18 example, by our calculations, that import capability was at or above 480 MW in only
19 approximately 76% of all hours in 2007 and only 60% of all hours in 2008.²⁹ Put another

²⁷ Ibid., see final paragraph.

²⁸ See BCTC Response to BCUC IR 2.19.1, dated April 6, 2009, in Doc. No. B1-17 (April 15, 2009), paragraph 1.

²⁹ Boston Pacific summary based on data on January 1, 2007-December 31, 2008, retrieved from AESO's Available Transfer Capacity Reports Query, <http://itc.aeso.ca/itc/public/atcQuery.do>, accessed April 21, 2009.

1 way, if 480 MW was used as the Long-Term Firm ATC, it would reflect the judgment
2 that the right level for Firm Transmission Service on the Intertie was 480 MW, even
3 though that much firm service could actually be provided only 60% to 76% of the time.
4 These are the kind of data that would allow BCTC and the AESO to come to agreement
5 on a consistent Long-Term Firm ATC that takes account of conditions in Alberta.

6
7 Q. What is the third and final BCTC response you want to comment on?

8 A. The third response is to TCE's Information Request 2.1.2. In this response, BCTC
9 provides documentation for the survey mentioned earlier, mostly in the form of email
10 responses from surveyed transmission providers and notes from phone calls.

11
12 Q. What did you think of the information presented in the survey?

13 A. I did not find it to be compelling. BCTC itself admitted that four of the ten utilities it
14 surveyed took account of constraints on neighboring systems. But even those six from
15 which it claimed support were unconvincing.

16
17 As an example, consider Hydro-Quebec Transenergie (HQT). BCTC spends much if not
18 most of the discussion in its survey review on HQT, and says that HQT's interfaces with
19 the New York and New England ISOs are the most similar to that between British
20 Columbia and Alberta.³⁰ It is worth noting immediately that many of HQT's interfaces
21 along those boundaries have direct current (DC) components instead of or in addition to

³⁰ BCTC OATT Amendment Application, page 148.

1 alternating current (AC) components.³¹ Compared to AC connections, DC connections
2 are more controllable, and help isolate a system from its neighbors. More importantly,
3 BCTC's October 20, 2008 communication with HQT indicates that, at that time, HQT did
4 not coordinate transmission capacities with its neighbors.³² However, a December 23,
5 2008 announcement on HQT's OASIS website³³ indicated that such policies are currently
6 being revised, in light of FERC 890.

7
8 Specifically, HQT states:

9 "In light of FERC Order 890, the Transmission Provider will undertake work in
10 2009 to align capacities posted on its OASIS site with those posted on
11 neighboring systems. New capacity values will be posted as work progresses. As
12 of the posting of this notice, the Transmission Provider will study any new request
13 for transmission service over its interconnections taking into account limits on
14 neighboring systems."

15
16 HQT's new OATT filing is on-going with Quebec's Régie de l'énergie.³⁴ This statement
17 calls the conclusions BCTC draws from HQT's example into question in my mind,
18 because HQT's practices are being reconsidered.

19
20 Q. Does this conclude your Testimony?

21 A. Yes.

³¹ Hydro-Québec TransÉnergie – Oasis, <http://www.transenergie.com/oasis/hqt/en/schemas.htmlx>, last accessed April 21, 2009.

³² See BCTC Response to TCE IR 2.1.2, dated April 6, 2009, in Doc. No. B1-17 (April 15, 2009), at Attachment *HQ 2008 10 20 Email Response*.

³³ Hydro-Québec TransÉnergie – Oasis, General notice archives, <http://www.transenergie.com/oasis/info/ilot/avis.doc>, last accessed April 21, 2009.

³⁴ See <http://www.regie-energie.qc.ca/audiences/3669-08/index3669.htm> and http://www.regie-energie.qc.ca/audiences/3669-08_2/index3669.htm.

